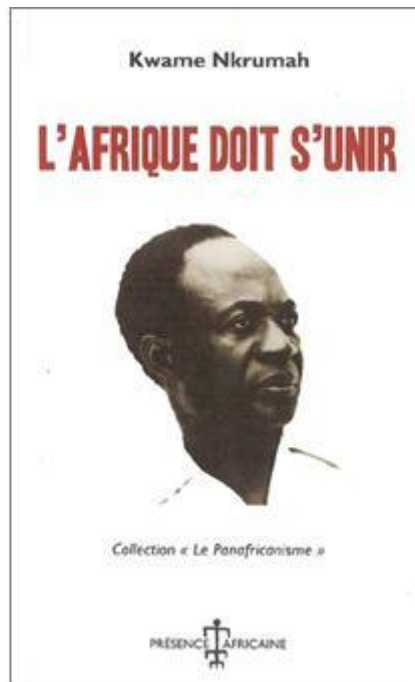


L'Afrique doit s'unir

KWAME NKRUMAH



Page 3

DES LIVRES QUI COMPTENT

Publié aux États-Unis d'Amérique en 1963

par Frederick A. Praeger, Inc., éditeur

64 University Place, New York 3, État de New York

Tous les droits sont réservés

(§) K wame

N krumah

1963

Numéro de la carte de catalogue de la Bibliothèque du

Congrès: 63-18462

1

Imprimé en Grande-Bretagne

Page 4

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Dédié à
George Padmore
(1900-1959)
Et à la nation africaine

Page 5

CONTENU

introduction

page

ix

i Le contexte africain

1

2 L'empreinte coloniale

9

3 Modèle colonial de l'économie

20

4 Société sous le colonialisme

32

5 L'avant-garde intellectuelle

43

6 La liberté d'abord

50

7 Atteindre notre souveraineté

57

8 Problèmes de gouvernement

66

9 Apporter l'unité au Ghana

72

10 Notre Constitution ghanéenne

79

11 L'instrument administratif

87	
12	Reconstruction et développement
97	
13	Vers l'indépendance économique
107	
14	Construire le socialisme au Ghana
118	
15	Vers l'unité africaine
132	
16	Quelques tentatives d'unification
141	
	Intégration économique et politique: le besoin de l'Afrique
150	
18	Néocolonialisme en Afrique
173	
19	L'Afrique dans les affaires mondiales
194	
20	Exemples de grandes unions d'États
205	
21	Gouvernement continental pour l'Afrique
216	
	Indice
223	

Page 6

INTRODUCTION

Liberté! Hedsole! Sawaba! Uhuru!

Hommes, femmes et enfants sur toute la longueur et la largeur

d'Afrique répète les slogans du nationalisme africain - le plus grand

phénomène politique de la dernière partie du XXe siècle. Jamais auparavant dans l'histoire n'a eu une telle ferveur gratuite dom s'exprime dans de grands mouvements de masse qui entraînent dans les bastions de l'empire. Ce vent de changement souffle à travers l'Afrique, comme je l'ai déjà dit, n'est pas un vent ordinaire. C'est un ouragan qui fait rage contre lequel l'ordre ancien ne peut résister.

Les grands millions de l'Afrique et de l'Asie, ont grandi impatients d'être des tailleurs de bois et des tireurs d'eau, et sont se rebeller contre la fausse croyance que la providence en a soyez les serviteurs des autres.

Au cours de ce siècle, il y a déjà eu deux guerres mondiales sur les slogans de la préservation de la démocratie; à la droite de

les peuples à déterminer la forme de gouvernement sous laquelle ils

vouloir vivre. Les hommes d'État ont diffusé le besoin de respecter

libertés fondamentales, le droit des hommes de vivre à l'abri des

l'ombre des peurs qui gênent leur dignité lorsqu'elles existent en

servitude, dans la pauvreté, dans la dégradation et le mépris. Ils

a proclamé la Charte de l'Atlantique et la Charte des États-Unis

Nations, et a ensuite dit que tout cela n'avait aucune référence à la monde asservi hors des limites de l'impérialisme et de la race arrogance.

Mais au cours de la lutte pour leur propre liberté, ils avaient, comme Abraham Lincoln dans la guerre civile américaine, pour s'enrôler l'aide des esclaves, qui ont commencé à remettre en question la justice de leur être entraîné dans des guerres pour la liberté de ceux qui voulaient pour les garder en esclavage. Les énoncés démocratiques de la les hommes d'État du monde ont été soumis à l'examen critique monde colonisé. Les hommes et les femmes des colonies ont commencé à

Page 7

X

INTRODUCTION

les considérer comme des tromperies; clairement ils ne devaient pas avoir une application polyvalente.

La réalisation se brisait sur le vaste monde du sujet peuples que la liberté est autant leur droit inaliénable qu'elle ceux qui s'étaient imposés sur eux sous prétexte de eux la lumière et la civilisation chrétiennes. Les idées de liberté et démocratie, que le monde occidental propageait activement à

s'engager à soutenir leur cause, étaient absorbés avec impatience par ceux à qui la liberté a été le plus vigoureusement refusée. UNE boomerang à ceux qui les diffusent, et `` dangereux '' ceux auxquels ils n'étaient pas destinés à s'appliquer, ils étaient nourrir la volonté de liberté dans les régions d'outre-mer du monde là où leur signification a été le plus profondément ressentie et acceptée. Tournés par les dirigeants nationalistes vers les intérêts de la lutte pour l'émancipation politique, ils ont contribué à fomenter la révolte de la majorité des habitants du monde contre leur oppresseurs. Ainsi, nous avons assisté au plus grand réveil de tous les temps vu sur cette terre de peuples supprimés et exploités contre la pouvoirs qui les ont maintenus dans la soumission. Ceci, sans aucun doute, est l'événement le plus significatif du XXe siècle. Le vingtième siècle est donc devenu le siècle de l'émancipation coloniale, le siècle de la révolution continue qui doit enfin assister à la libération totale de l'Afrique de domination coloniale et exploitation impérialiste. L'indépendance de Le Ghana en 1957 a ouvert grand les vannes de la liberté africaine. En quatre ans, dix-huit autres pays africains ont atteint indépendance. Ce développement est le facteur unique au monde

affaires aujourd'hui. Car il a apporté des changements significatifs dans la composition de l'Organisation des Nations Unies, et impact considérable sur l'équilibre des affaires mondiales en général.

Cela a abouti à un monde élargi de nations libres dans lequel le voix de l'Afrique et des États renaissants d'Asie et d'Amérique latine et les Caraïbes exigeront une attention de plus en plus attentive.

Ce monde en expansion de nations africaines libres est le point culminant de la lutte consciente et déterminée des peuples africains pour jeter le joug de l'impérialisme, et il transforme le continent. Tous les remparts du colonialisme ne sont pas encore tombés.

Certains sont toujours debout, bien que montrant des loyers béants de la tempête les assauts qui ont été faits contre eux. Et nous qui avons

Page 8

INTRODUCTION

xi

bataillé notre chemin vers l'indépendance ne restera pas silencieux jusqu'à ce que le le dernier bastion du colonialisme a été jeté au sol en Afrique.

Car nous nous sommes consacrés à la réalisation du total Liberté africaine. Voici un lien d'unité qui allie l'Afrique libre avec l'Afrique non libre, ainsi que tous ces États indépendants

dédié à cette cause. Mon parti, le peuple de la Convention
Parti, défend avec ferveur, comme un droit incontestable, la
brûlure
aspirations des peuples encore soumis de notre continent à
liberté. Depuis notre création, nous avons élevé en tant que
cardinal
politique, l'émancipation totale de l'Afrique du colonialisme
en tout
ses formes. A cela, nous avons ajouté l'objectif de la politique
l'union des États africains comme la garantie la plus sûre de
notre
la liberté et la base la plus solide pour notre individu, rien de
moins
que notre avancement commun, économique, social et
culturel.

Dans mon autobiographie, et dans une certaine mesure aussi
dans un autre livre
du mien, *je parle de liberté*, j'ai essayé de montrer comment
et pourquoi
la lutte pour l'indépendance s'est développée et a réussi à
l'époque
Côte d'or. Mon but est maintenant de retracer brièvement les
contexte et les effets de siècles de colonialisme sur le
la vie politique, économique et sociale de l'Afrique dans son
ensemble; placer
développements au Ghana dans le contexte plus large de
l'Afrique
révolution; et d'expliquer ma philosophie politique en me
basant sur mon
conviction de la nécessité de la liberté et de l'unification de
l'Afrique

et ses îles.¹

1 Les îles suivantes sont les îles d'Afrique: (i) Îles Canaries Gran Canaria, Tenerife, Las Palmas, Ferro, Fuerte-Ventura, Lanzarote, *espagnol* ; (2) Cape Îles Verde (Sto. Antao, Sao Tiago), *portugais* ; (3) Madère avec Selvagens, *portugais* ; (4) Arquipelago dos Bijagos (Caravela, Roxa), *Portugais* », (5) île de Los, *Guinée* ; (6) Fernando Po, *espagnol*; (7) Principe, *Portugais*; (8) Sao Tomé, *portugais* ; (9) Annohon, *espagnol*; (10) Ascension, *Britannique*; (11) Sainte-Hélène, *britannique* ; (12) Tristan da Cunha avec Gough, *britannique*; (13) Prince Edward et Marion, *sud-africains* ; (14) Malgache, *Indépendant*; (15) Bassas da India, *français* ; (16) Europe, *français*; (17) De la Réunion, *Français* ; (18) Maurice, *britannique*; (19) Rodriguez, *britannique*; (20) Archipel des Comores (Grande Comore, Mohéli, Anjouan, Mayotte, Banc du Geyses, Glorieuses), *français*; (21) Seychelles (Oiseau, Denis, Silhouette, Praslin, Mahé, Platte, Amirante, Desroches, Bijoutier, Alphonse, Saint-François, Coetivy, Aldabra, Assomption, Cosmoledo, Astove, Providence, Saint-Pierre, Cerf, Farquhar, Agalega), *britannique*; (22) Socotra, *britannique*; (23) Dahalach Chebir,

*Éthiopien; (24) Zanzibar, britannique; (25)
Pemba, britannique; (26) Mafua, britannique.*

Page 9

XII

INTRODUCTION

Par cette conviction, je suis forcément autant concerné avec les problèmes de tous les différents pays qui composent notre grand continent comme je le suis avec ceux du Ghana. J'ai, là avant, dessiné pour illustrer tous les modèles de colonialisme. Si il semble parfois y avoir une emphase sur les Britanniques et sur les événements au Ghana, c'est parce qu'ils font partie de mon expérience personnelle. Ils ont été à un considérable mesure les agences qui ont façonné mes processus intellectuels et philosophie politique. Mais j'ai aussi, en tant qu'Africain et être politique entraîné dans le vortex des affaires africaines hors de mon dévouement à la cause de la liberté et de l'unité de l'Afrique, soutenu une impression indélébile de l'expérience de mon continental frères sous d'autres dirigeants coloniaux. Leur histoire de sujétion colonialiste ne diffère de la nôtre que par détail et degré, non en nature. Il y en a qui se débrouillent bien distinctions entre une marque de colonialisme et une autre, qui

déclarent que les Britanniques sont `` meilleurs '' maîtres que les Français, ou les Français `` meilleurs '' que les Belges, ou les Portugais ou les colons blancs d'Afrique du Sud, comme s'il y avait de la vertu dans le degré auquel l'esclavage est appliqué. Une telle différenciation spécieuse viennent de ceux qui n'ont jamais connu les misères et la dégradation de la répression et de l'exploitation colonialistes.

Plus souvent, ils sont des apologistes du colonialisme de leur propre pays, anxieux, par patriotisme jingo, de plaider pour ça.

Le sujet colonial, véritable porteur de la fardeau », ne peut avoir une telle approche philosophique. Il est là par conséquent, incapable de juger de la délicate différence entre devoir franchir une porte marquée `` indigènes '' dans n'importe quelle partie du monde et un si marqué à Johannesburg, simplement parce que ce dernier serait souvent dans une zone séparée et ségréguée.

Quels que soient les moyens utilisés par les colonialistes, l'objectif était la même chose. Ce n'était pas qu'un groupe d'hommes méchants s'est réveillé simultanément un matin en Angleterre, en France,

Belgique, Allemagne, Portugal ou dans tout autre pays colonial
pays, et a décidé que ce serait une bonne chose de sauter
en Afrique et broyer le nez des gens dans la poussière pour
qu'ils
pourraient tous se retirer dans leur patrie en temps voulu,
riches
et heureux des difficultés des Africains. C'était bien plus

Page 10

INTRODUCTION

XIII

complexe que cela, malgré les compulsions de pillage qui
envoyé les Portugais et d'autres dès le quinzième
siècle pour cueillir l'or et l'ivoire de l'Afrique, et plus tard son
trésor, pour enrichir les coffres des monarques occidentaux
et
marchands.

Quand la grande ruée vers l'Afrique a commencé au dernier
trimestre

du dix-neuvième siècle, les colonies étaient devenues un
appendice du capitalisme européen, qui avait alors atteint
le stade de monopole industriel et financier qui nécessitait
l'expansion territoriale pour fournir des sphères
d'investissement en capital,

sources de matières premières, marchés et points
stratégiques de

défense impériale. Ainsi tous les impérialistes, sans
exception,

ont fait évoluer les moyens, leurs politiques coloniales, pour
satisfaire les fins, les

l'exploitation des territoires concernés pour l'agrandissement de
les pays métropolitains. Ils étaient tous rapaces; ils tous
subordonné les besoins des terres soumises à leurs propres
demandes;
ils ont tous circonscrit les droits de l'homme et les libertés; ils
tous
réprimé et dépouillé, dégradé et opprimé. Ils ont pris
nos terres, nos vies, nos ressources et notre dignité. Sans
exception, ils ne nous ont laissé que notre ressentiment, et
plus tard,
notre détermination à être libre et à s'élever une fois de plus
au niveau de
des hommes et des femmes qui marchent la tête haute.
Quand ce moment est venu et nous avons montré notre
résolution de nous débarrasser
d'entre eux comme des intrus étrangers non désirés et
indésirables, ils
refusé d'y aller jusqu'à ce que nous ayons forcé le
problème. C'était quand ils étaient partis
et nous avons été confrontés aux dures réalités, comme au
Ghana sur le
demain de notre indépendance, que le dénuement de la terre
après de longues années de domination coloniale, il nous a
été ramené à la maison.
Il y avait des bidonvilles et la misère dans nos villes, des
superstitions et
anciens rites dans nos villages. Partout dans le pays, de
grandes étendues de
les terres ouvertes étaient non cultivées et inhabitées, tandis
que les

les maladies sévissaient parmi notre peuple. Nos routes étaient maigres, nos chemins de fer courts. Il y avait beaucoup d'ignorance et peu de compétences. Plus de quatre-vingts pour cent de nos habitants étaient analphabètes, et notre les écoles étaient nourries de papier impérialiste, sans aucun rapport avec notre antécédents et nos besoins. Le commerce et le commerce étaient contrôlés, dirigés et dirigés presque entièrement par des Européens.

Parmi les industries, nous n'en avons aucune, sauf celles qui extraient de l'or et diamants. Nous n'avons pas fabriqué une épingle, pas un mouchoir, pas une allumette.

Page 11

xiv

INTRODUCTION

Le seul tissu que nous avons produit était du *kente* tissé à la *main*, traditionnel et exclusif. Nous étions sans la plupart des matières premières nécessaire à la production industrielle. Bien qu'il y ait eu études géologiques de notre sous-sol, nous ne savions pas si ces documents existaient ou non, car les rapports avaient été scrupuleusement retenus. Nous dépendions de l'extérieur monde, et plus particulièrement sur le Royaume-Uni, pour pratiquement tout ce que nous avons utilisé dans notre vie quotidienne.

Parmi nos routes se trouvaient celles appelées `` routes politiques ", les anciennes, routes coloniales usées et parfois non goudronnées. Il y avait aussi les nouvelles routes, construites depuis 1951, lorsque mon parti est entré en gouvernement. Il y avait le port de Takoradi et le nouveau port et port en construction à Tema. Nous avions un télégraphe et système téléphonique. Nous avions une machine administrative efficace, mais un ajusté aux besoins de la domination coloniale et décidément pas le plus adapté aux nouvelles exigences des indépendants indépendance. En tant qu'héritage, il était austère et intimidant, et semblait être résumée dans la nudité symbolique qui a rencontré moi et mon collègues lorsque nous avons officiellement emménagé dans le château de Ghristiansborg, anciennement la résidence officielle du gouverneur britannique. Fabrication notre tour à travers pièce après pièce, nous avons été frappés par le général vide. Sauf pour un meuble occasionnel, il y avait absolument rien pour indiquer que seulement quelques jours avant les gens y avait vécu et travaillé. Pas un chiffon, pas un livre ne devait être

a trouvé; pas un morceau de papier; pas un seul rappel que pour très de nombreuses années, l'administration coloniale avait eu son centre là. Cette dénudation complète ressemblait à une ligne tracée à travers notre continuité. C'était comme s'il y avait eu une intention de couper tous les liens entre le passé et le présent qui pourrait nous aider à trouver nos repères. C'était un rappel secret qu'ayant nous-mêmes rejeté ce passé, c'était à nous de faire futur seul. D'une certaine manière, cela dépendait d'une partie de notre expérience depuis notre entrée en fonction en 1951. De temps en temps, nous avons trouvé des lacunes dans les enregistrements, des liens de connexion manquants ici et là-bas, ce qui nous a rendu difficile d'obtenir une image complète de certaines questions importantes. Il y avait des moments où nous avions une idée de des documents non divulgués, des fichiers égarés, des rapports qui

approfondi dans le domaine de la pérennité de la
domaine délabré dont nous avons hérité. Cela, nous l'avons
compris, était
partie de l'entreprise de déloger un titulaire qui n'avait pas
été
trop disposé à partir et exprimait un sentiment de blessure
dans des actes de
irritabilité. D'un autre côté, il y a peut-être eu des choses à
cacher. Cela faisait partie du prix, comme beaucoup d'autres,
que nous devons payer
pour la liberté. C'est un prix que nous payons toujours et que
nous devons
continuer à payer pendant un certain temps.
Car la liberté n'est pas une marchandise qui est `` donnée5
aux esclaves
à la demande. C'est une récompense précieuse, le brillant
trophée de
lutte et sacrifice. Ni la lutte et le sacrifice ne cessent
avec la réalisation de la liberté. La période de servitude part
derrière des péages au-delà de ce qu'il a déjà pris. Ce sont le
coût
de combler le vide laissé par le colonialisme; la lutte
et le labeur pour construire la fondation, puis la
superstructure,
d'une économie qui élèvera le niveau social de notre peuple,
qui leur fournira une vie pleine et satisfaisante, à partir de
laquelle
le besoin et la stagnation auront été bannis. Nous devons
garder
étroitement notre liberté durement acquise et la protéger du
prédateur

desseins de ceux qui souhaitent nous réimposer leur volonté.
Les nouvelles nations comme la nôtre sont confrontées à des
tâches et à des problèmes
cela mettrait certainement à l'épreuve l'expérience et
l'ingéniosité de beaucoup
États plus anciens. Ils seraient déjà assez difficiles si nous
existions dans un
monde pacifique, libre de puissances rivales et intéressé
pays désireux de se mêler de nos affaires intérieures et de
manipuler
nos relations intérieures et extérieures pour nous diviser
au niveau national et international. En l'état, nos problèmes
sont faits
plus vexés par les dispositifs des néocolonialistes. Et quand
nous
essayer de les traiter d'une manière qui, compte tenu de tous
les faits qui nous sont connus, semblent les plus appropriés
dans le
s'efforcer de maintenir l'unité interne sur laquelle notre
la viabilité et le progrès dépendent, nous sommes déformés
monde extérieur au point de distorsion.
Si ce monde extérieur nous refuse sa sympathie et comprend
nous avons au moins le droit de lui demander de nous laisser
travailler
notre destin de la manière qui semble la plus appropriée à
notre circonstance
positions et moyens, tant humains que matériels. Dans tous
les cas, nous
sont déterminés à surmonter les forces perturbatrices qui
nous sont opposées

xvi

INTRODUCTION

et de forger en Afrique une nation ghanéenne qui se démarquera comme un exemple brillant devant le reste du monde des Africains capable à gérer ses propres affaires. Que nous réussions, je n'en doute pas. Mais des années de labeur et la persévérance, la retenue et même la privation nous attendent. Nous devons nous libérer de l'emprise de l'impérialisme économique, et protéger notre liberté. Nous devons en même temps cesser de travailler moins pour la libération et l'unité complètes de l'Afrique. Il y a, en fait, une relation d'interaction dans ces objectifs. L'impérialisme est toujours la force la plus puissante avec laquelle il faut compter Afrique. Il contrôle nos économies. Il opère dans le monde entier à l'échelle dans des combinaisons de différents types: économique, politique, culturel, éducatif, militaire; et à travers services de renseignement et d'information. Dans le contexte de la nouvelle indépendance montante en Afrique, elle a commencé et va continuer, à prendre de nouvelles formes et des déguisements plus subtils. C'est déjà utiliser, et continuera à utiliser, les différents

les associations culturelles et économiques que le colonialisme a forcées entre anciens maîtres européens et sujets africains. Il est créer des états client, qu'il manipule à distance. Il déformera et jouera, comme il le fait déjà, sur les peurs latentes nationalisme et indépendance en plein essor. Il sera, comme il est déjà en train de faire, attiser les feux des intérêts sectionnels, des la cupidité et l'ambition des dirigeants et des aspirants Puissance. Ceux-ci et bien d'autres seront les manières détournées de la néo colonialisme par lequel les impérialistes espèrent garder leur étranglement conserver les ressources de l'Afrique pour leur propre enrichissement continu. Pour assurer leur hégémonie continue sur ce continent, ils utilisera n'importe quel appareil pour arrêter et perturber la volonté croissante parmi les vastes masses de populations africaines pour l'unité. Tout comme notre force réside dans une politique et une action unifiées pour le progrès et développement, de sorte que la force des impérialistes réside dans notre dis unité. En Afrique, nous ne pouvons les rencontrer efficacement qu'en présentant un front unifié et un objectif continental.

Nous devons être constamment en alerte, car nous sommes fermement résolu que notre liberté ne sera jamais trahie. Et ça la liberté qui est la nôtre de construire nos économies, est exposée au danger aussi longtemps qu'un seul pays de ce continent restera

Page 14**INTRODUCTION****xvii**

sous la domination coloniale et aussi longtemps qu'il existe des les gouvernements fantoches du sol manipulés de loin. Notre liberté est exposé au danger aussi longtemps que les États indépendants de L'Afrique reste à part.

En ce moment même, l'Union sud-africaine se construit une machine militaire comparable à celles des plus grands nations d'Europe occidentale. Cela présente un très inquiétant danger, pas seulement pour la lutte de ces peuples africains encore luttant pour la liberté, mais à l'existence même de l'indépendant États africains. À moins que nous ne rencontrions cette évidence et très puissante menace avec un front africain unifié, basé sur un politique économique et de défense, la stratégie sera de nous enlever et détruisez-nous un par un.

Notre rempart essentiel contre ces sinistres menaces et d'autres conceptions multiformes des néocolonialistes sont dans notre union politique. Si nous voulons rester libres, si nous voulons profiter du profiter pleinement des riches ressources de l'Afrique, nous devons nous unir pour planifier notre défense totale et la pleine exploitation de notre matériel et des moyens humains, dans le plein intérêt de tous nos peuples. 'Pour y aller seul " limitera nos horizons, réduira nos attentes et menacent notre liberté. Mais puisque nous ne pouvons pas rester les bras croisés en attendant la consommation de nos espoirs pour la première unification de l'Afrique, nous au Ghana font nos plans et s'efforceront sans relâche d'élever notre personnes à des niveaux de vie civilisés aussi élevés que nous pouvons le faire par nos propres efforts. En même temps, nous ne nous relâcherons jamais nos efforts pour apporter une indépendance et une unité totales à cette continent, pour le plus grand bien de toute l'Afrique et de chacun de nous en tant que membres constituants de l'Union africaine.

Le colonialisme et ses attitudes meurent dur, comme les attitudes des esclaves, dont la gueule de bois domine encore le comportement dans certaines parties de l'hémisphère occidental. Avant que l'esclavage ne soit pratiqué dans le Nouveau Monde, il n'y avait pas de dénigrement spécial des Africains. Voyageurs sur ce continent décrivent les habitants dans leurs archives avec la naturelle curiosité et l'examen à attendre des personnes venant d'autres environnements. C'était quand la traite des esclaves et l'esclavage a commencé à développer les proportions horribles qui ont fait la base de cette accumulation de capital qui a aidé la montée de l'industrialisme occidental, qu'une nouvelle attitude envers les Africains ont émergé. `` L'esclavage dans les Caraïbes a été aussi étroitement identifié avec l'homme de couleur. Une torsion raciale a ainsi été donnée à ce qui est fondamentalement un phénomène économique menon. L'esclavage n'est pas né du racisme: c'est plutôt le racisme conséquence de l'esclavage¹. mythe de l'infériorité de la «couleur». Ce mythe a soutenu la suite viol de notre continent avec sa spoliation et sa poursuite l'exploitation sous les formes avancées du colonialisme et impérialisme.

C'était au cours de la période qu'on a appelée `` le
ouverture de l'Afrique 'où a commencé à naître une école de
ce que certains fervents nationalistes africains ont surnommé
`` impérialiste
anthropologues, dont les rangs s'étendent jusqu'à nos jours.
Leurs travaux visent à prouver l'infériorité de l'Africain.
Tout ce qui a de la valeur découvert en Afrique est attribué
par eux à l'influence d'un groupe prétendument supérieur au
sein
continent ou à des personnes extérieures à l'Afrique. L'idée
que

1 Dr Eric Williams: *Capitalism and Slavery* , University of
North Carolina Press,
Chapel Hill 1944, p. 7.

Page 16

2

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

L'Afrique peut avoir exercé n'importe quelle influence
civilisatrice sur d'autres
les gens sont évités ou refusés.

Récemment, une autre école de pensée réévalue les preuves
et appliquer des normes de jugement plus
objectives. Quelques

les historiens et les anthropologues pensent que la civilisation
est née

simultanément en Afrique et en Chine. Très bien ex
ploration pour plus de preuves qui détermineront le début
l'histoire de l'homme en Afrique reste à faire.

LSB Leakey¹, a ceci à dire:

Dans tous les pays que l'on visite et où l'on est entraîné

conversation sur l'Afrique, la question est régulièrement posée par des gens qui devraient savoir mieux: `` Mais quelle est la contribution de l'Afrique lié au progrès mondial? . . . pas la roue, pas d'écriture, pas les mathématiques, pas l'art. . . pas ceci, pas cela et pas l'autre chose . . . * Ces critiques de l'Afrique oublient que les hommes de science sont aujourd'hui, à quelques exceptions près, convaincus que l'Afrique était la lieu de naissance de l'homme lui-même, et que pour plusieurs centaines de cen par la suite, l'Afrique était à l'avant-garde de tous les progrès mondiaux. Il est certain que les origines de la culture européenne retracent leur racines des anciennes civilisations de la vallée du Nil. De bonne heure les géographes et les chroniqueurs parlent d'Africains bien organisés États et empires des deux côtés du continent. Afrique du Nord, avant l'invasion islamique habitée par les Touareg et Peuple berbère, a maintenu des sociétés florissantes et des centres de Commerce. C'est avec la propagation de l'islam que la poussée arabe de masse atteint la ceinture septentrionale de l'Afrique ainsi que l'Égypte. Du découverte de documents écrits en arabe remontant au

neuvième siècle, nous apprenons quelque chose du passé de l'Afrique. Ils

dites-nous que le Ghana était déjà un État centralisé en 800 **après JC** .

Ce royaume, dont le centre se trouvait à environ 200 miles au nord de la

bassin versant entre les fleuves Sénégal et Niger, était un des premiers royaumes d'Afrique de l'Ouest. Bien que le Ghana

a été sérieusement affaibli par l'invasion almoravide de la XIe siècle, ses traditions de gouvernement et d'empire ont fait

Ne pas mourir. Ils ont atteint des sommets encore plus élevés dans son état successeur

du Mali, qui a prospéré au XIVe siècle, et qui possédait des centres intellectuels, tels que Djenné et Tombouctou,

1 Le progrès et l'évolution de l'homme en Afrique (OUP 1961) : Conférence 1, Le Progrès de l'homme en Afrique, p. 1.

Page 17

LE CONTEXTE AFRICAIN

3

dont les collèges pourraient échanger des universitaires avec l'Espagne et d'autres

parties du monde musulman. Lorsque le Mali a refusé, il a été remplacé

par le tout aussi splendide empire Songhay de Gao, tandis que plus loin

l'est était le grand état du Kanem, avec une monarchie, presque aussi ancien comme celui du Ghana, qui continua résolument dans le XIXe siècle.

Des livres comme le *Tarikh es Sudan* et le *Tarikh el Fettach*, écrits

par les savants africains de Tombouctou au XVIe et XVIIe siècles, donnent des descriptions graphiques de États soudanais de puissance et de prestige. L'un des grands écrivains

de l'Islam, Ibn Battuta, en tournée à travers le Mali au milieu du XIVe siècle, a observé de ses peuples qu'ils sont rarement injustes et ont une plus grande horreur de l'injustice

que toute autre personne. Leur sultan ne montre aucune pitié à personne

qui est coupable du moindre acte de celui-ci. Il y a une sécurité totale dans

leur pays. Ni voyageur ni habitant n'y ont rien

craindre des voleurs ou des hommes de violence. Ils ne confisquent pas

la propriété de tout homme blanc qui meurt dans son pays, même si

ce sont des richesses innombrables. Au contraire, ils le donnent dans le

charge d'une personne de confiance parmi les Blancs, jusqu'à ce que le

l'héritier légitime en prend possession¹.

Pourrait-on en dire autant de nos contemporains européens de

cet instant ? L'Europe entrait alors dans sa Renaissance; c'était se réveiller de la torpeur sociale du médiévalisme et diviser dans des royaumes mesquins et querelleurs. Le capitalisme était sur le soulèvement et les aventuriers marins commençaient leur recherche séculaire d'or, d'épices et de soieries, d'esclaves et de l'ivoire, afin de les piller pour avoir faim d'argent monarques et commerçants. Ces voyages les ont amenés sur la côte d'Afrique. À l'origine, le littoral africain a été exploré par Les marins phéniciens et grecs et les connaissances Le contact chinois avec la côte est remontant au moins au début Douzième siècle. On peut dire que la période d'exploration moderne avoir commencé avec les voyages portugais pendant le temps de Prince Henri le Navigateur (1394-1460). Bartholomew Diaz a navigué autour du cap de Bonne-Espérance en 1488, et une dizaine d'années

1 *Ibn Battuta: Voyages en Asie et en Afrique* 1325-1354, traduit par HAR Gibb (Routledge 1929) pp. 329-30.

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

plus tard, Vasco de Gama a touché la côte kenyane alors qu'il se rendait

Inde.

Quel genre de personnes, quel genre de villes ont fait ces pillards

trouver ? Basil Davidson, apportant des preuves à partir de documents authentiques

du temps, résume ainsi la scène:

Ils ont jeté l'ancre dans des paradis qui regorgeaient de transports maritimes.

Ils sont allés à terre dans des villes aussi belles que tout sauf quelques-unes qu'ils auraient pu

connu en Europe. Ils ont observé un commerce maritime florissant en

or et fer et ivoire et écaille de tortue, perles et cuivre et tissu de coton, esclaves et porcelaine; et ont vu qu'ils avaient est tombé sur un monde de commerce encore plus grand, et peut-être

plus riche que tout ce que l'Europe savait.

A ces marins européens des dernières années du quinzième siècle, la côte de l'Afrique de l'Est n'aurait pas pu paraître moins

civilisés que leur propre côte du Portugal. En matière de richesse

et la connaissance d'un monde plus large, cela doit avoir semblé beaucoup

plus civilisé. Ils ont été à plusieurs reprises surpris par la facilité et

substance des ports et des villes qu'ils ont vus et abrités dans et

pillés. Ils se sont retrouvés à plusieurs reprises ignorés comme

étrange et grossier. `` Quand nous avons passé deux ou trois jours à

cet endroit, dit le journal de bord laconique du vaisseau amiral de da Gama, le

Sao Gabriel , d'une rencontre dans un port qui était probablement Queli-

crinière [au-dessus du fleuve Zambèze], «deux *senhores* du pays

est venu nous voir. Ils étaient très hautains; et rien apprécié que nous leur avons donné. L'un d'eux portait une casquette avec une frange em

brodé en soie, et l'autre un bonnet de soie verte. Un jeune homme

en leur compagnie - nous avons donc compris d'après leurs signes - était venu

d'un pays lointain, et avait déjà vu de grands navires comme le nôtre. »¹

C'était l'Afrique que trouvaient ces marins pillards, une Afrique

de villes justes et prospères, dont les habitants leur ont permis

entrée empêchée, à leur propre perte. Pour les étrangers, instruit dans les rivalités amères de l'Europe. . . tombé sur ces civilisations tolérantes et faciles à vivre de l'océan Indien avec une

la férocité et la violence qui ne ressemblaient à rien plusieurs siècles. . . . Tout cela était aussi simple pour les Portugais, et

pour à peu près les mêmes raisons, comme c'était en Inde chaque fois qu'ils se rencontraient

1 Basil Davidson: la *vieille Afrique redécouverte* , Victor Gollancz Ltd. 1959, p. 165.

Piste 19

LE CONTEXTE AFRICAIN

5

avec résistance à leur avidité et à leur vol. Ils étaient mieux armés.

Ils ont été entraînés à la cruauté. Ils voulaient plus qu'un simple monopole du commerce, si ruineux que ce soit pour le villes côtières: ils voulaient aussi du butin. La guerre africaine, comme

La guerre indienne, a été conçue pour minimiser les pertes, non

maximisez-les. Ces envahisseurs n'avaient pas de tels soins.¹

Il vaut la peine de s'attarder sur ces faits lorsque nous nous souvenons de la

prétextes sur lesquels la colonisation européenne ultérieure de l'Afrique

justifié. Assumer la responsabilité chrétienne de racheter

L'Afrique de la légèreté de la barbarie, les ravages de la

La traite européenne des esclaves a été oubliée; les

énormités de la

La conquête européenne a été ignorée. Cartes préparées en Europe

qui avait porté les noms du Mali et de Songhay ont été perdus.

Les archives des royaumes africains ont été laissées pour recueillir la poussière et

s'effondre. Les réalisations des États qui avaient manu

facturé en fer et en or et poursuivi une activité internationale lucrative

le commerce a été effacé de la mémoire.

Ils avaient disparu à la suite de la poursuite de la pénétration et spoliation. Pour sur les talons des Portugais il a rapidement suivi le néerlandais, l'espagnol, le danois et l'anglais et

Marins et commerçants français. Leurs buts étaient les mêmes, leurs

méthodes aussi. Ils ont mis en place des forts et des postes de traite à divers

points le long de nos côtes, et a ajouté une marchandise vivante à la

autres objets de pillage. Depuis plus de trois cents ans, l'esclave

le commerce a dominé l'histoire de l'Afrique; et, en fait, influence encore

aujourd'hui à travers notre population diminuée et sa brutalisation

et des effets retardateurs sur notre ordre socio-économique. Cela fait

pas besoin d'un esprit très perspicace pour apprécier le désastreux

ses conséquences sur le développement de l'Afrique. Ensemble

les villages étaient souvent vides d'habitants soit par capture ou vol. Le nombre d'habitants prélevés sur Continent africain en tant qu'esclaves a été diversement mis entre

vingt et cinquante millions.

Au Ghana, il existe de nombreux rappels de ces jours. Chris-

le château de Christiansborg, construit par les Danois au XVII^e siècle, tient toujours. Alors faites aussi des forts à Cape Coast, leurs canons

toujours face à la mer, où ils étaient autrefois utilisés pour conjurer

1 Basil Davidson: op. cit., pp. 168-70.

Page 20

6

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

les attaques d'autres Européens qui voulaient piller l'or et ivoire, et de participer à la riche traite des esclaves.

Ce sont les Portugais qui, au XVe siècle, découvrent l'or dans la zone entre les rivières Ankobra et Volta et appelé le pays Mina, «la mine» ou la «Gold Coast». Ils ont été les premiers à construire des entrepôts fortifiés le long de nos côtes pour

la protection de leur commerce. Mais bientôt l'espagnol, l'anglais et

Les navires hollandais ont également commencé à explorer la côte guinéenne, car ils

est venu pour l'appeler, et plus de forts ont été établis. Vers la fin

du XVI^e siècle, la Gold Coast exportait une dizaine de mille esclaves par an, et plus de la moitié du commerce se faisait

Les mains britanniques. En 1808, la Grande-Bretagne a arrêté le commerce des esclaves, et en

1874, la colonie de la Gold Coast est établie, trente ans après le ``Bond '' signé par nos chefs a donné à la Grande-Bretagne sa première véritable politique

influence dans le pays.

La fameuse `` ruée vers l'Afrique5 " a commencé au dernier trimestre

du XIXe siècle. A cette époque, la Grande-Bretagne, la France, L'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la Belgique et l'Italie se sont lancés dans une

course pour les colonies. En 1881, la France étend son emprise coloniale

au-dessus de Tunis, et l'année suivante, la Grande-Bretagne a obtenu le contrôle

sur l'Égypte. En 1884, la première colonie allemande a été établie à

Angra Pequena sur la côte sud-ouest de l'Afrique. L'occupa suivi du Togo et du Cameroun en Afrique de l'Ouest. UNE

La force française s'est emparée du territoire entre le Cameroun et

la colonie portugaise d'Angola, devenue la

Congo. En 1894, le tricolore a été hissé au-dessus de Tombouctou,

Dahomey et Côte d'Ivoire. L'ensemble de l'ouest du Soudan fut bientôt occupée par la France. En 1885, un protectorat a été établi

sur Madagascar.

S'ensuit alors la jalousie anglo-française qui culmine en une crise en 1898 lorsque l'occupation du poste soudanais de Fashoda a menacé de bouleverser la position coloniale de la Grande-Bretagne au sein

cette zone. La guerre entre la France et la Grande-Bretagne semblait être

imminent, mais la force française s'est retirée. La France a ensuite tourné

son attention au Maroc. Là, elle s'est heurtée à l'allemand des ambitions. Une conférence des puissances coloniales a été convoquée

Algésiras en 1906, avec pour résultat que le français et l'espagnol

des allégations d'ingérence dans les affaires intérieures marocaines ont été reconnues.

En 1876, l'Association internationale du Congo a été créée

Page 21

LE CONTEXTE AFRICAIN

7

sous la direction de Léopold II de Belgique pour l'occupation du bassin du Congo. Parmi les objets déclarés de l'Association l'intention était d'ouvrir à la civilisation la seule partie de notre globe où il n'avait pas encore pénétré ». Au Berlin Conférence de 1884-85, lorsque les puissances européennes se sont

L'Afrique entre eux, Léopold a obtenu la permission de former

les colonies belges dans un `` État libre du Congo " sous son suzeraineté personnelle.

L'Italie, arrivée relativement tard dans la course aux colonies, occupé, entre autres, Assab et Massawa (sur le Rive africaine de la mer Rouge); et en 1889 la colonie d'Italien Le Somaliland a été formé. Ainsi, au début du vingtième siècle, l'Afrique, à l'exception de l'Afrique du Sud qui a développé

différemment, était largement répartie entre les différents pouvoirs. Les peuples africains, les ressources minérales, les ports, les rivières,

forêts - toutes devaient être utilisées pour développer l'économie et force politique des puissances coloniales. Certains des territoires ont changé de mains après le premier monde Guerre, lorsque les anciennes colonies allemandes ont été réparties parmi les vainqueurs en tant que territoires sous mandat de la Société des Nations. La Grande-Bretagne a reçu l'Afrique orientale allemande, un quart du Togo et un morceau du Cameroun. La France a repris les trois autres les quartiers du Togoland et la plus grande partie du Cameroun, tandis que la Belgique a une part de l'Afrique orientale allemande. L'Union des L'Afrique du Sud a reçu l'Afrique du Sud-Ouest allemand. Tout comme lorsque les colonies ont été initialement saisies, les droits de les peuples autochtones ont été complètement ignorés. Territorial les limites ont été confirmées ou fraîchement délimitées conformément avec le nouveau «partage» de manière tout à fait arbitraire. Ils n'avaient pas relation aux réalités ethniques. Dans de nombreux cas, les frontières transcendent tribus et même villages. Problèmes résultant du cynique le morcellement de l'Afrique subsiste et ne peut être réglé que par union continentale.

Les raisons qui ont conduit les nations d'Europe à chercher des colonies ont été expliqués, avec un accent différent, par de nombreux historiens. La plupart semblent convenir que les puissances coloniales ont été guidées principalement par des considérations économiques, politiques et militaires, probablement dans cet ordre. Bien que certaines personnes puissent avoir venir en Afrique de motifs purement altruistes les idées générales

Piste 22

8

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

de la `` mission civilisatrice `` européenne et de la `` mission de l'homme blanc `` fardeau 'ont enfin été largement abandonnés, même par les plus enragé des impérialistes.

Page 23

CHAPITRE DEUX

L'IMPRESSION COLONIALE

Le terme `` colonie `` signifiait à l'origine un règlement d'immigrés subventions dans un pays étranger. Au sens politique, une colonie est soit un règlement des sujets d'une nation ou d'un État au-delà du sien frontières; ou une unité territoriale géographiquement séparée de celle-ci,

mais en lui faisant allégeance. Dans l'histoire coloniale moderne, deux types des colonies ont grandi, en raison principalement de la conditions. Il y a la `` colonie de peuplement⁵ dans laquelle le climat et l'environnement géographique ont favorisé la mise en place de des communautés européennes importantes; tandis que les autres, regardaient autrefois, avant la découverte des médicaments prophylactiques et la le défrichage des jungles, nuisible à la santé des Européens, rassemblaient généralement des groupes d'hommes d'affaires relativement restreints, administrateurs, soldats et missionnaires, qui vivaient tous dans un environnement tout à fait différent de celui de la «mère» patrie. Ces deux formes différentes de colonie ont été responsables de l'évolution des différents systèmes de gouvernement. En fait, là n'a pas été un système uniforme de gouvernement colonial en Afrique. Le modèle a varié selon la politique et les traditions de les différentes puissances coloniales, ainsi que l'existence et la taille d'une communauté de colons. La France, puissance coloniale qui régnait sur la plus grande région

du territoire en Afrique, a suivi une politique d'assimilation visant à produire une classe d'élite. Elle espérait en introduisant un favori classe d'Africains à la culture et à la civilisation françaises et à l'éducation au statut de Français, pour éviter la montée des Africains nationalisme dans les territoires sous son règne. La classe des élites, cependant, est toujours resté relativement petit, et en dehors la majorité des Africains restaient des `` sujets '', à exploiter et à maltraités à la volonté de Français sur place, aussi bien faible.

Page 24

dix

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

«Comment était l'administration française dans la pratique? J'ai demandé un Ami marocain lorsque j'ai visité le pays il y a quelques années. Il haussa les épaules et se mit à me dire comment le Les Français n'avaient jamais permis une élection nationale au Maroc, ou en fait toute forme d'assemblée démocratique. Aucun Marocain ne s'est assis l'Assemblée ou le Sénat français. Il n'était pas question de train les Africains à gérer leurs propres affaires, même dans le domaine

gouvernement. Il n'y avait pas de liberté de la presse. Patriotique des organisations, comme Istiqlal, ont été poussées à la clandestinité.

`` Il était pratiquement impossible pour un enfant marocain d'avoir une éducation décente », a-t-il déclaré. `` En ce qui concerne les questions économiques, la richesse du pays était presque entièrement aux mains des Français. Mais la politique française peut peut-être mieux être étudiée en Algérie.

Là, les Français ont vraiment essayé de faire du pays une intégrale partie de la France. Les départements d'Alger, Constantine et Oran avait le même statut que les départements en France même; et les habitants africains de l'Algérie avaient, s'ils renonçaient La loi musulmane, les mêmes droits que les citoyens français. Pourtant l'énorme l'échec de la politique française en Algérie est évident pour le monde.

La raison est simple. L'Algérie fait partie du continent africain. Il ne pourra jamais faire partie de la France. C'était juste de l'auto-tromperie de parler Algérie française; car il n'y a qu'une seule Algérie, et c'est l'Algérien.

J'ai déclaré publiquement la position du Ghana à l'égard de l'Algérie. Nous a soutenu publiquement les nationalistes algériens. L'argument

que les colons européens avaient fait de l'Algérie leur patrie et se considèrent comme Algériens, n'est pas pertinent. S'ils avaient été des Algériens vraiment patriotiques, ils ne se seraient pas opposés les nationalistes algériens: ils n'auraient pas tué et terrorisé, et enfreint les dispositions du régime franco-algérien accords de paix. A l'Africain, le colon européen, qu'ils vivent en Afrique du Sud, au Kenya, en Angola ou ailleurs en Afrique, est un intrus, un étranger qui s'est emparé des terres africaines. Pas question d'argumenter sur les soi-disant avantages de la règle peut modifier le droit fondamental des Africains d'ordonner leur propres affaires. Dans les zones de peuplement, les Européens, pour étayer leur domination et enraciner leur emprise économique, aliénés la terre des Africains et a ensuite augmenté les impôts et autres taxes sur eux afin de les chasser au travail pour la famine

Piste 25

L'IMPRESSION COLONIALE

II

salaires. Ils ont érigé des barrières raciales pour imposer la ségrégation sur raisons du développement social inférieur des autochtones

les gens, et en a fait une raison pour faire valoir leur droit de gouverner.

Il n'y a de logique que le droit de la force qui peut accepter le règle antidémocratique d'une majorité par une minorité. Le prédominant

groupe racial doit, et fournira, le gouvernement d'un de campagne. La race majoritaire est le possesseur du le terrain qu'il occupe, quelles que soient les annexions faites par un

minorité de colons. Il est évident que le malheur, les frictions et

la peur doit prévaloir lorsqu'un groupe de colons minoritaire tente de prendre

possession d'une terre, ou de dicter à une majorité, comme dans les cas de

Afrique du Sud, Algérie, Kenya ou Fédération centrafricaine.

La première étape pour tester le droit de gouverner dans les communautés

de races et de croyances mixtes est de donner à chaque adulte, indépendamment de

race et croyance, le droit de vote. Quand chaque citoyen par là

jouit de l'égalité de statut avec tous les autres, des barrières de race et

la couleur disparaîtra et les gens se mélangeront librement et travaillera pour le bien commun.

Le Portugal, comme la France, a également mené une politique coloniale de

assimilation dans ses territoires africains, bien que d'un autre gentil. Le Mozambique et l'Angola sont considérés comme des parties intégrantes

du Portugal, administré par le Ministerio do Ultramar en Lisbonne. La presse est censurée, et tous les mouvements nationaux sont réprimés. Mozambique, où les Portugais sont depuis plus de 450 ans, a un conseil du gouverneur général, avec un nombre de membres officiels et non officiels, et envoie deux députés à Lisbonne. Mais les Portugais n'ont jamais eu l'intention de permettre tout développement vers l'autonomie gouvernementale. De même dans L'Angola, tout est géré depuis Lisbonne. Le Portugal est à la maison une oligarchie despotique à l'ancienne établie et maintenue dans l'intérêt d'un petit groupe d'ex-familles extrêmement riches. C'est en même temps l'un des plus pauvres des pays européens. Il y a donc un potentiel révolutionnaire particulier au Portugal même. Tous ceux qui ont peur de le changement social en Europe deviennent ainsi les alliés des Portugais du colonialisme, puisque son maintien semble être la seule méthode par laquelle le Portugal lui-même peut être sauvé de la révolution. Bien qu'il n'y ait pas de barre de couleur officielle en portugais dans les colonies, les conditions au Mozambique et en Angola sont

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

parmi les pires d'Afrique. Ces dernières années, l'Africain moyen

le salaire au Mozambique était d'environ neuf pence par jour. L'éducation a

été honteusement négligée. En 1955, il n'y avait que 68 Africains

lycéens dans l'ensemble de l'Angola.

Mais le système de travail forcé, qui fonctionne toujours, est peut-être la pire tache du bilan portugais en Afrique. Il

équivalait à une forme d'esclavage. Les hommes ne sont pas traités comme des hommes, mais comme

biens, à déplacer d'un endroit à l'autre au gré du caprice du Ghefe do Posto local ou de l'officier de district. Le

'assimilado'

ou système ``civilizado'', par lequel un Africain peut, par un processus de

loi, devient en effet un homme ``blanc'', s'il parvient à certains

Normes européennes, démontre encore un autre aspect de la Marque portugaise du colonialisme. Tout à fait en dehors de l'arrogant

hypothèse de supériorité raciale impliquait l'idée que chaque L'Africain *souhaiterait* devenir ``blanc'', c'est l'effet insidieux d'une politique visant à tenter délibérément de transformer les Africains en

Portugais. Je me souviens de l'Africain de Lourenço

Marques qui a déclaré: ``Les Portugais pensent que c'était une erreur

de la part de Dieu de faire de l'Africain, de l'Africain. Leur assimi-

La politique l'ado est un effort pour corriger cette erreur divine.

J'ai l'intention de discuter des effets sociaux et économiques de la colonisation

isme dans son ensemble dans un chapitre ultérieur. Il suffit à ce stade de

déclarent que toute l'injustice, la dégradation sociale et l'esclavage des

Le régime portugais en Afrique a atteint son paroxysme au moment de la

Révolte de 1961 en Angola. Le peuple angolais est entré dans le

Révolution nationaliste africaine, et le pays ne sera jamais le encore le même.

Sans doute la fin de la domination belge dans le pays voisin

Le Congo a encouragé la montée du nationalisme en Angola. La vaste

pays du Congo, environ 77 fois la taille de la Belgique, était entre 1876 et 1908 la propriété exclusive d'un homme, le roi Léopold II de Belgique. Il est devenu l'un des hommes les plus riches du

monde en exploitant sans pitié le pays. Travailleurs africains ont été mutilés ou abattus s'ils ne parviennent pas à apporter les

quantité de caoutchouc ou d'ivoire, les deux principaux objets de valeur

Congo à cette époque. Une source fiable a mis le coût de la vie

Régime de Léopold entre cinq et huit millions. En 1908, comme

à la suite d'une commission d'enquête mise en place pour enquêter
atrocités, l'État indépendant du Congo est devenu une
colonie sous la

Piste 27

L'IMPRESSION COLONIALE

13

Gouvernement belge. Un gouverneur général a été nommé, responsable devant le Parlement belge, mais il n'avait aucun pouvoir législatif

Conseil ou Assemblée pour vérifier son pouvoir, et aucun Congolais siégeait

au Parlement bruxellois. Personne au Congo, blanc ou noir, pouvait voter, et les Congolais n'avaient que peu de droits civils, voire aucun. Le

l'essence du système colonial belge, tel qu'il s'est développé plus tard, était de

racheter tout mécontentement en donnant une certaine quantité de occasion.

Les commissaires de district belges ont gouverné leurs différentes localités en

de la même manière autoritaire que le gouverneur général en Léopoldville. L'église catholique romaine et les grandes entreprises

étaient les autres dirigeants puissants du Congo. Le

Le gouvernement belge, en fait, a largement participé à l'investissement

les exploitations des moissonneuses-batteuses à emboîtement qui monopolisaient

l'économie du Congo, souvent jusqu'à cinquante pour cent cent.

Les tentatives tardives des Belges pour empêcher le montage sentiment national au Congo de s'exprimer dans la violence, en organisant des élections municipales soigneusement contrôlées et limitées,

manqué. Le Congo est devenu indépendant en juin 1960, et tragique

les événements ultérieurs ont montré que les Belges n'ont jamais voulu

L'indépendance congolaise devrait, en fait, devenir effective. Là

n'étaient pratiquement pas de politiciens congolais expérimentés ou civils

serviteurs, et aucun officier africain dans la *force publique*. Le per

ingérence persistante des intérêts des grandes entreprises belges dans les congolais

la politique a encore compliqué une situation extrêmement difficile.

En Afrique du Sud, un état différent, mais non moins dangereux, de

les affaires existent. Là, la politique gouvernementale peut se résumer en

le seul mot, l' *apartheid*, qui implique social, politique et ségrégation économique fondée sur la race. L'Union du Sud

L'Afrique, lorsqu'elle a été formée en 1910, était un souverain, inde

État pendant au sein de l'Empire britannique.

C'est maintenant une République, plus un membre de la commune

richesse, et le seul pays indépendant d'Afrique gouverné par sa minorité blanche. Le problème en Afrique du Sud est essentiellement le
comme dans d'autres territoires de colonisation en Afrique. Dans ces pays
tente qu'il y ait une minorité européenne, installée sur une période de temps, qui revendique en raison de la race le droit de gouverner
à jamais sur la majorité des habitants.

Piste 28

H

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

La classe dirigeante en Afrique du Sud se compose d'environ trois millions

personnes d'origine européenne. Cette classe dirigeante contrôle la

les forces armées, qui sont armées et formées spécifiquement pour faire face

avec des troubles civils. Les adversaires, les douze restants millions d'habitants d'Afrique du Sud, ne sont pas armés et n'ont pas

élaborer une organisation politique et économique que la décision

la classe s'est construite. C'est à cause de cela que la classe dirigeante con

que leur position est sûre et qu'ils peuvent continuer définitivement pour poursuivre leur politique d' *apartheid* .

L'histoire a montré qu'un tel calcul est entièrement faux, et si nous regardons sous la surface, on peut, je pense, montrer que le

la position du gouvernement sud-africain est fondamentalement faible. Il y a eu une répudiation significative du régime par une partie de la classe intellectuelle, significative dans le contexte de la Situation sud-africaine, où même le moindre libéralisme les relations raciales font tomber la colère du gouvernement. Il est le nuage de la taille d'une main d'homme vu par le prophète Élie, l'approche inévitable de la tempête. Un deuxième signe de trouble à venir est la division dans la décision classe elle-même. Les deux principaux partis politiques d'Afrique du Sud, les United Party et les nationalistes, bien que tous deux voués à la le maintien de l'inégalité raciale, diffèrent sur la façon dont cela l'égalité doit être maintenue. L'importance de la division est qu'il est assez profond pour avoir divisé l'unité des porteurs de la politique raciste intensive de l'Afrique du Sud, et le gouvernement ne peut donc prétendre à une loyauté sans partage. L'émergence du Pro Gressive Party, une organisation de personnes de bonne volonté alliée à certains des financiers les plus avisés du pays. Ces financiers sont principalement d'origine britannique et représentent le secteur minier, le secteur manufacturier

et les intérêts commerciaux, concernés par l'érection d'un plus grand marché intérieur et des relations internationales plus faciles que le

La politique d' *apartheid* contrôlée par les Boers le permet. Les intellectuels à l'intérieur le parti se rend compte qu'il y a quelque chose qui cloche profondément

L'Afrique du Sud, et que si l'Union veut survivre, des changements radicaux doit être fait. En fin de compte, cependant, ils se battent tous timides

seul changement qui puisse résoudre la situation sud-africaine, le

établissement du principe d'un homme, une voix, indépendamment de couleur ou d'origine raciale. Comme la plupart des partis réformateurs qui

Page 29

L'IMPRESSION COLONIALE

15

surgissent à la veille de la révolution, ils voient un abîme s'ouvrir

avant eux, mais sont incapables de formuler une modification décisive

originale de.

Contre les tendances perturbatrices de l'Union elle-même se dresse le

formidable déroulement de la Révolution africaine, qui a étalé avec une rapidité remarquable vers l'est, au centre

et au sud, de sorte qu'il est maintenant presque aux frontières de l'Afrique du Sud.

'Pourquoi êtes-vous si certain qu'il y aura bientôt un changement de

régime en Afrique du Sud? 5 membre du Ghana National

L'Assemblée m'a demandé peu de temps après que l'Afrique du Sud ait quitté la Communauté

richesse. J'ai répondu: `` En raison de la force de l'African Revo

lution qui a déjà transformé la majeure partie de l'Afrique; et parce que le régime sud-africain montre exactement ces symptômes

qui ont invariablement précédé des révolutions ailleurs⁵.

L'Afrique est un pays au moment de l'explosion, comme Haïti avant sa

révolte, et pour les mêmes raisons: tyrannie raciale et peur.

Il n'est donc pas surprenant que le mécontentement monte dans l'Union,

comme aussi dans le territoire administré par l'Afrique du Sud du Sud

Afrique de l'Ouest.

Les conflits du travail se terminent souvent par des grèves et des manifestations;

les flambées sporadiques de violence augmentent en taille et en nombre.

Celles-ci en elles-mêmes peuvent ne pas suffire à perturber le Sud

Économie africaine, mais si un nombre suffisant de pays boycotte

Afrique du Sud, l'effet total est forcément considérable.

Déjà le gouvernement de l'Union est une politique dangereusement isolée
allié, coupé de la sympathie de ses voisins africains, et
privé, en raison de sa politique d' *apartheid* , du soutien
moral de
la plupart du monde.
La question sud-africaine est une question sur laquelle les
États africains
ont prouvé qu'ils ont une unité d'approche, et cela devrait
pas difficile de concevoir une ligne de politique appropriée
qui
pourrait atteindre un soutien africain universel. Les plans
doivent certainement être
fait pour former les Africains d'Afrique du Sud à être prêts à
prendre
sur les postes de responsabilité une fois que le gouvernement
actuel a
été renversé.
La politique coloniale britannique a pris diverses formes sous
différentes
régions d'Afrique. Une description complète remplirait
plusieurs livres, et je
ne peut mentionner que ce que je considère être parmi les
plus sig
aspects significatifs et caractéristiques de celui-ci. Les
Britanniques avoués

Piste 30

i6

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

la politique a été de guider les territoires coloniaux vers des

l'autonomie gouvernementale au sein du Commonwealth. Le regretté Ernest

Bevin a défini les raisons de cette politique comme

«Donnez. . . et garder.⁵

Il semble qu'il ait voulu dire que par retrait volontaire à un temps où les Britanniques conserveraient la bonne volonté de l'Africain,

renforcer le Commonwealth, gagner les éloges du reste de la monde, et en même temps garder le maximum politique et avantages économiques. Les Britanniques, bien qu'aimant se faire passer pour

idéalistes rêveurs qui, par absence d'esprit, ont atteint empire, sont d'après mon expérience les plus tenaces des réalistes.

Ils savent que l'Afrique doit inévitablement être dirigée par des Africains, et

ils veulent sortir de l'entreprise de la meilleure façon possible.

Dès les débuts, l'autonomie interne a été accordée à colonies de peuplement, mais dans le cas des colonies où il y avait

pas de communauté de colons européens forte pour gérer les affaires, la politique

le développement a été beaucoup plus lent. Contrairement à la France, la Grande-Bretagne n'a pas

considèrent ses colonies comme une extension de la patrie. Pas de colonial

circonscriptions ont à tout moment été représentées à la Chambre des

Commons à Londres.

Généralement, un gouverneur était placé sur chaque colonie. Il était responsable devant le secrétaire d'État aux colonies, qui à son tour était responsable devant la Chambre des communes, le Cabinet et finalement à la Couronne. Il n'était pas responsable envers un *local* électorat; et ici le caractère véritablement autoritaire du régime devient apparent.

Bien que la plupart des colonies aient un Conseil exécutif (Exco), celui-ci était généralement nommé par le gouverneur, et encore une fois, ce n'était pas responsable devant toute assemblée élue localement. Dans certaines colonies des membres non officiels ont été nommés en temps voulu. européen des membres non officiels ont siégé au Conseil exécutif au Kenya après 1919; et les Africains aux Conseils Exécutifs de la Gold Coast (Ghana) et Nigéria après 1942. Ces conseils avaient des puissance seulement; et leurs démarches étaient secrètes. Sous le Conseil exécutif était le Conseil législatif (Legco), qui a adopté le budget et certaines lois. Ça pourrait débattre et voter sur les propositions législatives qui lui sont soumises, et pourrait questionner le gouvernement. Mais le gouvernement n'était pas lié

pour suivre ses conseils. Avant la Seconde Guerre mondiale, aucun Africain ne siégeait dans les conseils législatifs d'Afrique de l'Est. En 1944, l'un était nomi

Piste 31

L'IMPRESSION COLONIALE

17

nées au Conseil législatif du Kenya; la troisième année suivante

ont été nommés en Ouganda; et en 1946, deux au Tanganyika.

Les progrès ont été plus rapides en Afrique de l'Ouest. Le premier membre africain de

le Conseil législatif de la Gold Coast a été nommé en 1861.

La puissance du Legco variait selon l'accord de pays au rapport entre officiel, non officiel (c'est-à-dire nommé) et membres élus. Là où les élus étaient sortis

numérotée par les membres officiels et non officiels, l'assemblée

était contrôlé, en fait, par le gouverneur. Mais, dans tous les cas, le

Legco ne pouvait pas amener le gouvernement à démissionner, même s'il sortait

voté sur un projet de loi. Le gouverneur avait certain 'réservé pouvoirs par lesquels il pouvait invalider la législation; et il pourrait,

en cas d'extrême urgence, suspendre la constitution et régner par décret. Cela a été fait il n'y a pas longtemps en britannique

Guyane.

Il y a, bien sûr, au cours des dernières décennies révisions des constitutions de presque tout le Royaume-Uni dépendances, et celles qui ne sont pas déjà indépendantes ont des constitutions avancées qui confient la responsabilité de leur

propres affaires en grande partie entre les mains de la population locale. L'évolu

vers un gouvernement parlementaire sur le Westminster modèle a été marqué par un refus obstiné d'accorder, par en particulier dans les zones de peuplement blanc, suffrage universel des adultes,

la clé de voûte, après tout, de la vraie démocratie.

Malgré les moralisations des colonialistes britanniques qui soutiennent

que la réforme politique est accordée au fur et à mesure que la colonie est prête

pour cela, le changement est en fait venu principalement sous l'effet de la pression

par le bas. Dans le cas du Ghana, une campagne vigoureuse a été menée

par mon parti, son slogan `` L'autonomie gouvernementale maintenant '' était nécessaire

avant que l'indépendance ne puisse être obtenue. Comme je l'ai dit dans le National

Assemblée du 10 juillet 1953, lors de la présentation de la motion historique

pour l'indépendance:

Il arrive un moment dans l'histoire des peuples coloniaux où ils doivent, à cause de leur volonté de se débarrasser de l'entrave

entraves du colonialisme, affirment hardiment leur droit être libre d'un dirigeant étranger. . . . S'il doit y avoir un critère d'un

la préparation des gens à l'autonomie gouvernementale, alors je dis que c'est leur

Piste 32

i8

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

être prêt à assumer la responsabilité de se gouverner.

Pour qui, sauf un peuple lui-même, peut dire quand il est préparé?

Je ne connais aucun cas où l'autonomie gouvernementale a été confiée à un

peuple colonial et opprimé sur un plateau d'argent. La dynamique

a dû venir des gens eux-mêmes. C'est une blague debout en Afrique que lorsque les Britanniques commencent à arrêter, l'indépendance est juste au coin de la rue.

Le principe de la règle indirecte adopté en Afrique de l'Ouest, et aussi

dans d'autres parties du continent, a permis une certaine quantité de

l'autonomie locale en ce sens que les chefs pourraient diriger leurs districts

à condition qu'ils ne fassent rien de contraire aux lois du colonialisme

puissance, et à condition d'accepter certaines commandes de la

gouvernement colonial. Le système de règle indirecte était notamment

un certain succès dans le nord du Nigéria, où les émirs gouverné beaucoup comme ils l'avaient fait avant la période coloniale. Mais

le système présentait des dangers évidents. Dans certains cas, des chefs autocratiques, soutenu par le gouvernement colonial, est devenu inefficace et

impopulaires, car les émeutes contre les chefs dans l'est du Nigéria

1929, et en Sierra Leone en 1936, a montré.

Dans de vastes zones d'Afrique de l'Est, où il n'y avait pas système de gouvernement local qui pourrait être utilisé, des chefs ou

des chefs «mandataires» étaient nommés, généralement issus de familles nobles.

Ils étaient si étroitement liés à la puissance coloniale que de nombreux

Les Africains pensaient que les chefs étaient une invention des Britanniques.

L'alliance du pouvoir gouvernemental avec les classes privilégiées

avaient tendance à ralentir ou à interrompre le changement social et le progrès,

car tous deux avaient intérêt à maintenir le *statu quo*. Au Ghana,

la position des chefs est inscrite dans notre Constitution, et ils jouent encore un rôle important dans la vie du pays. Chefs en certaines régions d'Afrique ont été, et sont toujours, à l'avant-garde

mouvements nationalistes. Au Tanganyika, par exemple, le Tan
ganyika L'Union nationale africaine (TANU) a affirmé que pas
un
un chef unique a soutenu le gouvernement; ils étaient tous
partisans
de TANU. Mais dans l'ensemble, le système de règle
indirecte, où
les chefs étaient payés pour administrer leurs zones sous la
supervision de
la puissance coloniale, a souvent conduit à des loyautés
partagées, comme
ainsi qu'au ralentissement des processus démocratiques.

Piste 33

L'IMPRESSION COLONIALE

19

La création de conseils locaux, comme ceux du Kenya en
1924, était une amélioration, mais leurs pouvoirs étaient
strictement

limité. L'officier de district était le président d' *office* et
a conservé tout le pouvoir exécutif. Les Conseils avaient des
trésors, mais

n'a reçu aucune part de la taxe générale.

Lorsque les Conseils ont été reconstruits, en 1950, en tant
qu'Africain

Les conseils de district, les présidents et les membres
devaient être

nommés par les commissaires provinciaux. Ce dernier en
des commissaires de district nommés de manière variable en
tant que présidents,

bien qu'ils autorisaient généralement une majorité des membres de chaque conseil doit être élu par le peuple. Dédié à la destruction complète du colonialisme dans toutes ses formes, je ne peux tenir aucun dossier pour un gouvernement colonial, quel que soit son modèle. Britanniques, Français, Portugais, Belges, Espagnols, Les Allemands, les Italiens, tous à un moment ou à un autre ont régné sur certaines parties de l'Afrique ou continuer à le faire. Leurs méthodes peuvent avoir varié, mais leur but était le même: s'enrichir aux dépens de leurs colonies.

Piste 34

CHAPITRE TROIS

MODÈLE COLONIAL DE L'ÉCONOMIE

Beaucoup **ont** soutenu que les ressources de l'Afrique étaient inutiles

aux habitants indigènes jusqu'à ce qu'ils se développent, et ils n'aurait pas pu se développer sans capital européen et compétence. On a même dit que `` l'investisseur européen, cependant

Il était peut-être intéressé par le fait qu'il servait l'Afrique.

'de l'argument me rappelle l'homme qui, ayant trouvé enterré

trésor dans le jardin de son voisin, l'a emporté puis raconté son voisin qu'il ne lui faisait aucun mal, parce que, jusqu'à puis, il ignorait son existence. En tout cas, il n'a pas

posséder un chat. Pour ceux qui étudient les faits équitables, il faut sûrement

Je suis clair que l'occupation européenne de l'Afrique s'est effectuée

* au profit des Européens. Souci du bien-être des

Les peuples africains sont à peine entrés dans la question.

Jules Ferry, premier ministre de France en 1885, a donné la dominante

(raisons de la quête européenne de colonies en Afrique, quand il

a pris la parole à la Chambre des députés pour la défense de la

politique du gouvernement français.

Il a dit:

N'est-il pas clair que les grands États de l'Europe moderne, les au moment où leur puissance industrielle est fondée, sont confrontés à

un problème immense et difficile, qui est à la base des la vie, la condition même de l'existence - la question des marchés?

N'avez-vous pas vu les grandes nations industrielles arriver une à une

à une politique coloniale? Et pouvons-nous dire que cette politique coloniale est un

lux pour les nations modernes? Pas du tout, messieurs, cette politique est,

pour nous tous, une nécessité, comme le marché lui-même.

Aujourd'hui, comme vous le savez, la loi de l'offre et de la demande, la liberté

1 AJ Hanna: *Règle européenne en*

Afrique (1961). Hist. Assoc. Brochure G.46,

Piste 35**MODÈLE COLONIAL DE L'ÉCONOMIE**

21

d'échange, l'influence des spéculations, tout cela se déplace dans un

cercle qui s'étend jusqu'aux extrémités du monde.

Les colonies sont pour les pays riches l'une des plus lucratives méthodes d'investissement du capital. . . . Je dis que la

France, qui est

surchargé de capitaux, et qui a exporté des quantités, a intérêt à regarder de ce côté de la colonisation question. C'est la même question que celle des débouchés pour notre manufacture.

La politique coloniale est le fruit de la politique industrielle, pour les riches

États dans lesquels le capital est abondant et s'accumule rapidement,

dans lequel le système de fabrication se développe continuellement et

attirer, sinon les plus nombreux, du moins les plus alertes et partie énergique de la population qui travaille de ses mains, en

que la campagne est obligée de s'industrialiser, pour pour se maintenir, dans ces états, l'exportation est un facteur essentiel

propriété publique. . . . Le système de protection est comme une vapeur

chaudière sans soupape de sécurité, sauf si elle a un

la politique coloniale comme correctif et auxiliaire. Con
européenne
la somme est saturée r itk nécessaire pour élever de
nouvelles masses de con
sumers in otherjparts ^ TIHe globe, eise ~ nous ^ KalTput
moderne *
société en faillite et préparez-vous à l'aube de la!
"XXe siècle une liquidation sociale cataclysmique dont nous J
impossible de calculer thBnconsequen.ces., -

^

*

Albert Sarraut, secrétaire d'État aux Colonies françaises en
1923,
s'exprimait en termes encore plus forts, à l'Ecole Coloniale de
Paris:
À quoi sert de peindre la vérité? Au début de la colonisation
n'était pas un acte de civilisation, ni un désir de
civilisation. C'était
un acte de force motivé par des intérêts. Un épisode dans le
vital
une compétition qui, d'homme à homme, de groupe à
groupe,
n'a cessé d'augmenter; les gens qui ont décidé de saisir
les colonies dans des terres lointaines pensaient
principalement à elles-mêmes, (
et travaillaient pour leurs propres profits, et conquérant pour
leur
propre pouvoir.
Saraut a conclu son discours par ces mots: `` L'origine de
la colonisation n'est rien d'autre qu'une entreprise d'intérêts
individuels,

une imposition unilatérale et égoïste du fort sur le faible⁵. Il a ainsi exposé le mensonge de la théorie du le fardeau de l'homme⁵ et la '*mission civilisatrice* \

Piste 36

22

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

La vision marxiste-léniniste soutient la position de Jules Ferry, qui soutient que les impérialistes les plus déterminés sont libres

marxistes assez cachés et représentants plus habiles du marxiste

analyse que de nombreux socialistes autoproclamés. Selon le Vue marxiste-léniniste, l'impérialisme est le développement de la

système capitaliste à son stade le plus élevé. Sa caractéristique la plus importante

est celle du *monopole* . La concentration de la production et du capital

s'est développé à un point tel qu'il a créé des monopoles qui jouent un rôle décisif dans la vie économique ^

Monopoles nationaux

se sont liés à l'international pour partager le monde entre eux et la division territoriale du globe est terminée.!

Le capital bancaire a atteint le stade où il domine la pro- ' duction capital; et l'exportation de capitaux d'investissement est devenue

aussi vitale que l'exportation de produits de base. C'est vrai que

le capital excédentaire pourrait être investi à domicile dans l'amélioration de

l'agriculture, mais les profits ne sont en aucun cas aussi importants que ceux obtenus à partir d'investissements étrangers dans des pays `` arriérés ''
essaie, où les coûts de main-d'œuvre et de terrain sont minimales. L'annuaire
retour sur investissement à l'étranger (l'un des principaux avantages cachés des colonies) représentent souvent plusieurs fois le volume du commerce et
expédition avec les zones «backward5». À la suite d'un pro
intensif
duction, il y a une vive concurrence pour les matières premières, /
C'était au moment où la production était dominée par moissonneuses-batteuses industrielles et la pénurie de matières premières
devenant aiguë, que la possession de colonies est devenue im
pératif, en tant que sources contrôlées de matières premières et débouchés pour
les produits manufacturés et le capital financier. Sur la scène coloniale,
la scène s'est ouverte avec l'apparition des missionnaires, le commerçants et administrateurs. Alors que les missionnaires imploraient le
coloniale pour déposer ses `` trésors dans le ciel, où ni l'un ni l'autre
la teigne ni la rouille ne corrompent5, les commerçants et les administrateurs
a acquis ses minéraux et ses terres. Il n'y avait aucune intention de pro

arrêter localement les matières premières découvertes. Celles-ci étaient en avaient tendance à nourrir les moulins et les usines métropolitains, à être exportés retour aux colonies plus tard sous forme de produits finis. Le simple trafic bidirectionnel est implicite dans le commerce colonial.

Colonies africaines, la Grande-Bretagne contrôlait l'exportation des matières premières en empêchant leur expédition directe vers les marchés étrangers. Après satisfaisant les exigences de ses industries à domicile, elle a vendu le

Piste 37

excédentaire aux autres nations et a elle-même encaissé les profits.

les agriculteurs et les ouvriers coloniaux n'avaient aucune part dans ces bénéfices

est-ce qu'une partie d'entre eux a été utilisée pour fournir des travaux publics et

services dans les colonies. Il y a une croyance que le gouvernement britannique

a contribué aux frais d'administration et

services dans leurs colonies. C'est une erreur. Chaque colonie a élevé son

propre budget sur les impôts et les recettes, et la première charge sur

c'étaient les salaires des fonctionnaires européens de l'administration.

La construction de voies ferrées, de ports et de routes a été réalisée

de prêts levés auprès de sources locales, et a été largement pour répondre aux exigences de transport et de communication du

colonialistes. Par exemple, les diamants et l'or sont à la base de

Système ferroviaire sud-africain. La prospection d'or, la découverte de

charbon à Wankie, et l'ouverture de la ceinture de cuivre a fixé le

modèle des premiers chemins de fer de la Rhodésie. Nos propres chemins de fer au Ghana

ont été aménagés pour extraire les minéraux et le bois de zones de production au port de Takoradi.

D'immenses profits ont été, et sont toujours, retirés de Afrique. Gisements minéraux importants dans diverses régions d'Afrique

ont attiré des capitaux étrangers, qui ont été utilisés principalement pour

enrichir les investisseurs étrangers. Les riches mines de cuivre du Nord

La Rhodésie en est un bon exemple. La société anglo-américaine

de l'Afrique du Sud avec son diamant associé, en plus ayant le monopole pratique de tous les diamants produits en Afrique, et possédant de nombreuses mines d'or et de charbon en Afrique du Sud,

détient une participation importante dans la ceinture de cuivre rhodésienne.

{, Une grande partie de la grande richesse minérale de l'Afrique, qui devrait ont été maintenus en Afrique pour développer les industries de base ici, a été systématiquement expédié partout ^ le processus est toujours en cours, même dans les pays indépendants. Il y a ceux qui se disputent que les conditions et les ressources de l'Afrique ne sont pas adaptées industrialisation. De cette manière, ils cherchent à excuser les politique des puissances coloniales et soutenir l'infiltration des néo colonialisme. L'argument tombe au sol lorsque les faits sont examiné.

\
Nous avons ici, en Afrique, tout le nécessaire pour devenir un continent puissant, moderne et industrialisé. Les Nations Unies les enquêteurs ont récemment montré que l'Afrique, loin d'être ayant des ressources insuffisantes, est probablement mieux équipé pour

MODÈLE COLONIAL DE L'ÉCONOMIE

23

Piste 38

24

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

l'industrialisation que presque toute autre région du monde. Les réserves potentielles de minerai de fer, par exemple, dureraient environ deux

mille ans. Les gisements de charbon sont estimés à 4500 millions

tonnes. On pense que les réserves de pétrole du Sahara sont aussi importantes que

ceux de la péninsule arabique. Le gaz naturel regorge de entrailles du Sahara. La Rhodésie du Nord aurait

le deuxième plus grand gisement de vanadium au monde. Potentiel

l'énergie hydroélectrique est presque illimitée. Au Ghana, nous avons

réserves de bauxite estimées à quelque 200 millions de tonnes. j'ai

mentionné seulement quelques-unes de nos ressources naturelles; beaucoup d'autres

des chiffres, tout aussi impressionnants, pourraient être donnés. Quand le tout

continent a été étudié géologiquement, d'immenses nouvelles richesses

sera sans aucun doute découvert.

La vraie explication de la lenteur du développement industriel en Afrique réside dans les politiques de la période coloniale.

Pratiquement toutes nos ressources naturelles, sans parler du commerce,

l'expédition, la banque, la construction, etc., sont tombés

est resté entre les mains d'étrangers cherchant à enrichir des extraterrestres /

investisseurs et de freiner l'initiative économique locale. Hors de

148000000 £ alloués entre 1946 et 1956 sous le Royaume-Uni Colonial Development and Welfare Aid, seulement 545000 £, moins de

demi pour cent, était directement utilisé pour le développement industriel¹.

Un investissement en capital de l'extérieur est, bien entendu, nécessaire

Afrique. Mais ce n'est que s'il y a une véritable indépendance politique que le

les bénéfices de l'investissement de ce capital soient partagés de manière

ce qui est juste à la fois pour l'investisseur extérieur et pour les gens de la

pays où l'investissement est effectué.

La manière dont de nombreuses entreprises étrangères ont obtenu leur

les concessions en Afrique étaient souvent sordides, c'est le moins qu'on puisse dire. Un Com

mission d'enquête, mise en place pour enquêter sur l'octroi de

concessions de la Gold Coast, ont récemment découvert des révélant des faits.

Ces concessions ont été obtenues par des agents locaux persuadant les

chefs, les gardiens des terres tribales et tabouret, de signer les droits miniers et forestiers de leur peuple à des fins purement nominales

sommes. Un peu d'argent, quelques centaines de mètres de tissu, quelques caisses de

le whisky et le gin, étaient généralement une incitation suffisante pour garantir le

1 Étude spéciale sur les conditions économiques dans les territoires non autonomes. Uni

Nations, 1958.

Piste 39

MODÈLE COLONIAL DE L'ÉCONOMIE

25

marques des chefs sur des documents juridiques qu'ils ne pouvaient ni

lire ni comprendre.

L'un des chefs les plus connus du Ghana, Nana Sir Ofori Atta I, a déclaré

le Conseil législatif en 1939 comment six de ses frères chefs été trompés lorsqu'ils ont signé des concessions au plus grand des sociétés minières. L'un, a-t-il dit, a obtenu 66 £, un autre 133 £, un

un troisième et un quatrième ont reçu 50 £ chacun, et le cinquième et le sixième

200 £ et 100 £ respectivement. `` Ces loyers ", a-t-il ajouté, `` sont payants

en mesure aux chefs à l'égard de l'Ashanti Goldfields Limited, et

rien ne va à aucun des chefs sur les bénéfices qui en sont tirés. »¹

Les chefs ont essayé d'amener le gouverneur d'alors, Sir Arnold Hodson, à

soutenir un projet de loi qui obligerait l'entreprise à payer Autorités autochtones une redevance sur leurs bénéfices. Il a refusé, donnant

la raison pour laquelle ce serait myope et extrêmement nocif interférer parce que le capital était très sensible, et il aurait pu

l'effet de le chasser vers d'autres parties du monde.

À la fin des guerres Ashanti, environ 300 préoccupations britanniques ont obtenu des concessions minières et forestières qui, selon Lord Hailey², représentait environ un tiers de la superficie totale de la colonie de la Gold Coast et environ un huitième d'Ashanti. Avec toute la richesse tirée de nos ressources minérales, il peut certains ont été choqués d'apprendre que, sauf pour une petite hommage des mines d'or, pas de société minière dans l'or Coast n'a jamais apporté de contribution sous forme d'impôts directs à la les revenus du pays, jusqu'à ce que mon gouvernement présente sa nouvelle mesures fiscales en 1952, et ceux-ci n'ont fait aucune im notable pression sur les bénéfices distribués de ces entreprises. J'ai souvent me demande à quel point l'Union Minière du Haut-Katanga payé ses concessions au Congo belge! L'exploitation commerciale dans notre pays a une longue histoire, car long, en fait, comme contact européen avec la côte ouest-africaine. Conformément à la politique impérialiste de promotion de la culture unique l'agriculture dans les colonies, nos agriculteurs, ayant trouvé que le cacao ont bien fonctionné dans notre sol et notre climat, ont été encouragés à se concentrer

sur sa production au détriment des cultures vivrières locales et d'une diversité

des cultures commerciales. L'encouragement de la monoculture a été

pas, cependant, accompagnée de prix stables. Le prix de notre

1 *Débats du Conseil législatif de Gold Coast* , 1939, n ° 1.

2 Lord Hailey: *African Survey* , Oxford University Press, p. 778.

Piste 40

26

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

le cacao a été manipulé par des acheteurs européens et américains, qui

inclus, outre les grands fabricants de chocolat, le grand importeurs et distributeurs de produits alimentaires, d'outils agricoles et

biens manufacturés. Réunis dans leur association, ils fait baisser le prix du cacao, tandis que le coût du maïs importé

modités, sur lesquelles notre peuple est devenu de plus en plus

dépendante, du fait de la monoculture, est restée stable.

Pendant la guerre, le gouvernement britannique a mis en place un marché de groupe

conseils d'administration dans les colonies d'Afrique de l'Ouest en tant qu'agences pour le bloc

achat de matières premières par le ministère de l'approvisionnement à Londres

dans le cadre de ses aménagements prévus pour satisfaire le métré

système de rationnement politique. Notre actuel conseil de commercialisation du cacao, qui gère nos achats et ventes en gros de la récolte, développé à partir de ces arrangements de temps de guerre. Ce système de l'achat et la vente planifiés nous permettent de donner aux agriculteurs un prix garanti fixé pour éviter une spirale inflationniste intérieure.

Il y a eu une élimination régulière des intermédiaires prédateurs qui étaient les agents des grandes entreprises marchandes et fabricants de chocolat, tandis que les plus grandes sociétés commerciales s'est retiré de cette sphère d'activité. Mais le double objectif pour lequel notre économie avait été orientée sous le régime impérialiste, de fournir des marchés pour les produits britanniques et marchands services, et l'exportation de cacao et de produits miniers, sur la base du travail faiblement rémunéré, ne peut pas être remplacé du jour au lendemain par un plus adapté aux besoins du Ghana moderne. Le modèle de son contrôle monopolistique était fermement ancré au premier trimestre du siècle actuel, alors que les firmes pionnières et notre propre les `` princes marchands '', comme on les appelait, furent soit forcés de quitter entreprise ou absorbée par les entreprises géantes. Un substantiel

le volume du petit commerce en est venu à être exercé par des milliers de
les femmes vendeuses de rue et vendeuses au marché. Ces femmes, un
peu d'entre eux ont accumulé un capital important, jouent un
partie importante de notre distribution du commerce
intérieur. Mais ils sont
dépendants pour leurs approvisionnements des entreprises
monopolistiques, pour lesquelles ils
fournir le type de système de distribution de détail le moins
cher qu'il ait été
possible à concevoir.
Sous la domination coloniale, les intérêts de monopole
étrangers avaient tout notre
économie complètement liée à leur convenance, dans un
pays
dont la production de cacao est la plus importante du monde,
il n'y a pas eu

Piste 41

MODÈLE COLONIAL DE L'ÉCONOMIE

27

unique chocolaterie. Alors que nous produisons les matières
premières pour
la fabrication du savon et des graisses comestibles, des
produits de palme,
la fabrication de ces articles a été découragée. Une entreprise
britannique
posséder des plantations de chaux ici, comme aux Antilles,
exprime réellement le jus du fruit avant de l'expédier dans
en vrac vers le Royaume-Uni et de nous l'exporter,

mis en bouteille, au détail dans les magasins à un prix élevé. Bien que nous ayons eu le matières premières nécessaires à leur fabrication, chaque bouteille utilisée dans ce pays a été importé. Ces faits ont une sorte d'Alice dans La folie du pays des merveilles à leur sujet que beaucoup auront du mal à J'accepte. Mais ils sont implicites dans l'ensemble du concept et de la politique de colonialisme. Initiative autochtone, où elle risquait de mettre en danger les intérêts de la puissance coloniale, ont été rapidement étouffés.

Nous importons beaucoup de savon et, comme je l'ai déjà dit, nous avons les matières premières ici. En effet, le manu d'outre-mer les usines nous procurent leurs huiles végétales. Cela semblait tout à fait un son idée pour un Ghanéen d'établir une savonnerie ici au Ghana. Pas si solide, cependant, pour la firme britannique qui fabriquait du savon, ou pour ceux qui nous l'ont expédié et importé, en particulier quand ils étaient attachés ensemble. Une usine ghanéenne était démarré, mais la machine commandée était du mauvais type, conçu pour les graisses animales plutôt que végétales. L'automatique cutter a produit des barres de savon à lessive plus grosses que celles importées.

Il y avait des pannes constantes avec les machines, et le

un pain de savon plus grand ne pouvait pas être vendu au détail à un prix supérieur à celui facturé le savon importé. Inévitablement l'usine ghanéenne a été forcée fermer, et le savon a continué à être importé. Je ne peux pas comprendre pourquoi tant de gens aux États-Unis Royaume refuse toujours d'admettre que l'industrie locale a été délibérément découragé dans de nombreuses colonies. Après tout, ils apprennent dans leur livres d'histoire scolaire dont les Américains se plaignaient sorte de chose au XVIIIe siècle. Eux aussi n'étaient pas autorisé à fabriquer tout produit susceptible de concurrencer avec les industries du pays métropolitain. Si l'Américain les colons avaient de véritables griefs économiques, pourquoi pas nous? Pourquoi pas l'Afrique? Dans son livre, *Afrique de l'Ouest*, FJ Pedler admet que la colonisation les gouvernements ont empêché l'introduction d'industries, mais donne l'étrange raison th at: `` Ils ont voulu sauvegarder le

Piste 42

28

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

système social des tribus africaines contre la désintégration dans fluences des conditions urbaines¹. »Et pourtant, tant d'historiens

considèrent la révolution industrielle comme l'une des meilleures choses qui
arrivé à la Grande-Bretagne.
L'opinion selon laquelle l'Africain doit être épargné des dangers de
l'industrialisation et la vie urbaine étaient autrefois très répandues. De nombreux
un officier de district sous le régime colonial y croyait sincèrement,
et aurait été vraiment blessé s'il avait été suggéré que son la croyance est née d'une conviction intérieure que les
Africains étaient un
des gens inférieurs, capables seulement de la vie de village primitive. C'est sous
supportable que les histoires de l'Afrique, jusqu'à récemment écrites presque
entièrement par les Européens, devrait donner le point de vue européen.
Mais il est temps que certains des mis
les conceptions du colonialisme ont été éclaircies. Le système doit
être examinée à la lumière des faits et du point de vue de ceux qui en ont souffert.
Pas des moindres parmi nos soucis dans la planification de l'économie
le développement de notre pays a été toute la question de les communications. Avant notre entrée en fonction en 1951,
il n'y avait pas
chemin de fer direct entre Accra et Takoradi, notre capitale et notre port principal. Les passagers et le fret devaient voyager en

Kumasi. C'était parce que Kumasi était le centre du cacao, industries du bois et des mines. Nous avons maintenant construit une ligne de chemin de fer d'Achiasi à Kotoku, reliant ainsi Accra à Takoradi par une route directe. Une autre ligne relie Accra au nouveau port de Tema.

De même avec les routes; il y en avait relativement peu avant 1951.

Les agriculteurs ont eu du mal à mettre leurs produits sur le marché, car

du manque de routes de desserte entre la ferme et les autoroutes principales. Peu de nos villages avaient un transport régulier vers une route principale ou une gare.

Dans les villes, on avait de la chance si l'on habitait près d'un 'mammy lorry' route. Pour la plupart, nos gens marchaient de

de lieux en lieux.

L'administration coloniale aurait, sans aucun doute, revendiqué

qu'ils travaillaient sur un budget spécifique, un budget strictement

liés aux revenus. Mais nos revenus ne reflètent en aucun cas la

volume de la production du pays, son commerce et son commerce.

1 *Home Study Books*, 2e édition, Methuen, 1959, p. 93.

Piste 43

MODÈLE COLONIAL DE L'ÉCONOMIE

L'impôt sur le revenu a été maintenu à un niveau délibérément bas, alors qu'il était en augmentation constante au Royaume-Uni. Pire que ça, le Les entreprises britanniques opérant sur la Gold Coast étaient enregistrées en L'Angleterre, qui a bénéficié des avantages fiscaux de l'énorme profits tirés de notre richesse et de notre travail. Ce n'étaient pas nos agriculteurs et les travailleurs qui ont partagé les bénéfices réalisés, mais la part des Britanniques détenteurs vers lesquels des dividendes ont été exportés. Il est estimé que au cours des trente dernières années de l'administration coloniale britannique, Les intérêts commerciaux et maritimes britanniques ont sorti de notre pays un total de 300 000 000 £. Imagine juste ce qui aurait pu être fait à titre de développement si seulement une partie de ces gigantesques transferts de profit avait été conservé et utilisé au profit de notre gens.

J'ai déjà évoqué le sombre vide auquel nous sommes confrontés notre hypothèse d'indépendance, les lacunes et les lacunes. Derrière tout cela se trouvait le refus d'utiliser notre richesse pour notre développement ment. Non seulement nos ressources naturelles ont été extraites, mais le les bénéfices de leur exploitation sont venus, non pas à nous mais au métro

pays politique. C'est la réponse à ces économistes qui soutiennent que l'impérialisme ne doit pas être jugé sur ce qu'il faut loin mais sur ce qu'il laisse derrière, ainsi qu'à ceux qui défilent l'héritage des écoles et des hôpitaux et des routes que le missionnaires et nos dirigeants coloniaux nous sont laissés. Ils n'ont aucun cas contre les réalités que je décris.

Sous les Britanniques, il n'y avait pas d'élevage de volaille à proprement parler; il n'y avait pas de production laitière appropriée, et la Gold Coast ordinaire la famille n'a jamais vu un verre de lait frais de sa vie. Il n'y avait pas élevage de bovins de boucherie. Il n'y avait pas de cultures industrielles. Climat, les maladies des plantes et des bovins, sont la moindre des raisons négligence déplorable, car le gouvernement ghanéen va de l'avant avec précisément ces projets agricoles, avec des Succès. Les Britanniques ont envoyé quelques bons médecins vétérinaires et les botanistes, qui ont effectué un certain travail de terrain et expériences. Ceux-ci, cependant, ont été isolés et sont restés la plupart du temps non appliqué au niveau pratique. D'une manière ou d'une autre, les connaissances utiles et nécessaires semblaient rarement percoler jusqu'à l'agriculteur local.

Les administrateurs qui auraient dû utiliser leurs résultats scientifiques comme base d'une politique de développement agricole approfondie

Piste 44

30

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

étaient soit trop léthargiques, soit trop indifférents pour agir. Il

peut-être qu'ils étaient réticents à faire quoi que ce soit qui pourrait

interférer avec l'importation de produits agricoles en situation de monopole

des prix. Quelle qu'en soit la raison, l'agriculture locale a été découragée

et les importations ont gonflé.

Pendant la guerre, les troupes britanniques étaient stationnées dans le Gold

Côte. Tout le monde sait que les pommes de terre sont aux Britanniques ce que

le pain est aux Français. Un repas n'est pas complet sans eux.

Dans des conditions de guerre, la navigation était sévèrement restreinte, et

il semblait que les soldats britanniques devraient se passer leurs pommes de terre. Il avait toujours été soutenu que notre climat

ne convenait pas à leur culture. Mais l'administration, ému à l'idée que les militaires britanniques soient privés de leur aliment de base, a lancé une campagne de «culture de pommes de terre». Avant longtemps,

notre climat jusque-là `` inadapté " produisait de magnifiques récoltes. Une fois la guerre terminée, cependant, et l'expédition normale les installations ont repris, le ministère de l'Agriculture a changé son air. Les pommes de terre de la Gold Coast, nous a-t-on dit, étaient impropres consommation humaine. Le résultat a été que les pommes de terre ont disparu de nos champs et une fois de plus figuré parmi nos importations.

Nous avons de larges savanes au nord, idéales avec le droit irrigation pour la culture du coton. Pourtant, pendant de nombreuses années, nous avons passé millions de livres importées de tissus richement décorés de à l'étranger. Nous avons fait des plans pour irriguer ces savanes, et ont des projets pour la culture du coton et le textile, et notre des expériences sont en cours. Nous avons dû tout faire depuis égratignure, mais en dépit de ces grands progrès sont réalisés.

De même pour l'industrie de la pêche, nous espérons en temps voulu rattraper le temps perdu. Ici aussi, le régime colonial a échoué. Dans l'absence d'élevage bovin, le poisson était la source la plus importante de protéines animales dans le pays, et il y a beaucoup de bonnes

lieux de pêche à proximité de nos côtes. Un ex relativement petit
Dépôt d'argent sur la réfrigération et sur les bateaux à moteur
aurait prévu une quantité suffisante de poisson à pêcher et ramené à la maison en bon état pour couvrir le marché local
et en laisser pour l'exportation. Pendant toute la période de L'administration britannique, même si la malnutrition figurait cause fondamentale d'un certain nombre de maladies du pays, et était
certainement un facteur contributif à la faible productivité, aucune tentative

Piste 45

a été faite pour initier un tel projet. Au contraire, l'or Coast importait chaque année de grandes quantités de poisson.
L'incapacité à promouvoir les intérêts de notre peuple était due à
les exigences insatiables de l'exploitation coloniale. Cependant sage, éclairés et généreux, certains officiers peuvent
ont été, leurs fonctions et leur autorité s'inscrivent dans un modèle de
administration coloniale, elle-même conditionnée par la nécessité centrale et globale d'extraire les richesses des colonies
et les transférer à l'étranger. Si, dans le processus, il était nécessaire de
construire des routes, construire un port ou éduquer certains

Africains, bien et bien. Le point que je veux souligner est que tout l'activité de bien-être au profit de notre peuple n'était guère plus que accessoire. C'était loin d'être le but sous-jacent de règle coloniale. .

MODÈLE COLONIAL DE L'ÉCONOMIE

31

Piste 46

CHAPITRE QUATRE

SOCIÉTÉ SOUS COLONIALISME

T ici

est de plus en plus au Ghana une génération qui n'a pas connaissance de première main de la domination coloniale. Ces garçons et filles, nés depuis l'indépendance, aura du mal à croire qu'il y avait une époque où les Africains ne pouvaient pas marcher dans certaines parties de chaque ville, à moins qu'ils n'y aient des affaires comme domestiques. Les limitations sur notre liberté, les crimes contre notre dignité d'êtres humains, leur semblera lointain et irréel. Il est encourageant de penser que quand ils rencontrent un Européen, il ne leur viendra jamais à l'esprit de toucher le toupet imaginaire, ou s'incliner dans la servilité, comme certains de nos anciens les hommes le font encore, tant il est difficile de briser des habitudes établies de longue date.

Les effets sociaux du colonialisme sont plus insidieux que les politique et économique. C'est parce qu'ils pénètrent profondément dans le

les esprits du peuple et prennent donc plus de temps à éradiquer. Le

Les Européens nous ont relégués à la position des inférieurs dans tous les aspects

de notre vie quotidienne. Beaucoup de nos gens en sont venus à accepter le point de vue

que nous étions un peuple inférieur. Ce n'est que lorsque la validité de

ce concept a été remis en question que les remous de la révolte ont commencé

et toute la structure de la domination coloniale a été attaquée.

Des signes comme **non**

africain

autorisé , ou pour

européens

seul

pouvait à un moment donné être vu dans pratiquement toutes les parties de

Afrique. Maintenant, ils disparaissent rapidement, bien que toujours

preuves en République d'Afrique du Sud et dans le sud

Rhodésie. J'imagine bien quelle est la réaction d'un anglais

l'homme le serait s'il **tombait** sur des panneaux

proclamant **pas de britannique**

autorisé dans n'importe quelle partie de l'Europe, ou même dans l'une des nouvelles

États africains indépendants. On s'attendait cependant à ce que les Africains
endurer indéfiniment un tel traitement dans le pays de leur
naissance.

La barre de couleurs, où elle a fortement fonctionné, a été
responsable d'une grande partie de l'amertume, qui a, dans
certains domaines,
est entré dans le nationalisme africain. Cela n'est guère
surprenant. Mais

Piste 47

SOCIÉTÉ SOUS COLONIALISME

33

ce qui est peut-être plus remarquable, c'est la modération de
la plupart

Dirigeants politiques africains. Pas un seul n'a préconisé de
type de politique fondée sur la discrimination raciale. Tous
ont souligné

la nécessité d'une coopération entre les races, basée sur la
règle de la

majorité. Nous avons vu trop de racisme pour vouloir
pétuer la perversité de quelque manière que ce soit.

Bien sûr, il faudra un certain temps avant que toute trace de
colonialisme

disparaîtra de notre société. Problèmes liés à

la santé, l'éducation, le logement et les conditions de vie en
général,

continuent de nous rappeler la période coloniale. Nous avons
beaucoup

terrain à rattraper, à la suite de longues années à être traité
comme un

les personnes de qualité inférieure ne sont aptes qu'à fournir une main-d'œuvre bon marché aux étrangers employeurs. Nous étions censés ne pas pouvoir apprécier ou besoin, toute mesure réelle d'amélioration sociale.

Il est vrai que s'abriter dans un climat tropical est un problème que dans un climat froid ou tempéré. C'est aussi vrai

que les Africains ont des maisons improvisées. C'était, en fait, le

position de logement dans la Gold Coast sous administration coloniale.

Mais les Africains ne vivaient pas dans des cabanes et des huttes de terre parce qu'ils

les préféraient aux maisons proprement dites. Ils n'avaient pas le choix. Ils avaient

ni les emplois ni les ressources pour leur permettre de construire. Et cela

jamais pensé à l'administration de faire ce qui est le plus avancé

les pays fonctionnent comme un service automatique, entreprennent une

programme de logement pour la population. Il n'y avait pas non plus de bâtiment

sociétés pour aider les gens sans capital prêt à acquérir des maisons.

Ainsi, les habitants de ce pays vivaient comme ils avaient toujours vécu,

entassés dans des masures aussi éloignées du rêve de vivant dans une résidence de trois pièces avec des commodités normales

London messenger boy est propriétaire du palais de Buckingham.

Il y avait une fois en Angleterre une classe supérieure dominante similaire vue des travailleurs qui vivaient dans des bidonvilles. 'Ils l'apprécient, 5 était le sentiment exprimé. «Ils aiment vivre ensemble. Si nous leur ont donné des maisons modernes avec salles de bain, ils ne le feraient pas savoir quoi en faire. Ils utiliseraient le bain pour stocker du charbon⁵. Curieusement, ce n'était pas simplement une justification de la Les gouvernements conservateurs de l'époque à ne rien faire pour se réunir besoins généraux en matière de logement. Certains croyaient vraiment que seul le la classe supérieure éduquée voulait et savait apprécier un maison décente.

Piste 48

34

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, un changement dans les perspectives officielles sur ces questions. Le plus établi pays ont provoqué d'énormes changements dans la sphère sociale modèle de leur peuple en nettoyant les bidonvilles et en lançant de vastes programmes de logement pour la population active. Ces nouvelles idées

des logements populaires, cependant, n'ont jamais atteint l'Afrique. Nous pourrions continuer à vivre comme nous l'avons toujours vécu. Nous ne savions pas mieux. Quoi avait été assez bien pour que nos arrière-grands-parents puissent continuer être assez bon pour nous et nos enfants.

La situation du logement lorsque nous sommes arrivés au pouvoir était choquante. Il reflétait ce qui semblait être une vision européenne standard du

Attitude africaine envers le logement domestique: tout ce qui garde hors de la pluie et offre de l'ombre du soleil est assez bon. Le homme blanc, vivant dans sa maison en pierre, en brique ou en béton, semblait penser que le natif africain⁵ ne voulait ni n'avait besoin d'un structure élaborée dans laquelle lui et sa famille pourraient vivre confort. Il a été considéré comme suffisant pour quelques feuilles de palmier et chaume pour abriter la famille vivant au village et pour un cabane improvisée avec toit en tôle ondulée pour desservir les villes populaires. Cette hypothèse n'était qu'une autre facette du méprisant considérer l'Africain comme une créature dénuée de sensibilité humaine.

Pendant toutes les années que le bureau colonial britannique a administré

ce pays, pratiquement aucun développement sérieux de l'eau en milieu rural n'a été effectuée. Ce que cela signifie n'est pas facile à dire aux lecteurs qui tenir pour acquis qu'ils n'ont qu'à ouvrir un robinet pour obtenir un approvisionnement immédiat en eau potable. Ceci, si cela s'était produit à nos communautés rurales, aurait été leur idée du paradis. Ils auraient été reconnaissants pour un seul village puits ou stand tuyau. En fait, après une dure journée de travail dans les champs chauds et humides, les hommes et les femmes retournaient dans leur village et devaient ensuite clochard pendant aussi longtemps que deux heures avec un seau ou un pot dans lequel, au à la fin de leur voyage aller, ils auraient la chance de collecter de l'eau saumâtre remplie de germes de ce qui peut avoir été un peu plus qu'un marais. Puis il y a eu le long voyage retour. Quatre heures par jour pour un approvisionnement en eau insuffisant pour se laver et boire, de l'eau pour la plupart des maladies-monté! Cette image était vraie pour presque tout le pays et peut être

Piste 49

SOCIÉTÉ SOUS COLONIALISME

expliqué par le fait que le développement de l'eau est coûteux et plus qu'un service public pour les personnes administrées. Il n'a donné aucune perspective immédiate de retour économique. Encore une fraction des bénéfices retirés du pays par l'entreprise et l'exploitation minière les intérêts auraient couvert le coût d'une eau de première classe système.

Sous l'administration coloniale, il y avait, jusqu'à ce que plus ces derniers temps, la discrimination dans les services de santé de la Gold Coast.

Par exemple, il y avait sept hôpitaux dans le pays qui accueilli moins de 3000 Européens contre trente-six pour environ

4 000 000 d'Africains. Nous nous souvenons tous quand l'hôpital Ridge

à Accra était réservé aux blancs et quand seulement en très spécial

cas où l'un de nos propres gens y a été admis. Korle Bu, le principal hôpital d'Accra, était toujours surpeuplé. Même à cela, il était considéré comme l'un des meilleurs en

Afrique. En fait, comme avec

l'éducation, donc la santé publique et les services médicaux de l'or

Coast ont été jugés bien en avance sur ceux de la plupart des autres colonies.

Pourtant, les services qu'ils ont fournis étaient désespérément inadéquats.

Une certaine tentative avait été faite par l'administration pour soulever les normes sanitaires, et des médecins et infirmières ont été amenés en provenance de Grande-Bretagne pour compléter les services médicaux qui avaient été lancés par les missions. Le budget, cependant, était terriblement restreint et pratiquement rien n'a été fait à titre préventif.

Médicament. Le plus grand fléau de notre peuple est le paludisme, qui est presque endémique. Il est extrêmement débilitant et l'un de ses effets est la stérilité chez les femmes. Pour se débarrasser du paludisme, il faut débarrasser le pays du moustique anophèle. Autres maladies * comme le tubercule, la cécité, le pian et le kwashiorkor, font des ravages choquants de vie et d'énergie, et sont immédiatement attribuables à une mauvaise alimentation, conditions de vie surpeuplées et mauvaise eau potable. Bébés les taux de mortalité sont terriblement élevés et de nombreux enfants sont paralysés ou invalides.

Des tentatives étaient faites pour apporter une amélioration, par les services de santé, mais la politique administrative n'a rien fait pour éliminer les conditions économiques qui ont aidé à l'incidence des maladies mortelles et dépourvues d'énergie et de soins médicaux. Dans une certaine mesure, le manque d'éducation peut également être blâmé,

car sans connaissance, la superstition persiste. Santé et l'éducation va très certainement de pair, et nombre de nos

Piste 50

36

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

les gens ont résisté à la `` médecine de l'homme blanc ",
parce qu'ils
le soupçonnait d'être le mal plutôt que le bien. Acceptation
de
les techniques médicales du XXe siècle exigent un certain
niveau de
l'éducation, et sans cela, beaucoup de nos gens ont accepté la
mort
et la maladie dans le cadre d'un modèle ordonné.
Tout comme les colonialistes n'ont pas réussi à développer
nos pays, ils l'ont fait
peu pour élargir nos horizons intellectuels et sociaux. Les
raisons
ils ont donné pour cela ont été autant ressentis par nous que
le déni de la
avantages. L'Africain, a-t-on soutenu, ne voulait pas
apprécier de meilleures conditions. Il était incapable
d'éducation
au-delà de certaines limites; il ne répondrait pas aux
incitations de
des normes de vie plus élevées. Tous ces arguments, produits
sur et
une fois de plus dans le passé, il a été démontré depuis que
calomnie et calomnie.

Dans de nombreuses régions de notre continent, les Africains ont délibérément empêché d'acquérir les compétences nécessaires pour augmenter les salaires et niveau de vie. Une barre de couleur industrielle a existé. Africains et les Européens qui font le même travail que dans la ceinture de cuivre sont étant donné un salaire très différent; dans la plupart des cas, les Africains se déplacent un dixième de l'équivalent européen. Conditions dans le sud L'Afrique est trop connue pour avoir besoin d'illustration, bien qu'elle puisse surprenez certains d'apprendre qu'à Cato Manor, une banlieue de Durban, environ 95% des habitants vivent en permanence sous la ligne du pain. Même sur le récif, la partie la plus riche du pays, 70% ont des revenus inférieurs au minimum essentiel

maman.¹

Un rapport de l'Organisation mondiale de la santé du Dr JA Munoz² a révélé qu'au Basutoland le niveau de vie déjà bas semble sombrer encore plus bas. Le taux de natalité qui était de 30,6 pour mille en 1951, était tombé à 22 pour mille en 1957, il pensant que l'infertilité était due au manque de nourriture. L'enfant le taux de mortalité a doublé entre 1951 et 1957, lorsqu'il a atteint 116 pour mille enfants.

La colonisation européenne a été responsable d'une grande partie de la

souffrance de tant d'Africains. Un écrivain récent est allé jusqu'à

dire que `` le régime impérialiste, loin de provoquer le progrès, a

1 Ronald Segal: *L'agonie de l'apartheid*.

2 Patrick Duncan: *Contact* , 9 janvier 1960. Cité *Africa Digest* , février 1960.

Piste 51

SOCIÉTÉ SOUS COLONIALISME

37

conduit à une *baisse* catastrophique du niveau de vie des Africains

Dans de nombreuses régions, l'agriculture indigène a été découragée

en faveur des cultures commerciales; le sol était impitoyablement exploité, parfois

provoquant une érosion; et des millions de personnes ont été transformées en travailleurs faiblement rémunérés.

Par exemple, lorsque les colons néerlandais sont apparus pour la première fois en Afrique du Sud

ils ont trouvé des tribus indigènes de personnes fortes et en bonne santé, qui vivaient

l'élevage du bétail, la culture du maïs et la chasse au gibier sauvage. Aujourd'hui le

le régime alimentaire de ces tribus est presque exclusivement composé de maïs. 'Rats de laboratoire

nourris avec le régime alimentaire d'un africain typique ", selon un article du *New Scientifique* , 2 «mangeront leur propre progéniture». On a fait valoir que les Africains sont pauvres parce qu'ils ne produisent suffisamment. Mais leur *capacité* à travailler doit être examinée. Il est désormais généralement admis que la malnutrition maligne est une cause de la fatigue africaine. Si la main-d'œuvre africaine est `` pauvre ", c'est parce que les salaires et les conditions sont médiocres. Il y a aussi la question de l'incitation. Quel incitatif avait le Ouvrier africain sous la domination coloniale, alors que ses efforts ne servaient qu'à enrichir les non-africains? Au cours des vingt dernières années, les Africains les mineurs ont régulièrement augmenté la production de cuivre dans le Nord La Rhodésie; pourtant chaque centime d'augmentation de salaire devait être amèrement combattu pour. Les travailleurs africains, une fois libérés le colonialisme, montrera bientôt au monde de quoi ils sont capables, de la même manière que les travailleurs de Russie et de Chine l'ont fait. Sous les anciens régimes, on pensait que les Russes et les Chinois étaient incapable de diriger un pays industrialisé moderne. Sous le colonialisme, les travailleurs africains n'ont pas pouvoir de négociation. Les syndicats sont souvent interdits par

loi, et ils sont en grande partie non organisés. Ils doivent soit accepter les salaires pitoyablement bas qui leur sont offerts ou souffrir les conséquences de l'absence de travail, qui, dans certains régimes, les rend passibles de diverses punitions. En Afrique du sud, sous les horribles règlements de l' *apartheid* , le travailleur africain est traqué et contraint à des conditions d'hélotrie. Honteux telles quelles, conditions pour les Africains dans les territoires portugais les surpasseront probablement bien qu'ils n'aient pas encore reçu un tel l'attention des critiques.

Car les colonies portugaises en Afrique sont des États esclavagistes et ont

1 Jack Woddis: *L' Afrique , les racines de la révolte* , Lawrence & Wishart 1960, p. 166.

2 20 août 1959.

Piste 52

38

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

toujours été des états esclaves. Bien que théoriquement aboli en 1875, l'esclavage était toujours poursuivi par diverses méthodes qu'un Portu la loi portugaise de 1899 prend une forme juridique définitive. Cette loi, qui est toujours en vigueur en Angola, prévoit que `` tous les autochtones⁵, c'est-à-dire

tous les Africains, sont soumis à une `` obligation morale et légale "

acquérir par le travail les moyens de subsister ou

Condition sociale*. En vertu de cette loi, chaque homme africain en Angola,

qui est en pratique interprété comme ceux qui dépassent l'âge apparent

de dix ans, peut être obligé de montrer à tout moment qu'il a travaillé pendant six mois dans l'année précédente ou qu'il travaille.

Les employeurs qui veulent un retrait du travail forcé au gouverneur

Général pour `` une fourniture⁵ ", terme utilisé

indifféremment pour désigner les biens

et les hommes. Le gouverneur général attribue ensuite un montant calculé

numéro. Les administrateurs locaux dans tout le pays sont envoyés

ordres d'arrondir les chiffres, ce qui se fait en menaçant les chefs et les chefs. Lorsque les nombres requis ont été apporté aux centres de collecte, le responsable de district applique

un contrat collectif, qui est conclu au nom du ouvriers par les chefs et les chefs qui ont produit le numéros spécifiés.

Moins de la moitié de la main-d'œuvre employée en Angola est officiellement

classée par les autorités portugaises comme travail en sous-traitance, que

est, le travail forcé. Plus de la moitié est en théorie du travail bénévole,

mais dans la pratique, la position du travailleur bénévole n'est pas meilleure que celle du travailleur forcé. Le travailleur bénévole ne peut pas quitter son emploi car s'il le fait il deviendra susceptible d'être classé comme `` oisif⁵ et donc soumis au travail forcé. Sa seule chance de s'échapper est de se glisser hors de le territoire portugais et en essayant d'obtenir du travail dans d'autres États voisins. Des sources portugaises ont estimé qu'en les dix années précédant 1947, plus d'un million de personnes avaient quitté les colonies portugaises par voie d'émigration clandestine. Mais tout le monde ne peut pas y aller, et ceux qui sont souvent laissés pour compte porter le poids pour ceux qui sont partis. Et ils n'ont pas moyen par lequel ils peuvent faire connaître leur chagrin, leur chagrins entendus; nulle part où se tourner pour atténuer leur sort. Lorsque d'autres ont été dans la même situation, il y a eu ceux qui ont élevé la voix pour eux. Dans le monde entier nous avons entendu des cris pour des personnes réputées exister en

Piste 53

SOCIÉTÉ SOUS COLONIALISME

39

des conditions qui seraient le paradis des Africains du Portu

territoires coloniaux portugais.

Pour tenter de dissimuler ce système d'esclavage, les travailleurs reçoivent, en théorie, un salaire. En fait, cependant, trois des trimestres de ces salaires sont différés jusqu'à la fin de leur contrat période et ne sont pas remis tant que le gouvernement n'a pas impôt déduit. C'est tellement élevé qu'à la fin de leur période d'emploi, ils n'ont pratiquement plus d'équilibre. Pour exemple, dans un cas authentifié, un homme employé dans l'industrie de la pêche avait, après avoir travaillé pendant quatre ans, une dernière solde de £ 3 2s. 6d.

La misère indescriptible des conditions angolaises a été portée à la connaissance du gouvernement portugais mais rien d'autre que des réformes sur papier n'a été réalisé. En 1947, le capitaine Henrique Galvao, adjoint de l'Angola dans le

Assemblée nationale portugaise et inspecteur principal des Outre-mer

Territoires, a enquêté sur ces conditions à la demande du Gouvernement portugais et a soumis un rapport.

Galvao avait été nommé parce que le gouvernement portugais

attendait de lui, en tant que fervent partisan du gouvernement, un

rapport de blanchiment qu'ils pourraient utiliser aux Nations Unies

et ailleurs. En fait, le capitaine Galvao a été tellement choqué par ce
il a vu en Angola qu'il a changé ses opinions politiques et sous
fait un compte rendu honnête et équilibré de ce qui se
passait
dans les possessions portugaises à l'étranger. Comme on
pourrait l'imaginer,
le gouvernement portugais a tout fait pour supprimer
le rapport et le capitaine Galvao a été jeté en prison pour son
présomption de dire la vérité. Finalement, il s'est échappé de
Le Portugal apparaîtra de façon spectaculaire sur la scène en
1961 quand il
conduit une bande de soixante-dix braves hommes pour
s'emparer du paquebot portugais
Santa Maria .

L'une des principales critiques du capitaine Galvao à l'égard
des Portugais
régime était sa tromperie. En théorie et sur papier, il avait
aboli
travail forcé pour le compte d'entreprises privées et
d'individus. En réalité
le travail forcé s'intensifiait. Le capitaine Galvao a écrit:
À certains égards, la situation est pire qu'un simple
esclavage. Sous
l'esclavage, après tout, l'indigène est acheté comme
animal; son propriétaire

Piste 54

40

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

préfère qu'il reste aussi en forme qu'un cheval ou un bœuf. Ici le natif est pas acheté, il est embauché à l'État, bien qu'on l'appelle un homme libre. Et son employeur se soucie peu s'il tombe malade ou meurt, une fois il travaille, car quand il tombe malade ou meurt, son employeur demandez simplement un autre.

Ces opinions, il les étaye avec des statistiques horribles montrant dans certains cas, un taux de mortalité de 40% parmi les ouvriers.

La situation a été récemment aggravée par la introduction d'une grande classe de colons. L'état précaire de l'économie portugaise à la maison oblige le Portugal à exporter sa propre pauvreté et indemniser les citoyens pour le travail

que l'État ne peut leur fournir chez eux, par dis possédant la population africaine des colonies et en fournissant

pour les immigrants portugais, la terre et la main-d'œuvre africaine bon marché.

Tout comme les agriculteurs d'Afrique du Sud sont encore plus durs et plus cruels

employeurs que ne le sont les propriétaires de mines et les grands magnats de l'industrie,

de même que les colons portugais, dans l'ensemble, sont encore plus impitoyables

et cruels que les hommes d'affaires internationaux qui ont se sont établis en Angola.

Les Portugais envisagent la poursuite du travail forcé

essentielle car elle contribue à nourrir l'économie néocoloniale du voisinage États et territoires voisins. En 1959, la dernière année pour laquelle nous ont des statistiques, seulement un tiers de la population active de près d'un millions de travailleurs employés dans les mines sud-africaines provenaient de à l'intérieur des frontières de l'Afrique du Sud. Au début du siècle, aux débuts du Sud Les lois minières africaines et avant-vote et la politique de répression des Africains en général s'étaient vraiment mis en route, c'était impossible recruter en Afrique du Sud de la main-d'œuvre gratuite pour travailler dans les mines. Le La colonie portugaise du Mozambique a donc été utilisée comme source de travail forcé et en 1903, par exemple, moins de 89 pour cent de la population active totale de l'Afrique du Sud les mines. Cette offre de main-d'œuvre conscrète est encore un nécessité pour l'Afrique du Sud si les salaires doivent être réduits et le commerce les syndicats interdits. En conséquence, le Gouvernement sud-africain a conclu un véritable traité avec le gouvernement portugais pour fournir travail pour les mines. La base de l'accord est qu'en retour

Piste 55

SOCIÉTÉ SOUS COLONIALISME

41

pour un engagement du gouvernement portugais que le La Chambre des mines sud-africaine sera la seule recrue agence au Mozambique pour le travail des mines, la Le gouvernement s'engage formellement à ce que 47,5% de la mer

le trafic d'importation vers les zones minières d'Afrique du Sud ira

à travers le port portugais de Lourenço Marques.

À l'origine, le chiffre maximum pour les recrues de main-d'œuvre sous le

La convention était de 90 000 par an. En 1940, cependant, les Portugais

Le gouvernement a accepté de porter le total à 100 000 par an en retour

pour un accord du gouvernement sud-africain sur l'exportation

340 000 caisses d'agrumes par an via Lourenço Marques.

Les mines où ce contrat de travail africain de la

Les œuvres des territoires portugais peuvent être situées en Afrique du Sud ou

en Rhodésie, mais les principaux actionnaires sont de grands et groupes commerciaux aux États-Unis, aux États-Unis

Royaume-Uni, en France et en Belgique. Il y a donc des forces puissantes dans ces pays et dans d'autres qui dissuadent

minées pour user de leur influence politique pour s'assurer que leur

pays soutiennent le Portugal dans le maintien de son travail forcé

système et toutes les tragédies qui en découlent.

Que se passe-t-il en matière de main-d'oeuvre pour les mines jusqu'au sud?

L'Afrique est concernée n'est, bien entendu, qu'un exemple. L'existence

des colonies portugaises permettent une main-d'œuvre bon marché,

non seulement en Afrique du Sud, mais dans toutes les régions coloniales voisines

territoires et constitue un élément important des bénéfices non seulement de

l'exploitation minière, mais de nombreuses autres industries, y compris les plantations

agricoles. Tous ceux qui ont un intérêt financier dans de telles entreprises

ne peut donc pas permettre au Portugal de perdre ses possessions coloniales.

Une grande partie des investissements dans les colonies portugaises n'est pas

Portugais du tout, mais international. Le chemin de fer de Benguela était

construit en grande partie par des intérêts britanniques pour extraire les minerais des mines

du Katanga. Traversant le grand plateau de l'Angola, il passe à un

point au-dessus d'Elizabethville au Congo, puis établit des liens avec

le système ferroviaire rhodésien, après quoi il passe à Beira.

Quatre-vingt-dix pour cent du stock du chemin de fer de Benguela est détenu par le Holding britannique de Tanganyika Concessions, domicilié depuis 1952 en Rhodésie du Sud. Tanganyika Concessions est lié aux intérêts du cuivre de la Rhodésie du Nord et avec l'Union Minière et d'autres

Psaumes 56

42

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

les entreprises industrielles au Congo. Grâce à l'emboîtement directions, cette société est liée à For mini ère et certains les intérêts du diamant qui, avec De Beers, le grand Société minière sud-africaine, contrôle l'Angola Diamond Entreprise avec des mines dans la province de Luanda. Cette société est un état dans un état. Il possède un monopole de prospection sur les cinq sixièmes de l'Angola et un monopole de la conscription la majeure partie de la province de Luanda, un tiers de la taille du Ghana. Une la moitié de ses bénéfices va à l'État, l'autre moitié au privé actionnaires. Pas étonnant que cela puisse influencer la politique de quelque manière que ce soit il aime et tient entre ses mains la vie des Africains du Province de Luanda. Pour ces raisons économiques, le Portugal peut compter sur des le soutien d'intérêts financiers acquis dans le monde entier. Sa position dans le maintien de sa dictature coloniale est, en de plus, immensément renforcée par son appartenance à la

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).
Il reste à voir quel sera l'effet du vote au
L'Assemblée générale des Nations Unies exhorte le Portugal à
se préparer
pour l'autonomie gouvernementale en Angola. L'expérience
nous a conduit à ne pas placer
trop d'espoir dans les résolutions et les votes, mais pour
compter davantage sur
action positive. Le peuple angolais lui-même doit fournir
la force motrice, et nous, les États africains indépendants,
devons
faire tout notre possible pour les aider.
La lutte pour l'indépendance dans les colonies portugaises a
viennent relativement tard en partie à cause de la pauvreté
exceptionnelle
l'état de l'éducation là-bas. Au Mozambique, le recensement
de 1950 re
illettré à 99%. En 1954, sur 6 millions d'Africains
seulement 5000 étaient dans les écoles primaires, 73 dans les
écoles secondaires, et
42 dans les classes de formation industrielle. Les
fonctionnaires portugais ont
se vantait que la règle blanche durerait plus longtemps dans
leur
territoires, parce que l'éducation a été délibérément freinée.
Un fonctionnaire du ministère de l'Éducation de Lourenço
Marques a
été cité comme disant: « Franchement , nous ne voulons
pas *beaucoup* instruits
autochtones, jusqu'à ce qu'ils aient un milieu social
approprié. Ils

n'ont aucun endroit où aller. Ils deviennent insatisfaits. Ce que nous voulons
voici une société stable, un état stable. Donc nous bougeons très, très
lentement 51

1 John Gunther: *Inside Africa* , Hamish Hamilton 1955, p. 581.

Psaumes 57

CHAPITRE CINQ

THEINTELLECTUALVANGUARD

L' histoire de la réussite humaine montre que lorsqu'un
l'intelligentsia éveillée émerge d'un peuple sujet elle devient
l'avant-garde de la lutte contre la domination étrangère. Il y a
un direct

relation entre ce fait et la négligence des puissances
impériales

pour assurer la croissance adéquate des établissements
d'enseignement dans leur

colonies. J'ai vu ce lien assez tôt dans ma carrière, et il
a été l'une des principales raisons pour lesquelles je suis
devenu enseignant pendant un certain temps.

L'énorme enthousiasme pour l'éducation en Afrique jamais
ne parvient pas à impressionner les visiteurs. Un écolier a
écrit un jour: Je pense que le

l'événement le plus heureux de ma vie a été le jour où mon
père m'a dit de

aller à l'école¹. " Un autre a déclaré: `` La chose la plus
malheureuse

pourrait m'arriver serait de n'avoir eu aucune éducation, ou
d'être

renvoyé de l'école maintenant, car alors toute ma vie serait

gaspillé. »² Le désir ardent d'éducation des deux enfants et les adultes ont reçu peu d'encouragement de la puissances, et l'un des pires héritages du colonialisme a été absence d'un corps formé de techniciens africains et de publicité

les ministrateurs.

Un bref aperçu de la position éducative dans diverses parties de

L'Afrique illustrera mon propos. En Rhodésie du Nord, en 1960,

seuls 43% des enfants africains d'âge scolaire sont scolarisés; et seulement 1,1% de ceux qui ont atteint l'âge d'admissibilité l'enseignement secondaire l'a reçu. Le rapport de 1954 pour Southern

La Rhodésie n'a montré que 16,5% du potentiel scolaire en fait à l'école. Au Kenya, le gouvernement a fourni à peine toutes les écoles pour les Africains jusque dans les années 1930, les Kikuyus ont donc créé

les leurs. Ils ont formé les écoles indépendantes de Kikuyu Association. Pour fournir des enseignants, Peter Koinange a fondé la

1 Jack Woddis: *L' Afrique , les racines de la révolte* , Lawrence & Wishart 1960, p. 157.

2 *ibid* .

Psaumes 58

44

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Kenya Teachers 'College à Githunguri, où Jomo Kenyatta est devenu plus tard directeur. Sans surprise, ces écoles Kikuyu

se sont avérés nationalistes fervents, et ils ont été réprimés par le
Britannique après l'épidémie de Mau Mau en 1952. En 1955,
il y avait
seulement 35 lycées dans tout le pays pour 5 J millions
d'Africains.

Dans l'ensemble de l'Afrique équatoriale française, il y avait
environ 850
écoles élémentaires, et la plupart d'entre elles étaient mal
équipées et
personnel. Parmi les enfants d'âge scolaire, seulement 18%
environ
est allé à l'école du tout.

Quant à l'enseignement supérieur, jusqu'à la fondation de
l'Université

Collège à Salisbury incorporé en 1955, Makerere College,
fondée en 1922, était la seule école avec un rang universitaire
dans le

toute une immense distance entre Khartoum et
Johannesburg.

Dans toutes les colonies britanniques réunies, il n'y avait que
trois

autres collèges similaires à M akerere: Achimota au Ghana,
puis le

Gold Coast, Ibadan au Nigeria et Fourah Bay dans la Sierra
Leone. En Afrique française, au sud du Sahara, il y en avait
un; dans

Afrique portugaise, aucune. Le Soudan avait Gordon College,
et

les Belges ont ouvert une petite université catholique
romaine à l'extérieur

Léopoldville, à Lovanium.

Dans l'Union, où un peu plus de 30% des Africains les enfants vont à l'école, il y a maintenant très peu d'opportunités pour l'enseignement supérieur, car les nationalistes afrikaners craignent

Progrès africain. Il y avait autrefois quatre universités qui ont accepté les Africains, bien que le nombre total de diplômés

l'année n'a probablement pas dépassé 400. Mais en décembre 1953, le Dr

Malan, poursuivant la politique d' *apartheid* , a annoncé que le

Les universités du Cap et de Witwatersrand ne accepter les Africains. En mai 1955, le Collège panafricain de Fort

Hare a été fermé à la suite d'une prétendue `` autorité secrète "

parmi les étudiants.

Le problème de l'éducation était le plus important dans mon esprit et dans

l'esprit de mon parti lorsque nous avons eu notre première réunion après avoir pris

bureau sous l'administration coloniale. Le fait que la plupart de mes

comme moi, des collègues avaient été formés car les enseignants reflétaient leur

la foi, aussi, dans l'éducation comme clé de notre libération et de notre progrès.

Avant de pouvoir entreprendre nos projets, nous avons passé en revue le

situation telle que nous l'avons trouvée. Ce n'était pas encourageant. La photo avait a peu changé depuis une autorité britannique de premier plan en matière de colonisation

Piste 59

L'AVANT-GARDE INTELLECTUELLE

45

affaires, M. Leonard Barnes, écrivant dans les années trente, avait

ceci à dire sur l'éducation à la Gold Coast:

En 1913, l'éducation coûtait 25000 £: en 1931, l'année de pointe,

cela a coûté un peu plus d'un quart de million. C'est dix fois plus,

et il ne peut y avoir aucune objection à l'appeler ainsi, ou à l'appeler un

augmentation de 900 pour cent, si vous préférez. Le même fait peut être

a déclaré, bien que de manière moins impressionnante, en disant que l'éducation

les dépenses ont mis dix-huit ans pour passer de 3% à 7% cent des recettes publiques. Les deux formes de déclaration omettent

un autre fait, tout aussi pertinent, à savoir que même en 1931 quatre enfants de la Gold-Coast sur cinq ne recevaient aucun

scolarité de toute nature, et moins de la moitié pour cent ont dépassé le

stade primaire Les autorités ont calculé qu'à l'heure actuelle

taux de progrès, il faudra 700 ans avant que les natifs même du

Gold Coast peut lire et écrire sa propre langue. *Remarque:* ou 3500 ans, si l'accroissement naturel de la population est pris en compte

compte.¹

Il est difficile d'apprécier à partir de ces observations que le système éducatif de la Gold Coast était considéré comme un

des plus avancés d'Afrique tropicale. Notre enseignement primaire,

en fait, remonte aussi loin que 1752 et a été commencé par des missionnaires

et continué par eux pendant très longtemps. Après une longue période,

ils ont reçu des subventions du gouvernement local, mais une bonne partie de l'argent a été utilisée à des fins purement religieuses

et en payant les salaires des missionnaires européens. ONU heureusement aussi, ils ont payé les enseignants locaux de manière irrégulière et

leur imposait les devoirs purement religieux des prédicateurs laïcs,

catéchistes et instituteurs du dimanche. Ces défauts mis à part, il faut

avouer que nous avons une dette considérable de gratitude envers le

missionnaires pour la contribution qu'ils ont apportée à une éducation telle que

le pays a reçu. De leur côté, cependant, ils n'ont pas perdu, car en plus des subventions reçues du gouvernement, ils

facturé des frais de scolarité, et certains d'entre eux ont ouvert des librairies pour la vente de littérature religieuse et de manuels scolaires. Quelques-uns, comme le Basel Mission, s'est même diversifiée dans le commerce et a s'est transformée en préoccupations commerciales non négligeables. Aujourd'hui les librairies de mission contrôlent plus ou moins l'importation et

1 Leonard Barnes: *Empire ou démocratie?* Victory Gollancz, Ltd, 1939, p. 141.

Piste 60

46

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

distribution de manuels scolaires, et mon gouvernement est confronté à la tâche d'établir d'autres moyens d'acheminer les manuels à notre population scolaire qui ne sera pas soumise au type de manipulation qui crée maintenant un brouillage pour ces livres et un un fardeau financier trop lourd pour les parents. Il est arrivé un moment où les administrateurs coloniaux ont trouvé qu'il était trop cher pour le budget local d'importer des Britanniques officiers pour les grades inférieurs du service, et quand l'Euro les communautés de commerçants africains ont découvert un besoin de travailleurs africains

avec un certain degré d'alphabétisation. L'administration coloniale alors a participé à la mise en place d'installations aux niveaux primaire et secondaire niveaux, même s'ils étaient avarés, en particulier en ce qui concerne écoles secondaires. Peu d'attention a été accordée à la technique formation, et par conséquent les Africains éduqués ont acquis un parti pris au travail de bureau et au mépris du travail manuel. Une conséquence fatidique de cet accent sur une éducation littéraire a été le déni à notre pays d'une main-d'œuvre qualifiée. je ne pas faire référence ici à des spécialistes hautement qualifiés, mais à notre général corps de travailleurs. Il n'y avait pas d'installations universitaires dans le Gold Côte jusqu'à ce que le collège commence à Achimota en 1948 et plus tard enlevé à Legon. Ceux de nos jeunes hommes qui pouvaient collectionner les ressources pour leur permettre de poursuivre des études supérieures dans le Royaume-Uni, dans l'ensemble, a légiféré. Séparé de fait qu'ils ont trouvé une attraction dans la perruque et la robe qui sont l'emblème de ce métier, le retard industriel de notre pays, couplé à la réalité qu'ils ne pouvaient pas trouver de places

dans l'administration - le presque seul employeur de ces compétences - comme ingénieurs, médecins, pharmaciens, agronomes, comptables, les architectes, et les autres, les ont découragés de se former à ces professions. D'autres considérations étaient le coût plus élevé et l'augmentation de la durée des études requise pour ces professions par rapport à ceux requis pour une formation en droit. Cet état de choses déséquilibré a créé pour nous l'un des le plus gros de nos problèmes: comment créer une main-d'œuvre qualifiée force et un corps de techniciens formés dans les nombreux domaines de l'agriculture, l'industrie, la science et l'économie modernes dans le le temps le plus rapide possible. Lorsque mes collègues et moi sommes entrés en fonction en 1951, nous avons trouvé certaines écoles publiques dans les principales villes du pays.

Piste 61

L'AVANT-GARDE INTELLECTUELLE

47

Mais ils ne desservaient qu'une petite partie des populations urbaines et une section minuscule des zones rurales. Les villages, où la plupart de nos gens vivent, se vantaient de quelques écoles; comme il y en avait, étaient

exploité principalement par les missions. Le nombre de secondaire les écoles étaient limitées, étant basées principalement à Cape Coast. Ces, aussi, étaient en grande partie le produit de l'effort missionnaire. Là était la grande institution semi-gouvernementale d'Achimota. Lorsque nous avons confronté l'administration coloniale à situation épouvantable lors de leur entrée en fonction au début de 1951, ils nous a dit que le budget était limité et qu'il fallait du temps. Temps, ont-ils dit, il était nécessaire de former l'armée d'enseignants nécessaire pour l'éducation de tous les enfants. Ils n'avaient pas l'air très heureux quand nous avons souligné qu'ils semblaient avoir eu assez de temps pour permettre aux commerçants et expéditeurs et aux sociétés minières de amasser d'énormes fortunes. Quant au budget, nous avons fait valoir qu'il ne semblait pas inéquitable d'utiliser une partie de ces fortunes pour éduquer les enfants du pays d'où ils avaient été tirés. Nous étaients déterminés, disions-nous, à faire pression pour une augmentation des dépenses services sociaux. Je ne peux pas dire que dans les six années où nous avons formé un jeton

gouvernement sous administration britannique, nous avons pu enregistrer un succès sans réserve avec notre plan éducatif. Nous a certainement contribué à jeter les bases d'un système éducatif national. Le plan que nous avons proposé à l'Assemblée législative en août 1951 prévoyait la suppression des frais de scolarité dans les écoles primaires dans un premier temps vers une politique plus globale d'éducation gratuite. Le La hiérarchie catholique romaine a vivement regretté notre décision de dis continuer à subventionner sur fonds publics les nouvelles écoles appartenant et géré par des organismes religieux. Ce n'était pas notre but, car nous souligné, pour empêcher l'établissement et le maintien de de nouvelles écoles par des organismes confessionnels grâce à des contributions, mais ils ne pouvaient pas compter sur le gouvernement pour aide financière. Au début de 1951, les inscriptions à l'école primaire s'élevaient à 125 000. Au début de 1952, il y avait 270000 enfants inscrits dans nos établissements primaires et nous avons estimé que ce ce nombre atteindrait 400 000 au début de 1957. En fait, au moment de l'indépendance en mars 1957, le chiffre avait

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

élargi bien au-delà d'un demi-million. Nous avions espéré que par là chronométrer notre programme éducatif de formation des enseignants et le la construction de bâtiments et d'équipements serait en mesure de l'augmentation prévue. Mais l'augmentation était plus grande que nous avait prévu et notre production d'enseignants formés et de bâtiments n'avait malheureusement pas suivi le rythme, même si le les inscriptions aux collèges de formation ont plus que doublé au cours de la période point final.

Nous avons mis en place un système de bourses et avons planifié pour les écoles secondaires supplémentaires. Nous avons créé le Collège de Arts, sciences et technologie à Kumasi, maintenant le Kwame Nkrumah University, qui fournira des logements pour 2000 étudiants et proposent des cours en bâtiment, ingénierie, comptabilité, agriculture, science et commerce, entre autres sujets. Les établissements de formation des enseignants en 1951 ont produit 700 nouveaux enseignants par an, un chiffre bien trop insuffisant. Nous a réussi à créer douze nouvelles écoles de formation et à doubler

la capacité de quatre. En 1957, nous produisons quelque 4000

nouveaux enseignants chaque année, mais cela nous a laissé loin derrière les 70 000

enseignants tenus de répondre aux besoins nationaux des élèves du primaire éducation.

Nous avons réalisé des progrès dans l'enseignement commercial et technique,

augmentant les inscriptions annuelles en six ans de 600 à quelques

2 000, un gain considérable, mais malheureusement en deçà des besoins. Avec

l'enseignement secondaire, nous ne pourrions pas faire grand-chose. Un d

le budget administratif pour ces besoins était minime, et nous venons de le faire

ne pas avoir le temps de former les enseignants aux normes requises pour

enseignement secondaire. Les deux institutions d'apprentissage,

le Collège universitaire de Legon et le College of Technology à Kumasi, a continué à accueillir plus d'étudiants chaque année et nous

ont pu améliorer et étendre leurs services.

Il y avait suffisamment de matériel dans ces documents à partir de laquelle

des brochures attrayantes pourraient être rédigées par le Colonial Office pour

présent aux Nations Unies montrant combien

fait pour introduire l'éducation aux `` peuples primitifs d'Occident Afrique'. Ils étaient souvent accompagnés de jolies photos de écoles et enfants heureux en train de jouer dans le parc. Ils peuvent bien ont impressionné l'extérieur. Ils étaient peu réconfortants pour nous, lorsque nous nous sommes assis en mars 1957 pour examiner, pas ce que nous

Piste 63

L'AVANT-GARDE INTELLECTUELLE

49

avait fait, mais que restait-il à faire pour donner à chaque enfant

Le Ghana son véritable droit de naissance à l'indépendance - une éducation de base.

Au-delà de cela, nous devons planifier un programme éducatif

système qui sera plus conforme aux exigences du progrès économique et social pour lequel notre nouveau développement

les plans visent. Notre modèle d'éducation a été aligné jusqu'ici aux demandes des conseils d'examen britanniques. Au dessus

tout, il a été formulé et administré par une annonce extraterrestre

ministère désireux d'étendre ses idées dominantes et processus de pensée pour nous. Nous avons été formés pour être des copies inférieures de

Anglais, caricatures à rire avec nos prétentions

à la noblesse bourgeoise britannique, nos fautes grammaticales et normes déformées nous trahissant à chaque tournant. Nous n'étions ni poisson ni volaille. On nous a refusé la connaissance de notre passé africain et informé que nous n'avions pas de cadeau. Quel avenir pourrait-il y avoir être pour nous? On nous a appris à considérer notre culture et nos traditions comme barbare et primitif. Nos manuels étaient du texte anglais livres, nous racontant l'histoire anglaise, la géographie anglaise, Modes de vie anglais, coutumes anglaises, idées anglaises, anglais conditions météorologiques. Beaucoup de ces manuels n'avaient pas été modifiés depuis 1895. Tout cela doit être changé. Et c'est une tâche formidable. Même la commande de manuels est une question complexe qui rend le introduction de nouveaux à caractère ghanéen et prolongé affaire. C'est quelque chose que nous continuons, cependant, comme il est vital que nous nourrissions notre propre culture et notre histoire si nous devons développer cette personnalité africaine qui doit fournir les fondements éducatifs et intellectuels de notre panafricain avenir.

Piste 64

CHAPITRE SIX

LA LIBERTÉ D'ABORD

Je t'est ma conviction profonde que tous les peuples veulent être libres, et que le désir de liberté est enraciné dans l'âme de chacun de nous.

Un peuple longtemps soumis à la domination étrangère ne trouve pas toujours facile de traduire ce souhait en action. Sous règle arbitraire, les gens sont susceptibles de devenir léthargiques; leurs sens sont émoussés. La peur devient la force dominante de leur vie; craindre d'enfreindre la loi, peur des mesures punitives qui pourraient résulter d'une tentative infructueuse de se détacher de leur chaînes. Ceux qui mènent la lutte pour la liberté doivent rompre à travers cette apathie et cette peur. Ils doivent donner une expression active au désir universel d'être libre. Ils doivent renforcer la confiance des peuples en eux-mêmes et encourager-les à prendre part à la lutte pour la liberté. Surtout, ils doivent déclarer leurs objectifs ouvertement et sans équivoque, et organiser les gens vers la réalisation de leur objectif d'autonomie gouvernementale. Le faussaire essentiel de la révolution politique est un parti politique organisé, à large assise, uni par un programme qui est accepté par tous les membres, qui soumettent également

eux-mêmes à la discipline du parti. Son programme doit viser pour «La liberté d'abord». `` Cherchez d'abord le royaume politique ", est devenu le slogan principal du Parti populaire de la Convention, car avec l'indépendance politique aucun de nos plans pour le développement économique pourrait être mis en œuvre. On a beaucoup parlé des territoires dépendants se rendre viables avant d'essayer de s'en prendre à eux assumer les responsabilités de l'autonomie gouvernementale. C'est précisément ce qu'ils ne peuvent pas faire. Tant que le gouvernement de moins de les pays développés restent aux mains des administrations coloniales trateurs, leurs économies suivent un modèle déterminé par les intérêts, non des habitants indigènes, mais des nationaux

Piste 65

LA LIBERTÉ D'ABORD

51

bénéficiaires du pays au pouvoir. Amélioration de la vie les conditions pour la majorité de la population ne viendront pas avant que les le pouvoir passe entre leurs mains.

Ainsi, tout mouvement pour l'indépendance dans un pays colonial

la situation contient deux éléments: la demande de liberté et révolte contre la pauvreté et l'exploitation.

Un leadership résolu est nécessaire pour subordonner la compréhension

désir capable du peuple pour de meilleures conditions de vie à la réalisation de l'objectif premier de l'abolition de la colonisation régner.

Avant la Seconde Guerre mondiale, un certain nombre de démons politiques des grèves et des grèves ont eu lieu dans diverses parties de l'Afrique coloniale.

Les demandes les plus courantes concernaient des réformes; quelques personnes envisageait à l'époque l'émergence de partis politiques nationaux exigeant l'indépendance.

Au cours des années 40, cependant, de nombreux organisateurs nationaux africains des ations se sont formées. Par exemple, en 1944, le Conseil national

du Nigéria et du Cameroun a été fondée et, dans le même année, le Congrès national du Nyassaland¹. Deux ans plus tard, le

Kenya L'Union africaine a été formée; et le Rassemblement Démocratique Africain, une fédération des différentes organisations

qui s'était développé dans toutes les colonies françaises de l'Ouest

et Afrique équatoriale. S'ensuit, en 1947, la formation de le Congrès national africain de la Rhodésie du Nord; 2 et, en notre pays la Convention United Gold Coast, avec pour objectif:

l'autonomie gouvernementale dans les plus brefs délais. Le 12 juin 1949,

est venu la scission avec l'UGCC quand j'ai fondé le Convention People's Party dans le but déclaré de parvenir à Gouvernement maintenant ».

Les années 1950 ont vu l'émergence de l'Ouganda National Congrès (1952), Union nationale africaine du Tanganyika (: 953) 3 et l'African National Congress in Southern Rhodésie.³ Il y avait aussi des organisations nationales formées dans le

1 Cela a été interdit en 1958 et le Malawi Congress Party mis en place dans son lieu.

2 Lors de la création de la Fédération centrafricaine en 1953, ce parti s'est scindé vers le haut, et d'autres ont émergé, par exemple le United National Independence Party sous Kenneth Kaunda en 1958.

3 Il a été fondé à l'origine en 1920. Il a été interdit en 1959, et le

Le Parti national démocrate a été formé.

Piste 66

52

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Congo. En Afrique portugaise, l'Uniao dos Populacaos de L'Angola et le Movimento Popular de Libertacao de Angola ont été formés. Finalement, en 1959, ils ont fusionné pour former le

Front révolutionnaire africain contre le colonialisme portugais.

Cette organisation comprend des sympathisants au Mozambique et Guinée portugaise.

Je n'ai mentionné que quelques-uns des nombreux organisations formées pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

Il y en a beaucoup d'autres. Leur structure, leur organisation et leur

qualité de leur leadership, ont varié, mais tous ont eu commune la détermination de lutter pour l'abolition des la domination coloniale et l'amélioration de la situation économique et sociale conditions.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, seuls le Libéria, l'Éthiopie

et l'Égypte était indépendante. Mais à la fin de 1959, c'est-à-dire

vingt ans plus tard, il y avait neuf États africains indépendants:

Égypte, Soudan, Maroc, Tunisie, Libye, Libéria, Éthiopie, Ghana et Guinée. En 1960, au Nigeria, au Congo, en français Le Togo, le Cameroun français et la Somalie ont atteint l'indépendance

rence. Ils ont été suivis, en 1961, par la Sierra Leone, Tanganyika, Ouganda et Nyasaland. L'indépendance de Le Kenya, la Rhodésie du Nord et Zanzibar ne peuvent pas être longtemps retardé.

Ce changement fondamental de la situation africaine a été provoqués par les luttes et les sacrifices des Africains

les peuples eux-mêmes, et rien ne peut maintenant arrêter la vague
nationalisme. Tant qu'un seul pied de sol africain reste sous domination étrangère, la bataille doit se poursuivre.
Il se peut que le moment soit venu d'avoir une politique commune
fête avec un objectif et un programme communs. Par exemple, à la place
du Parti populaire de la Convention au Ghana, il pourrait y avoir
Parti populaire du Ghana. Au Kenya, le parti progressiste pourrait être
le Parti populaire du Kenya; en Guinée, le Parti du peuple guinéen,
etc; chaque partie ayant un but et un objectif communs, la liberté et l'unité de l'Afrique.
Les différents partis populaires, avec leur objectif commun, coopèrent les uns avec les autres. Une organisation centrale serait un
sans doute être nécessaire, et aussi un quartier général hautement qualifié
Personnel. Si ce type de solidarité au niveau des partis politiques pouvait être

Piste 67

LA LIBERTÉ D'ABORD

53

atteint, il renforcerait sûrement le continent africain
liberté et unité.

Les chefs de parti dans les pays qui ne sont pas encore libres pourraient

tirer force et inspiration d'une étroite association avec leurs homologues dans les pays indépendants. Bien qu'assailli par des difficultés, ils gagneraient en confiance en faisant partie d'une organisation continentale forte avec d'immenses ressources, qui ils pourraient puiser en cas de besoin. Depuis sa création, le Le Parti populaire de la Convention a déclaré dans sa constitution qu'il chercherait à établir des relations fraternelles avec, et offrirait orientation et soutien à tous les nationalistes, démocrates et socialistes mouvements, en Afrique et ailleurs, qui se battent pour indépendance nationale et autodétermination! »

Parmi les pays indépendants, le parti commun agirait comme force unificatrice. Aussi, si une politique intérieure commune pouvait être élaboré, cela aiderait énormément dans la planification et développement du continent africain dans son ensemble, dans le et les sphères sociales.

L'inégalité du développement en Afrique, à la fois politique et économique, est un problème majeur. Certains pays sont pauvres en Ressources; d'autres riches. Certains ont atteint l'indépendance comparativement facilement et paisiblement; d'autres luttent encore. La solution évidente est l'unité, de sorte que le développement puisse être correctement

et planifié de manière cohérente. Les pays sous domination étrangère obtiennent leur indépendance dans différents façons. L'Inde s'est vu promettre la liberté par une `` évolution constante vers l'autonomie gouvernementale par étapes constitutionnelles ordonnées ». En fait, il a fallu vingt-sept ans d'agitation civile et de désobéissance passive pour que l'Inde atteigne son objectif. La Libye a obtenu l'indépendance par l'Organisation des Nations Unies en conséquence directe de la défaite lors de la Seconde Guerre mondiale. La colonie portugaise de Goa a été libéré par l'Inde. Plusieurs pays du Moyen-Orient doivent leur existence en tant qu'États séparés des puissances occidentales, lorsque ils ont sculpté l'Empire ottoman après le premier monde Guerre. En Afrique, la nature de la lutte pour la liberté a varié selon les conditions de fond dans lesquelles il a eu opérer et la position de la scène internationale à un moment donné temps.

Piste 68

54

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Généralement, dans les territoires où il y a un problème de colonisation, le

la lutte a été plus longue et parfois violente, comme dans Kenya pendant la période Mau Mau. Où il n'y a pas de colon problème, comme en Afrique de l'Ouest, la lutte a été difficile, bien que dans l'ensemble pacifique et constitutionnel. J'ai déjà dit comment l'indépendance a été obtenue au Ghana.¹ En regardant en arrière et en essayant de déterminer les raisons de la succès de notre lutte pour la liberté, un facteur est au-dessus de tous les autres, à savoir la force d'une organisation bien organisée parti politique, représentatif de la grande masse du peuple. Le Parti populaire de la Convention représentait l'ordinaire, les gens ordinaires qui voulaient la justice sociale et un niveau plus élevé de vie. Il restait en contact quotidien et vivant avec la masse ordinaire de personnes qu'elle représentait, contrairement à l'opposition, qui était soutenue par une galaxie d'avocats et de membres d'autres professions, la soi-disant «aristocratie⁵» de la Gold Coast. Ils ont fait ne pas comprendre la nouvelle humeur des gens, la croissance nationalisme et révolte contre les difficultés économiques. Pensée que leurs affirmations élevées étaient suffisantes pour gagner des adhérents à leur rangs, ils ont fait peu d'efforts pour entrer en contact étroit avec les

messes comme je l'avais fait à mes débuts en tant que secrétaire de l'UGCC, et j'ai continué à travers mes années de leadership le RPC. En effet, lorsque les dirigeants de l'UGCC découvrent que j'avais été le fer de lance d'un mouvement de masse, ils reculé d'effroi. C'était quelque chose qu'ils n'avaient pas négocié pour. Ils avaient voulu que je construisse un mouvement dont les rangs ne remettrait pas en question leur droit auto-assumé de dirigeant politique navire, mais leur fournirait néanmoins une base suffisamment solide se faire passer pour les champions nationaux en faisant pression pour la constitution changement. C'est lorsque les dirigeants de l'UGCC ont exigé que je me débarrasser de la masse que j'avais construite, que je me suis retirée leur secrétariat et a formé le Parti populaire de la Convention. Ne voulant pas descendre vers les masses, qu'ils méprisaient comme 'flotsam et jetsam'⁵, il n'est pas surprenant que ces dirigeants n'a pas réussi à progresser avec les gens ordinaires, et ont été constamment rejeté par eux. Au cours des premières années du RPC, et souvent depuis, j'ai exhorté membres à suivre les conseils des Chinois:

1 Dans mon autobiographie, *Ghana*. Thomas Nelson & Sons 1957.

Piste 69

LA LIBERTÉ D'ABORD

55

Aller vers les gens

Vivez parmi eux

Apprenez d'eux

Les aime

Servez-les

Planifiez avec eux

Commencez par ce qu'ils savent

Construisez sur ce qu'ils ont.

Ce serait mon conseil aux membres de tout nationaliste et
Parti progressiste.

La campagne du Parti populaire de la Convention a été aidée
par la presse. Le jour même où j'ai quitté l'UGCC, le premier
numéro de

mon article *The Accra Evening News* a été publié, avec son
devise difficile: `` Nous préférons l'autonomie
gouvernementale dangereuse à
servitude dans la tranquillité. J'ai atteint un large cercle de
lecteurs

à travers les colonnes de ce papier, et martelé
message d'autonomie totale et la nécessité de s'organiser
pour

victoire: «La force des masses organisées est invincible. . . .
Nous devons nous organiser comme jamais auparavant, car
l'organisation décide
tout. »¹

Toute la question de la publicité, de la diffusion de
l'information

sur les objectifs et les réalisations de tout parti politique, est de importance suprême. Dans la lutte pour l'indépendance, où le gouvernement colonial contrôle les principales avenues de formation et donne sa bénédiction à la presse réactionnaire, la la mécanique de la propagande employée par le mouvement pour la liberté sont vitales. La portée de la presse est, bien entendu, plus étroite dans les zones là où il y a un degré élevé d'analphabétisme; mais même dans ces domaines le peuple peut toujours être atteint par la parole. Et fréquemment le mot écrit devient le mot parlé. Une presse anticoloniale populaire s'est développée en Afrique pendant la Années 1930. En 1932, Habib Bourguiba fonde l' *Action Tunisienne* . Au Maroc, l' *Action du Peuple* éditée par Muhammad Hasan el-Ouezzani est apparu en août 1938; le comité éditorial contenait le noyau de la direction du Comité marocain d'Action Marocaine. En Côte d'Ivoire *UEclaireur de la Cote d 'Ivoire* a commencé en 1935. Trois ans plus tard, en 1938, le Dr Nnamdi 1 L *a Accra Evening News*, 14 janvier 1949.

Piste 70

5 ^

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Le *pilote ouest-africain d'* Azikiwe a préparé le terrain pour l'in-
mouvement de dépendance au Nigéria.
Ces journaux, ainsi que d'autres, ont sans aucun doute
contribué à
la propagation du nationalisme africain. Ils ont souligné le
besoin de «liberté d'abord⁵, puis de développement. Si nous
voulons
bannir complètement le colonialisme de notre continent,
chaque Africain
doit être conscient de son rôle dans la lutte. Liberté
implique les efforts inlassables de tous ceux qui sont engagés
dans la lutte
pour ça. La grande majorité africaine doit être acceptée
comme base de
gouvernement en Afrique.

Piste 71

CHAPITRE SEPT

ATTEINDRE NOS TYPES SUPÉRIEURES

Je t i s devenir évident que les puissances coloniales ne le font
pas volontairement
se retirer du contrôle politique sur une terre donnée. Avant
de partir
ils font des efforts surhumains pour créer des schismes et des
rivalités
qu'ils espèrent exploiter après leur départ. L'Inde, avec ses
division en deux parties distinctes, laissant son triste héritage
de com-
munisme et les querelles religieuses, en est l'exemple le
plus flagrant. Mais

les fractures en Birmanie, à Ceylan, au Cameroun, au Viet-Nam,
décomposition des deux fédérations de l'Afrique occidentale française et
L'Afrique équatoriale française dans les États distincts de la Com
communauté, tous sont des témoins éloquents de cette
politique élargie de
'diviser pour régner'. Il en va de même pour la division
fédérale du Nigéria en
trois régions, où l'administration britannique avait
auparavant
le plus soigneusement construit une forme unitaire de
gouvernement à partir d'un vaste
conglomérat de peuples différents.
Vu superficiellement, il est difficile de comprendre les
les puissances coloniales. Ils ne laisseront pas l'Afrique seule,
même si
ils se rendent bien compte qu'ils se cramponnent à une paille
en essayant
pour empêcher la liquidation totale et définitive du système
colonial.
Ils agissent comme si le droit de se mêler des affaires internes
des nouveaux
les états émergents sont toujours les leurs, et prétendent
même dicter quels
les choses sont bonnes et qui sont mauvaises parmi les actes
accomplis
par nous. Examinées de près, ces manœuvres sont
considérées comme faisant partie de
la stratégie de «diviser pour régner», exercée de loin.

Pendant notre lutte pour l'indépendance, et même après, toutes les l'armurerie de la presse britannique a été mise en jeu contre moi et contre le Parti populaire de la Convention. Corre spécial Les répondants ont été envoyés pour découvrir que nous n'étions pas seulement Communiste, mais profondément dans les pots-de-vin et la corruption ». Ils sont venus à interpréter la bagarre entre le RPC et le National Mouvement de libération sur la question de notre Constitution comme l'un des

Psaumes 72

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

ambition dictatoriale de notre part contre l'effort désintéressé de nos opposants pour garantir une forme démocratique de gouvernement. Le relèvement par le NLM de la demande de fédération a été saisi avec empressement comme moyen d'espoir de fragmenter notre petit et pays largement homogène. En avril 1955, j'avais posé la question d'une forme fédérale de gouvernement devant un comité restreint, après avoir autorisé la Opposition au privilège de cinq sièges dans notre Constituant Assemblée quand ils avaient légalement droit à deux. La com Le rapport du comité s'est prononcé contre un gouvernement fédéré. Dans

afin d'assurer la plus large acceptation démocratique d'un
constitution pour l'indépendance, j'ai cherché un conseiller
constitutionnel
par le gouvernement britannique et en septembre, Sir
Frederick
Bourne est venu conseiller sur la décentralisation des
pouvoirs et des fonctions
aux régions. Nous avons convenu qu'il devrait y avoir
décentralisation de
certains pouvoirs aux régions et, sur la base de Sir Frederick
travail, nous nous sommes sentis confiants du soutien de la
majorité à nos propositions
quand nous les mettons en avant. Le secrétaire d'État avait
établi
deux conditions préalables à l'octroi de l'indépendance:
qu'une majorité substantielle de la population devrait
montrer son
désir d'indépendance dans un avenir très proche et qu'ils
devraient convenir d'une constitution qui répondrait à leurs
besoins
et être réalisable. Sir Frederick Bourne est revenu comme
Conseiller constitutionnel à la conférence qui s'est ouverte à
Achimota le 16 février 1956 pour examiner sa recommanda
tions. Tous les partis politiques, conseils traditionnels et
autres
les organes appropriés ont été invités à y assister. La
conférence
rapport convenu sur presque tous les recommen de Sir
Frederick
et a proposé qu'il y ait une Chambre des

Chefs de chaque région du pays pour discuter des questions sociales et culturelles

législation.

Cependant, le NLM, malgré les efforts inlassables que j'ai déployés pour

assurer leur coopération, avait refusé de participer à la délibérations et se sont absents de la procédure.

Les mandats du secrétaire d'État n'avaient donc pas été pleinement

rencontré, ce qui était l'objet de l'opposition. Par conséquent, nous étions

soumis à l'élection générale de 1956, qui confirma

l'ascendant du RPC et le désir de l'écrasante

majorité du peuple pour l'indépendance et une forme unitaire de

Piste 73

ATTEINDRE NOTRE SOUVERAINETÉ

59

gouvernement, qui était la plate-forme sur laquelle nous sommes allés au

de campagne.

Les personnes indépendantes, libres et souveraines font leur propre constitution. Bien que le Ghana ait réalisé ce qu'on appelle Tull

indépendance " le 6 mars 1957, il y avait certaines dispositions

dans la constitution qui nous a été imposée qui limitait le plein emploi

notre liberté, qui était un affront à notre souveraineté, un entraver notre libre développement. C'étaient les retranchés

clauses dans lesquelles le gouvernement britannique a insisté pour écrire

la constitution comme condition de notre accession à l'indépendance.

Nous avons soulevé nos arguments contre leur inclusion, mais la préoccupation

dans les quartiers officiels britanniques pour la protection des droits des minorités et

le bien-être des fonctionnaires britanniques en poste au Ghana

a pesé la considération pour les prérogatives de notre indépendance

et la volonté exprimée de notre peuple. Notre ressentiment d'être

forcé d'accepter ce qui était en partie une constitution dictée en

afin de garder le calendrier d'indépendance que nous avons donné à notre peuple, a été rendu tout à fait clair par moi et mon

Gouvernement, tout comme notre détermination à nous départir de la

clauses répréhensibles dès que nous avons été en mesure de le faire

constitutionnellement.

Lorsqu'on a découvert en 1956 qu'il serait impossible de retarder

indépendance totale beaucoup plus longtemps, les négociations ont commencé pour

encadrer la constitution par laquelle un Ghana indépendant être gouverné. Mon gouvernement était alors un

gouvernement largement

en nom, pouvoir ultime résidant dans le gouverneur de l'or Coast, qui a vraiment représenté le Colonial Office sur place. Jusqu'au moment où l'instrument de l'indépendance effectivement placée entre nos mains, la liberté pourrait nous être refusée. Notre affirmation que l'indépendance impliquait le droit du local population seule pour déterminer la nature des lois, règlements et les procédures de leur État par le biais de leurs institutions, a été décompté. L'argument britannique était qu'ils tenaient dans la confiance sacrée les droits de tous les habitants de la Gold Coast, et il leur incombait de sauvegarder le position d'une partie de la population, bien que minoritaire, qui pourrait être opposé au gouvernement actuel. Ce que nous considérait une prémisse quelque peu grotesque et cherchait en vain un précédent en matière de protection spéciale de l'opposition minoritaire à la

Piste 74

60

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Gouvernement britannique en place. Nous avons protesté de notre capacité à sauvegarder les droits de notre propre peuple et nous en voulions les doutes jettent sur nos intentions. J'ai suggéré que si

mon gouvernement pourrait être soupçonné d'intentions ultérieures envers

nos opposants politiques, nous étions également ouverts à la suspicion

que nous pourrions abroger la constitution imposée le lendemain

du départ britannique. Où donc était le but de la négociation une constitution? Pourquoi ne pas rédiger notre propre Constitution?

Le gouvernement britannique était catégorique. Ils l'ont fait un

équivoquement clair que, à moins que nous n'entrions dans la Constitution

négociations, ils ne prendraient aucune autre mesure en vue de l'octroi de la subvention

d'indépendance. C'était l'atmosphère dans laquelle nous nous sommes rencontrés et

l'humeur dans laquelle la constitution a émergé qui devait lier le

avenir du Ghana. Il a vu le jour, en effet, pas comme un légal instrument de notre propre Assemblée ghanéenne, mais en tant que

Décret en conseil. Son titre officiel était `` Le Ghana (Constitution)

Décret en conseil, 1957 'du gouvernement britannique. C'était

publié par le gouvernement britannique le 22 février 1957.

Certains pourraient prétendre qu'il y avait beaucoup d'émotivité

impliqué dans notre attitude face à la manière de cadrer notre

constitution pour l'indépendance. L'examen avec le dis
l'objectivité passionnée de trois ans de gouvernement sous sa
dispositions, nous sommes renforcés dans notre conviction
que seul im
l'arrogance périaliste aurait pu décider que des clauses
enracinées
sont inamovibles, même sous des contraintes
constitutionnelles telles que
ceux par lesquels les Britanniques ont cherché à nous
attacher. Peut-être que nous
étaients considérés comme trop stupides pour pouvoir nous
dégager en
les moyens constitutionnels de la camisole de force du
'Special
procédure d'adoption des projets de loi relatifs à la
Constitution et autres
questions importantes ", dans laquelle les Britanniques nous
ont attachés
liberté qu'ils ont «donnée». Le gouvernement britannique
avait décidé
que le changement constitutionnel devrait être rendu aussi
difficile que possible
pour nous, en effet presque impossible.
L'article 32 de notre constitution d'indépendance permettait
que
Pas de projet de loi pour l'amendement, la modification,
l'abrogation ou la reconstitution
ment des dispositions constitutionnelles du Ghana. . . doit
être
présenté pour la sanction royale à moins qu'il n'ait endossé
un certi

fique sous la main du Président que le nombre de voix

Piste 75

ATTEINDRE NOTRE SOUVERAINETÉ

6 |

s'est prononcée en sa faveur à la troisième réunion de l'Assemblée

ne représentait pas moins des deux tiers du nombre total de Les membres du Parlement.

Bref, une simple majorité parlementaire ne peut pas changer aucune partie de la constitution, ni même une majorité des deux tiers des membres présents et votants. Il devait y avoir un vote de soutien

des deux tiers de l'ensemble des membres de l'Assemblée. Notre

l'opposition n'était même pas obligée d'être présente au débat sur un

Projet de loi pour un changement

constitutionnel. Simplement par le fait d'être un opposition, il pourrait, si son nombre était assez grand, détruire tout

probabilité de changement constitutionnel. Cela donne sûrement un étrange

tordre au principe démocratique.

En fait, la popularité du gouvernement dans le pays, et la force du CPP à l'Assemblée nationale, étaient tels que nous aurions pu changer ses termes absolument en

en accord avec la constitution, peu de temps après être devenu libre en 1957.

Le RPC jouissait d'une majorité parlementaire qui aurait nous a donné le vote global requis des deux tiers; et cette majorité augmentait avec le temps. Nous aurions été bien dans notre droits de présenter un projet de loi à l'Assemblée mettant au rebut `` Le Ghana (Constitution) Décret en Conseil, 1957 ». Ceci, cependant, j'étais réticent à faire. L'opinion publique, tant au pays qu'à l'étranger, n'est pas normalement si bien informé et si équipé de détails en formation sur les questions constitutionnelles qu'il aurait sous se tenait la légalité absolue de notre action. Le problème serait à la fois sont devenus controversés et l'idée s'est répandue que nous étions coupable d'un abus de foi. Cela ne faisait pas partie de mon but de commencer notre existence en tant que pays indépendant assombri par la suspicion que nous avons rompu un contrat, quelle que soit la contrainte morale sous lequel nous l'avions signé. Connaissance de cette contrainte, dans tout l'événement, n'était pas public. Prendre en compte tous les facteurs impliqués, nous avons décidé de laisser la constitution en vigueur et respecter toutes ses clauses. Nous procéderions à l'obtention de son

modification lorsque l'occasion appropriée se présentait, en conformité avec ses termes.

En attendant, notre premier devoir était d'assurer l'unité de la nation

et sa tranquillité, afin de faire avancer nos tâches de développement.

Psaumes 76

62

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Les troubles qui ont régné dans certaines parties du pays à le lancement de notre indépendance ne s'est pas fait moins les dispositions relatives à la mise en place des assemblées régionales et

les pouvoirs à y investir. Les négociateurs britanniques de notre

constitution était plus sensible aux aspirations fédérales de la Opposition au RPC qui représentait les vœux de la majorité des gens. Le point de vue de l'opposition a été incité

par des motifs de séparatisme politique, et ceux-ci se reflétaient dans la

clauses constitutionnelles relatives à la mise en place des Assemblées.

De la même manière, chaque opportunité a été fournie par la con

stitution pour entraver nos efforts de développement. En com

munications, par exemple, le gouvernement pourrait décider d'un

route nationale qui traverserait plusieurs régions. Opposition

par l'Assemblée régionale d'une région touchée pourrait retarder le projet indéfiniment. Dans le cadre de son programme national de santé, le Le gouvernement pourrait déterminer les sites sur lesquels les hôpitaux et des cliniques devraient être construites. Les assemblées régionales pourraient s'opposer à et faire obstacle à ces plans, conformément à leur constitution autorité sur les services sanitaires et médicaux régionaux. Il a été établi que `` dans chaque région, il y aura un chef de la Région, qui, sauf dans le cas de la Région Ashanti, devra être choisi par la Chambre des chefs de la région ». Pas de démocratie principe devait être utilisé, mais l'utilisation faite au lieu de la sortie procédure modérée actuelle sous le système colonial de l'indirect Règle qui donnait autorité aux chefs complaisants. Si les chefs d'un certaines régions se sont avérées opposées à la santé moderne méthodes et pratiques médicales, ils pourraient effectivement bloquer tout Programmes gouvernementaux impliquant un traitement à jour des maladie dans leur région, car les restrictions de la constitution les sauvegarder. Étendez cela à l'éducation, aux travaux publics, au logement,

développement agricole et industriel, et il peut être accepté que le gouvernement central aurait été en position de ne possédant qu'une souveraineté symbolique. Nos mains et nos pieds

être virtuellement lié au moment où nous avons tenté de gouverner.

Le terrain, on le voit, était bien posé pour la promotion de désunion et fragmentation. L'indice du but britannique était vraiment contenu dans la phrase, `` sauf dans le cas de l'Ashanti

Région*. Tout au long des dispositions relatives au Régional

Piste 77

Assemblées, Ashanti a été omis et des règlements spéciaux ont été

introduit en lui donnant des pouvoirs supérieurs à ceux des autres Régions.

Partout ailleurs, le chef de la région devait être choisi par le Chambre des chefs. À Ashanti, la constitution énonçait spécifiquement

que «l'Asantehene sera le chef de la région d'Ashanti».

Quel genre de démocratie les Britanniques ont-ils mis en place la veille?

de leur départ, en désignant la personne qui devait être gouverneur effectif d'une région particulière? Où était le respect de notre souveraineté? Notre indépendance était censée

nous donner la souveraineté sur nos propres affaires. Mais nous étions là, un

Gouvernement démocratique, limité par les dispositions constitutionnelles,

conçu par la puissance sortante, à une personne désignée pour occuper le poste exécutif le plus élevé dans le pays le plus délicat territoire. C'était si ouvertement un moyen de concéder à l'opposition parti les opportunités dont ils avaient été privés par leur défaite aux urnes qu'il était difficile de croire les Britanniques aurait pu être si trompeur à leur respect tant vanté pour la démocratie.

Le choix de l'Asantehene pour cette élévation spéciale a été délibéré. Il était connu pour partager les vues du National Mouvement de libération, dont la politique de violence avait fait de notre étapes finales vers l'indépendance si immensément difficile. Considérable les soupçons quant à ses liens originaux avec le Mouvement avaient courant depuis sa création, car son linguiste en chef, le homme le plus proche de lui dans les affaires de l'État d'Ashanti, était un membre fondateur et son président. L'Asantehene avait a bien travaillé avec les Britanniques, même si son oncle Prempeh I les avait combattus dans les guerres Ashanti au début du siècle et avait été exilé aux îles Seychelles pour son patriotisme. Pour ses services aux Britanniques dans l'exécution de leurs règle coloniale, l'Asantehene avait été fait chevalier. Sa position en tant que

le chef spirituel et temporel d'Ashanti lui a donné
fluence d'un seigneur féodal sur tous les chefs de la région et
plus
la population locale, et l'a rendu extrêmement puissant. En
cherchant
pour sauvegarder son autorité continue dans le nouveau
Ghana à travers
clauses spécifiques de la constitution, les Britanniques
n'étaient pas seulement
le rembourser pour les services rendus et réparer en partie le
promesse du NLM de le couronner roi du Ghana, mais ont été
ancrer le plus grand point focal de désintégration dans notre
ATTEINDRE NOTRE SOUVERAINETÉ
63

Piste 78

64

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

nouvel état. C'était une situation des plus dangereuses et une
limitation

sur notre pouvoir en tant que gouvernement pleinement
indépendant que nous

ne pouvait pas accepter. Cela équivaldrait à l'exclusion de
Ashanti de la sphère de la souveraineté du Ghana. C'était un
pensable, nous devrions nous ouvrir à cette possibilité et ainsi
mettre en danger l'avenir du pays.

Respecter les dispositions de la constitution, qui stipulent que
Les assemblées régionales sont constituées par une loi du
Parlement

et pour chaque Région ', j'ai nommé une commission
d'enquête pour

examiner les moyens par lesquels ils devraient être mis en place et les méthodes efficaces pour leur conduite. La commission a pris quelques le temps de faire ses réflexions et de faire rapport, et signifier au moment où nous avons procédé au Parlement avec d'autres, plus urgentes questions. Parmi ceux-ci, les besoins régionaux étaient bien au premier plan, et je suis certain que les plans de développement que nous avons introduits jusqu'à présent dans chacune des régions vont bien au-delà de tout qui aurait été accompli si laissé uniquement aux locaux initiative.

Les démocraties anciennes sont équipées pour une large de centralisation. Ils possèdent des organismes locaux qualifiés et expérimentés pour effectuer des tâches de développement urgentes qui seraient autrement la préoccupation du gouvernement central. Un nouveau pays, où il existe un leadership et une vigueur locaux forts au niveau national mais limités, ne peut pas se permettre de parier sur la capacité ou l'incompétence d'un organisme régional pour développer sa Région. Un nouveau pays doit initier une planification centrale à l'échelle nationale en fonction des

activités de chaque région dans le programme global. Ça ne peut pas permettre au programme d'être retardé par un dilatoire, un rétrograde ou Assemblée régionale obstructive. La provision doit naturellement être faite pour les collectivités locales ayant le pouvoir de mener à bien le développement local projets en coopération avec ou sous la direction du gouvernement central. Nous l'avons suggéré aux Britanniques lors de notre négociations constitutionnelles, mais ils ont insisté sur la création de Assemblées régionales dotées de pouvoirs suffisamment larges pour empiéter sur celles du gouvernement central, et avec des garanties strictes rendant la modification pratiquement impossible. La seule chose qu'ils omis de faire était d'inclure une date à laquelle les assemblées étaient à établir, et c'était la faille que nous avons utilisée pour atténuer les tensions dans le pays et préparer le terrain pour la

Psaumes 79

suppression de ce que nous considérons comme un mécanisme obstructif dans le voie de notre développement. Au moment où la commission d'enquête sur la mise en place de

Les assemblées régionales ont fait son rapport et les assemblées étaient établis, les progrès que le pays faisait en tout les directions et l'humeur des gens avaient amené la plupart des chefs à une reconnaissance de la sincérité du gouvernement et ses objectifs de développement. Même l'Asantehene a commencé à montrer un changement d'attitude surprenant, et je sais qu'il est maintenant complètement identifié à notre indépendance et partage le espoirs et aspirations du nouveau Ghana. Dans cette atmosphère de l'unité nationale, les assemblées régionales nouvellement créées se sont réunies et se sont votés hors de l'existence. Par le biais de la constitution procédure, que nous avons fidèlement suivie, les instruments ont été éliminé ce que les Britanniques avaient conçu pour nous maintenir divisés et en arrière. La création et la dissolution de la Région Les assemblées ont ouvert la voie à des changements constitutionnels dans d'autres directions.

ATTEINDRE NOTRE SOUVERAINETÉ

65

Piste 80

CHAPITRE HUIT

PROBLÈMES DE GOUVERNEMENT

Dans notre lutte pour la liberté, la démocratie parlementaire était aussi

un objectif vital comme l'indépendance. Les deux étaient inséparables. C'était

pas notre but de débarrasser le pays du régime colonial afin pour remplacer une tyrannie africaine. Nous voulions libérer notre peuple

de règle arbitraire, et de leur donner la liberté de choisir le le type de gouvernement qui, à leur avis, servirait au mieux leurs intérêts et

améliorer leur bien-être. Notre lutte a été menée pour rendre notre

les gens sont libres de pratiquer la religion de leur choix, de leur donner

liberté de s'associer dans les groupes de leur choix, de créer un

atmosphère dans laquelle ils pouvaient dire, écrire et penser librement,

sans nuire à leur voisin ni mettre l'Etat en danger.

Nous avons introduit les principes de base de la démocraties du monde, comme la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Comme le dépositaire de la volonté du peuple, la législature est suprême. Il est

souveraine et illimitée dans la promulgation de lois, qui sont obligatoire pour le peuple et le gouvernement. Élection à la la législature est au suffrage universel des adultes, et les hommes et les femmes

jouissent de l'égalité des droits et des devoirs. Que toutes les personnes de l'État

sont égaux devant la loi est un autre principe bien enchâssé dans

notre constitution.

Le gouvernement, quant à lui, a la responsabilité de diriger les affaires de l'État et initier et exécuter politique. Il est, cependant, en tout temps responsable devant le législateur

et ne pouvait pas statuer à moins qu'il n'obtienne une majorité au parlement

ment. Pour toute législation qu'il initie devient la loi du pays seulement s'il est approuvé par le parlement, et le parlement peut à tout moment

il souhaite expulser le gouvernement.

Tout cela est le mécanisme reconnu du régime parlementaire dans les démocraties anciennes. Dans nos conditions, en tant qu'ex

Piste 81

PROBLÈMES DE GOUVERNEMENT

67

pays colonial, avec notre modèle actuel de loyautés tribales et

coutumes traditionnelles tendues par la superposition d'autres

loyautés et pratiques, il ne pouvait pas être considéré comme extraordinaire

si le motif s'est avéré trop serré ici et là, ou trop lâche dans d'autres lieux. Les membres des démocraties plus mûres tendront

naturellement pour assimiler nos conditions à celles actuelles dans leur

propre pays, oubliant le temps qu'il a fallu à leur nation pour évoluer

à sa norme actuelle, et en oubliant également les aspects économiques et

les conditions sociales de notre peuple. Il est naturel que les gens regardent

un autre pays à travers leur propre télescope et tout à fait humain

juger les réalisations ou les échecs d'autrui par leurs propres vivre.

On a tendance à oublier que l'évolution de la Grande-Bretagne vers

la démocratie n'est pas tout à fait pacifique. C'était un peu plus de trois

il y a cent ans, ils ont coupé la tête d'un roi,

ont fait leur révolution de classe moyenne et ont installé Cromwell comme

leur dictateur. Les liens féodaux n'étaient pas complètement rompus et il

a nécessité une autre révolution plus de deux siècles plus tard, avec

ses secousses sociales qui l'accompagnent, pour sécuriser la base de ce parlement

démocratie mentale que le peuple britannique

assumer comme un mérite inhérent à leur caractère

national. Le

les États d'Amérique ont mené une guerre civile acharnée, dont les souvenirs

conditionner les attitudes et la pensée, pour imposer leur union. Son con

stitution, basée sur l'affirmation de l'égalité de tous les hommes,
a mis plusieurs années à être pleinement acceptée, et même aujourd'hui, sa
les principes ne sont pas respectés dans de nombreuses régions du pays. Il y a
toujours des conflits en Amérique sur l'application de l'essence de
démocratie à tous ses membres.
Les conditions au Ghana aujourd'hui sont comparables à celles pré
en Grande-Bretagne, en France ou en Amérique au moment où ils
luttaient pour établir une forme de gouvernement libre, plutôt
que ceux qui sont actuellement obtenus dans ces pays. Ce serait
plus juste, par conséquent, de se demander quelle était la nature du régime dans ces
pays et effectuez les ajustements appropriés pour développement des idées libérales dans le monde depuis ces jours. Le
la position économique de notre peuple n'est pas meilleure que celle de la
travailleurs britanniques au même stade de leur vie sociale et politique
développement, peut-être un peu pire à certains égards. Leur social
les services étaient tout aussi primitifs, leur éducation nationale

Psaumes 82

68

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

normes tout aussi bas. Je pense que personne ne nierait que le principal

le maintien d'une démocratie par les peuples d'Europe et d'Amérique

au stade parallèle aurait été une tâche colossale. Pourtant, c'est le

tâche que nous avons affrontée au Ghana lors de notre accession à l'indépendance.

Cette tâche aurait pu être un peu allégée si nous avions été bénis

avec une opposition raisonnable et non violemment destructrice. UNE

une opposition sérieuse et bien intentionnée maintient un gouvernement en vie

à ses responsabilités, garantit un soin extrême dans le préparation et la formulation des programmes, et souligne la nécessité pour les auteurs de la législation de pouvoir justifier leurs propositions.

L'essence d'une telle discussion, si elle doit être utile, est qu'elle

doit être constructif. C'est la force de l'opposition dans le démocraties établies du monde. Ils reconnaissent qu'ils, avec le gouvernement du jour, procède de la prémisses majeure qu'ils ont un objectif commun, faire progresser le bien-être

des gens. Les deux ont un rôle essentiel à jouer dans la construction de

leur pays et l'accélération de son développement. Le gouverner les initiés; l'opposition est critique de manière constructive. Malheureusement, cela n'a pas été le cas au Ghana. Le l'interprétation la plus étroite du terme `` opposition⁵ a été principe directeur pour le parti d'opposition tant à l'intérieur qu'à l'extérieur côté Parlement. Leur rejet répété par l'électorat con les a convaincus que la possibilité d'accéder à un poste par circonscription les moyens internationaux étaient éloignés. Ils se sont donc engagés dans une politique de obstruer le gouvernement, sans concevoir de programme sur sur laquelle ils fonderaient une alternative. Leur politique a étaient étroitement régionaux dans leur concept, et souvent violents, abusifs et terroriste en action. Au sein du Parlement, le châtime^{nt} du cabinet a été, pour eux, une fin en soi plutôt qu'un instru ment pour garantir de meilleures conditions aux populations. La mesure de leur intention est de chercher à ajouter aux difficultés de gouverner et rehausser les obstacles à surmonter pour qu'en cas de panne administrative, ils peuvent avoir une chance de saisir les rênes du bureau. On peut soutenir que certaines de ces caractéristiques sont présentes dans n'importe quel parti d'opposition. C'est vrai, mais pas dans la même mesure

comme au Ghana. Ailleurs, ils sont placés dans le contexte d'un alter programme général de gouvernement natif. Le parti travailliste en Grande-Bretagne, par exemple, suit une doctrine politique opposée à

Psaumes 83

PROBLÈMES DE GOUVERNEMENT

69

celui du Parti conservateur. Idéologiquement, ils sont largement supprimé. Il y a des affrontements sur des concepts tels que nationalisation. Il reste, cependant, de vastes domaines de affaires où il existe une communauté de vues. L'opposition va faire des suggestions utiles, mais ne s'y opposera pas de manière irresponsable. C'est là que réside la force de cette démocratie. L'opposition au Ghana ne peut pas se vanter de ce même sentiment de responsabilité et maturité. Jusqu'à présent, il a été principalement destructive. Nous en avons vu les raisons historiques dans la répulsion de les dirigeants de la United Gold Coast Convention du mouvement de masse ment que j'avais atteint en tant que secrétaire, et la suite formation du Parti populaire de la Convention pour embrasser

mouvement de masse comme instrument pour la réalisation de liberté. Les dirigeants de l'UGCC ne m'ont jamais pardonné et mon cul ciates pour prouver la justesse de notre politique d'auto-gouvernance ment Now » dans les résultats des élections de 1951. Par la suite, leur opposition équivalait à un quasi déni d'indépendance et à un réticence des Britanniques à partir. Ils étaient prêts à sacrifier notre libération nationale si cela me gardait, moi et mon collègues hors du gouvernement. Dans les pays coloniaux s'efforçant de se débarrasser du joug de l'impérialisme, la montée du nationalisme s'exprime dans un mouvement majeur embrassant les aspirations populaires à la liberté et un meilleur mode de vie. Même là où il y a un désaccord entre les différents groupes locaux sur les moyens à employer l'accession à la liberté, la force qui est amenée à l'opération par le pouvoir présidentiel assure fréquemment leur union sur un large front national. Ainsi le mouvement nationaliste représente la majorité de la population. Ces groupes dissidents poursuivant des buts individuels ou particularistes opposés à la nationa les objectifs de la liste sont voués à la frustration. C'est inévitable, là

c'est-à-dire que sur un droit de vote libre au suffrage universel des adultes, le parti nationaliste est élu avec une majorité qui le rend semblent à ceux qui sont habitués au bi plus équilibré politique partisane, par exemple, de la Grande-Bretagne et de l'Amérique, qui l'intimidation a été utilisée.

Je me souviens des paroles de Julius Nyerere quand il a parlé du soutien écrasant du mouvement nationaliste par le peuple du Tanganyika: 'Le mouvement nationaliste qui lutte

Psaumes 84

70

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

car et obtient l'indépendance forme inévitablement le gouvernement du nouvel état. Ce serait sûrement ridicule d'attendre qu'un pays devrait se diviser volontairement par souci de conformer à une expression particulière de la démocratie, et pour ce faire au cours d'une lutte qui appelle à l'unité complète de son peuple.

Personne ne devrait sauter à la conclusion qu'un tel pays n'est pas démocratique ou n'a pas l'intention d'être démocratique. »¹ La popularité du parti qui apporte la liberté continue dans la période de pleine indépendance et est même renforcée lorsque des améliorations des conditions économiques et sociales sont obtenues

sous son gouvernement, et sa majorité grandit. Depuis que c'est fini

la majorité écrasante au parlement mène à travers le gouvernement

politique de ment presque sans exception, il donne l'apparence

d'un régime à parti unique. C'est le modèle qui a abouti à les États sortant du colonialisme, un modèle que j'ai appelée démocratie parlementaire populaire et que le peuple ghanéen a accepté.

Cependant, pour nous opposer, à la suite de cette situation, le

la critique de l'autoritarisme, comme cela a été fait, semble suggèrent une contradiction dans l'idée occidentale de ce qui constitue

la démocratie. Démocratie, si l'on accepte l'aristotélien description, est la loi de l'État qui ordonne `` que nos pauvres ne sera pas plus soumis que le riche; ni que le le pouvoir suprême doit appartenir à l'un ou à l'autre, mais que les deux

doit le partager. Car si la liberté et l'égalité, comme certaines personnes sup

pose, se trouvent principalement dans une démocratie, il doit en être ainsi

chaque ministère étant également ouvert à tous; mais comme le peuple est majoritaire et que ce qu'il vote est loi, il s'ensuit

qu'un tel État doit être une démocratie ». Cette description n'a pas

été invalidé parce que notre monde moderne a dépassé le

État de la ville et `` tout le peuple " ne peut plus facilement participer au gouvernement mais délèguent leur droit à leur parlement représentants mentaires. La description a, en effet, été re validé et élargi à son extrémité la plus large dans le con de Lincoln cept de «gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple». L'impression que mon parti et moi avons tirée d'une grande partie des la critique adressée à nous était que nous aurions dû nous diviser le mandat qui nous a été confié par le peuple et remis une partie de 1 James Cameron: *La révolution africaine* , Thames & Hudson 1961, p. 186.

Psaumes 85

PROBLÈMES DE GOUVERNEMENT

71

à une opposition. Si la volonté du peuple est démocratiquement exprimée à une écrasante majorité pour le parti au pouvoir, et crée ainsi un affaiblissement du bipartite accepté modèle, comme, par exemple, au Ghana, nous, le gouvernement, sommes obligé de respecter la volonté du peuple ainsi exprimée. Nous avons aucun droit de diviser notre mandat au mépris de la volonté populaire.

L'opposition, privée de soutien populaire, a regardé autour de lui

pour un moyen de saper notre autorité. Ils l'ont trouvé dans séparatisme. Ils ont exigé la sécession virtuelle d'Ashanti, la région du Nord, et ce qui était autrefois le Togoland britannique,

de la sphère de l'autorité centrale ghanéenne. Ce n'était pas leur

première tentative de couper le nez et les oreilles de la patrie en

pour contrer le visage du RPC En 1956, alors qu'il y avait un plébiscite au Togo britannique pour déterminer s'il continuer en tant que territoire du British Trust ou rejoindre le Gold

Côte et bientôt devenir une partie du Ghana indépendant, le parti d'opposition a proclamé son soutien à la continuation du Togo

en tant que territoire du British Trust. Le peuple togoland a prouvé

être plus libre que notre opposition et la

le résultat du plébiscite était l'union avec nous. Quand nous avons pleinement gagné

dépendance, le Togoland britannique est devenu une partie du Ghana libre.

Il a suivi après le plébiscite l'élection générale de

1956, à laquelle j'avais accepté à contrecœur afin de ne pas porter préjudice

l'octroi précoce de l'indépendance. Cette élection a amené le

Le RPC revient pour la troisième fois avec une majorité écrasante.

L'opposition n'avait pas fait aussi bien qu'elle le soutenait

ferait à Ashanti et dans les Territoires du Nord, même si c'étaient leurs principaux bastions, où ils avaient le soutien de l'Asantehene et d'autres grands chefs. Le CPP a gagné plus d'un tiers des sièges à Ashanti et près de la moitié au Territoires du Nord. Dans le reste du pays, nous avons une terre glisser. Nous avons prouvé incontestablement que nous étions le seul parti qualifié pour parler au sens national. Le gouvernement britannique ne pouvait pas nier cette preuve, et l'indépendance a suivi.

Psaumes 86

CHAPITRE NEUF

APPORTER L'UNITÉ AU GHANA

T il

victoire éclatante du RPC aux urnes de 1956

affaibli l'opposition qu'ils ont décidé de s'affirmer en dehors du cadre démocratique. Leur agitation à Ashanti, dans la Région Nord et au Togoland, avait déjà conduit à des affrontements graves, se transformant souvent en violence armée, dans lesquels certains travailleurs du RPC ont en fait été assassinés. Comme notre indépendance s'est levée, nous avons été placés dans la position anormale de devoir envoyer les forces de la loi dans le Togoland désormais libre pour réprimer troubles armés. Ces flambées ont été fomentées avec la but de discréditer mon gouvernement et moi. Ils ont donné le

l'impression que nous n'avions pas le contrôle du pays, que nous n'étaient pas un gouvernement populaire, qu'il y avait teneur.

Dans un pays qui sort tout juste de la domination coloniale, il existe de nombreux maux à droite, de nombreux problèmes à résoudre. Temps et argent et expert des connaissances sont nécessaires pour y faire face. La fin de l'administration coloniale au Ghana nous a laissé, en outre, un faible niveau d'éducation de la majeure partie de notre population, et aucun système de l'éducation universelle. Un tel public est une proie facile pour les Nations Unies politiciens scrupuleux. Il se prête aux appels démagogiques et facilement exploitable par une éloquence qui suscite plutôt les émotions que la raison. Ce n'était pas difficile pour l'opposition dans ces conditions pour découvrir des motifs d'insatisfaction dans lesquels planter et arroser les graines du ressentiment et de la rancune. À Accra, ils ont travaillé sur les sentiments tribaux du peuple Ga et les a liés à la pénurie de logements. Ils ont encouragé la formation du Ga Shifimo Kpee, organisation strictement tribale, dans notre capitale qui devenait rapidement cosmopolite; elles ou ils séparatisme fomenté à Ashanti et dissension dans le Nord.

Ils ont essayé de démontrer au monde qu'eux-mêmes,
l'opposition,

Psaumes 87

APPORTER L'UNITÉ AU GHANA

73

avait eu raison d'insister sur le fait que nous n'étions pas
mûrs pour l'indépendance
dence.

Le Ghana était le cynosure de tous les yeux, amical et hostile.
La presse mondiale était représentée dans notre capitale, et
ce qu'elle

a raté l'opposition remplie pour eux avec leur propre explana
tions. Aucune occasion, aucun événement, n'était trop petit
pour être exploité dans l'ordre

discréditer le Ghana et le gouvernement devant le monde
et réduire le prestige élevé que notre lutte et notre
accomplissement

de liberté avait gagné pour le Ghana. Pas souvent, sûrement,
a un opposi

a été si actif en sacrifiant les intérêts de son pays
servir ses propres fins en perturbant l'essentiel
unité.

J'ai vu l'État miné, son indépendance en danger
de destruction, tout cela au nom de la démocratie et de la
liberté de

expression. Notre opposition a utilisé la presse comme un
forum d'une certaine manière

qu'il n'avait pas été utilisé en Europe, pour nous diffamer et
nous attaquer en tant que

moyen de détruire notre jeune État. Avoir signifié des brefs sur eux pour diffamation nous aurait tenus occupés dans les tribunaux à l'exclusion de nos devoirs appropriés. Bien que sous une pression extrême de mon parti, j'hésitais encore à passer à l'action. Avoir placé notre foi dans le fonctionnement d'une démocratie libérale, je désirait lui donner toutes les chances, même au risque d'abus dont je savais qu'elle était ouverte, surtout en l'absence d'un code tel qu'il fonctionnait au Royaume-Uni mais n'avait pas été appliqué aux lois archaïques de la Gold Coast. Nous trouvions qu'un modèle administratif et juridique sous lequel un colonial le régime pourrait parvenir à se maintenir nécessaire pièce constante adaptation des repas pour faire face aux problèmes très différents de nos nécessité de ramener l'ordre et l'unité dans un cadre démocratique et d'établir une base solide pour notre développement national. Notre tolérance aux excès perturbateurs de l'opposition était acceptée non comme une expression de bonne foi dans la démocratie processus mais comme une marque de faiblesse, et les a incités à action plus audacieuse. La répugnance à prendre des mesures salutaires était

également mal compris à l'étranger, où il était considéré comme une épreuve de force entre nous, le gouvernement légalement constitué et les éléments non gouvernementaux subversifs. Nous regardé les singeries de la presse étrangère avec inquiétude. Il semblait comme si nos critiques d'outre-mer avaient l'intention de nous détruire

Psaumes 88

74

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

avant que nous ayons jamais commencé. Rien n'était trop petit pour être tordu comme preuve en déformant la force et la qualité de mon gouvernement ou pour soutenir la fiction de la force croissante l'opposition.

En période d'urgence nationale, les démocraties occidentales ont été contraints de limiter la liberté de leurs citoyens. Nous étions

face à une période d'urgence nationale. Nous étions engagés dans une sorte

de la guerre, une guerre contre la pauvreté et la maladie, contre l'ignorance,

contre le tribalisme et la désunion. Nous nous battons pour *construire* , pas

détruire. Nous devons garantir les conditions qui nous permettent de poursuivre notre politique de reconstruction et de développer ment.

Mon gouvernement a instauré la prévention de la discrimination

Projet de loi portant sur le contrôle des partis politiques sur la base des

affiliations religieuses. Son titre complet était `` une loi visant à interdire l'organi

zations utilisant ou se livrant à de la propagande raciale ou religieuse pour

au détriment de toute autre communauté raciale ou religieuse, ou

assurer l'élection de personnes en raison de leur race ou affiliations religieuses, et à d'autres fins en relation là-bas

avec'. L'effet était d'amener la formation des divers

partis d'opposition en un parti uni. Curieusement, notre émission

de fermeté s'est traduite par un changement temporaire du ton

la presse étrangère.

The Economist , par exemple, a résumé la position négative de l'opposition dans un article phare:

La critique qui a toujours été adressée aux

NLM, et qui est beaucoup plus applicable au présent

assortiment de critiques (le parti uni), est-ce que tout accusé le gouvernement de la corruption, du totalitarisme,

destructeur

l'inefficacité et l'inefficacité, il n'a proposé aucune politique alternative

propre. L'opposition a deux réponses assez contradictoires à ceci: premièrement, que le Parti uni va bientôt annoncer un

con

politique structurelle (qui n'est jamais venue) et, deuxièmement, que sa le programme doit être vague ou le gouvernement s'appropriera, et gâcher, ses idées. Au Ghana, cette peur n'est pas tout à fait la base moins. La seule différence d'opinion fondamentale entre les gouvernement et l'opposition est au-dessus du pouvoir relatif de la centre et les régions. Puisqu'il n'y a aucune différence fondamentale dans leur approche de l'emploi, de l'éducation et du logement, par exemple,

Psaumes 89

APPORTER L'UNITÉ AU GHANA

75

l'opposition ne peut critiquer que d'une manière plutôt laineuse, en disant effet, qu'ils feraient les mêmes choses, seulement mieux et plus honnêtement.

Malheureusement, la différence fondamentale sur le relatif le pouvoir du centre et des régions est allé plus loin que *le La* référence passagère de *l'économiste* à cela suggérerait. C'était le noyau de dissension entre le gouvernement et l'opposition. Il impliquait toute la question de notre continuation en tant qu'unité État exerçant le principe démocratique de la règle de la majorité. Le

l'opposition utilisait le levier que lui a donné la circonscription des clauses profondément enracinées intronisant la position spéciale de Ashanti, pour forcer par des mesures perturbatrices la sécession du Région.

•

Voici la cause profonde de la querelle amère qui s'était emparée notre pays bien-aimé à la veille de l'indépendance et a continué pour gâcher et harceler nos jours de liberté. Le NLM avait fondé son soutien à l'Asantehene et aux autres chefs autocratiques soucieux de conserver les privilèges et pouvoirs spéciaux que le La pratique coloniale britannique de la règle indirecte avait conféré leur. Leur confiance dans le succès de leurs méthodes coercitives a été soutenu par les alliés volontaires qu'ils ont trouvés parmi les impérialistes groupes. Ce fut l'expérience malheureuse de tous les pays où le réveil national s'est cristallisé en un mouvement populaire en quête du droit démocratique fondamental à la règle de la majorité, que les intérêts acquis sont venus au l'aide des groupes séparatistes minoritaires. Ces gouvernements ont souvent montré une préoccupation touchante pour

les droits de ces minorités. En fait, leur préoccupation a dans certains cas était si grand qu'il a entièrement négligé les droits de la majorité. Des exemples de cette attitude peuvent être vus dans le l'exercice de l' *apartheid* en Afrique du Sud et son application, pour de nombreuses années, de la Fédération centrafricaine contre la souhaits des Africains de la Rhodésie du Nord et du Sud et Nyasaland. C'était le principe de fonctionnement au Kenya, qui sup portait la suprématie de la minorité européenne sur les majorité et était implicite dans l'opinion que les droits de cet étranger

1 *The Economist* , 16 novembre 1957.

Piste 90

76

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

la minorité avait besoin d'une protection armée contre les autochtones majorité. *Dans les États naissants , les intérêts impérialistes fleurissent là où il y a une atmosphère de dissension. Ils sont en danger dans une atmosphère de unité nationale et stabilité.*

Pendant deux ans et demi de difficile construction de l'État, mon gouvernement n'a pris aucune mesure pour limiter la liberté de la presse. Le

l'opposition n'a pas tardé à exploiter cette liberté et a rapidement dégradé en licence. Chaque jour, ses journaux sortaient en hurlant manchettes sur la perfidie du gouvernement. Ils ont entassé abus et diffamation contre mes collègues et moi. Ils ont écrit et ont prêché, ils ont organisé des conférences de presse avec des correspondants, ils se sont adressés à des réunions publiques partout pays, stigmatisant le gouvernement et me mes associés immédiats pour attaque spéciale, abus et ridicule.

Au cours de la lutte pour l'indépendance, nous avons mis l'accent sur la besoin d'unité nationale pour parvenir à la liberté et pour les énormes responsabilités de l'État qui en découleraient. Celles-ci exigent un effort suprême de la part de chaque citoyen. Comment notre peuple pourrait-il peser avec zèle et dévouement quand c'était sans cesse en eux qu'on leur martelait que leur gouvernement ment était sans scrupules, incompetent et corrompu; que leurs dirigeants étaient vénaux et assoiffés de pouvoir, et que l'effort national était invoquée, non pour la plus grande gloire du Ghana mais pour la gloire de Kwame Nkrumah? Ce n'était pas la liberté d'expression.

C'était une licence irresponsable, et si elle est autorisée à continuer
bridée, elle aurait pu saper notre état, notre indépendance
et la foi du peuple en lui-même et en ses capacités.
C'était l'image interne. L'impact sur les mouvements
car la libération dans le reste de l'Afrique pourrait être tout
aussi malheureuse.
Cela risquait de provoquer le découragement dans leurs
rangs et des frictions
entre nous et leurs dirigeants, qui n'auraient peut-être aucun
moyen de
reconnaître la fausseté des attaques de l'opposition contre
nous. Le colonial
les pouvoirs ne seraient pas non plus indifférents à ces
événements et
les utiliser éventuellement comme prétexte pour retarder
leur départ
la confiance et les territoires coloniaux en citant
" bataille " au Ghana comme un exemple effrayant de
prématurité
indépendance.
Nous sommes arrivés au point où il était évident que le
gouvernement
doit agir si nous voulons éviter les dangers inhérents

Psaumes 91

APPORTER L'UNITÉ AU GHANA

77

dans une fausse situation. L'imposition de toute forme de
censure de la presse

le navire était une idée qui me répugnait le plus, car elle allait à l'encontre de tout ce en quoi j'avais toujours cru, tout ce pour quoi j'avais lutté dans ma vie. La liberté d'expression a été l'une des droits essentiels pour lesquels j'avais combattu. J'étais allé en prison pour oser dire des choses que l'administration coloniale n'avait pas aimées.

Notre combat avait été le combat pour la liberté de notre peuple, et les habitants indigènes du pays, contre un régime étranger qui privé de liberté. Maintenant que nous avons gagné notre émancipation et lancé notre existence nationale, si nous permettions à notre indépendance être mis en danger par les personnes mêmes dont le discours et l'action avait encouragé le régime colonial? Nous nous sommes embarqués un cours qui visait à faire avancer l'horloge du progrès. Étaient d'autres à avoir la liberté de le repousser? Nous avons dû faire face directement à la question de savoir si un semis moins développé Etat, désireux de se moderniser dans l'intérêt de la communauté, menacé par les actes antipatriotiques d'une opposition minoritaire,

pouvait se permettre toutes les formes qui ont établi les
démocraties
ont mis des générations à évoluer. Un jeune État doit
travailler
doublement dur, doit se priver de plusieurs des garnitures qui
ont
devenir la norme acceptée dans les nations plus anciennes.
Notre expérience prouve que la démocratie en tant que
système dans les nouveaux États émergents doit
inévitavelmente subir de nombreux
stress. Ses rouages et sa structure de gouvernement sont
superposées à des structures sociales différentes de celles
qu'ils ont développé à l'origine. La démocratie a subi
développement à ses formes actuelles acceptées dans le
pays dans des circonstances de contrainte qui n'ont pas
encore été
atteint dans les jeunes nations essayant maintenant de les
jeter
s'éloigne rapidement d'un retard économique stagnant vers
des environnements industrialisés modernes capables de
fournir du matériel large et
avantages sociaux pour tous. Ce n'est pas du tout accidentel
que
les grands représentants de la démocratie sont précisément
ces pays
où la croissance industrielle a atteint ses plus hauts niveaux
en
développement gratuit. Cette croissance, accompagnée par
moments de
la détresse sociale et le mécontentement, reposaient sur de
vastes

accumulations de capital et a procédé à un rythme qui était plus lent dans les pays qui se sont lancés plus tôt dans la route et plus rapide dans ceux qui ont commencé plus tard.

Psaumes 92

78

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Des États récemment émergents comme le Ghana doivent s'attaquer à la tâche d'industrialisation à la période de son plus haut développement dans les démocraties anciennes, dans des conditions qui empêché l'accumulation de réserves de capital importantes entre les mains de citoyens privés. C'est donc au gouvernement que revient la responsabilité tâche de planification et d'établissement de la base principale de développement et de le faire avancer à un rythme rapide contre les formidables chances d'une population sans instruction et dépourvue de connaissances techniques et scientifiques, et le manque de connaissances, même les plus fondations industrielles primitives. Le temps est l'essence de notre problème, et nous avons le devoir d'utiliser le mandat que nous a donné notre personnel pour faire progresser ses normes de la vie, d'employer le temps dans le but d'obtenir le plus rapide

possible développement économique et social de notre pays. Ce le devoir se résout dans l'obligation d'utiliser le pouvoir conféré sur nous par la décision majoritaire du peuple dans la limite du tâche qu'elle impose. Pour abdiquer n'importe quelle partie de ce pouvoir à un opposition qui a été rejetée à plusieurs reprises par le peuple et s'engage dans des activités préjudiciables à l'indépendance, à la sécurité et la croissance en avant de l'État serait, je le soumets, une trahison de la volonté et de la confiance populaires. Ce serait complètement incompre sensible à notre peuple, et dans l'état actuel de leur éducation le développement international mettrait tout notre avenir en péril. Nous avons l'intention de préserver les droits et la liberté de notre peuple, donc tant que ceux-ci sont exercés dans les limites de la loi, et avec menace pour la sécurité de la nation. Nous accueillons les critiques, mais nous ne tolérerons pas les activités subversives et terroristes contre l'État et les actes illégaux visant à promouvoir l'égoïsme avidité d'une minorité dissidente, soutenue par des intérêts étrangers.

Piste 93

CHAPITRE DIX

NOTRE CONSTITUTION GHANAÏENNE

Un peuple très souverain possède sans aucun doute le souverain droit d'introduire des changements dans les règlements par lesquels ils sont gouvernés, pour suivre le rythme des changements dynamiques progrès social, politique, économique et technologique. Tel les changements ne doivent pas être arbitraires, ni être effectués sauf par l'instrument choisi par le peuple, Parlement, ou, en matière de moment vital, par le biais de l'expression de la volonté du peuple par plébiscite ou référendum. Personne rêverait de justifier la soumission ghanéenne pour l'éternité à règlements adoptés par un Parlement britannique avant que nous ayons atteint indépendance.

Au cours des trois années où nous avons travaillé sous la constitution arrangé pour nous par la puissance impérialiste en retraite, nous avons constaté que le changement était nécessaire. Nous n'étions pas concernés par le changement pour par souci de changement, simplement parce que des clauses désagréables avaient été qui nous a été imposée contre notre volonté, ou parce que la constitution comme

un tout n'avait pas été de notre fait. Notre considération fondamentale était que certaines parties de la constitution étaient jugées entraver notre libre développement. Nous avons même constaté que certains des ses dispositions avec lesquelles nous avons pleinement souscrit au moment de négociation, et que nous aurions bien pu nous présenter sans imposition des autres, étaient maintenant obsolètes et non plus adapté aux réalités du Ghana. L'année 1960, après trois ans d'indépendance, semblait moment opportun pour introduire les changements nécessaires dans notre constitution, adaptée à l'humeur du temps, au tempérament du les gens, les modèles politiques et culturels du pays, les besoin urgent de développer notre terre et de faire progresser la libération de le continent africain. Ces facteurs ont été reflétés dans le fundamentals articles mentaux de la nouvelle constitution. Le plus important

Psaumes 94

80

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

le changement a été la conversion du Ghana d'une monarchie à une république. Puisque les gens ont une attitude essentiellement personnelle envers la monarchie, j'ai décidé qu'en plus d'introduire

un projet de loi au parlement pour son abolition et la sécurisation des majorités des deux tiers, je soumettrais également la question à la nation lors d'un référendum. L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi avec une écrasante majorité. Le référendum a eu lieu en trois étapes à travers le pays pendant une période de huit jours et dans une majorité tout aussi forte pour la constitution républicaine et le maintien du gouvernement du RPC sous ma présidence. Je savais bien quel nid de frelons je remuerais quand j'ai décidé que c'était incompatible avec une indépendance totale pour le Ghana. Le Ghana continuera de prêter allégeance au Cnnvn britannique comme Chef d'état. Je savais que mon action serait comprise par toutes les républiques du monde, et elles forment l'essentiel de la Membres des Nations Unies. Je savais aussi que cette action trouve peu de sympathie en Grande-Bretagne et dans les autres pays du Commonwealth. On ne peut pas prétendre que les habitants de ces pays ont toujours montré une compréhension sympathique de chaque acte majeur de politique que le Ghana a suivie depuis son indépendance. Il y a bien sûr parmi eux de nombreux hommes de bonne volonté, mais beaucoup semblent encore ressentir le fait que nous ne sommes plus

gouverné de Whitehall. On a l'impression que sous
consciemment, ils aimeraient que nous échouions. Dans tous
les cas, ils sont
rapide à attribuer des motifs non charitables à l'une de nos
actions
qu'ils sentent les toucher sur un point sensible. Et la
monarchie
en Grande-Bretagne est un endroit très tendre. Il y a une
certaine mystique à propos de
la monarchie britannique, dont l'influence est intangible mais
très
réel. J'oserais penser qu'il n'y a guère de grave
anti-royaliste en Grande-Bretagne. Il ne semble pas y avoir de
conscient
ness de tout ce qui est paradoxal dans une démocratie très
avancée
maintenir une monarchie héréditaire. Si j'étais un Britannique
vivant
au Royaume-Uni, je pourrais ressentir la même chose.
Cependant, je suis un Africain, un membre d'un pays qui a
mais a récemment brisé les chaînes qui la reliaient à la
Grande-Bretagne. Nous avons eu,
cependant, a conservé le lien avec la monarchie, mais notre
orienta
tion vers le continent africain en a fait un anachronisme. Il
était en contradiction avec la pleine signification de notre
indépendance:

Psaumes 95

NOTRE CONSTITUTION GHANAÏENNE

il symbolisait un sommet hiérarchique qui n'avait plus
réalité dans les relations entre le Ghana et la Grande-
Bretagne. Il a injecté une fausseté
dans nos relations avec les États de notre continent. Nous
sommes
attaché à la poursuite d'une Union africaine. Nous sommes
obligés dans nos affiliations de considérer leurs effets sur
notre
progrès vers cet objectif cardinal. Le nombre de nos
employés,
de plus, croyez que c'est le comble de l'incongruité pour la
habitants de la ville ghanéenne de Tamale, par exemple, pour
trouver
le chef de leur État vivant à Buckingham Palace, à Londres.
Le chef de l'État ouest-africain du Ghana devrait être un
Ghanéen ayant sa résidence au Ghana.
Il semblait donc tendancieux de me trouver surnommé un
dictateur par certains et *enfant terrible* par d'autres quand les
rumeurs
de mon intention a commencé à apparaître dans la presse
britannique. Un dis
un examen intéressé des faits aurait produit une plus
réaction sobre. Cependant, comme je l'ai mentionné plus tôt,
les gens d'autres
les pays ont tendance à interpréter les actions des étrangers
en termes de
leur propre expérience. D'où la tentation irrésistible de
Les Britanniques disent que ce qui est bon pour la Grande-
Bretagne l'est pour le Ghana.
Mais comment une reine résidant à l'étranger, ou son
représentant

qui était ressortissant d'un État étranger, cherche à symboliser le peuple du Ghana? Ils étaient des étrangers si évidents à notre pays, à notre mode de vie, à l'esprit de notre peuple. La présence même de un gouverneur général dans le poste officiel qu'il occupait était un affront à la souveraineté pour laquelle nous nous étions battus et atteint. Cela aurait également été un affront si le Le Gouverneur général était un Africain. Ce n'est pas un manque de courtoisie envers la reine Elizabeth II si moi et mon peuple ont la même objection de conscience à prêter serment comme nous le ferions pour prêter allégeance au président de la États-Unis, ou le président de l'Union soviétique. Rien de ce que j'ai dit ne devrait non plus être considéré comme reflétant la le moindre manque de respect envers nos deux gouverneurs généraux. C'était en grande partie en raison de leur tact et de leur compréhension alliés à leur large libéral vues que notre relation était si libre de frictions. Le Président, selon notre Constitution républicaine, est non seulement le chef de l'Etat mais aussi le directeur général et le chef gouvernement. Cette formule n'a pas été atteinte par nous sans examen approfondi et étude comparative des nombreux

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

systèmes républicains du monde. Nous avons réfléchi pendant de nombreux mois faut-il établir le système suivi dans ces pays? comme l'Inde et l'Union soviétique, où le chef titulaire de L'Etat est titulaire d'un poste honorifique sans pouvoir; ou s'il faut combiner la Premiership avec la Présidence et donner la position la plus élevée du pays au leader effectif de la nation, comme aux États-Unis. Nous avons décidé de ce dernier formule, en faisant nos adaptations nécessaires. Notre décision a tenu compte de ce qui nous a semblé le plus logique, la plus démocratique et la plus simple formule. Dans une démocratie, le vrai chef du pays est le homme qui a été démocratiquement élu à la tête du parti qui dispose d'une majorité au Parlement, qui a été démocratiquement élu par le peuple. Il est en fait le peuple choix. Pourquoi, alors, ne devrait-il pas combiner le gouvernement pouvoirs avec les cérémonies attachées à la direction de la État ? Dans notre environnement et circonstances actuels, notre personnel associez la primauté au pouvoir. La position d'un pré titulaire sident, signant simplement les actes du Parlement sur lesquels il aucun impact, n'aurait pas été facile pour eux de saisir. Il est pas facile en effet à saisir pour l'étudiant de la démocratie, car c'est un fiction sans signification, sans contenu.

Nous espérons que le système que nous avons adopté, qui com-
bines la Premiership avec la Présidence, donnera la stabilité
et un leadership résolu dans la construction de notre
pays. Dans notre
opinion, il répond à l'humeur de notre peuple et répond aux
exigences de notre situation actuelle. La réservation de
certains
les pouvoirs accordés au Président ont été jugés nécessaires
pour permettre
opportunité d'action décisive pour faire avancer notre
développement
ment.

Le Ghana a mis en place une structure démocratique
employant le
l'attrait normal associé à un tel gouvernement
forme, qui est vraiment en avance sur notre statut
préindustriel. Pour avoir
maîtrise efficace du rythme de notre développement, nous
devions tenir
quelque chose en réserve. Nous avons dû couper notre
manteau politique pour convenir
notre tissu social et économique.

L'autorité accrue donnée au président est de permettre
lui pour exercer le leadership positif qui est si vital pour un
pays
cherchant à se relever par ses bootstraps. Si je peux changer
le

Épisode 97

NOTRE CONSTITUTION GHANAÏENNE

métaphore, c'est en quelque sorte l'œuvre de Sisyphe, sauf que

au lieu d'une pierre, notre tâche est de faire monter tout un peuple. Là

y a-t-il des emplois dans le monde qui peuvent être mieux réalisés par un com

comité, d'autres ont besoin d'un directeur général.

Je ne cacherais pas le fait que je suis impatient quand il s'agit de

construction du Ghana. Nous devons faire le travail résolument. Chaque

le ministre doit se considérer comme un directeur général et obtenir son

travail particulier effectué dans le temps imparti et correctement exécuté. Il

doit savoir qu'un échec inexplicable peut entraîner son don place à un autre pour prouver ses capacités. Les vraies difficultés mènent

en cas de retard légitime, recevez toujours une compréhension en tenant compte

tion. Mais l'envie de réussir doit imprégner toutes les branches

du gouvernement, issu de la fontaine ministérielle,

qui doit combiner un sens élevé des responsabilités avec un sentiment d'urgence. Chaque ministre doit se montrer un exemple

au peuple par sa dévotion à son travail, par une vie simple, par

leader en service. Le Ghana fait face à d'immenses difficultés dans ses tâches

de reconstruction. Ce n'est en aucun cas une simple affaire à soulever
niveaux d'éducation, pour former des travailleurs qualifiés et pour donner un sens
responsabilité rapide, en particulier dans des circonstances de restriction
disponibilité de personnel local qualifié et de ressources matérielles.

Néanmoins, il y a beaucoup à faire rapidement si tout le monde
met chaque once de capacité et de force dans la construction du
nation. C'est une tâche primordiale du leadership au Ghana de faire en sorte que
les gens conscients de la nécessité impérieuse de mettre en avant leur
un effort intense au nom du progrès du pays et de eux-mêmes.

Au sein d'une société qui s'apprête à franchir le pas du pré-industriel
retard au développement moderne, il y a des forces traditionnelles
cela peut entraver le progrès. Certains de ceux-ci doivent être fermement coupés à
leurs racines, d'autres peuvent être conservées et adaptées au changement
avoir besoin. La place des chefs est si étroitement liée à la société ghanéenne
que leur éradication forcée briserait les lacunes dans le tissu qui pourrait s'avérer aussi douloureux que la rétention d'autres

des traditions plus inadaptées. La constitution prend soin prise en compte de ces facteurs et la Déclaration de principes fondamentaux

Principes stipule que le bureau des chefs au Ghana, en tant que

par le droit coutumier et l'usage, devraient être garantis ». Je suis pleinement

conscient de l'opinion générale qui considère la chefferie comme une

Psaumes 98

84

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

anachronisme, mais quand il est possible pour l'Asantehene de conseiller

les chefs au sein du Conseil d'État de Kumasi

à l'époque ', je pense que nous sommes pleinement justifiés dans notre décision de

maintenir la tradition. S'adressant au Conseil le 24 mai 1960, l'Asantehene aurait déclaré que

il était impossible à ce stade du développement du pays de prévoir que les anciens privilèges, couplés à un grand nombre

des accompagnateurs, ne serait jamais apprécié par n'importe quel Ghanéen moderne

chef. L'Asantehene a observé qu'avec l'augmentation du nombre

de nouvelles écoles dans chaque hameau du Ghana, les chefs ne la trouveraient pas

facile d'avoir des préposés tels que des porteurs de parapluies.¹

Au Ghana, un chef sans son porte-parapluie est impensable phénomène capable. Pour le chef suprême le plus puissant ce pays d'avertir que les chefs seront, en raison d'une plus large éducation des installations, en temps voulu, se voir refuser l'un des principaux symboles de leur bureau, équivaut à avertir de l'atténuation naturelle de la chefferie sous l'impact du progrès social. Si, dans le interrègne, la chefferie peut être utilisée pour encourager les effort, il semble y avoir peu de sens à exciter l'antagonisme que sa dissolution légale stimulerait. L'adaptation de nos chefs à ce qui doit, pour eux, être des exigences angoissantes créé par les relations changeantes dans la politique nationale, a été remarquable. Nous pourrions souhaiter que d'autres forces ayant des intérêts aurait pu s'avérer adaptable.

Les clauses enracinées étaient plus obstructives que la chefferie dans notre constitution d'indépendance concernant la nomination, promotion, mutation et résiliation de l'engagement de serviteurs. Désagréables pour nous à l'extrême, ils ont eu pour effet de entourant chaque fonctionnaire d'une barricade que le le gouvernement n'a été autorisé à évoluer qu'avec la plus grande difficulté.

La nouvelle constitution conserve le statut et le pro financier visions de la précédente. Pouvoirs de nomination et de révocation,

cependant, ont été transférés au Président, qui exerce par l'intermédiaire d'une commission de la fonction publique. Seuls ceux qui sont déloyaux ou incompetents doivent craindre ce changement, tout le reste sera renforcé par elle. Pour la promotion, qui provenait autrefois
1 *Daily Graphic* , Accra, 25 mai 1960.

Psaumes 99

NOTRE CONSTITUTION GHANAÏENNE

85

servir le temps sera désormais la récompense du mérite. Le nouveau consti

tution représente un défi de taille pour nos fonctionnaires. Leur

la réponse sera enregistrée dans le taux accéléré de notre développement.

Les changements dans notre constitution que j'ai décrits jusqu'à présent

et expliqué, ont été conçus pour créer un environnement dans

que le Ghana peut procéder plus positivement avec la reconnaissance nationale

struction. Mais même si j'ai toujours été préoccupé par la l'indépendance et le développement du Ghana dans le cadre du total

libération et reconstruction de l'Afrique, et en ont fait un principe directeur de la politique étrangère de mon gouvernement, je

a estimé que notre constitution devrait faire une démonstration positive

de la volonté du Ghana d'abandonner sa souveraineté individuelle

à la souveraineté totale de l'Afrique, si jamais cela devait être exigé.

Nos relations avec le reste de l'Afrique ont en effet eu plus de un peu d'incidence sur notre décision de rompre le lien avec les Britanniques

Couronne et transforme notre État en république. Mais nous con

a estimé qu'une illustration plus révolutionnaire de notre attachement

à la cause de l'Union africaine doit être intégré dans le instrument qui régit la politique du pays. Par conséquent, dans le pré

amble à notre nouvelle constitution, on y trouve la déclaration

cette:

Nous, le peuple du Ghana ... dans l'espoir que nous pourrons par notre

les actions menées aujourd'hui contribuent à promouvoir le développement d'une Union de

États africains. . . par la présente, promulguiez et donnez-nous ce

Constitution. . . .

Alors que la Déclaration des principes fondamentaux inclut ces

conditions spécifiques:

Que l'Union africaine doit être recherchée par tous les moyens et, une fois atteints, doivent être fidèlement préservés ; et

Que l'indépendance du Ghana ne doit pas être abandonnée

ou diminué pour tout motif *autre que la promotion de la Unité*.

C'est, je crois, la première fois qu'un souverain indépendant l'État a volontairement offert de renoncer à sa souveraineté pour la

Piste 100

86

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

c'est notre contribution, faite librement, ouvertement et sincèrement par le gouvernement et le peuple du Ghana, envers les

relier les États frères voisins comme le meilleur moyen de promouvoir le bien-être de la population dans l'ensemble continent. Nous espérons vivement que d'autres États d'Afrique

emboîter le pas, et qu'il ne faut pas attendre que tout le continent

a vu la lumière de la fraternité. Un début peut être fait avec comme

à peine deux, trois ou quatre États prêts à se soumettre à un union souveraine.

Ghana, Guinée, Mali et quelques autres

Les Etats africains ont commencé par inscrire cet idéal dans leur

constitutions. C'est aux autres d'arroser cette graine de destin jusqu'à ce qu'elle

s'épanouit en un arbre glorieux d'union et de fraternité parmi les peuples d'Afrique.

1 Les constitutions de la Guinée, de la Tunisie, du Mali et de l'UAR contiennent également un

disposition similaire.

Psaumes 101

CHAPITRE ONZE

L'INSTRUMENT ADMINISTRATIF

Un nouveau social

la structure ne suit pas automatiquement
réalisation de la liberté politique. Cela, comme la bataille
pour dans
dépendance, doit être combattue et gagnée par une armée
de
verrues aussi déterminées dans le but que ceux qui ont mené
la lutte
pour la liberté.
Cette deuxième étape du processus révolutionnaire, après
examen
sobrement, apparaît si quelque chose, plus dur que le
premier. Plus que
une fois, pendant les jours de pré-indépendance, j'ai été
assailli par des doutes
si nous aurions les forces pour le mener à bien. Il y avait
mon parti, le Parti populaire de la Convention, et l'écrasante
soutien de masse derrière nous. Ceux-ci, cependant, ne se
sont pas assis sur le siège
d'administration d'où les politiques pour réaliser notre
deuxième
objectif important de nous élever hors de notre socio
le retard économique est mis en action. Ils étaient, dans
réalité, une armée extra-administrative, sur la coopération de
laquelle

nous pourrions compter pour la réalisation de nos programmes au plus niveau intime de village, hameau et commune. Mais il y aurait doit être une force entièrement équipée au point central de l'administration tration capable de transporter de haut en bas le directives nécessaires pour mettre en œuvre les politiques du gouvernement.

Pour toutes les protestations des Britanniques que le but de leur la politique coloniale était de préparer les habitants des territoires soumis pour l'autonomie gouvernementale, ce n'est que lorsque les mouvements nationalistes a pris les rênes que tout véritable geste était fait pour mettre en œuvre sa

Lorsque nous avons pris la relève, notre fonction publique était définitivement et absolument parfaitement britannique dans sa substance et sa nature; ce n'était certainement pas Africain. C'est la prise de conscience de ce fait qui m'a causé, certains fois avec consternation, pour reconnaître que lorsque nous avons pris fermement entre nos mains les rênes du gouvernement, il y aurait le danger de se retrouver en possession d'un

Épisode 102

88

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

machine qui avait un état-major et d'autres grades mais qui était dépourvue des officiers.

Mon cabinet, mon état-major viendrait de la Parti, et en bas se trouvait la base de notre armée - la gens. C'étaient les nôtres. Mais qu'en est-il du groupe entre les deux, les officiers et les sous-officiers, qui seraient responsables de la

exécution de la politique définie par le haut? Où avons-nous essayé

et loyaux commandants africains? Où étaient les Africains directeurs de notre campagne pour éliminer les débris de colonialisme et ériger notre propre édifice ghanéen plus en garde

avec notre perspective plus large et progressiste? Les meilleurs plans que nous

pourrait concevoir pour notre pays ne quitterait jamais le plan

à moins d'avoir des fonctionnaires de premier ordre dont les perspectives

à l'écoute de nos aspirations africaines et de la loyauté de qui nous

pourrait dépendre sans aucun doute.

La fonction publique, étant le bras administratif du gouvernement,

est l'instrument de mise en œuvre de la politique économique et sociale

programme du gouvernement. C'est à travers sa machinerie que

la plate-forme politique du parti au pouvoir est rendue effective
la mise en oeuvre. Notre fonction publique, celle dont nous avons hérité pendant notre période d'autonomie interne entre 1951 et Mars 1957, était la machine qui avait été formée par le pouvoir impérial pour mener à bien sa politique coloniale. Bien que nous ayons eu un contrôle conjoint, c'était en tant que partenaire junior. Nous étions, il est vrai, le parti au pouvoir, mais le gouvernement impérial régnait toujours en maître, et nous étions subordonnés à son proconsul colonial, le gouverneur.

Deux pistes d'action s'offraient à moi et à mon parti. Nous pourrions boycotter la machine gouvernementale coloniale existante, la société civile, le service, la police, la justice. Ou nous pourrions coopérer avec lui, tout en renforçant ma position et celle de mon collègue dans le cabinet et ainsi avancer la date de la pleine indépendance.

En choisissant le second, nous n'avons pas oublié, mais avons essayé d'enterrer, les différences passées et recherché la coopération avec l'existant l'appareil gouvernemental. Deux objectifs majeurs impulsés cette décision: l'accélération de l'africanisation, et la prévention d'une rupture de l'administration via un commerce de gros

l'exode des fonctionnaires britanniques. Il n'y a eu aucun regret pour le départ de ces fonctionnaires qui étaient si opposés à nos objectifs qu'ils ont rendu

Épisode 103

les collègues tout à fait inaptes et peu fiables. Nous nous sentions également bien débarrassé de ceux qui étaient susceptibles de ne pas accepter les commandes d'un Africain. Ma plus vive anxiété était d'éviter toute dislocation de gouvernement. Nous avons dû à tout prix repousser toute possibilité d'une situation d'instabilité qui permettrait à la Grande-Bretagne et à d'autres puissances coloniales pour nous montrer du doigt le mépris et la jubilation les effets désastreux de la remise de l'autonomie gouvernementale maturely5 aux Africains. C'était donc d'une importance primordiale pour nous, et la liberté mouvements dans d'autres parties de l'Afrique, que nous devrions être en mesure de une prise de pouvoir en douceur et progressive, sans graves chocs administratifs. Par conséquent, nous avons décidé en faveur de maintenir les services des fonctionnaires britanniques qui étaient

fonctionnaires au meilleur sens du terme, non partisans au sens

l'accomplissement de leurs tâches et prêt à exécuter les ordres donnés

par un Africain. Il appelait ce que j'appelais à l'époque ``tactique

action⁵, mais ce qu'un ami américain a suggéré en plaisantant pourrait

être plus convenablement nommée «action tactique⁵».

Dans des pays comme la Grande-Bretagne, où la fonction publique ne

changer avec un changement de parti au pouvoir, comme il le fait, pour

Par exemple, aux États-Unis, l'administration devrait restent aussi fidèles au nouveau gouvernement qu'ils l'avaient été

un évincé. Ici, vous obtenez l'insistance sur la fiction que civile les serviteurs sont apolitiques. Cette fiction, si elle est portée à sa logique

conclusion, priverait en fait le fonctionnaire de son droit de vote démocratique. Car en exprimant son vote, il exerce un

choix en faveur d'un parti politique et démontre ainsi un parti pris.

Le fait que son vote soit secret ne change rien au fait de la sélection. Dans

pour faire une sélection, il doit avoir ses opinions personnelles,

que ce soit privé ou ouvertement exprimé, sur l'alternative pro

grammes ou objectifs des partis qui se disputent le pouvoir. Comme un bon fonctionnaire, cependant, il est requis, si le parti ramené au pouvoir ne soit pas celui de son choix, lui donner sa loyauté absolue et son intégrité inébranlable. En ce la plupart des cas, il le fait, car il a été formé pour comprendre que c'est seulement son devoir patriotique de servir fidèlement l'existant gouvernement de son pays. C'est dans les cas rares et extrêmes où les serviteurs du gouvernement trouvent l'attraction entre le gouvernement

L'INSTRUMENT ADMINISTRATIF

89

Épisode 104

90

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

politique à certains égards et leur conscience trop grande, que

ils abandonnent leur loyauté dans la soumission à leur conscience.

Dans le cas de notre fonction publique, nous ne dépendions pas de notre

propres nationaux mais presque entièrement sur les ressortissants d'une puissance

qui nous gouvernaient et qui avaient été formés pour conduire

la politique de ce pouvoir. Liés à leurs propres intérêts

pays depuis si longtemps, on pouvait difficilement s'y attendre, à part quelques cas exceptionnels, qu'ils changeraient d'attitude envers nous du jour au lendemain. Ce dont nous avons besoin, c'était de notre propre fonction publique africaine. Si la puissance coloniale avait été sincère dans sa prétention de préparer la Gold Coast pour l'autonomie gouvernementale, l'un de ses principaux contributeurs les objectifs auraient été d'accélérer l'africanisation de la société civile et d'offrir l'accès aux meilleurs postes aux Africains. Une excuse fréquemment proposé pour remettre à plus tard l'autonomie gouvernementale le pays ne disposait pas d'un nombre suffisant d'administrateurs et personnel formé à d'autres égards pour les lourdes responsabilités de gérer un état. Mais rien n'a été fait pour réparer carence. À aucun moment de la période de l'administration britannique tration était tout Africain autorisé à occuper les postes les plus élevés de la service civil. Les Africains qui étaient employés ont été autorisés à entrer grades juniors et a nié la perspective de s'élever au plus haut rangs. La justification britannique pour les retenir était que ils n'avaient pas les qualifications académiques appropriées et le

expérience administrative nécessaire. Le sophisme de l'impérialisme le raisonnement est parsemé de ces vérités du cercle vicieux. Les établissements d'enseignement étaient inadéquats pour fournir des normes pour les Africains, et l'expérience ne peut être acquise qu'en vivre. La logique de l'argument britannique et son retard l'approche du problème nous aurait fait attendre cent des années et plus avant que nous ayons une fonction publique formée à mettre en œuvre l'autonomie gouvernementale. Nous n'étions pas prêts à attendre et j'ai tourné mon attention vers les problèmes dès que je suis devenu leader du gouvernement Busi en 1951. Quatre-vingts pour cent des hauts fonctionnaires de la Gold Coast les serviteurs étaient britanniques. Le gouvernement africain à vingt pour cent les employés appartenaient principalement aux échelons inférieurs de la haute direction. Je devais donc retenir le plus essentiel des quatre-vingts pour cent, monter le meilleur des vingt pour cent pour prendre le relais de la Britanniques qui partiraient et introduiraient plus d'Africains dans le

grades supérieurs du service. Cela assurerait un noyau
suffisant
de fonctionnaires africains prêts à occuper les postes les plus
élevés
de confiance lorsque nous avons acquis une indépendance
totale.

Ce programme aurait, je le savais, pour effet de réduire
l'incitation des fonctionnaires britanniques à rester. Je n'ai
fait aucun secret sur mon
intentions et objectifs ultimes, et ils savaient que leurs jours
ont été numérotés. Dans la négociation ultérieure, j'aurais
avait, si je n'avais pas déjà été sceptique quant à la
réclamation, réviser
l'affirmation auto-affirmée selon laquelle les fonctionnaires
britanniques sont entrés dans le
service colonial d'un sentiment de souci altruiste pour le
mieux
ment des «peuples primitifs arriérés». John Stuart Mill's
description de la fonction publique coloniale comme `` une
forme de secours en plein air
pour les fils de la classe moyenne britannique »est plus
approprié.

Pour leur point de vue, j'avais une compréhension totale. Je
savais qu'ils
avait des carrières à envisager et avait rejoint le service
colonial sous
certaines conditions de sécurité. Ils seraient incapables dans
le nouveau
régime d'indépendance pour conserver le statut dont ils
jouissaient
sous l'ancien régime colonial. Ils avaient le choix de partir

ou de renoncer à leurs mandats existants et de rejoindre le service de Gold Coast sous contrôle local total. Je donc incitatif offert sous la forme d'un programme de compensation pour perte de carrière. Il y avait beaucoup de marchandage et j'étais plutôt attristé par l'explosion ouverte du mythe britannique le désintéressement du fonctionnaire colonial pour les récompenses financières, son but missionnaire de porter «le fardeau de l'homme blanc». Une cent quarante ont décidé de partir immédiatement et un autre quatre-vingt-trois sont partis peu de temps après. Le programme d'africanisation a donc dû être intensifié. En surface, certains des Les responsables britanniques semblaient s'ajuster à la nouvelle conditions et semblaient adapter leur esprit au travail sous, ou aux côtés de leurs collègues africains. Après 1957, lorsque le Ghana accéda à l'indépendance, le poste de notre fonction publique est devenue meilleure qu'elle ne l'avait été en 1951. Mais elle était encore loin d'être satisfaisante. Car si les Britanniques avaient cessé pour se prononcer, ils nous avaient couvert avec les garanties détaillées, énoncées dans la constitution, du poste, du salaire, des droits à pension et mandat du fonctionnaire. En lisant ces derniers, on pourrait

être pardonné d'imaginer que cette charte avait été spécialement encadrée pour garantir la sécurité du fonctionnaire plutôt que pour

L'INSTRUMENT ADMINISTRATIF

91

Épisode 106

92

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

donner l'opportunité à l'évolution libre et démocratique d'une toute la société. Insistance sur l'insertion de ces clauses par le Délégation britannique aux négociations sur la constitution découlaient de deux objectifs: sauvegarder l'intérêt de la Expatrié britannique qui poursuivrait son service auprès de la Gouvernement du Ghana; donner au fonctionnaire ghanéen le même

le statut et la sécurité dont jouit la société civile coloniale britannique serviteur.

Le premier objectif que nous avons jugé inutile. Tout au long, il avait

nous avons clairement indiqué qu'il y avait de la place dans le nouveau Ghana

pour le service expérimenté des hommes et des femmes qui ont travaillé ici

dans la fonction publique de la Gold Coast et souhaitait aider le nouvel État.

J'ai exprimé notre volonté d'accueillir le séjour continu de ceux qui étaient prêts à être fidèles au nouveau gouvernement et

mènent fidèlement les politiques initiées par leurs chefs politiques.

J'ai garanti leurs salaires, leurs droits à pension et leur rémunération pour la perte de carrière au Colonial Office. Je considérais cela comme une imposition, cependant, pour que le gouvernement ghanéen soit contraint de conserver le les services de ceux qui avaient choisi de rester et qui, par la suite, se sont vus être incompetent, obstructif ou déloyal. Laissez-moi dire à ce stade que de nombreux expatriés ont rendu un excellent service au Ghana et se sont acquittés fidèlement de leurs devoirs. D'autres ont prouvé moins que compétents et n'ont pas réussi à tirer leur poids. Certains, nous savoir, continué dans le service avec le but fixé soit de entraver nos efforts ou de tenir un briefing pour les Britanniques intérêts. Ce n'est certainement pas seulement que les droits de ces civils les membres du service devraient être protégés par des clauses enchâssées dans la Constitution. En tant que gouvernement indépendant, le pouvoir de nommer et révoquer des fonctionnaires doit sûrement appartenir au gouvernement de l'État, et cela devrait tenir si le civil

Le domestique est un expatrié britannique ou un ghanéen. Car ils jouent un rôle délicat, parfois clé, dans la mise en œuvre du gouvernement politique.

Le deuxième objectif britannique est compréhensible: le désir de

léguer au Ghana le modèle de la fonction publique obtenant en Grande

La Grande-Bretagne. Le but, cependant, est dictatorial et irréaliste,

et ignore les besoins totalement différents d'un pays moins développé

Etat. Je conviens que la fonction publique britannique jouit d'une haute réputation

tion pour l'intégrité, pour la probité, pour la fidélité à tout ce qui gouverne

Psaumes 107

L'INSTRUMENT ADMINISTRATIF

93

ment arrive au pouvoir, pour s'abstenir de toute ingérence politique.

Il a également la réputation d'être prudent, conservateur, sérieux,

statique, souvent corollaires de la sécurité personnelle. Ce sont décidément

pas les qualités requises par un nouvel État sur le point de lancer son

personnes sur un vaste nouveau programme de développement dynamique.

Le gouvernement et la fonction publique sont interdépendants. Gouvernement détermine la politique, le corps des fonctionnaires l'exécute. Le les meilleurs programmes s'enliseront si les fonctionnaires qui diriger leur exécution pratique sont incompetents et sans dévouement. Notre taux de développement souhaité ne doit pas être impédicté parce que nous sommes obligés de porter le gouvernement des cols blancs les employés qui consacreront un temps de travail standard aux heures de bureau et alors oubliez tout le travail; qui ne se trompera jamais mais qui n'aura jamais d'idée originale; qui pensera le tâche accomplie avec la rédaction d'une lettre compétente; qui le fera se préoccuper davantage du statut et du prestige que d'aider le public; dont la peur de la responsabilité incitera toujours le transmission des décisions et des actions; qui se modeleront sur le fonctionnaire portant un parapluie coiffé de Homburg d'un État établi plutôt que sur le travailleur pionnier d'un nouveau et pays en développement. La sécurité de l'emploi est un beau principe que je approuver, mais je ne pense pas qu'un fonctionnaire au Ghana ait aujourd'hui plus grand droit à la sécurité que le pêcheur, le cacao, le chauffeur, l'ouvrier portuaire, l'enseignant, l'ouvrier routier ou

femme du marché. Je suis opposé à ce que nos fonctionnaires soient hébergés l'appareil d'État comme un clou sans tête: une fois que vous conduisez dedans, vous ne pouvez pas le retirer. Le gouvernement doit conserver le droit de licenciement, et le fonctionnaire doit être amené à se rendre compte que il peut être licencié s'il n'exécute pas le travail exigé de lui. Il doit être aux prises avec son travail tout le temps, en pensant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, comment il peut servir au mieux son pays par sa performance pour le ministère dans lequel il travaille. Le ghanéen le fonctionnaire doit être totalement dévoué et dévoué à l'idéal de reconstruire notre pays. Il doit faire preuve de leadership, il doit, comme son ministre, donner l'exemple aux personnes qu'il sert. Il doit être un pionnier. Telles sont les exigences que nous adressons à notre fonction publique. Ils sont élevés, pour la tâche du fonctionnaire dans la construction

Épisode 108

94

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

du Ghana est cruciale. Nos meilleurs plans vont mal tourner s'ils le sont

pas manipulé avec le cœur et la tête.

Au moment de l'indépendance, nous avons plusieurs

Des responsables africains qui pourraient assumer les plus hauts postes de confiance

dans plusieurs ministères, mais il restait encore de nombreux ministères

dont le secrétaire permanent était un expatrié. Expatriés aussi

a continué à occuper de nombreux postes clés de haut niveau exécution de la politique. Je ne peux pas non plus dire que chaque fonctionnaire africain

convenait à son travail. Certains étaient bons et expérimentés. Quelques

étaient bons, mais manquaient de formation. Certains étaient de second ordre. Lorsque

jamais moi et mes collègues du cabinet nous sommes assis pour formuler une politique,

nous avons toujours dû garder à l'esprit les limites de capacité de notre

service dans la mise en œuvre de nos programmes dans le temps

nous avons mis.

J'ai fini par apprécier, cependant, que même certains des

Le personnel africain qui, pour le dire de façon conservatrice, était tiède

leur soutien à mon gouvernement et à son programme, étant donné

responsabilité, ont été à la hauteur des exigences qui leur sont adressées. Mon

collègues ministériels et moi travaillons une journée bien remplie et le rythme nous définissons est assez épuisant. Cela m'a réchauffé de voir combien membres de mon personnel, habitués comme ils l'étaient aux méandres méthodes de l'administration coloniale, ont durci leur taux de travail pour répondre aux demandes nouvelles et urgentes leur.

D'innombrables exaspérations et difficultés demeurent, et le plus je pense à ce problème de la fonction publique en moins pays développés qui planifient leur développement, plus je me sens

que les dirigeants des mouvements de liberté et des États émergents

doit prêter une attention supplémentaire à la nécessité de commencer tôt dans la sélection

formation et formation de leurs futurs dirigeants. Certains pays

des tentatives, comme l'Inde, le Pakistan et Ceylan, ont pu envoyer leurs

fils aux universités étrangères pour se former au leadership futur, et

ont eu la possibilité de les introduire dans certains branches de leur administration coloniale. Ils ont trop expérimenté

difficultés, malgré un noyau de fonctionnaires qui leur est propre

nationaux. D'autres pays, comme Israël, ont passé les années immédiates

avant qu'ils n'atteignent l'indépendance dans la formation d'un corps de des hauts fonctionnaires qui n'ont jamais travaillé au Royaume-Uni administration mais qui a étudié les problèmes d'organisation

Épisode 109

L'INSTRUMENT ADMINISTRATIF

95

administration aride, et étaient prêts à prendre en charge les fonctions de

gouvernement au moment du départ des Britanniques.

Pour la plupart des pays qui accèdent à l'indépendance, cela n'a pas

été fait. Ils n'ont pas non plus pu, comme le Ghana n'a pas pu,

accélérer l'africanisation de leur fonction publique aux évaluer. Nous connaissons le colonialisme et nous savons que nous ne pouvons pas regarder

à la puissance coloniale pour l'aide dans ce domaine. C'est quelque chose que nous

Les Africains doivent se débrouiller seuls. Notre principale difficulté pendant la

la lutte révolutionnaire est que notre activité principale est politique et

pas administratif. Pour cette raison, nos meilleurs hommes et femmes

ne peuvent pas être épargnés pour la formation de la fonction publique, car ils sont nécessaires pour

faire avancer la bataille politique. Avec l'indépendance, ils deviennent

ministres, parlementaires, chefs de partis régionaux, agents régionaux, ambassadeurs. Pourtant, les hauts fonctionnaires, doués compétence administrative et empreint de la ferveur de l'indépendance et l'espoir du développement, sont vitaux pour la reconstruction de un état. S'appuyer sur les expatriés, c'est mettre en danger la révolution. Pour les hommes et les femmes qui mènent notre politique doivent être aussi dévoués et dédié à l'idée de liberté et de croissance nationale en tant que dirigeants du pays. Ils doivent être libres de patriotique et en attachements intellectuels à des forces extérieures. Avec nos propres ressortissants d'intégrité nous obtenons une fonction publique concernée uniquement par le public bien-être. Leur travail est de vingt-quatre heures par jour, tout comme celui de leurs dirigeants politiques. Sur eux, dans une large mesure, dépend le la qualité du développement du pays et la rapidité avec laquelle il peut être accompli.

En 1952, il n'y avait qu'un seul chef de département ghanéen. Par 1957, le chiffre était passé à vingt-deux. Maintenant tout le permanent et les postes ouvrant droit à pension sont occupés par des Ghanéens.

Un institut d'administration publique a été créé, où les étudiants de troisième cycle suivent un cours d'un an en la théorie et la pratique de l'administration publique. Il y a aussi cours spéciaux de courte durée et séminaires destinés aux hauts fonctionnaires: et des recherches sont en cours pour trouver de nouvelles techniques en public administration spécialement appropriée pour l'Afrique. Cours diplômants dans l'administration sont offerts. Le pays a besoin de fonctionnaires experts, conscients et en intégré dans la société qui les entoure et avec des intérêts orienté particulièrement vers les problèmes de l'Afrique. Jusqu'ici,

Épisode 110

96

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

de nombreux fonctionnaires sont entrés dans le service avec peu ou pas de formation.

Une connaissance de la rédaction de procès-verbaux, de la Loi sur la fonction publique et du bureau routine, était à peu près toute la formation pratique qu'ils avaient expérimenté enced.

Nous avons maintenant atteint notre objectif de construire un Ghanéen la fonction publique capable d'administrer le pays de manière efficace, et je

souhaite que mes frères dans les pays émergents de ce continent
savoient que le Ghana est prêt à les aider dans leur
étapes de l'autonomie gouvernementale. Notre fonction
publique est à leur disposition.
Nous pouvons leur prêter des hauts fonctionnaires pour
démarrer leur ministère, nous pouvons
envoyer-leur des instructeurs pour former leur propre
fonction publique indigène.
C'est un problème dont ils ne découvriront la complexité
qu'avec
le départ de la puissance coloniale. Ce serait en effet une
aubaine
à tous les nouveaux États africains si ceux d'entre nous qui
ont
une période d'indépendance un peu plus longue devait
rendre disponible
certains de nos fonctionnaires pour former une sorte de pool
de la fonction publique africaine,
au service des États africains émergents et prêts à
servir la nouvelle Union des États africains.

Épisode 111

CHAPITRE DOUZE

RECONSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT

Les États sortant du colonialisme sont confrontés au
gigantesque problème
de transformer leur presque purement commercial et leur
matière première
produire des économies en unités productives capables de
supporter

une superstructure de l'agriculture et de l'industrie modernes. Nous avons, nous tous, une pénurie similaire de capital, de main-d'œuvre qualifiée et de technologie personnel qualifié pour aider à faire avancer notre développement à le rythme qu'exigent nos objectifs. Notre départ tardif, et le vitesse à laquelle nous devons travailler si nous voulons moderniser notre pays essaie, sont liés dans une certaine mesure à aiguïser les contraintes et les contraintes qui ont accompagné l'industrialisation partout dans le monde.

Chaque progrès dans les méthodes de production fait par l'avant la plupart des pays industrialisés creusent l'écart entre eux et nous. Il y a une théorie selon laquelle les pays qui apparaissent en dernier sur la scène industrielle peut démarrer automatiquement au plus tard point de développement atteint par les plus avancés. Ce la théorie ne peut être applicable que là où l'accumulation de capital est suffisamment grand pour permettre un décollage efficace. Même dans ces circonstances, il doit également y avoir une population alphabétisée disponible une organisation capable de fournir un corps suffisant de main-d'œuvre qualifiée, et dirigeants pour diriger et diriger la machine industrielle en évolution.

Ces circonstances n'existent pas au Ghana. Ils n'existent pas dans l'un des territoires colonisés, où l'agriculture de subsistance, la production monoculture et les industries extractives ont dominé l'économie sous l'influence de la finance et du commerce monopoles. Au Ghana, nous avons dû acquérir des connaissances techniques et du personnel provenant de sources mieux équipées, et ce processus se poursuivra jusqu'à ce que nous soyons capables de produire un nombre suffisant de nos propres experts. Nous recevons de l'aide d'organismes internationaux comme

Psaumes 112

98

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

USOM, UNTAB, FAO, OMS, mais puisque nous sommes ayant à rivaliser avec tant d'autres soumissionnaires, nous avons dû s'appliquent également aux quartiers privés. Même là, les demandes sont trop lourd de laisser un nombre suffisant de personnes de la meilleure qualité. En ordre pour garantir même le minimum de techniciens qualifiés que nous sommes avoir à offrir des conditions de service qui font le développement pour nous

excessivement coûteux. L'argent que nous pourrions autrement dépenser pour des besoins plus basiques doit aller, par exemple, logement et autres commodités pour le personnel étranger. Celles-ci seraient relèvent du domaine privé si nous pouvions recruter les les mêmes personnes localement. Ce sont, en outre, des exigences qui créer des précédents que nos propres concitoyens exigent quand ils viennent reprendre des postes autrefois occupés par des expatriés. Nous essayons de établir des normes de service plus réalistes pour nos populations locales employés par le gouvernement, bien que nous ayons rencontré un certain nombre de la résistance.

J'apprécie que dans un marché où beaucoup sont en concurrence, nous devons rendre nos conditions de service aux expatriés aussi invitantes que nous pouvons, même si elles mettent une pression supplémentaire sur notre loin des ressources illimitées. Pourtant je ressens un fort sentiment d'injustice en ce que nous, récemment, les pays coloniaux sont obligés de supporter un tel addi fardeaux nationaux dus au fait même de ce retard que nous avons été gardés par les pays qui ont fait leur

progrès industriel dans une large mesure hors de nous. C'est pareil
puissances impérialistes qui récoltent une autre récolte
aujourd'hui en
fournir la machinerie, l'équipement, la gestion, les
consultants
et le personnel qui sont les conditions de notre
reconstruction.
Nous devons également rechercher des investissements en
capital à l'étranger. Il y a
pas été développé en Afrique même cette accumulation
bourgeoise
de la santé basée sur la propriété foncière, le commerce, le
commerce et
industrie qui a surgi dans une certaine mesure dans certains
pays d'Asie, sans parler de l'accumulation dont l'Europe
financé sa révolution industrielle. Je pense que cela peut être
attribué
dans une mesure au fait que les établissements bancaires
britanniques qui
exploités ici étaient essentiellement des banques d'échange
et avaient l'air
défavorablement lors de l'octroi de crédit à l'entrepreneur
africain
preneurs. Cette attitude a été confirmée par le fait que notre
système de
le régime foncier ne comprend pas la propriété individuelle
de la propriété.
Lorsqu'il a été question de la fourniture de garanties contre

prêts, nos employés étaient désavantagés, car même le propriétaire
navire de bâtiments pourrait être mis en litige lorsque le droit
à la terre sur laquelle ils ont été érigés pourrait bien être
contesté.

Les terres du Ghana appartiennent en théorie aux ``
tabourets'', dirigés par
les chefs. Mais quand les Européens sont arrivés parmi nous,
apportant
séductions d'argent et de biens, de nombreux chefs signés
con

les cessions; et certains, au mépris total de la coutume, ont
fait

bonnes ventes. Pire encore, des parcelles de terrain ont été
vendues par des familles

en possession d'eux, à différents acheteurs, et cela a
commencé un

toute une série de poursuites judiciaires qui, jusqu'à ce que
mon gouvernement

bureau, était la principale source de revenus pour nos
avocats, nombre de

qui a fait fortune en persuadant les parties à des querelles
foncières

de recourir à la machinerie étendue du droit indigène sur les
tracts

de terrain ne valant souvent pas 100 £. Toute la question de
la terre

le régime foncier au Ghana en est un qui nécessite un
examen et une

révision. Il devient de plus en plus clair que le système est
trop

encombrants et complexes pour s'adapter aux besoins et au rythme de nos développement.

Mon gouvernement a fait des efforts pour mettre de l'ordre dans la

l'administration des terres de Stool, qui a maintenant été le contrôle des autorités locales. Cette mesure a été adoptée en tant que

moyens de mettre fin au détournement de fonds fonciers l'administration, qui commençait à assumer un pro alarmant portions. Nous avons également fait des lois qui permettent au gouvernement

d'acquérir des terrains propices à l'aménagement.

Certains changements dans notre régime foncier me semblent inévitables

capable si nous voulons poursuivre nos plans de développement, mais ceux-ci

doivent être élaborés avec beaucoup de soin. Ils doivent éviter le

création de clivages dans le corps politique, et devra en conséquence

tenir compte des coutumes et des traditions fondamentales. Un des

la bénédiction de notre système foncier est qu'il n'a pas tourné

la nôtre dans une nation où la faim de terre nous aurait forcés à

démanteler de vastes exploitations pour les redistribuer parmi les plus démunis

paysannerie. Nos coutumes, en outre, avaient érigé une sorte de

sécurité adaptée à notre économie de subsistance. Certains de nos agriculteurs, il est vrai, ont été victimes de la rapacité de l'argent prêcheurs. Mon gouvernement essaie de résoudre ce problème de l'endettement paysan sous forme de crédit et autres facilités. Nous stimulons également la croissance du mouvement coopératif

RECONSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT

99

Psaumes 114

100

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

et en encourageant les agriculteurs à rejoindre le United Ghana Farmers ' Conseil, le conseil représentatif des agriculteurs au Ghana,

qui aide à la vente de leurs produits et fait des avances monétaires

à eux au début des campagnes agricoles.

L'épargne n'a pas été une caractéristique de notre peuple, en

grande partie parce qu'ils n'ont pas bénéficié d'un revenu suffisant pour

gagner question tout sauf académique. Comment instiller un besoin de dépenser

et sauver sagement parmi eux est devenu une préoccupation majeure

maintenant qu'ils commencent à bénéficier de revenus plus élevés et goût pour les commodités. Notre système familial décourage en fait les chefs de famille d'épargner, car le système pénalise en effet l'homme avec initiative en faveur des paresseux et des faibles. Les membres indigents de la famille vivent des plus fortunés ceux. Une pratique louable et utile dans notre passé, plus ou moins société stagnante basée sur l'agriculture de subsistance, elle agit aujourd'hui comme un briser l'ambition et le dynamisme. À l'heure actuelle, l'homme qui gagne raisonnablement sa vie trouve son argent dévoré par ses parents (et cela inclut les membres les plus étendus atteignant au nième degré de relation), de sorte qu'il ne peut tout simplement pas rencontrer ses obligations personnelles, et encore moins rien sauver. Mais sauver, nous devons, si nous voulons accumuler les réserves solides de capital nécessaire à notre développement. Côte à côte avec le empêchement familial à épargner, il y a eu un réel et augmentation des dépenses sur une vaste gamme de produits importés des biens. Le danger inhérent à essayer de `` suivre le rythme Joneses qui entraîne une augmentation du coût des dépenses personnelles

est quelque chose sur lequel nous essayons de mettre un frein, pas simplement parce que ce type de dépenses encourage l'inflation, mais parce qu'il produit de fausses normes et des idées illusoires de richesse dans un économie qui n'a pas encore véritablement démarré sur la voie de reconstruction et développement. C'est pour ces plusieurs raisons que nous avons introduit l'épargne obligatoire et réduit la l'importation de ce que nous considérons comme des marchandises non essentielles. Nous avons aussi mis en place une loterie nationale, élargissement de la facilité d'épargne postale et a créé une agence d'épargne au sein de notre banque nationale. Nous étudient les moyens d'encourager les investissements dans de nouveaux les entreprises et les entreprises industrielles, ce qui encouragera entreprise et initiative et aide à la construction managériale compétence.

Épisode 115

RECONSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT

101

Le capital d'investissement est notre grand besoin. Notre statut colonial pré nous a évité d'accumuler en tant qu'individus les réserves de le capital nécessaire pour établir à titre privé ces grands

entreprises qui jetteront les bases d'une industrie solide
économie expérimentée et élargir et diversifier notre
agriculture.

Seul le gouvernement, en fait, dispose de ressources
suffisamment importantes pour
adopter une approche réaliste du problème de la
reconstruction et
développement. Et même le gouvernement, en raison de la
faible
production, est obligé de rechercher des investissements à
l'étranger. Mais en même temps
désireux d'attirer des capitaux, nous sommes constamment à
l'affût
veiller à ce que cela ne mette pas en danger notre
indépendance en faisant
nous subordonnés à une nouvelle forme d'impérialisme. Le
genre d'investissement
l'aide que nous préférons est celle qui va entrer dans un
partenaire
accord d'expédition avec le gouvernement, ou l'un de nos
institutions, dans le cadre desquelles nos propres citoyens
seront formés pour prendre
sur les postes de direction, de direction et techniques à tous
les niveaux. Nous
reçoivent déjà une aide de ce type, et d'autres
chemin.

Je dois dire que nous sommes plutôt méfiants des chasseurs
de fortune qui
viennent sur nos rivages par bancs, cherchant à utiliser ce
qu'ils

considérez comme notre innocence et notre naïveté dans ces matières; ou de ça
armée de gens d'affaires, qui ont suivi dans une délégation après l'autre, plus déterminé à nous prendre de l'argent dans le
forme de vente de produits qui améliorerait leur propre revenus nationaux, qu'en contribuant à notre ex économique pansion. Il y a des circonstances dans lesquelles l'importation de produits étrangers
le capital profite au pays importateur, en particulier dans le cas du pays en développement émergent où
les sources d'accumulation de capital sont petites et difficiles à
mobiliser. Le capital étranger est donc utile et utile s'il faut sous la forme d'un prêt ou d'un crédit pour permettre au pays emprunteur de
acheter ce dont il a besoin de toutes les sources qu'il aime, et en même temps
le temps de garder le contrôle des actifs à développer. L'une des pires choses qui puisse arriver aux moins
développés
et les pays émergents doivent recevoir une aide étrangère avec des
et des conditions économiques attachées. Ces aides sont très souvent
enveloppé dans des termes financiers qui ne sont pas facilement discernables.
Investissements étrangers réalisés dans un pays émergent et en développement
pays par une société étrangère afin que cette société puisse

Épisode 116

102

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

faire un profit, n'a rien à voir avec l' *aide* . Cela ne veut pas dire que

un pays en développement peut ne pas trouver avantageux de faire un

contrat avec une société étrangère pour la création, par exemple, d'un usine ou une industrie.

La véritable aide est quelque chose de tout à fait différent. Il se compose de dons directs ou des prêts accordés à des conditions favorables et sans conditions ci-joint.

En d'autres termes, le problème est de savoir comment obtenir du capital-investissement et toujours le garder sous un contrôle suffisant pour éviter

exploitation; et comment préserver l'intégrité et la souveraineté

sans paralyser les liens économiques ou politiques avec *aucun* pays, bloc ou système.

Nous en avons assez de la domination monopolistique européenne sur

notre économie. Nous nous sommes émancipés politiquement, et

il faut maintenant se débarrasser du monopole économique qui était le

objectif du contrôle politique étranger. C'est le cœur de notre

politique économique et au cœur de nos efforts. Pour à moins que nous n'atteignons la liberté économique, notre lutte pour l'indépendance aura été vaine, et nos plans de développement social et culturel avancement frustré. Par conséquent, nous sommes extrêmement vigilants parfumer les infiltrations subtiles et insidieuses de néo le colonialisme et le sabotage des étrangers profitant de notre hospitalité et le privilège de créer des entreprises économiques dans notre milieu. Dans la poursuite de notre objectif de nous libérer de la domination économique étrangère, nous créons des agences qui aidera à briser ce monopole étranger et stimuler l'accumulation de capital pour le réemploi dans développement.

Bien entendu, la capitale d'un pays se trouve aussi dans son corpus de connaissances techniques, scientifiques et managériales, ainsi que dans ses capacité productive. Dans ces domaines, nous devons reconnaître carences dont nous savons qu'il faudra du temps pour les éliminer. Suite au-delà, le faible taux de productivité rend notre travail, malgré les salaires relativement modestes qu'il reçoit, assez chers. Au temps présent, faible nutrition, manque de sens des responsabilités,

peur d'être sans travail, régir le rythme auquel le travail est par
formé. Ces facteurs sont les effets environnementaux des conditions. Contrôles tribaux et tabous suivis de l'automobile paternalisme cratique du colonialisme ont tenu en laisse le sens de

Épisode 117

initiative et responsabilité qui se développent dans une société plus libre.
Au fur et à mesure que les conditions de vie s'améliorent grâce aux améliorations qui le gouvernement s'est engagé à effectuer, et a effectivement déjà fait dans une certaine mesure, alors que le chômage diminue et que le momentum de développement prend de la vitesse, une accélération du produit doit suivre la production génératrice dans l'ensemble de l'économie. Productif augmentation répondra également à des incitations encourageantes, qui nécessitent pas toujours de nature financière. Pour une augmentation de productivité qui est complètement consommé par une consommation accrue vaincra le programme de développement, dont l'investissement le capital doit provenir des excédents. Une certaine austérité est impérative

et nos nouveaux contrôles visent à cela. En même temps, nous
essaient d'éliminer, par la discipline de parti et par d'autres
moyens,
grands écarts entre les groupes de revenus les plus faibles et
les plus élevés. Nous sommes
mettre la main aussi fermement que possible contre la
croissance d'un
section privilégiée.
Il doit également y avoir des gardes contre le danger de
spirale
l'inflation, qui accompagne trop souvent une économie en
construction, telle
comme le nôtre le devient rapidement. Une planification
minutieuse peut et doit
maintenir l'inflation dans des limites afin que les avantages
de l'économie
le développement ne doit pas se dissiper dans un coût
toujours plus élevé de
vivre et construire.
Mais la construction d'un nouvel état nécessite plus que la
pré
paration des programmes, la conception des plans et la
question
instructions pour leur mise en œuvre. Il faut le tout
soutien sincère et auto-identification du peuple, et
réponse la plus large possible à l'appel au service
volontaire. Une guerre
sur l'analphabétisme doit être menée; et une auto-assistance
à l'échelle du pays

programme de développement communautaire organisé, pour promouvoir la construction d'écoles, de routes, de drains, de cliniques, de bureaux de poste, de maisons et les centres communautaires. Les effets des programmes d'auto-assistance, précieux en eux-mêmes et les incitations qu'ils donnent à l'initiative sont cependant locales en compass et limité dans le but. Développement rapide sur un l'ampleur et l'accession à l'indépendance économique exigent application plus intensive et plus large de la capacité et de la créativité, l'acquisition rapide de connaissances et de compétences techniques, une vaste accélération de la productivité comme condition préalable à l'accumulation de l'épargne pour le réinvestissement dans l'expansion industrielle. Dans

RECONSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT

IO3

Épisode 118

104

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

une société moins développée, il existe plusieurs obstacles à industrialisation, indépendamment du manque de capital requis accumulations, compétences techniques, connaissances scientifiques et en

entreprise industrielle qui, à moins qu'elle ne soit éliminée, nuire à nos efforts d'avancement. Car ils ont leur cumu effet latif précisément dans le manque de ces réserves nécessaires.

Coutumes qui prônent les vertus de l'allégeance de la famille élargie

soutenir les pratiques népotiques et considérer le don et la prise de

`` présente '' comme implicite et noble, car ils promeuvent la famille

bien-être. Ils encouragent l'indolence et la corruption, ils agissent comme un

freiner la capacité, ils découragent ce sens plus profond de responsabilité individuelle qui doit être prête dans une période de

reconstruction pour accepter l'obligation et satisfaire la confiance. Par dessus tout,

ils retardent la productivité et s'opposent à l'épargne, les facteurs cruciaux

dans le taux de développement. La polygamie fait don de son quota à ces

les influences retardatrices, tandis que nos lois de succession et

l'héritage étouffe l'envie créative et inventive.

Ce n'est certainement pas par hasard que la révolution industrielle

est venu d'abord en Angleterre, où la loi de primogéniture impliquait

l'héritage des successions au fils aîné et l'a rendu nécessaire pour que les plus jeunes poursuivent des activités qui augmentent le capital

richesse. L'historien GM Trevelyan écrit:
Un trait distinctif de la gentry anglaise, qui astonne les visiteurs étrangers dès le règne d'Henri VII, était leur habitude de chasser leurs plus jeunes fils du manoir pour leur chercher fortune ailleurs, généralement en tant qu'apprentis pour s'épanouir parmi les marchands et artisans des villes. Les étrangers ont attribué la coutume à l'anglais manque d'affection familiale. Mais c'était aussi, peut-être, un sage instinct de ce qui était le mieux pour le garçon, aussi comme un calcul astucieux de ce qui était le mieux pour la fortune de la famille. L'habitude de laisser toute la terre et la plus grande partie de l'argent aux fils aînés a construit les grands domaines, qui par accumulation constante au fil des ans, devenue par les temps hanovriens si marquée une caractéristique de l'économie rurale anglaise. Le fils cadet du monsieur Tudor n'était pas autorisé de pendre oisif au manoir, un drain sur la famille revenue comme les nobles pauvres du continent qui étaient trop fiers pour travailler. Il était parti gagner de l'argent dans le commerce ou dans

Épisode 119

droit. Il a souvent mis fin à la vie en un homme plus riche et plus puissant que le sien
frère aîné laissé dans l'ancienne maison.¹

Un autre incitatif était le puritanisme qui encourageait la frugalité et désapprouvé le gaspillage et les dépenses ostentatoires. Dans la mesure où l'économie nationale d'un pays sous-développé est concernés, les économies transformées en ornements et gaspillées en célébrant les fêtes religieuses, en mariage extravagant et les frais funéraires, sont autant perdus que s'ils avaient été jetés dans la mer. Société tribale, comptant peu mais le lever du soleil, le coucher du soleil et l'apogée de la lune, a accueilli ces pauses festives dans le monotonie des jours qui passaient, et a reporté les coutumes dans le présent, où une autre philosophie plus émouvante doit induisent de l'assiduité et de l'économie. La légende de l'église médiévale selon laquelle `` travailler, c'est prier '' a encouragé le travail du sol. Il a été amélioré par le les exhortations du protestantisme à travailler dur et à être économe, qui a élevé à une vertu cardinale l'économie d'argent et ses investissement dans une entreprise rentable. Notre société moins énergique doit être aiguillonné vers l'acceptation des stimuli nécessaires pour développement économique rapide par des altérations de notre relations et habitudes, si la loi l'exige. Le Japon, par exemple,

depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, a légiféré pour un cur
l'unité familiale à queue qui comprend le mari et la femme et leur
enfants. Légalement, le mari n'a aucune responsabilité pour tout
d'autres membres de la famille en dehors de cette unité
proche. De plus,
les enfants apprennent à ne pas se tourner vers leurs parents
pour vouloir
eux un héritage mais à se débrouiller seuls. L'initiative,
l'énergie et la force ainsi libérées sont tournées vers
l'expansion
de l'économie nationale du Japon.
Un sentiment de dévotion et de sacrifice aide à inculquer
l'acceptation de
des normes plus étroites pour le présent dans l'intérêt de
normes plus larges
à l'avenir. Un certain serrage de la ceinture est indispensable.
L'État-providence est le point culminant d'un pays très
développé
industrialisme. Assurer ses bénéfices dans un pays moins
développé
est de promettre simplement une division de la
pauvreté. Indubitablement
il doit y avoir un investissement d'une partie du capital
réserves dans l'établissement de niveaux de salaire minimum
pour assurer
1 GM Trevelyan: *Histoire sociale anglaise* (Longmans 1946),
p. 125.

RECONSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT

Psaumes 120**io6****L'AFRIQUE DOIT S'UNIR**

une alimentation appropriée, ainsi que des installations sanitaires et de logement minimales.

Mais la pauvreté ne diminue progressivement qu'au fur et à mesure que la productivité augmente et l'industrialisation progresse et une partie de son excédent

peuvent être mis à disposition sous forme de salaires plus élevés, de meilleurs logements et conditions sociales généralement améliorées.

Épisode 121**CHAPITRE TREIZE****VERS L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE****W ici****indépendance**

a été précédé d'une lutte,

il reste un résidu d'enthousiasme pour démarrer le nouveau l'existence nationale, qui, si elle est correctement exploitée et dirigée,

fournit une impulsion dans la gestion des tâches de renforcement de l'État.

Cependant, il y a une diminution de la tension qui l'accompagne, un sentiment de pression relâchée, une pause pour respirer après la bataille. Il y a un sentant qu'après avoir fait l'effort suprême et soutenu

appelé à débarrasser le pays de la domination coloniale, un bien mérité

le repos peut maintenant être pris.

Le gouvernement doit indiquer clairement qu'une nouvelle et plus grande

un effort est demandé pour consolider la victoire nationaliste. Le

les gens doivent être entièrement réanimés pour pouvoir conduire

avance avec enthousiasme et courage vers une bataille plus redoutable

auxquels ils seront confrontés à différents obstacles et difficultés

au fur et à mesure que le nouvel état se développe.

Au Ghana, le Parti populaire de la Convention avait pour tâche de

suscitant l'esprit de dévotion et de sacrifice nécessaire à la programme de développement auquel il a été confié

décharge. Le slogan pré-indépendance de `` l'autonomie gouvernementale

Now 'a été remplacé par celui de **serve ghananow** . Nous avons tenu

aucun espoir brillant de richesse sans travail. Au contraire, nous avons souligné la nécessité pour chacun de travailler doublement dur maintenant que

nous travaillions pour nous-mêmes et nos enfants, et non pour le

enrichissement de l'ancienne puissance coloniale. Les récompenses seraient

dignité nationale et individuelle, la satisfaction qui vient de la création et un niveau de vie élevé. Avant tout

serait l'indépendance économique, sans laquelle notre politique

l'indépendance serait sans valeur.

Sous le régime colonial, un pays a des

Épisode 122

io8

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

liens avec d'autres pays. Ses ressources naturelles sont mises en valeur

seulement dans la mesure où ils servent les intérêts de la puissance coloniale.

Cependant, une fois l'indépendance politique acquise, le

Les pleines potentialités du pays peuvent et doivent être explorées. Le

l'économie nationale doit être planifiée de manière à promouvoir les intérêts

ses propres ressortissants; et des liens économiques nouveaux et plus larges doivent être

créé avec d'autres pays. Sinon, le nouvellement indépendant pays peut être victime des forces extrêmement dangereuses l'impérialisme économique, et constate qu'il a simplement substitué

un type de colonialisme pour un autre.

Dans le passé, tous les liens économiques du Ghana étaient avec l'Occident,

principalement le Royaume-Uni. Depuis l'indépendance, nous avons

forqué de nouveaux liens avec des pays comme la Russie, la Chine, la Pologne,

Tchécoslovaquie et Yougoslavie. *Le rapport du Royaume-Uni*

Mission commerciale et industrielle au Ghana , publiée en 1959, a montré 85 pour cent de tout le commerce d'importation du Ghana était entre les mains de Entreprises européennes (principalement britanniques), 10 pour cent entre les mains de Asiatiques (Indiens, Syriens et Libanais), et seulement 5% Mains ghanéennes. Maintenant, de nombreux Ghanéens participent pleinement dans les affaires d'importation et d'exportation du pays. C'était à un temps le privilège de quelques-uns, car le marché se limitait à la zone sterling uniquement, et de nombreuses marques populaires de les marchandises étaient monopolisées par les quelques grandes entreprises capitaux étrangers. En 1960, le Ghana a acheté des marchandises pour une valeur de 29617497 £ du monde extérieur et des marchandises vendues d'une valeur **£ 6115 , 982 , 854 .**

Dans la planification du développement national, la constante, fondamentale guide mental est le besoin d'indépendance économique. Ce implique un inventaire des ressources nationales, tant réelles que potentiel, humain aussi bien que matériel, et la nécessité de se développer au moyen de priorités rigoureuses et d'une intégration habile afin de produire une économie forte, saine et équilibrée. Un im

un élément essentiel est de réduire notre économie coloniale vulnérabilité en diminuant la dépendance à la monoculture agriculture.

Bien que le cacao reste notre principale exportation, nous avons

réussi dans une certaine mesure à diversifier notre agriculture. Nous

prévoient de lier notre production agricole principalement aux besoins

du marché intérieur et de fournir des matières premières pour

Épisode 123

industries secondaires. Nous avons commencé à exporter des bananes,

noix de coco, coprah, palmiste, huile de palme, kola et autres fruits à coque,

plantains, caoutchouc, café, épices et tabac. Plusieurs de ces produits, tels que l'huile de palme, le tabac, le café et le caoutchouc, nous

utilisation en quantités croissantes dans nos propres industries.

Le gouvernement a accordé des subventions aux développement des ressources en eau, pour la conservation des sols et

projets d'amélioration, pour le financement de plantations expérimentales

de nouvelles cultures, et pour l'application de nouvelles techniques aux anciennes

récoltes. Nos agriculteurs reçoivent des conseils pratiques sur l'utilisation

leurs terres au meilleur avantage et pour produire de meilleurs rendements.

Ils sont aidés par la location-vente et la coopérative des projets d'acquisition de machines et de procédés agricoles modernes

équipement. Des procédures de marketing plus rationnelles sont en cours

régulièrement introduit. Le Ghana a commencé à exporter des produits agricoles

des produits qui n'ont jamais été cultivés ici auparavant, et im des méthodes éprouvées de culture de cultures établies ont conduit à

augmentation substantielle du rendement.

La diversité de l'agriculture a été acceptée comme un shibboleth, mais

si le développement est simplement vers la fin de l'exportation, ce

peut faire échec à l'objectif, car le fait qu'un si grand nombre de pays

se concentrer sur des objectifs similaires peut produire un extension du marché des vendeurs avec une dépression subséquente de

prix mondiaux. La baisse des prix mondiaux des matières premières depuis la

la fin de la Seconde Guerre mondiale a privé les moins développés

pays de la somme stupéfiante de 574 milliards de livres sterling, un montant

supérieure à toutes les soi-disant aides dont ces pays ont reçu des nations avancées. Cela en soi représente un

le déni d'un capital énorme pour un développement très recherché qui n'aurait pas eu lieu si les États émergents avaient été unis et assez forts pour faire nos négociations sur l'inter marchés nationaux des produits de base efficaces. L'avantage majeur que notre indépendance nous a conféré sur nous est la liberté d'organiser notre vie nationale selon les intérêts de notre peuple, et avec lui, la liberté, en en conjonction avec d'autres pays, pour interférer avec le jeu de forces sur les marchés mondiaux des produits de base. 'Sous-développé les pays, en utilisant leur statut indépendant nouvellement acquis, peuvent en les interférences délibérées sur les politiques parviennent à modifier considérablement la

VERS L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Journal

Épisode 124

non

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

direction des processus de marché sous l'impact desquels ils sont restés jusqu'à présent arriérés⁵, affirme Gunnar Myrdal¹.

C'est une réalité que nous reconnaissons, et nous utilisons l'inter organisations nationales et autres médias pour exercer des pressions dans notre favoriser. Néanmoins, les pays les plus riches sont toujours en mesure de

limiter les retours que nous obtenons pour nos produits primaires, et nous semblerait être plus stratégiquement placé en tant que grand producteur d'une seule matière première, agricole ou extractive, pour lequel il existe une forte demande mondiale. Notre production de cacao nous a jusqu'ici donné une telle position dominante mais, avec d'autres arrivants tendant à égaliser le terrain, nous découvrons qu'un niveau de prix satisfaisant ne peut être maintenu qu'en accord avec les autres grands producteurs, comme le Brésil, le Nigéria et d'autres.

En utilisant judicieusement notre pouvoir de négociation conjoint, nous pouvons continuer à utiliser nos exportations de produits primaires pour aider nos industrialisation.

Les fluctuations des prix des produits primaires sont l'une des insécurités dans la planification pour les pays moins développés. Pourtant ce ne peut pas invalider la planification, qui est le support principal en quel développement peut être entrepris dans les conditions données.

Le gouvernement doit remplacer les aventureux entrepreneurs qui ont créé la base capital de l'industrialisation dans les pays avancés.

L'industrie de la pêche a également bénéficié des
Planification. Une cour de construction locale se révèle de
haute qualité,
bateaux de pêche motorisés pour élargir la portée de nos
flottes de pêche.
En complément, est une association de partenariat avec
l'étranger
Intérêts dans une usine de stockage et de réfrigération pour
prendre des légumes
et autres denrées périssables ainsi que du poisson. Un port
de pêche a
a été construit à Elmina près de Cape Coast, à une époque
prospère
Fort d'esclavage et de commerce portugais. Un port de pêche
bien plus grand
a été construit dans notre nouvelle ville côtière de
Tema. Nous espérons
que ces deux ports, dotés d'installations frigorifiques
adéquates,
fournira non seulement un approvisionnement adéquat en
aliments riches en protéines pour
notre peuple mais assez de poisson pour donner du travail à
une conserverie, le
production à partir de laquelle gonfleront nos exportations.
Dans le domaine industriel, notre objectif a été d'encourager
la

1 Gunner Myrdal: *théorie économique et régions sous-
développées* , Gerald
Duckworth & Co. Ltd, p. 66.

VERS L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

I 11

établissement d'usines où nous avons un avantage naturel
ressources et main-d'œuvre locales ou là où nous pouvons
produire

les produits nécessaires au développement ou à la con-
sommation. En 1961, plus de soixante nouvelles usines ont été
ouvertes.

Parmi eux se trouvait une distillerie, une usine d'huile de
coco, une brasserie, un
une usine de transformation du lait et une usine de montage
de camions et de vélos. Dans

En outre, des accords ont été signés pour la création d'un
grand,

raffinerie de pétrole moderne, une usine sidérurgique, un
moulin à farine et
usines de sucre, de textile et de ciment.

En foresterie, nous avons mis en place un programme de
conservation

et la lutte contre les maladies, qui permettront à la fois de
sauvegarder nos réserves forestières

et permettre une progression de la production de bois. Pour
le ghanéen

le bois est toujours très prisé sur les marchés d'outre-mer et
a une place élevée sur notre liste d'exportation. Production
dans notre bois local

et les usines de liège ont été agrandies, et une nette
amélioration

a eu lieu dans la production de notre extraction d'or,
diamants, manganèse et bauxite.

Notre premier plan de développement, lancé en 1951, a concentré sur les communications, les travaux publics, l'éducation et prestations de service. Il a préparé le terrain pour notre effort d'industrialisation.

Ce fut le discours clé de notre deuxième plan de développement qui prévoira la création de nombreuses usines, de divers taille, pour produire une gamme de centaines de produits différents.

Des dispositions financières sont prises pour garantir que des des installations seront mises à la disposition des investisseurs potentiels développement.

Projets d'immobilisations, tels que le programme de la Volta et Tema

port et son extension, offriront des opportunités pour notre les gens à développer des compétences à tous les niveaux. Un élément essentiel de notre

le développement industriel doit être la construction de notre réserve de

connaissances techniques et managériales. Nous encourageons

l'investissement étranger, mais de l'accepter dans le seul but de

élargir notre base industrielle sans renforcer la nôtre les compétences et les techniques nous laisseront comme économiquement appauvris

comme nous étions sous le colonialisme. À moins que nos propres ressortissants ne soient

ayant l'opportunité d'apprendre le métier sur place, côte à côte avec des `` experts '' étrangers, nous serons aussi ignorants que déjà.

Il y a un argument qui soutient que les jeunes nations

Épisode 126

112

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

sortant du colonialisme se livrent à des dépenses inutiles en dupliquant des industries et des entreprises qui ont déjà été perfectionné par les anciennes nations industrialisées du monde, dont les produits sont disponibles à un coût inférieur à celui pour lequel ils peuvent être fabriqué par nous. Il peut être vrai dans certains cas que notre les produits locaux coûtent plus cher, mais pas tous, et alors seulement dans la période initiale. Mais même si c'était substantiellement le en fait, ce n'est pas un argument que nous pouvons accepter. C'est précisément parce que nous étions, sous le colonialisme, fait le dépotoir des fabricants d'autres pays et des fournisseurs simplement matériaux primaires, que nous sommes restés en arrière; et si nous étions s'abstenir de construire, par exemple, une savonnerie simplement

car nous devons peut-être augmenter le prix du savon à la communauté, nous devrions rendre un mauvais service au pays.

Chaque fois que nous importons des marchandises que nous pourrions fabriquer si tout

les conditions étaient disponibles, nous poursuivons notre dépendance et retarder notre croissance industrielle. C'est juste ces

conditions que nous prévoyons de fournir, afin de rendre notre

indépendant de l'importation de marchandises et de denrées alimentaires

que nous pouvons produire nous-mêmes. Ce sont les conditions qui

aidera à développer notre corpus de connaissances, de techniques et

compétences, pour nous rendre plus confiants et autonomes, pour pousser

vers notre indépendance économique. Un autre non moins important

aspect est que l'échange ainsi économisé peut être utilisé pour financer

machines d'équipement pour nos propres industries, qui seules peuvent donner

valeur à notre industrialisation.

Sous administration coloniale, postale, télégraphique et ferroviaire

les communications, la radiodiffusion, comme l'électricité et l'eau

les services tels qu'ils existaient, étaient tous de propriété et administrés par l'État.

Depuis l'indépendance, nous avons ajouté une compagnie aérienne, une compagnie maritime, et une banque nationale. Nous avons rencontré une résistance active de intérêts particuliers dans nos efforts pour établir notre propre flotte.

Dans le cadre de la création de Ghana Airways, il a soutenu qu'il y avait suffisamment de compagnies aériennes internationales pour répondre à nos besoins, et que la formation d'un nouveau était un multiplication nécessaire, qui ne servirait qu'à satisfaire notre fierté nationale. Même si c'était vrai, ce qui n'est pas le cas, c'était un argument qui ne nous a pas plu. Naturellement, cela augmente notre

Épisode 127

VERS L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

confiance en soi pour observer notre propre peuple aider à contrôler le mécanismes complexes impliqués dans le fonctionnement de nos propres services aériens, et nous ressentons certainement une lueur de fierté dans voir notre drapeau voler dans des avions et des navires voyageant vers d'autres des pays. Mais encore une fois, il faut encourager tout type de projet

qui s'ajouteront à nos compétences techniques et à notre expérience nationale, et l'exploitation de nos propres compagnies aériennes et de nos services d'expédition constitue une précieuse contribution à cette fin.

Nous prévoyons actuellement de tracer des itinéraires qui relieront

les villes les plus importantes d'Afrique. L'un des facteurs rendant les contacts entre Africains difficiles est l'absence

de moyens de communication appropriés et abondants. À l'heure actuelle

temps, les communications de l'Afrique sont tournées vers l'extérieur et non vers l'intérieur.

Ils nous connectent plutôt avec des pays d'outre-mer qu'avec nos

voies. L'expédition n'est pas prévue pour faire le tour de la côte,

les routes de liaison sillonnant le continent sont inexistantes, et les itinéraires établis exploités par l'inter

les compagnies aériennes nationales devraient desservir les voyageurs en provenance d'Europe

plutôt que des Africains souhaitant partir d'une partie de ce continent

à un autre.

Les itinéraires des compagnies aériennes européennes le font fréquemment

nécessaire pour nous d'aller, par exemple, du Nord ou d'Est en Ouest

L'Afrique en passant par l'Europe. L'absurdité de ceci est trop évidente pour

besoin de stresser. Presque tous les pays d'Europe ont leur propre air ligne et les itinéraires sur le continent européen sont nombreux et bien servi, et personne ne trouve étrange que BEA, car exemple, duplique certains des services de Sabena. Par conséquent, la affirmation que nous, les jeunes nations des autres continents, devrions s'abstenir d'entrer dans ce domaine vital de la communication à nous de la vieille attitude impérialiste. L'Afrique est un continent que l'Europe, et il y a plus que suffisamment de raisons pour nous les nations africaines pour développer les communications entre nous comme moyen de nous rapprocher et de rendre notre rapports sexuels communs plus faciles et plus fructueux. Les difficultés pour démarrer notre ligne maritime Black Star ont été surmontés avec succès et nous l'élargissons maintenant avec un certain nombre de navires dont la quille a été posée en Allemagne, Angleterre, Hollande et autres pays. Une efficace et adéquat notre propre flotte de navires établira un instrument puissant pour

Épisode 128

ii4

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

briser l'emprise du monopole, y compris les intérêts étrangers expéditeurs, ont sur notre commerce. Les revenus qui vont à l'étranger chaque année, la simple expédition de notre cacao se heurte à plusieurs millions de livres sterling. Sans expédition de notre part, nous sommes placés à la miséricorde des compagnies maritimes étrangères, qui pourraient nous rançon, comme ils l'ont fait dans le passé, à tout moment qu'ils ont souhaité. Avec notre propre expédition, nous deviendrons indépendants de l'externe agences maritimes. Nous apporterons des revenus à nos propres coffres, et une fois de plus faire un bel ajout à nos compétences et à notre expérience. Dans le cadre de nos projets de communication, nous avons organisé une école de formation nautique et une école de pilotage qui sont conçu pour nous fournir suffisamment de personnel qualifié pour manoeuvrer et officier sur nos navires et avions. La formation est prévue pour se poursuivre par étapes de manière à permettre une production annuelle d'hommes pour absorption dans les services d'expédition et de vol. Toutes les industries de toute importance économique majeure nécessitent, en tant que

installation de base, une source d'énergie importante et fiable. En fait, le l'industrialisation de la Grande-Bretagne, de l'Amérique, du Canada, de la Russie et d'autres pays aussi, ont émergé à la suite de la découverte de nouvelles sources d'énergie. De nouvelles nations, comme la nôtre, qui sont déterminées à rattraper leur retard, doivent disposer d'un approvisionnement abondant en électricité s'ils veulent réaliser toute avancée industrielle à grande échelle. Ceci, en gros, était la justification du projet de la Volta.

Ce projet, et l'extension du port et du port de Tema, aura un effet massif sur notre économie nationale et agrandir son développement. Le projet de la Volta comprend le production d'énergie hydroélectrique par barrage du fleuve et appliquer le grand volume de puissance bon marché résultante pour convertir nos ressources de bauxite en aluminium et pour fournir électricité pour les autres industries du pays. La Volta est notre plus grande rivière, et nous avons assez de bauxite pour nourrir un aluminium fonderie d'une capacité de 200 000 tonnes. Tel que conçu à l'origine, le projet a appelé à élever le niveau de l'eau à travers le érection d'un seul barrage haut avec une centrale électrique ci-dessous pour

exploiter l'énergie libérée par la goutte et la convertir en électricité. Presque toute sa production devait être consacrée à la travail d'une fonderie pour le laminage de la bauxite en feuilles d'aluminium. Ceci et le coût estimé de 300 millions de livres sterling ont atténué la attractivité du projet.

Épisode 129

VERS L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Néanmoins, je l'ai confié à l'administration coloniale, qui ne pouvait voir aucune perspective de lever le capital. Il était évident que le projet devrait attendre l'indépendance et que je aurait à prendre sur moi la tâche de recruter des l'aide de l'étranger. Avec l'indépendance, nous serions dans un position de donner des garanties gouvernementales aux investisseurs extérieurs. Comme dès que nous sommes devenus libres, j'ai commencé à pousser le projet, mais rapidement se sont heurtés à un mur blanc - les principaux fabricants de aluminium. Ils ont été organisés en un consortium contrôlant la majeure partie de la production mondiale, et n'étaient pas intéressés par un nouveau concurrent, encore moins dans une nouvelle source d'aluminium bon marché. Ils manifesté un intérêt poli; on a même envoyé une mission d'étude pour faire une enquête sur place, puis a refusé le projet.

Au milieu de 1958, j'ai accepté une invitation officielle de Le président Eisenhower en visite aux États-Unis. Pendant la conférence

J'avais avec lui je lui ai parlé du plan de la Volta. Cela a conduit à un

rencontre avec des membres de la Henry J. Kaiser Company, l'un des

les grands producteurs indépendants d'aluminium. Ils ont promis de

envoyer une équipe d'experts pour réévaluer les aspects techniques du

schéma original. L'équipe a fait ses investigations et a été favorablement impressionné. Leur rapport de réévaluation a recommandé

la construction du barrage à un endroit différent de celui initialement proposé, et l'extension du dispositif par la mise à disposition de deux autres centrales hydroélectriques qui

approvisionner la partie la plus au nord du pays en eau et électricité.

Le projet original de la rivière Volta a été conçu pour canaliser le

la majeure partie de l'électricité produite par le barrage à un aluminium

fonderie, et une proportion relativement faible seulement aurait

mis à disposition pour la consommation intérieure. La réévaluation

rapport de gestion recommandait l'installation d'un réseau électrique couvrant la majeure partie du sud du Ghana, à partir de

le port et la ville industrielle de Tema, en passant par Accra, Takoradi, Tarkwa, Dunkwa, Kumasi, Koforidua et retour à le site du barrage d'Akosombo. Par l'ajout des deux plus petits stations à Bui et Kpong, aux points plus élevés de la Volta, le réseau national s'étendra sur le territoire de l'autre côté de la fleuve. Aux points sélectionnés sur la grille, il y aura des prises de quelle électricité sera distribuée pour les ménages et les industriels

Épisode 130

ii 6

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

utilisateurs sur une zone étendue. Le routage de la grille sera également fournir des prises pour alimenter la plupart des grandes mines. Si les lignes de transmission pourraient être installées économiquement, il y aurait être suffisamment d'électricité pour alimenter tout le pays, et même d'en avoir à vendre à nos voisins. Ce schéma a été accepté en principe par le gouvernement, non uniquement parce qu'il prévoyait une exploitation raisonnablement économique les premières années en vendant de l'électricité à une fonderie, mais parce qu'elle prévu pour la production d'une source importante et fiable de

l'énergie électrique, pendant de nombreuses années à venir, pour le développement du Ghana
ment. Le principal projet hydroélectrique d'Akosombo est en cours

financé par le Ghana, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Inter

Banque nationale, alors qu'un accord a été conclu avec la Union soviétique pour la conception et la construction du barrage hydroélectrique station à Bui.

L'un des résultats accessoires du projet sera la formation d'un lac intérieur, qui couvrira 3275 miles carrés et sera le plus grand lac artificiel du monde. Le lac produira, selon les estimations, jusqu'à 10000 tonnes de pêcher par an, dont une grande partie est facilement accessible dans les régions du Ghana trop éloignées de la mer pour que nos prises d'eau de mer soient facilement transportées

là. L'industrie de la pêche en lac pourrait bien devenir très important, et il est proposé de le développer dès que le lac aura

rempli, et les poissons ont eu le temps de se multiplier. Un autre avantage

l'âge est qu'environ six cents miles carrés de terre autour de la

les rives du nouveau lac seront inondées chaque saison à la crue,

et devrait convenir à la culture intensive de cultures telles comme du riz.

Une société privée a été créée par certains des

grands producteurs d'aluminium, pour implanter la fonderie dans un coût estimé à 100 millions de livres sterling. Cette société, connue sous le nom de Valeo (Volta Aluminium Company Limited), emploiera environ 1 500 personnes. Une fois la période de secours de l'entreprise pionnière terminée, elle paiera des impôts au gouvernement du Ghana, et paiera également la Volta River Authority près de 2 \ millions de livres par an pour l'électricité.

La construction du port et du port de Tema était une partie intégrante du plan de la Volta. Quelque deux mille des travailleurs ont été employés pour construire des milliers de logements, prévu avec des zones commerciales modernes dans chaque banlieue, un bon net

Épisode 131

VERS L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

117

travaux de voirie et de chantiers pour l'aluminium et sa filiale des usines. Ceux-ci serviront et seront desservis par la grande zone portuaire avec ses brise-lames principaux, sous le vent et sud. Les quais ont une disposition pour une extension, des hangars spacieux et des entrepôts, et liaisons ferroviaires vers chaque point de besoin. Le port a commencé à fonctionner en 1961, et déjà la ville compte près de 30 000 habitants. La population ultime

être environ 250 000. Un village de pêcheurs entier a été déplacé de
les bidonvilles condamnés dans lesquels il était abrité dans un
nouveau
offrant des équipements modernes.

Tema est la première ville planifiée du Ghana. Pour voir sa
construction, et
se souvenir de la paisible crique bordée de palmiers qu'elle
remplace, c'est

ressentez un sentiment de création et de
développement. Plus important, à voir
nos hommes au travail et de se souvenir de leur farniente
d'avant l'indépendance
sous les paumes, c'est rafraîchir notre foi en notre capacité à
construire
notre pays.

Le port, l'un des plus grands d'Afrique, a pris plus de sept ans
construire. Aux périodes de pointe de sa construction, plus de
3500 hommes y ont travaillé, certains d'entre eux dans les
collines à vingt miles

loin, où ils ont extrait plus de dix millions de tonnes de roche
pour le

brise-lames principaux. Le port est presque deux fois moins
grand que

celui de Takoradi, à 160 milles à l'ouest, et il renferme
environ

400 acres d'eau. Il a un port de pêche et finira par
ont cinq quais et quinze couchettes.

Environ deux semaines avant d'ouvrir le port de Tema, je
a officiellement lancé le programme de la rivière Volta en
appuyant sur un bouton

pour dynamiter une tranche de la colline d'Akosombo. Des centaines de
les gens dansaient, applaudissaient, chantaient et tiraient des armes en l'air alors que le
le chef local a versé la libation et a offert un mouton en sacrifice. Une
de mes plus grands rêves se réalisait. Dans quelques années, il y aura
être une puissance suffisante pour répondre aux besoins de notre croissance industrielle
longtemps à venir.

Épisode 132

CHAPITRE QUATORZE

CONSTRUIRE LE SOCIALISME AU GHANA

W poule j'assis en bas avec mes collègues du parti après l' indépendance

pour examiner nos priorités urgentes, nous avons établi une liste restreinte. Nous devons

abolir la pauvreté, l'ignorance, l'analphabétisme et améliorer notre santé

prestations de service. C'étaient des objectifs directs et simples pas exactement

soumis à la législation. Dans notre situation, ils étaient formidables

des objectifs à long terme impliquant l'élimination des maux sociaux qui

ont troublé le monde depuis le début de l'histoire et encore, à des degrés divers, affligent tous les pays du globe.

Délégations, officielles et semi-officielles, voyagent à l'étranger de temps en temps

à temps, en examinant ce que les autres pays ont à nous offrir dans le expérience et connaissances qui peuvent être appliquées à notre conditions. Je maintiens qu'il n'y a pas de modèle universel pour l'industrialisation qui peut servir de modèle absolu pour de nouvelles nations émergeant du colonialisme. En regardant autour de nous, nous ne trouvons pas exemples identiques. Les pays européens ont étendu leur l'industrialisation sur une période beaucoup plus longue et dans un époque économique, scientifique et sociale. Les États-Unis ont dégagé terre vierge et a utilisé le travail des esclaves pour amasser sa richesse primaire. Il a une portée géographique qui lui a donné des opportunités spéciales pour un expansion industrielle rapide et fabrication à grande échelle. Le Union soviétique, partant de pratiquement rien, couvrant une vaste masse terrestre avec des ressources multiples, balayé l'ancien bureaucratie, et a employé une dictature autoritaire pour atteindre son objectif. Souvent, les modèles les plus proches sont ces pays, comme le Japon, ou la Chine, ou l'Inde, qui ont fait ou font leur révolution contre des conditions plus proches de

le nôtre et dans un cycle temporel plus proche du nôtre. Inde et Chine

couvrent d'immenses étendues de terre et ont des populations excessives.

Le Japon, bien que beaucoup plus petit, a également créé une population qui

Épisode 133

lui donne l'une des densités les plus élevées au monde. Ceux-ci sont

facteurs qui influent directement sur la planification de développement et indépendance économique. Ils fournissent à la fois

causes et solutions dans l'élaboration des programmes, et le degré d'ajustement apporté aux problèmes qu'ils également augmenter dépendra de la trajectoire économique qui est prise.

Au Ghana, nous nous sommes engagés sur la voie socialiste du progrès.

Nous voulons voir le plein emploi, un bon logement et l'égalité

opportunité d'éducation et de promotion culturelle pour tous personnes jusqu'au plus haut niveau possible. Cela signifie que:

- les prix des marchandises ne doivent pas dépasser les salaires;
- la location de maisons doit être à la portée de tous les groupes;
- les services de protection sociale doivent être ouverts à tous;

- des équipements éducatifs et culturels doivent être disponibles pour tout le monde.

Cela signifie, en bref, que le revenu réel et le niveau de vie de tous les agriculteurs et les travailleurs doivent augmenter sensiblement.

J'ai déjà indiqué clairement que la règle coloniale empêchait que

accumulation de capital parmi nos citoyens qui aurait aidé à l'investissement privé de grande ampleur dans la construction. Il a donc été laissé au gouvernement, en tant que titulaire

des moyens, de jouer le rôle d'entrepreneur principal dans la pose de la

base du progrès économique et social national. Si nous remis à des intérêts privés les entreprises en exploitation capitalisées

des fonds nationaux et des efforts nationaux, comme certains de nos détracteurs

aimerait nous voir faire, nous devrions trahir la confiance du de grandes masses de notre peuple pour les intérêts avides d'un petit

coterie d'individus, probablement en alliance avec des capitalistes. La production pour le profit privé prive une grande partie

des personnes des biens et services produits. Si, par conséquent, nous

sont de remplir notre engagement envers le peuple et de réaliser le programme

exposé ci-dessus, le socialisme est notre seule alternative. Pour le socialisme assume la propriété publique des moyens de production, le la terre et ses ressources, et l'utilisation de ces moyens pour des besoins du peuple.

Le socialisme, avant tout, repose sur la capacité de satisfaire ces besoins. Il est donc évident que le Ghana en ce moment est

pas possédé des moyens socialistes. En effet, il nous reste encore à poser

les fondations réelles sur lesquelles elles peuvent être construites, les

CONSTRUIRE LE SOCIALISME AU GHANA

lig

Épisode 134

120

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

isation de notre agriculture et l'industrialisation de notre de campagne. Nous devons transférer aux mains du peuple le major

moyens de production et de distribution.

Notre rythme de développement sera régi par les surplus qui sera rendu disponible grâce à une productivité accrue, qui comprend, outre la plus grande production de main-d'œuvre et l'augmentation

les rendements agricoles, l'emploi plus efficace de l'investissement

et l'augmentation de la productivité qui en résulte. Gouvernement inter

dans tous les domaines affectant la croissance économique des pays les moins développés
pays est aujourd'hui un principe universellement accepté, et des intérêts,
nationaux ou étrangers, profitant des opportunités de rentabilité
gain, ne peut s'opposer à un certain contrôle du réinvestissement d'une partie
ce gain dans le développement national du pays dans lequel il est récolté. Aujourd'hui, même pas dans les pays avancés dédiés
à l'entreprise privée est le principe du *laissez-faire* autorisé jeu absolument gratuit. Les restrictions de toutes sortes interfèrent avec le
mouvement sans entrave des capitaux. Le gouvernement du Ghana,
tout en rendant l'investissement dans notre développement aussi attractif que
possible, ne peut pas, cependant, placer ce développement et notre
indépendance économique ultime menacée par la capitulation
leurs exigences préalables intrinsèques.
Ces exigences sont au cœur de notre planification, et dans le contexte de notre indépendance nationale et de notre progrès
et le plus grand objectif de l'unité panafricaine, ils doivent régir nos politiques.
La route de la reconstruction sur laquelle le Ghana s'est engagé est un

nouvelle route, dont certaines parties de la topographie ne sont que floues, d'autres parties encore inconnues. Un certain nombre d'essais et d'erreurs dans suivre la route est inévitable. Des erreurs que nous sommes tenus de commettre, et certains sans aucun doute nous avons déjà fait. Ils sont les nôtres et nous apprenons d'eux. C'est la valeur d'être libre et indépendant, d'acquérir notre expérience hors de la conséquence de nos propres décisions, des réalisations de nos propres efforts. Notre planification sera adaptée à notre politique d'augmentation la participation du gouvernement aux activités économiques du pays, et toutes les entreprises sont censées accepter cette politique et fonctionnent dans le cadre de nos lois nationales. Notre objectif est la construction d'une société dans laquelle les principes de justice sociale sera primordiale. Mais il existe de nombreuses voies vers le socialisme, et

Épisode 135

CONSTRUIRE LE SOCIALISME AU GHANA

121

les circonstances de notre retard actuel, nous devons employer

toutes les forces à notre disposition tandis que nous en faisons d'autres qui accélèrent nos progrès vers notre objectif.

L'économie du Ghana peut être divisée en cinq secteurs. Ceux-ci sont:

(i) Entreprises d'État; (2) entreprises appartenant à des sociétés privées étrangères
intérêts; (3) entreprises détenues conjointement par l'État et des étrangers

Intérêts Privés; (4) coopératives; et (5) Ghana à petite échelle entreprise privée. Le gouvernement a reconnu les activités de ces différents secteurs, et a décidé qu'en aucun cas

secteur de l'économie aura des droits d'exploitation exclusifs en ce qui concerne

de tout bien être conféré à une seule personne. Privé la petite entreprise personnelle, cependant, est réservée aux Ghanéens, afin d'encourager et d'utiliser l'initiative personnelle

et la compétence de notre propre peuple.

Naturellement, les opérations de ces différents secteurs doivent être

pris en compte dans nos calculs pour la planification de notre base

reconstruction économique. Nous devons créer au plus vite temps possible, sans improvisation hâtive qui finira par vaincre notre objectif, une économie diversifiée et multiforme capable de

fournir à une population croissante les produits de base qui allégera le fardeau désormais imposé au pays par la nécessité d'importer autant de ses besoins. Afin d'augmenter notre

ressources matérielles, nous devons, en priorité, mobiliser productivité agricole significative. Ceci est une condition préalable

pour notre croissance industrielle, car tous nos projets peuvent fonder sur un

campagne qui ne contribue pas à un quota croissant de production.

Il doit y avoir une transformation de nos fermes de subsistance en

les exploitations agricoles productrices de produits de base, afin qu'elles puissent fournir suffisamment

de la nourriture pour notre population en constante

augmentation, donner des matières premières à nourrir

les industries secondaires et les cultures commerciales pour aider à payer nos

importations. La priorité sera donnée aux investissements qui promouvoir rapidement la formation de capital; économisera les importations ou augmentera

exportations; et réduire les différences entre les différents régions du pays créées par le colonialisme.

Notre plan global tiendra compte de notre population et leurs besoins, compte tenu de l'augmentation annuelle,

ce qui est estimé à environ 3 pour cent. Ça comptera notre homme

pouvoir et notre réservoir actuel et potentiel de compétences, et

fixer des objectifs annuels de réalisation. Ces objectifs engloberont

1

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

non seulement la production et l'absorption du nombre prévu de travailleurs dans les différentes catégories et à différents niveaux, mais organiser la formation de travailleurs qualifiés, de cadres et cadres qualifiés et capables de voir que les projets prévus sont effectuée de manière efficace, économique et dans les délais. Dans la planification générale sont inclus notre éducation, programmes de protection sociale et de santé. Ils sont conçus en relation aux besoins de notre développement sain et de la amélioration de la vie des gens. Séparé de principes humanitaires sur lesquels le gouvernement est guidé, un une population éduquée et en bonne santé représente l'investissement humain dans notre développement, et tout ce qui peut être épargné par notre les excédents s'ajouteront aux allocations déjà prévues pour le but.

Notre planification s'étendra aux régions au-delà du centres principaux. À l'heure actuelle, il existe de grandes différences dans degré de développement économique et social entre les différents régions du pays, et notre densité de population est extrêmement

inégal. La planification régionale contribuera à réduire la différences en fournissant une répartition plus uniforme des activité entre les différentes régions, en utilisant le naturel potentialités de chaque région. Il visera également à contrôler et réduire les migrations inutiles, avec ses problèmes associés. Notre planification globale, en bref, sera conçue pour unifier et discipline de l'activité économique. Cela élargira l'esprit créatif de les personnes par les tâches de responsabilité qui leur seront confiées en gestion, supervision et invention. Le contrôle par le haut doit garantir que les cadres et les administrateurs n'interprètent pas mal la politique et les instructions et rompre le motif coordonné avec l'introduction des schémas improvisés. Au fur et à mesure que nous progressons, il se peut que certaines priorités peuvent devoir céder la place à d'autres qui peuvent se présentent comme plus urgentes par rapport aux besoins des formation de capital ou développement stratégique. Ainsi, pendant qu'il était là doit être le contrôle le plus strict pour se prémunir contre les s'étendant sur n'importe quel projet, il doit y avoir une certaine élasticité pour permettre des corrections ou des ajustements sans perturber le plan général et notre budgétisation.

Nos systèmes budgétaires et fiscaux actuels ont été repris

Épisode 137

CONSTRUIRE LE SOCIALISME AU GHANA

123

du régime colonial et appel à l'ajustement à la socialisation
objectif de notre planification. Ceux-ci sont en cours de
révision et
adapté à nos besoins de développement et à la croissance
prévue de
notre base agricole et industrielle diversifiée. Notre politique
fiscale
doit être encadrée de manière à libérer le maximum
d'initiative et
exploiter nos ressources financières nationales pour une
investissement efficace dans notre développement. Ce serait
simplement vaincre
notre objectif d'indépendance économique, par exemple,
encourager les investissements étrangers dans notre
développement et voir les
la fuite des capitaux du Ghana dépasse ou même se
rapproche du
la totalité de cet investissement.
Dans le cadre de la nouvelle politique, les excédents doivent
être évincés de la hausse
production pour financer le développement. À mesure que le
secteur public s'élargit,
le financement du développement proviendra de moins en
moins des impôts et taxes,
bien que l'entreprise privée, tant étrangère que nationale,
continuer à fournir son quota par ces voies. Notre réel

la richesse proviendra d'une productivité accrue. Cela ne signifie que chaque progrès de la productivité mènera à un immédiatisme l'élévation du niveau de vie. C'est particulièrement le cas dans les premiers stades de l'industrialisation, quand le besoin de labourer le capital de retour pour un développement ultérieur est d'une importance capitale importante. Cependant, les salaires doivent être fixés à un niveau qui fournir une alimentation appropriée et maintenir l'énergie de travail, tandis que le développement d'une productivité accrue est utilisée pour donner un équilibre efficace entre l'opportunité du développement du capital et des industries secondaires n'importe quand.

L'objectif socialiste implique le bien universel de la nation, et dans l'intérêt de cet objectif socialiste, il sera nécessaire pour nous tous de renoncer à un désir personnel immédiat pour un plus grand bénéfice un peu plus tard. Développement plus rapide des services sociaux dans l'intérêt de la communauté confèrent plus d'avantages à un plus grand nombre de personnes que l'augmentation des salaires de certains groupes de travailleurs. Mais à mesure que la productivité augmente sensiblement et que la base socialiste de l'économie s'étend en augmentant l'appropriation publique des

moyens de production, le gouvernement ne pourra pas seulement mobiliser un surplus plus important pour une utilisation dans l'intérêt du pays, mais sera en mesure de récompenser le travail pour ses plus grands efforts par une augmentation des salaires.

Épisode 138

124

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Si notre nouvelle politique économique et industrielle doit réussir, il doit être un changement de perspective chez certains de ceux qui responsable de la gestion de nos affaires. Ils doivent acquérir un socialiste perspective et une dynamique socialiste adaptée aux besoins nationaux et demandes. Les cadres de notre organisation publique et statutaire ations doivent adopter une nouvelle attitude vis-à-vis de leur travail, qu'elles doivent aux luttes du peuple et aux travaux de nos agriculteurs et travailleurs. Pas d'économie, encore moins une jeune comme la nôtre en difficulté trouver une base stable, peut se permettre de drainer ses ressources en sous écarter les entreprises improductives dont seuls les bien payés

profit des cadres. De plus, il ne peut pas se permettre de gaspiller des ressources dans les hommes et les matériaux, mais doit les utiliser à bon escient dans la poursuite de la objectif socialiste.

L'esprit de service à la nation doit imprégner notre société. Dans une émission diffusée à l'aube du 8 avril 1961, j'ai parlé de la dangers découlant de la tentative d'hommes publics ghanéens de com associez les affaires à la vie politique et a averti que ceux qui ne pouvait pas donner un service entièrement désintéressé devrait quitter la politique ou être jeté. La législation a depuis limité le nombre de propriété que nos hommes publics peuvent posséder. Notre besoin profond à l'heure actuelle est de tolérablement pro techniciens compétents, capables de doter, superviser et gérer nos développements agricoles et industriels. Nécessairement, il doit y avoir un noyau de diplômés plus avancés prendre la relève de l'enseignement dans ces domaines et nous fournir un corps de connaissances scientifiques qui peut soutenir l'invention et appliquer son apprentissage à notre développement étendu. Pour le moment, cependant, alors que nous avons besoin d'ingénieurs avancés, physiciens, scientifiques, biochimistes et autres, l'accent ne peut pas mentir dans cette direction.

Nous devons concevoir un système éducatif qui fournir dans les plus brefs délais un corps de personnel qualifié capable de répondre aux besoins du pays à tous les niveaux. L'Université de Le Ghana a été réformé de manière à ne pas mettre trop d'accent placé, comme sous l'administration coloniale, sur des et les matières académiques. Bien que nous reconnaissons que ce sont nécessaires et souhaitables, ils sont à ce stade de notre la vie plutôt dans la nature du luxe que nous ne pouvons pas nous permettre offrez-vous autant que nous le souhaitons.

Épisode 139

CONSTRUIRE LE SOCIALISME AU GHANA

! 25

En accord avec nos besoins, le gouvernement a mis en place des et l'enseignement primaire et moyen obligatoire, avec le vue sur l'alphabétisation totale du pays au moment où nous célébrons le dixième anniversaire de notre République. Nous avons, malheureusement, une pénurie d'enseignants. Pour faire face à cette pénurie, une formation d'urgence des centres ont été créés où les volontaires peuvent obtenir certificats appropriés; tandis que le problème de l'insuffisance l'adaptation est gérée par l'adoption d'un quart de travail

système dans de nombreuses écoles.

L'étude des sciences est devenue obligatoire pour toutes les écoles

des programmes et des écoles techniques primaires doivent être créés.

Ces écoles seront dirigées par des diplômés et fonctionneront aux côtés des écoles primaires générales. Ils donneront concourant

formation aux garçons et aux filles, de sorte qu'au moment où l'élève quitte

primaire, la formation technique acquise donnera suffisamment

maîtrise des travaux semi-qualifiés. Le savant brillant peut poursuivre sa formation technique parallèlement à ses études générales

à l'école secondaire pour le préparer à terminer un court cours dans l'un de nos instituts technologiques.

L'Université du Ghana à Legon et le Kwame Nkrumah Université de technologie de Kumasi et de nombreux autres collèges

et les instituts de diverses régions du pays offrent des éducation et recherche. L'Académie des sciences du Ghana porte

des recherches en sciences, histoire, langues, sociologie, médecine, et ainsi de suite. Le travail de ces institutions est planifié

et coordonné par le Conseil national de l'enseignement supérieur.

La réunion annuelle et le rapport de la Ghana Academy of Sciences sont des questions d'importance nationale, car elles enregistrent

progrès et esquisser des plans pour l'avenir. Nous attachons beaucoup l'importance et la fierté du titre d'Académicien⁵, qui doit être reconnu comme l'un des prix nationaux les plus élevés. Il y a de nombreux problèmes pour la solution desquels nous devons se tourner vers nos institutions scientifiques. Par exemple, avec plus et plus de cacao arrive sur le marché, la recherche sur le cacao L'Institut portera son attention sur la mise en place, sans aucune perte de time, un service pour traiter les dérivés du cacao et leurs usages. Nous avons aussi de nombreuses essences de bois qui ne sont pas utilisé. C'est un gaspillage complet et l'utilisation du bois L'unité de recherche est en train d'être transformée en institut, de manière adéquate

Épisode 140

126

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

personnel de manière à pouvoir faire face au problème et donner résultats. Nous sommes confrontés à la tâche de produire des cultures pour conversion en marchandises, et doit dépendre de notre instituts de recherche pour nous aider à résoudre les problèmes. Le demandes qui seront faites à nos institutions scientifiques au fur et à mesure que nous continuer deviendra plus varié et étendu, et nous aurons

pour les renforcer.

Un de nos problèmes à l'heure actuelle est celui du chômage ment, en particulier parmi les sortants scolaires dont

l'éducation a

pas allé très loin. Pour résoudre ce problème, nous avons formé un

Brigade des travailleurs, qui a absorbé environ 12000 jeunes hommes

et les femmes, qui sont formées à la discipline, à la responsabilité

et la citoyenneté. On leur donne les éléments de compétence qui

leur permettra de trouver un emploi dans l'agriculture et l'industrie

à mesure que notre développement prend de l'ampleur. Leur formation est moyenne

tout en étant complétée par une expérience précieuse dans le travail sur

projets communautaires et en agriculture coopérative. La Volta

Le projet River nécessitera 15000 travailleurs sur une période de cinq

ans et nos bourses d'emploi officielles placent

près de 2 000 travailleurs dans toutes sortes d'emplois chaque mois.

Avec les changements apportés par la nouvelle politique, il y a eu un réexamen du rôle de notre commerce syndicats. Les secteurs public et semi-public de l'économie ont

élargi, de sorte que le gouvernement est désormais le plus grand

employeur de main-d'œuvre dans le pays, alors que ses réglementations sont imposer une obligation croissante à l'entreprise privée non seulement respecter les droits du travail mais apporter sa contribution au investissement dans notre développement national. Les travailleurs sous soutiennent qu'ils travaillent pour un État dirigé par un gouvernement de leur choix, dont ils ont le programme ont aidé à formuler à travers l'appartenance à un parti, et qu'ils approuver et soutenir activement. D'où les aspirations du peuple et les objectifs économiques et sociaux du gouvernement sont synonyme.

Le rôle des syndicats est donc, dans nos circonstances, tout à fait différent de celui d'une société capitaliste où le la force motrice est l'accumulation du profit privé. Les buts de nos syndicats, s'identifiant à ceux du gouvernement, les marie à une participation active à la réalisation de la

Épisode 141

CONSTRUIRE LE SOCIALISME AU GHANA

127

programme gouvernemental. Au sein des États capitalistes, le commerce les syndicats jouent le rôle de chiens de garde du travail contre les em

ployers. Même ainsi, ils ne sont en aucun cas «gratuits». Leurs dirigeants sont rachetés par les douceurs du bureau et ont souvent leur secret arrangements avec les employeurs. Plus que cela, ils ont pour la plupart ont accepté l'idéologie de leur classe capitaliste et, à travers son exposition à travers leurs vastes forums et le chasse aux sorcières de ceux qui ne se conforment pas, ont ouvertement s'identifiaient à cette idéologie.

Dans de telles circonstances, on ne peut pas parler de liberté. Dans Ghana, les syndicats sont ouvertement associés à la Convention du Parti populaire comme l'une de ses ailes. Ils n'ont pas besoin de cachez cette association derrière des sophismes hypocrites. Ils sont dans fait, attirant les travailleurs dans la mise en œuvre de la gouvernance plans de travail en mettant en place des comités d'entreprise à l'intérieur de l'entrée du public d'exprimer efficacement leur conscience nationale.

Car ce n'est que par le consentement du peuple en action que notre objectif de reconstruction nationale peut être atteint. En coopération avec le Congrès des syndicats, nous élaborons un programme d'incitation à la productivité et à la prévention des déchets qui comprendra des promotions, des décorations, des bonus en espèces et

publicité pour les personnes qui ont accompli un travail exemplaire.

Par l'industrie et l'exemple du mouvement ouvrier du Ghana, nous espérons inspirer d'autres Africains qui luttent toujours contre le colonialisme. Notre

passé colonial cruel et les intrigues actuelles du néo colonialisme a anéanti la conviction que l'Afrique ne peut plus faire confiance à personne d'autre qu'à elle-même et à ses ressources.

L'impérialisme, ayant été forcé de franchir la porte par les Africains

nationalisme, tente de revenir par d'autres moyens détournés.

Les travailleurs africains, en tant que victimes les plus probables de ces infiltrations, doivent
soyez sur leurs gardes. Il y a un effort constant pour utiliser le
Le mouvement syndical africain en tant que protagoniste de
la guerre froide

conflit, et certains des dirigeants, à travers la flatterie et le acceptation d'une aide financière pour leurs syndicats, ont permis

être subornés. C'est une situation dangereuse car elle peut entraîner l'Afrique à participer activement à la politique de la guerre froide et

nous priver de notre arme de sauvegarde de non indépendant

alignement. Malheureusement, il y a aussi des dirigeants de la

Des États africains indépendants qui ne voient pas ce danger. Suite-

Épisode 142

128

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

fini, en raison de leurs alliances avec les puissances européennes, ils sont obligés parfois d'agir contre les intérêts de leurs travailleurs et

leurs syndicats à l'appui des intérêts étrangers dans leur des pays. Le mouvement syndical africain doit promouvoir l'indépendance et le bien-être du travailleur africain; ça ne peut pas

courir le risque de subordonner la sécurité de l'indépendance africaine

et les besoins du développement africain à d'autres, non-africains

influences.

Je vois dans la Fédération syndicale panafricaine, à cause de son orientation africaine indépendante, une dynamique et positive

instrument de rapprochement des peuples africains

des pays. Il peut agir comme un pivot de ralliement pour tout le commerce africain

les mouvements syndicaux sur le continent; ça peut devenir un immédiat

syndicat pratique, rassemblant les mouvements ouvriers existant dans les États africains indépendants et laissant place à

d'autres à adhérer à mesure qu'ils deviennent libres. En Afrique, nous devons apprendre à

unir leurs forces pour promouvoir les intérêts africains ou être victimes de

manœuvres impérialistes pour nous recoloniser.

Le développement d'un mouvement syndical africain uni donnera à nos classes ouvrières une nouvelle conscience africaine et la

droit de s'exprimer dans les conseils mondiaux du travail un entravé par une vue étrangère et non contraint par une force extérieure.

La Confédération internationale des syndicats libres et la World Federation of Trade Unions sont des organisations engagées

aux politiques idéologiques de l'Ouest et de l'Est. Le All-African

La fédération syndicale donnera au monde une nouvelle force dépendante des deux, et non seulement fidèle aux besoins de la

la nouvelle Afrique et la nouvelle africaine, mais aussi à l'international

la classe ouvrière.

La croissance de ce nouveau syndicalisme africain est liée avec l'avenir de l'Afrique. Une telle force dynamique, alliée à l'action politique, est le moyen le plus sûr de sortir de notre continent

les derniers vestiges du colonialisme et de l'exploitation, car il stimuler l'efficacité des mouvements nationalistes.

Tout comme l'indépendance politique n'aurait pas pu être atteinte

sans la direction d'un parti fort et discipliné, donc le Ghana l'indépendance économique et l'objectif du socialisme ne peuvent

sans direction décisive du parti. Je suis convaincu

que le Parti populaire de la Convention, fondé sur le soutien

Épisode 143

CONSTRUIRE LE SOCIALISME AU GHANA

129

de la majorité écrasante de la population, est le mieux à même de porter à travers nos plans économiques et construire un État socialiste. Le la structure du RPC a été élaborée à partir de notre propre expériences, conditions et environnement. C'est entièrement ghanéen dans le contenu et les perspectives africaines, bien qu'imprégnées de marxiste philosophie socialiste. À tous les stades, nous recherchons la coopération la plus complète de la population et leurs organisations, et de cette manière, et par le contrôle public des moyens de production, nous espérons faire évoluer le plus vrai type de démocratie au sens aristotélicien. Par mass consultation nous associerons le peuple à la gestion de la les affaires de la nation, qui doivent alors fonctionner dans l'intérêt de la gens. De plus, puisque le contrôle de l'État moderne est lié à la maîtrise des moyens de production et de distribution, on ne peut dire que la vraie démocratie existe quand celles-ci sont passées entre les mains du peuple. Car alors les gens exercent le contrôle de l'État par leur volonté exprimée dans la con

sultation entre le gouvernement et eux. Cela doit sûrement fournir l'opération la plus concrète et la plus claire de true la démocratie.

Pour atteindre ce contrôle démocratique et socialiste, nous avons

de temps en temps pour faire un examen de l'appareil administratif à

notre disposition, en nous rappelant qu'il a été légué à l'origine à

nous par un régime colonial engagé dans un but très différent.

Même si cet appareil a déjà été soumis à changement considérable, il porte encore des vestiges d'attitudes héritées

et des modes de pensée qui ont été transmis même à certains

de nos nouvelles institutions. Dans nos adaptations, parce que nous sommes

s'engageant sur un chemin inexploré, nous devons peut-être continuer

pragmatiquement. Les changements apportés aujourd'hui peuvent eux-mêmes

appelons à de nouveaux changements demain. Mais quand nous nous efforçons

établir un nouveau type de vie au sein d'un nouveau type de société, basé

sur des modes de production à jour, nous devons reconnaître la

fait que nous sommes dans une période de flux et ne pouvons pas nous permettre de nous cacher

lié dans nos décisions et nos attitudes. Nous devons accueillir
notre
les esprits et les attitudes face à la nécessité d'une adaptation
constante, jamais
perdre de vue le principe et notre objectif social exprimé.
Avec cette nouvelle approche de nos activités économiques
et industrielles
développement, chaque voie d'éducation et d'information
doit

Épisode 144

130

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

être utilisé pour éveiller et nourrir la conscience politique du
les gens et les sensibiliser et les tenir informés des objectifs
de bien-être
de la planification du gouvernement. Nous devons à tout
moment garantir leur
le soutien le plus complet, sans lequel nos plans pour leur
bien amélioré
l'être peut échouer. Ils doivent être rafraîchis par l' *élan* qui a
balayé
dans la bataille pour l'émancipation politique afin de porter
à travers la bataille plus exigeante pour la liberté économique
et
progrès social avancé.
Le socialisme a besoin des socialistes pour le construire. En
conséquence, nous sommes
prendre des mesures positives pour garantir que le parti et le
pays

produire les hommes et les femmes qui peuvent gérer notre socialiste programme.

Les membres qui doivent être à l'avant-garde de la campagne éducative suivre des cours de recyclage sur les partis politiques

enseignement. Les jeunes du pays sont organisés dans le Young

Mouvement des pionniers, qui est conçu pour leur donner une formation en citoyenneté au sein d'une société qui sera enracinée dans la coopération

et non une concurrence acquisitive. A cette fin, l'Afrique a besoin d'un nouveau

type de citoyen, un homme dévoué, modeste, honnête et informé.

Un homme qui se submerge au service de la nation et de l'humanité.

Un homme qui a horreur de l'avidité et déteste la vanité. Un nouveau type d'homme

dont l'humilité est sa force et dont l'intégrité est sa grandeur.

Les membres des Jeunes Pionniers participent à des activités éducatives et

activités culturelles. Ils apprennent l'histoire du Ghana et

Afrique, et sur la scène politique actuelle en Afrique. Ils

ont leurs groupes choraux et dramatiques, et assistent à des cours

de nombreux sujets pratiques. Par le travail manuel et l'auto-assistance

l'idée de service leur est inculquée. Physique

la formation joue également un rôle important dans le mouvement, pour enseigner les vertus du travail d'équipe et la nécessité de construire des corps sains et esprits. Les enseignants et les instructeurs sont recrutés directement écoles et écoles normales pour le travail à temps partiel; autres sont préparés au centre de formation du Parti, le Kwame Nkrumah Institut à Winneba, qui est responsable de la direction générale du Parti éducation politique. Tous, parmi les membres du Comité central, les ministres et des hauts fonctionnaires du parti au plus bas propagandiste sur le terrain, passez à travers un cours à l'Institut. Agriculteurs, ouvriers d'usine et

Épisode 145

CONSTRUIRE LE SOCIALISME AU GHANA

d'autres de tous horizons se rencontrent à Winneba, où ils ont l'opportunité d'élargir leurs connaissances politiques et compréhension idéologique. Ils renforcent leurs qualités de loyauté et discipline, augmentant ainsi la discipline totale de le parti et la loyauté de l'ensemble des membres. L'Institut ne s'occupe pas uniquement du Ghana. Ses portes sont ouvert à tous venus d'Afrique et du monde qui recherchent des connaissances adaptées

eux-mêmes pour la grande liberté lutte contre l'impérialisme,
vieux ou
Nouveau.

Des groupes d'étude du parti existent dans tout le pays, dans
des usines,
ateliers, ministères et bureaux gouvernementaux, en fait, en
tous les coins et recoins du Ghana, pour l'étude de la vie
africaine et
culture, idéologie du parti, décisions et programmes, et pour
expliquer les politiques et actions gouvernementales. Car
nous avons un
tâche énorme et herculéenne qui nous attend. Il appelle
toute notre attention,
tous nos cerveaux. Notre parti, à travers tous ses membres,
doit montrer
ses mérites dans notre plus grande mission à ce jour, la
construction d'un
Ghana socialiste, et la pose des fondations de la
l'unification politique et économique de l'Afrique.

Épisode 146

CHAPITRE QUINZE

VERS L'UNITÉ AFRICAINE

T ici

sommes

ceux qui soutiennent que l'Afrique ne peut pas s'unir
parce qu'il nous manque les trois ingrédients nécessaires à
l'unité, un
race, culture et langue communes. Il est vrai que nous avons
pour

les siècles ont été divisés. Les frontières territoriales qui nous divisent

ont été fixés il y a longtemps, souvent de manière assez arbitraire, par les

pouvoirs. Certains d'entre nous sont musulmans, certains chrétiens; beaucoup croient

dans les dieux traditionnels et tribaux. Certains d'entre nous parlent français, certains

Anglais, quelques portugais, sans parler des millions qui ne parle qu'une des centaines de langues africaines différentes.

Nous avons acquis des différences culturelles qui affectent nos perspectives

et conditionner notre développement politique.

Tout cela est inévitable, en raison de nos antécédents historiques. Pourtant dans

malgré cela, je suis convaincu que les forces qui font l'unité loin

l'emportent sur ceux qui nous divisent. En rencontrant d'autres Africains de

dans toutes les régions du continent, je suis constamment impressionné par

nous avons en commun. Ce n'est pas seulement notre passé colonial, ou le fait

que nous avons des buts en commun, c'est quelque chose qui va loin

Plus profond. Je peux mieux le décrire comme un sentiment d'unité en ce que nous sommes

Africains.

En termes pratiques, cette unité profondément enracinée s'est manifestée dans

le développement du panafricanisme et, plus récemment, projection de ce qu'on a appelé la personnalité africaine en affaires internationales.

L'expression Tan-Africanisme 'n'est entrée en vigueur que le début du XXe siècle lorsque Henry Sylvester-Williams de Trinidad et William Edward Burghardt DuBois des États-Unis d'Amérique, tous deux d'origine africaine, l'a utilisé lors de plusieurs congrès panafricains qui étaient principalement assisté par des universitaires d'origine africaine du Nouveau Monde.

Épisode 147

VERS L'UNITÉ AFRICAINE

133

Une contribution notable au nationalisme africain et à la Pan L'africanisme était le mouvement de `` retour à l'Afrique '' de Marcus

Garvey.

Le premier congrès panafricain s'est tenu à Paris en 1919 pendant que la conférence de paix était en session. Le Premier Français

Ministre, Clemenceau, lorsqu'on lui a demandé ce qu'il pensait de la

tenue d'un congrès panafricain, a déclaré: `` Ne faites pas de publicité

mais allez-y. Sa réaction était assez typique chez les Européens

à l'époque. L'idée même du panafricanisme était si étrange que

cela semblait irréel et pourtant en même temps peut-être potentiellement dangereux. Cinquante-sept représentants de divers pays africains colonies et des États-Unis d'Amérique et de l'Ouest Les Indes étaient présentes. Ils ont rédigé diverses propositions, mais rien beaucoup en est venu. Par exemple, ils ont proposé que les alliés et les pouvoirs associés devraient établir un code de droit protection nationale des indigènes d'Afrique ».

Le deuxième congrès panafricain s'est tenu à Londres en 1921. Le gouvernement britannique, sinon sympathique, était tolérant, et 113 délégués y ont participé. Ce congrès, bien que loin d'être étant vraiment représentatif de l'opinion africaine, un moyen de mettre le cas africain au monde. Dans un *Déclaration au monde* , rédigée à la séance de clôture, elle a été a déclaré que `` l'égalité absolue des races, physiques, politiques et social, est la pierre fondatrice du monde et de l'avancée humaine ment ». Ils étaient plus préoccupés à l'époque par le social que avec une amélioration politique, ne reconnaissant pas encore la préemption des seconds pour engager les premiers.

Deux ans plus tard, en 1923, un troisième congrès panafricain tenue à Londres. Parmi les résolutions adoptées, une

a demandé une voix pour les Africains dans leurs propres gouvernements; et un autre qui a demandé le droit d'accès à la terre et à ses Ressources. L'aspect politique de la justice sociale commençait à se faire comprendre. Mais malgré le travail de DuBois et d'autres, les progrès étaient lents. Le mouvement manquait de fonds et d'adhérents était limité. Les délégués étaient des idéalistes plutôt que des hommes de action. Cependant, une certaine publicité a été réalisée, et des Africains et des hommes d'origine africaine pour la première fois acquis une expérience précieuse en travaillant ensemble. Un quatrième congrès panafricain s'est tenu à New York en

Épisode 148

134

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

1927, auquel 208 délégués ont assisté, mais après cela, le déménagement ment sembla s'évanouir pendant un certain temps. Une organisation non partie, le Service africain international Bureau, a été créé en 1937, et ce fut le précurseur de la Fédération panafricaine, la section britannique de la Mouvement du Congrès. Son objectif était de `` promouvoir le bien-être et l'unité des peuples africains et des peuples d'ascendance africaine à travers dans le monde '', et aussi `` s'efforcer de coopérer entre les

peuples et autres qui partagent nos aspirations ».

Le panafricanisme et le nationalisme africain ont vraiment pris du concret expression lors de la réunion du Cinquième Congrès panafricain à Manchester en 1945. Pour la première fois la nécessité d'une organisation bien organisée, des mouvements solidement tricotés comme condition essentielle du succès de la lutte de libération nationale en Afrique a été soulignée. Le Congrès a été suivi par plus de deux cents délégués du monde entier. George Padmore et moi avons été co-secrétaires du comité d'organisation qui a prévu le Congrès et nous avons été ravis des résultats de nos travaux.

Parmi les déclarations adressées aux puissances impérialistes affirmant la détermination du peuple colonial à être libre était le suivant:

Le cinquième Congrès panafricain appelle les intellectuels et les pro

classes professionnelles des colonies pour s'éveiller à leurs responsabi

lités. La longue, longue nuit est finie. En luttant pour le syndicat

droits, le droit de former des coopératives, la liberté de la presse,

assemblage, manifestation et grève, liberté d'imprimer et de lire

la littérature nécessaire à l'éducation des masses,

vous utiliserez le seul moyen par lequel vos libertés seront

gagné et maintenu. Aujourd'hui, il n'y a qu'une seule voie vers l'efficacité
action - l'organisation des masses.
Un programme d'action précis a été
convenu. Fondamentalement,
le programme était centré sur la demande de
constitutionnalité
changement, prévoyant le suffrage universel. Les méthodes
pour être
employées étaient basées sur la technique gandhiste de la
non-violence
la non-coopération, c'est-à-dire la suspension du travail,
1 Déclaration aux peuples coloniaux du monde (par le présent
auteur),
approuvé et adopté par le Congrès panafricain tenu à
Manchester,
Angleterre, 15-21 octobre 1945.

Épisode 149

VERS L'UNITÉ AFRICAINE

* 35

désobéissance civile et boycott économique. Il devait y avoir
variations d'accentuation d'un territoire à l'autre selon les
circonstances différentes. Le but fondamental était identique:
l'indépendance nationale menant à l'unité africaine. Le limité
l'objectif a été combiné avec la perspective plus large.
Au lieu d'un mouvement assez nébuleux, vaguement
concerné
avec le nationalisme noir, le mouvement panafricain était
devenu

une expression du nationalisme africain. Contrairement aux quatre premiers

Congrès, qui avaient été soutenus principalement par la classe moyenne

intellectuels et réformistes bourgeois, le cinquième panafricain

Le Congrès a réuni des travailleurs, des syndicalistes, des agriculteurs et des

étudiants, dont la plupart venaient d'Afrique.

À la fin du Congrès, après avoir convenu du programme pour le nationalisme panafricain, un comité de travail a été mis en place

avec DuBois en tant que président et moi-même en tant que secrétaire général. Le

Le siège du Congrès a été déplacé à Londres, où sous peu par la suite, le Secrétariat national ouest-africain a également été

établi. Son but était de mettre en action, en Afrique de l'Ouest,

les politiques convenues à Manchester. On m'a offert, et accepté, le secrétariat.

Nous avons publié un journal mensuel intitulé *The New African* , et

a organisé deux conférences ouest-africaines à Londres. À ce moment

la conscience politique des étudiants africains était excité, et ils ne parlaient que de la libération coloniale mouvement. Les plus enthousiastes d'entre nous ont formé une sorte de

groupe intérieur que nous avons appelé *le cercle* . Seuls ceux qui travaillent

véritablement pour la liberté et l'unité de l'Afrique de l'Ouest ont été admis, et nous avons commencé à nous préparer activement à la révolution travailler dans n'importe quelle partie du continent africain. C'est à ce moment-là qu'on m'a demandé de revenir au Gold Coast deviendra secrétaire général de l'United Gold Coast Convention. J'ai accepté avec une certaine hésitation. Il y avait mon travailler pour que le Secrétariat national ouest-africain examine, et aussi les préparatifs qui étaient en cours pour l'appel d'une Conférence nationale ouest-africaine à Lagos en octobre 1948. J'ai appelé à Freetown et Monrovia sur le chemin du retour, et parlé avec des nationalistes africains là-bas, leur disant de la confier les plans et les exhortant à y assister. Les contacts politiques J'ai fait à la fois en Sierra Leone et au Libéria devaient prouver signifi-

Épisode 150

136

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

ficant plus tard, bien que la conférence de Lagos n'ait jamais lieu.

Quand je suis retourné en Afrique de l'Ouest en 1947, c'était avec le

intention d'utiliser la Gold Coast comme point de départ pour

Indépendance et unité africaines. Avec le mouvement de masse je
a pu construire dans le Parti populaire de la Convention, le
Gold
Coast a assuré sa liberté et est devenu l'État souverain de
Ghana en 1957. J'ai immédiatement indiqué qu'il n'y aurait
pas
signifiant l'indépendance nationale du Ghana à moins qu'il ne
soit
liée à la libération totale du continent africain. Tandis que
nos célébrations d'indépendance avaient effectivement lieu,
je
a appelé à une conférence de tous les États souverains
d'Afrique, pour
discuter des plans pour l'avenir de notre continent.
La première Conférence des États africains indépendants s'est
réunie en
Accra en avril 1958. Il n'y en avait alors que huit, à savoir
l'Égypte,
Ghana, Soudan, Libye, Tunisie, Libéria, Maroc et Éthiopie.
Notre objectif était d'échanger des points de vue sur des
questions d'intérêt commun
intérêt; pour explorer les voies et moyens de consolider et de
sécuriser
garder notre indépendance; pour renforcer l'économie et
les liens culturels entre nos pays; pour décider de réalisable
dispositions pour aider les compatriotes africains encore
soumis à la colonisation
régner; et d'examiner le problème mondial central de la
façon de garantir
paix.

Lorsque, le 15 avril 1958, j'ai souhaité la bienvenue aux représentants à la conférence, j'ai senti qu'enfin le panafricanisme s'était déplacé vers la Continent africain auquel il appartenait vraiment. C'était un historique occasion. Les Africains libres se réunissaient en fait, *en Afrique*, pour examiner et considérer les affaires africaines. Voici un signal départ de la coutume établie, un pot à l'arrogant hypothèse des nations non africaines que les affaires africaines étaient la seule préoccupation des États extérieurs à notre continent. L'Africain la personnalité se faisait connaître. Parce que bon nombre des discours prononcés lors de la conférence étaient de contenu similaire, il a été allégué dans certains milieux qu'il y avait été une collaboration antérieure. Je suis en mesure d'affirmer catégoriquement que nous tous qui avons pris la parole avaient préparé nos discours de manière indépendante. S'ils ont montré une identité de pensée et de croyance, c'est parce que notre les attitudes en Afrique assumaient une identité de vision et but.

Épisode 151

VERS L'UNITÉ AFRICAINE

137

La Conférence d'Accra a abouti, comme je l'espérais d'ailleurs, à un grand regain d'intérêt pour la cause de la liberté africaine et unité. Mais les choses ne sont pas restées là. Quelques semaines après la conférence a mis fin à certains de mes collègues et je me suis mis à visiter le pays qui ont participé à la conférence. Notre but était de transmettre aux chefs d'État et de gouvernement, dont beaucoup n'ont pas pu assister personnellement à la conférence, les bons vœux du gouvernement et du peuple du Ghana. Partout où nous sommes allés, nous avons été accueillis avec enthousiasme, et ont pu discuter des moyens de renforcer davantage le liens d'amitié entre nos pays respectifs. Plans pour améliorer les relations culturelles et économiques ont fait l'objet d'une série de communiqués. Notre arrière-plan commun et de base des intérêts communs nous ont rassemblés. L'année 1958 a été mémorable non seulement pour la première conférence des États africains indépendants, mais aussi pour l'ouverture de la Conférence populaire panafricaine à Accra en décembre 1958. Les délégués de 62 organisations nationalistes africaines étaient présents

la conférence.

La volonté d'unité exprimée par la conférence était au moins égale à la détermination de faire avancer le processus de dépendance dans toute l'Afrique. L'enthousiasme généré parmi les délégués retournant profondément dans leur propre pays

influencé les développements ultérieurs. Le Congo belge, Ouganda, Tanganyika, Nyasaland, Kenya, Rhodésie, Sud Afrique, tous ont été touchés par le rassemblement à Accra de

représentants des différents mouvements de liberté de la continent. La libération totale et l'unité du continent à que nous visions évoluaient et devenaient réalité dans le expérience de nos rassemblements internationaux.

En novembre 1959, des représentants de syndicats de partout

L'Afrique s'est réunie à Accra pour organiser un syndicat panafricain

Fédération. Le mouvement ouvrier africain a toujours été étroitement associé à la lutte pour la liberté politique, comme pour le développement économique et social.

Un nouveau pas en avant dans la direction de la coopération panafricaine

l'opération a eu lieu quelques mois plus tard lorsque la conférence de

discuter de l'action positive et de la sécurité en Afrique ouverte à Accra en

Avril 1960. Il a été appelé par le gouvernement du Ghana, en

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

consultation avec d'autres États africains indépendants, afin d'envisager

la situation en Algérie et en Afrique du Sud, et aussi pour discuter

et planifier des actions futures pour éviter que l'Afrique ne soit utilisée comme test

terrain pour les armes nucléaires. Des questions tout aussi importantes à être

considérés étaient la libération totale de l'Afrique, et la nécessité

pour se prémunir contre le néocolonialisme et la balkanisation, tous deux ce qui entraverait l'unité.

Au milieu des années 1960, une nouvelle conférence de l'Africain indépendant

États, au nombre de douze, a eu lieu à Addis-Abeba, et pourtant

une autre conférence panafricaine s'est réunie à Accra. Ce dernier, un con

férence des femmes africaines pour discuter des problèmes communs, ouvert

le 18 juillet. Les délégués ont parlé de liberté et d'unité, et de la

besoin urgent de progrès social et économique.

Pendant que leur conférence se déroulait, les événements de la nouvelle

le Congo indépendant provoquait une crise internationale après

un autre. La province du Katanga tentait de faire sécession de la République du Congo, et Patrice Lumumba, le

Le Premier ministre congolais avait demandé l'aide des Nations Unies.

Certains des dangers du néocolonialisme et de la balkanisation, que nous avions prévu, sont maintenant devenus des réalités. L'entreprise étrangère, ainsi que les politiques liées à la guerre froide, ont commencé à dominer la scène politique congolaise et empêcher une action rapide par les Nations Unies qui, s'il avait été utilisé pour effectuer le but pour lequel il avait été appelé, aurait bien pu être décisif dans le maintien de la souveraineté du gouvernement de Lumumba.

Si à cette époque, juillet 1960, les États indépendants d'Afrique avaient été unis, ou avaient au moins un haut commandement militaire conjoint et une politique étrangère commune, une solution africaine aurait pu être trouvée pour le Congo; et le Congo aurait pu élaborer son propre destin, sans être gêné par aucune ingérence.

En fait, la situation au Congo s'est régulièrement dégradée, et tous les troubles et les dangers de la désunion sont devenus pleinement évidents. Les néo-colonialistes étaient les seuls à marquer de la situation.

et leurs alliés en Afrique du Sud et dans les Rhodésies, qui ont utilisé la lutte au Congo comme argument pour démontrer l'incapacité des Africains à gérer leurs propres affaires. Dans une tentative de dernière minute pour sauver la situation et montrer

Épisode 153

VERS L'UNITÉ AFRICAINE

139

une sorte de solidarité africaine, une conférence de Les Etats africains se sont réunis à Léopoldville du 25 au 30 août, à la

invitation de Patrice Lumumba. Lors de la conférence, qui était à

Au niveau des ministres des Affaires étrangères, les délégués ont exprimé leur point de vue sur le Congo crise. Bien que la conférence n'ait pas atteint son objectif, elle était significative en ce qu'elle permettait aux délégués de voir à leur place

lui-même ce qui se passait réellement au Congo et de rendre compte

ceci personnellement à leurs gouvernements. Une précieuse leçon d'objets,

cependant, sur le besoin impératif d'unité pour la défense de la

l'indépendance de l'Afrique a été démontrée.

Dans un contexte de lutte continue au Congo, et des troubles en Afrique du Sud, en Algérie et dans d'autres parties du

continent, une conférence populaire panafricaine s'est réunie au Caire au début de 1961. Environ deux cents délégués y ont assisté. Le conférence a averti les États africains indépendants de se méfier du néo colonialisme, associé au Royaume-Uni, le États-Unis d'Amérique, France, Allemagne de l'Ouest, Israël, Belgique, Pays-Bas et Afrique du Sud. Il a également averti les États doivent se méfier des agents impérialistes sous le couvert de d'organisations religieuses ou philanthropiques. Résolutions incluses un appel au bloc `` anti-impérialiste " pour aider au développement Économies africaines en accordant des prêts à long terme à faible taux d'intérêt taux à payer en monnaies locales. Ils ont exigé l'ex l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Organisation des Nations Unies; le licenciement de M. Hammarskjold; la libération immédiate de Jomo Kenyatta; l'indépendance immédiate des Rhodésie et la dissolution de la Fédération centrafricaine. Le la conférence a également appelé à un boycott commercial des Rhodésies; critiqué les politiques en Angola, au Cameroun et au Congo, et affirmait que le régime de M. Gizenga à Stanleyville était le gouvernement congolais légitime.

Au fil des années, d'autres conférences populaires panafricaines aura lieu, et leurs résolutions et déclarations deviennent de plus en plus importants à mesure qu'ils gagnent en puissance. Autre les rassemblements panafricains continueront de faire leur impression, si elles sont tenues de discuter des questions politiques, sociales ou économiques problèmes. Il se passe à peine une semaine sans nouvelles d'un rassemblement ensemble d'Africains de différentes parties du continent. Comme le toute l'Afrique devient libre, ces rassemblements gagneront en

Épisode 154

140

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

adhésion, force et efficacité. Mais ce n'est que lorsqu'il est plein

l'unité politique a été réalisée que nous pourrons déclarer la fin triomphante de la lutte panafricaine et de la lutte africaine mouvements de libération.

Épisode 155

QUELQUES TENTATIVES D'UNIFICATION

CHAPITRE SEIZE

T il premier pas vers l' union politique africaine a été prise

23 novembre 1958, lorsque le Ghana et la République de Guinée unis pour former le noyau d'une Union des États africains. Nous mis en place un système d'échange de ministres résidents, qui étaient reconnus comme membres du gouvernement du Ghana et de la gouvernement de Guinée.

L'année suivante, en juillet 1959, les présidents du Libéria et La Guinée et moi nous sommes rencontrés à Sanniquellie pour discuter de toute la question d'émancipation et d'unité africaines. À la fin de nos entretiens, nous a publié une déclaration de principes, dans laquelle nous avons déclaré que le le nom de notre organisation serait la Communauté d'In États africains dépendants. Les membres de la Communauté maintenir leur propre identité nationale et constitutionnelle structure; et chaque membre de la Communauté accepterait de ne pas s'immiscer dans les affaires internes de tout autre membre. Le la politique générale de la Communauté consisterait à construire une Communauté africaine prospère au profit de ses peuples, et les peuples du monde. La politique serait fondée sur le le maintien des relations diplomatiques, économiques et culturelles, sur une base d'égalité et de réciprocité, avec tous les états du monde

qui a adopté des positions compatibles avec les intérêts africains. Une de ses principaux objectifs serait d'aider les territoires africains libres de gagner leur indépendance. L'adhésion à la Communauté a été déclarée ouverte à tous États et fédérations africaines indépendantes, et tout non pays indépendant d'Afrique a eu le droit de rejoindre le Communauté à l'accession à l'indépendance. La devise adoptée car la Communauté était **indépendance et unité** . Le 24 décembre 1960 a rencontré le Président Sekou Touré de Guinée et le président Modibo Keita du Mali à Conakry, avec le résultat

Épisode 156

142

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

qu'un comité spécial s'est réuni à Accra du 13 au 18 janvier 1960 pour formuler des propositions pour une Union Ghana-Guinée-Mali *

Nous avons eu tous les trois une nouvelle série de réunions à Accra à partir de

27 au 29 avril 1961, et a adopté une charte.

Notre Union a été nommée Union des États africains (UAS) et devait former le noyau des États-Unis d'Afrique. C'était déclarée ouverte à tout État ou fédération d'États africains qui

accepté ses buts et objectifs. Articles 3 et 4 de la Charte contenait les objectifs et les activités de l'Union, et je les cite

ci-dessous en entier:

Article 3. Les objectifs de l'Union des États africains (SAMU) sont

comme suit:

renforcer et développer les liens d'amitié et de coopération fraternelle

opération entre les États membres politiquement, diplomatiquement, économiquement et culturellement;

de mettre en commun leurs ressources afin de consolider leur indépendance

et sauvegarder leur intégrité territoriale; travailler ensemble pour

parvenir à la liquidation complète de l'impérialisme, du colonialisme

et le néo-colonialisme en Afrique et la construction de l'Afrique

Unité;

harmoniser la politique intérieure et extérieure de ses membres, afin

que leurs activités peuvent s'avérer plus efficaces et contribuer

plus digne de sauvegarder la paix du monde.

Article 4. Les activités de l'Union s'exercent principalement dans le

champs suivants:

a. *Politique intérieure.* L'élaboration d'une orientation commune de les États.

b. *Police étrangère.* Le strict respect d'une diplomatie concertée, calculées pour parvenir à une coopération plus étroite.

c. *La défense*. L'organisation d'un système de défense conjointe, qui permettra de mobiliser tous les moyens de défense à la disposition de l'État, au profit de tout État de l'Union qui peut devenir victime d'agression.

ré. *Économie*. Définir un ensemble commun de directives relatives à planification économique, visant la décolonisation complète des montages hérités du système colonial, et organisent le développement de la richesse de leurs pays dans le l'intérêt de leurs peuples.

e. *Culture*. La réhabilitation et le développement du cul africain des échanges culturels fréquents et diversifiés.

Épisode 157

QUELQUES TENTATIVES D'UNIFICATION

143

La Charte prévoit également des conférences régulières entre les

Chefs d'État de l'Union. En fait l'organe exécutif suprême de l'Union est la Conférence, qui se réunit une fois par trimestre

Accra, Bamako et Conakry, respectivement, et est présidée par le chef de l'État du pays hôte. Lors de ces conférences, nous

échanger des points de vue sur les problèmes africains et mondiaux, et voir comment nous peut renforcer et élargir au mieux notre Union.

Après la deuxième conférence au sommet de la SAMU tenue à Bamako

le 26 juin 1961, nous avons publié un communiqué conjoint dans lequel nous

a réaffirmé notre détermination à continuer à soutenir les peuples dans leur lutte pour la libération nationale, en particulier

Algérie, Congo et Angola. Sur le problème de l'euro marché commun européen, nous nous sommes mis d'accord sur une politique commune, et

a décidé de mener une action commune afin de mettre en place une

Marché commun.

Nos conférences ont été caractérisées par une identité de vue sur la plupart des problèmes examinés et une atmosphère de

compréhension parfaite. Ils ont été suivis de réunions de représentants officiels de nos différents pays pour examiner les voies et moyens de concrétiser efficacement nos décisions,

à partir desquelles des recommandations sont formulées et des actions

approuvées. Cela montre clairement la faisabilité de l'union entre

États africains. C'est mon grand espoir que l'UAS puisse prouver

être le projet pilote réussi qui mènera finalement à la pleine unité continentale.

L'objectif ultime des États-Unis d'Afrique doit être maintenu constamment en vue au milieu de toutes les perplexités, pressions et

cajoleries auxquelles nous nous trouverons confrontés, de sorte que nous ne nous permettons pas d'être distraits ou découragés par les difficultés et écueils qui nous attendent sans aucun doute. Au cours de 1961, de nettes différences sont apparues entre les soi-disant Groupes d'États de Casablanca et de Monrovia. Le Casablanca États, comprenant le Ghana, la Guinée, le Mali, la Libye, l'Égypte, le Maroc et le FLN algérien s'est réuni du 3 au 7 janvier 1961 au Capitale marocaine. Les délégations du Ghana, de la Guinée, du Mali et l'Égypte étaient dirigés par leurs chefs d'État, l'Algérien Gouvernement provisoire par Ferhat Abbas et Libye par elle Ministre des Affaires étrangères. Ceylan a envoyé son ambassadeur au Caire, M. AC Pereira, en tant qu'observateur. La conférence a été convoquée par

Épisode 158

144

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

feu le roi Mohammed V du Maroc, qui était président, et le prince héritier de l'époque dirigeait la délégation marocaine.

Le thème central de la conférence était la situation dans le Congo, et l'incapacité des Nations Unies à y faire face en appliquer efficacement ses propres résolutions. Il a été convenu que les États devraient retirer leurs troupes du Congo à moins que

Le commandement de l'ONU a agi immédiatement pour soutenir le gouvernement central
ment; L'armée de Mobutu doit être désarmée; tous les Belges et
d'autres qui ne sont pas sous le commandement de l'ONU devraient être expulsés; et le
Le Parlement du Congo s'est réuni de nouveau.
Parmi les autres décisions importantes prises, il y avait ces
con
cerné avec l'Algérie, les essais français de bombes atomiques dans le
Sahara, et toute la question de l' *apartheid* . En général, le
conférence a réaffirmé et s'est engagé à mettre en œuvre
décisions prises à Bandung, Accra, Monrovia et Addis
Conférences d'Abéba, lorsqu'il a été convenu d'imposer des
interdictions de transport
et boycotte l'Afrique du Sud.
Mais peut-être le résultat le plus ambitieux de la Casablanca
Conférence a été la publication de la `` Charte africaine de
Casablanca ». Cela a établi un Con Africain permanent
Assemblée sultative, et trois com fonctionnels permanents
comités: les premiers, politiques, comprenant des chefs
d'État; le
deuxièmement, économique, comprenant les ministres des
affaires économiques;
et le troisième, culturel, composé des ministres de
l'éducation. UNE
Haut Commandement conjoint africain, composé des chefs
d'état-major
les nations africaines indépendantes, a également été prévu
dans le

Charte. Ils devaient se réunir périodiquement `` en vue de s'assurer la défense commune de l'Afrique en cas d'agression contre tout partie du continent, et en vue de sauvegarder la dépendance des États africains ».

La Charte a pris fin:

Nous, chefs d'États africains, réunis à Casablanca du 3 janvier au 7 janvier 1961, réaffirmons notre foi en la Conférence des États africains indépendants, tenue en

Accra en 1958, et à Addis-Abeba en 1960, et appel à tous États africains indépendants à s'associer à notre action commune pour la consolidation de la liberté en Afrique et

construire son unité et sa sécurité. Nous réaffirmons solennellement notre

une adhésion inébranlable à la Charte des Nations Unies et à la

Épisode 159

QUELQUES TENTATIVES D'UNIFICATION

145

Déclaration de la Conférence afro-asiatique tenue à Bandung, dans le but de promouvoir la coopération entre tous les habitants de

le monde, et de consolider la paix internationale.

Dans mon discours à la séance de clôture de la conférence, j'ai averti

contre les dangers de retard dans la réalisation de l'unité:

Je ne vois aucune sécurité pour les États africains à moins que les dirigeants africains, comme nous, avons réalisé sans aucun doute que le salut pour L'Afrique est dans l'unité. . . car dans l'unité réside la force, et comme je la vois, Les États africains doivent s'unir ou se vendre à l'impérialisme et exploiters colonialistes pour un gâchis de lentilles, ou se désintégrer individuellement.

Certaines sections de la presse étrangère ont fait une grande publicité

Conférence de Casablanca. Certains y ont vu un pas en avant sur le chemin

à l'unité; d'autres semblaient se réjouir de souligner que seule une poignée d'États africains y ont participé, et il pourrait donc

ne pas être considérée comme véritablement représentative de l'opinion africaine.

Nigéria, Tunisie, Éthiopie, Libéria, Soudan, Togoland, La Somalie, l'Inde et l'Indonésie étaient toutes, en fait, invitées à la

conférence. États de la Communauté française, qui se sont réunis

les réunions d'Abidjan et de Brazzaville à la fin de 1960 ont été pas demandé. Il semble donc qu'il y ait une justification à la

estiment que trois «blocs» différents émergent en Afrique. Cette vue a reçu un soutien supplémentaire lorsque le Monrovia

Conférence a eu lieu en mai 1961. Les auteurs de la con

étaient le Cameroun, le Libéria, le Nigéria et le Togoland. En dehors des vingt-sept États africains indépendants, vingt ont envoyé délégations, et quinze d'entre elles étaient dirigées par les présidents et le Premier Ministres. Le président du Libéria a été élu président. Les sept absents étaient le Ghana, la Guinée, le Mali, le Maroc, Égypte, Soudan et Congo. Le Congo n'avait pas été invité, à cause du manque de gouvernement stable là-bas. Quatre sujets principaux ont été abordés, à savoir les moyens de parvenir à une meilleure compréhension et coopération et des moyens de promouvoir l'unité en Afrique; menaces à la paix et à la stabilité Afrique; la mise en place de mécanismes spéciaux auxquels les Africains les États peuvent se référer en cas de différends entre eux; et le contribution possible des États africains à la paix mondiale. C'était

Épisode 160

146

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

est convenu qu'une commission technique devrait se réunir à Dakar pour élaborer des plans de coopération en matière de recherche, de communication, etc; et les principes d'une association permanente étaient

convenu. Celles-ci incluaient le principe de non-ingérence dans le
les affaires intérieures des autres États indépendants; la
politique
l'égalité de tous les États africains indépendants; liberté
d'accepter ou
rejeter les syndicats politiques et respecter l'intégrité
territoriale des
tous les États.

Dans des résolutions plus détaillées, la conférence a
condamné

L'Afrique du Sud, a soutenu l'indépendance de l'Algérie, a
promis

loyauté envers les Nations Unies, a offert une assistance aux
Angolais

nationalistes et condamné tous les essais nucléaires.

Les conférences de Casablanca et de Monrovia ont abouti à
réunions d'experts pour examiner des plans détaillés de
coopération économique

fonctionnement entre les membres respectifs. Experts du
Les pays de Casablanca, réunis à Conakry, ont recommandé la
suppression des barrières douanières sur cinq ans à compter
du 1er janvier 1962,

et la fin des systèmes de quotas et du traitement préférentiel
la même date. Ils ont également proposé la création d'un ``
Conseil des

L'unité économique africaine (CUEA) et un développement
africain

banque de mentions; et a suggéré la formation conjointe de
l'air et de la navigation
lignes.

Les experts du groupe de Monrovia, réunis à Dakar, ont également dis
a critiqué la création d'une banque africaine de développement. Ils
a recommandé la promotion du commerce entre les pays africains
par les unions douanières régionales, et la mise en place progressive
tarifs extérieurs communs. Parmi les autres suggestions figuraient les
l'harmonisation des politiques de développement, y compris l'investissement
codes et conventions, un fonds d'investissement et de garantie, le
l'échange d'informations économiques et la coordination des programmes de recherche. Il a été convenu qu'un réseau de routes et
les chemins de fer devraient être construits pour relier les pays entre eux et
expédition et lignes aériennes formées. Ils ont également accepté de coopérer
dans les programmes éducatifs et d'adopter des normes communes.
La similitude fondamentale des objectifs entre ceux qui se sont rencontrés
Casablanca et Conakry et ceux qui se sont rencontrés à Monrovia et
Dakar ressortent d'une étude des résolutions adoptées et recommandations adoptées. Les deux visent en fin de compte à une sorte de

unité. Les puissances de Casablanca sont convaincues que l'unité politique

Épisode 161

devrait venir en premier, comme prélude nécessaire à la création de la
domaine élargi pour lequel des plans intégrés de développement dans le
les sphères économiques et sociales peuvent être élaborées. Leur croyance en
l'importance d'accorder la priorité aux objectifs politiques est renforcée par
expérience dans leur propre pays, où l'indépendance politique
devait être réalisé avant que la reconstruction économique ne puisse être
prise en main.

Le fait que Monrovia,
qui a donné son nom au groupe qui accorde la priorité à associations économiques, est la capitale du seul pays sur la
Continent africain qui n'a pas eu à se battre pour sa souveraineté politique. Néanmoins, le Libéria a dû durement
maintenir son intégrité nationale et sa viabilité face au territoire
et les empiétements économiques des puissances extérieures tout au long de son
histoire quelque peu mouvementée, et doit avoir souhaité plusieurs fois
pour l'aide que ses voisins colonisés n'ont pas pu alors donner.

Malgré la très réelle différence d'approche entre les

deux groupes à la question vitale de l'unité, on ne peut pas dire que là est une division rigide entre nous. Au contraire, chaque opportunité de l'unité et les moyens sont utilisés pour les relations sexuelles cordiales et utiles de la commotion cérébrale. Par exemple, le Premier ministre du Nigéria a bénéficié d'une visite très amicale en Guinée en décembre 1961. Aux environs de la même époque, nous avons accueilli au Ghana le Président de la Mauritanie, un pays que notre collègue de Casablanca, le Maroc, n'a pas pu reconnaître.

En décembre 1960, Sa Majesté Impériale Haile Selassie I, Empereur d'Éthiopie, a visité le Ghana. Dans le communiqué publié à l'issue de la visite, il a été déclaré que les chefs d'État du Ghana et l'Éthiopie ont convenu: `` Qu'une Union des États africains est une nécessité qui doit être poursuivie énergiquement dans le cadre des intérêts de la solidarité et de la sécurité africaines ».

Le Président Abdulla Osman de la Somalie a exprimé des vues similaires sur l'unité lors de sa visite officielle au Ghana en octobre 1961. Dans un communiqué conjoint nous avons réaffirmé notre foi et notre croyance en l'unité comme la garantie la plus fiable contre le néocolonialisme et

la balkanisation du continent africain.

Dans un monde divisé en camps hostiles et factions en guerre,

L'Afrique ne peut pas rester divisée sans aller au mur. Patrice

QUELQUES TENTATIVES D'UNIFICATION

147

Épisode 162

148

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Lumumba, qui avait vu et souffert des maux de la désunion au Congo, a tenu ce point de vue très fortement quand il est venu à

Accra en août 1960. On ne sait peut-être pas généralement qu'il

convenu alors de travailler en association la plus étroite possible avec d'autres

États africains indépendants pour la création d'une Union des États africains.

Il y a forcément des différences entre les indépendants États d'Afrique. Nous avons des problèmes de frontière et une foule d'autres

problèmes inter-territoriaux qui ne peuvent être résolus que dans

le contexte de l'unité africaine.

À la conférence des États indépendants de Lagos, tenue en janvier

1962, l'Afrique du Nord n'était pas du tout représentée. C'était parce que

le gouvernement provisoire algérien n'a pas été invité. La Casa

blanca et le Soudan ont également refusé de se rendre à Lagos pour cette raison. Néanmoins, avec le Congo et le Tanganyika à la place de la Tunisie et de la Libye, la fréquentation de Lagos a été aussi grande que celle de Monrovia, 20 des 28 États indépendants d'Afrique être représenté.

La conférence a convenu d'un tout nouveau mécanisme complexe pour la coopération interafricaine. Il comprenait un semi-permanent conseil des ministres, une assemblée représentative biennale et un secrétariat permanent des Etats africains et malgaches.

Parmi les résolutions adoptées figuraient celles appelant à un développement banque, un fonds de garantie des investissements privés, une organisation pour la santé, le travail et les affaires sociales, un domaine éducatif et culturel conseil, et certaines autres commissions pour traiter de divers questions pratiques.

Au début de l'indépendance, certains des nouveaux Africains les États sont jaloux de leur souveraineté et ont tendance à exagérer leur séparatisme dans une période historique qui exige de l'Afrique l'unité afin que leur indépendance puisse être sauvegardée. je

ne peut envisager une union africaine dans laquelle tous les membres, grands ou petits, fortement ou faiblement peuplés, ne bénéficient pas l'égalité sous une constitution à laquelle tous ont mis la main. Mais l'insistance à ne pas vouloir céder certaines fonctions à un autorité politique centrale unificatrice dans laquelle tous les membres aura une voix égale est irréaliste et sans fondement. Sur le d'autre part, une association de nature confédérée voire plus lâche, qui ne donne pas de pouvoirs effectifs à une autorité centrale et

Épisode 163

QUELQUES TENTATIVES D'UNIFICATION

149

déterminer ceux qui doivent être laissés aux États souverains, peut laisser le voie ouverte à la domination des membres les plus petits et les plus faibles par des plus grands et plus forts.

Le Ghana a déclaré sa position en des termes clairs. Nous avons

prévu dans notre constitution républicaine pour la remise de notre

souveraineté, en tout ou en partie, dans l'intérêt plus large de l'Afrique

unité. La Guinée a fait la même disposition. Ainsi que le Mali, Tunisie et République arabe unie. Chaque Africain doit

juger par lui-même quel point de vue est le plus progressiste et réaliste; qui est entièrement dédié aux besoins pratiques et les intérêts de l'Afrique, sans crainte des pressions extérieures; et qui reflète la vraie voix de l'Afrique.

Épisode 164

ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

INTÉGRATION: LE BESOIN DE L'AFRIQUE

L'Afrique, dit-on fréquemment, est pauvre. Pourtant, il est largement

a reconnu que son potentiel offre d'énormes possibilités bilités pour la croissance riche du continent, déjà connue pour contenir de vastes ressources minérales et énergétiques. Économique

la faiblesse des nouveaux États africains a été héritée de la origine coloniale, qui a subordonné leur développement à les besoins des puissances coloniales. Pour inverser la position et

faire entrer l'Afrique dans le royaume d'un modem hautement productif

nations, appelle à un gigantesque programme d'auto-assistance. Un tel pro

gramme ne peut être produit et mis en œuvre que par planification dans le cadre d'une politique globale décidée par un autorité.

La superstructure du particularisme colonial sur l'Afrique économies de subsistance, a abouti à une région très inégale

développement du continent. Dans l'ensemble, les zones côtières, les régions minières et les régions montagneuses où le sol et le climat sont bons, ont été exploités dans les limites de la colonisation les exigences en matière de matières premières. Les zones nécessitant plus de pré étude d'exploitation et investissement en capital comparativement plus élevé sont restés plus ou moins intacts. Par conséquent, il y a dans Afrique de vastes zones de terres pratiquement vierges qui, pour ces raisons et de considérations géographiques, il a jusqu'à maintenant été jugé inutile d'essayer de se développer. Dans les limites de ces limites, l'Afrique a cependant réussi à produire à partir de son agriculture les pourcentages suivants de approvisionnements mondiaux, selon les chiffres de 1954: 1 66% de cacao; 58% de sisal; 65% d'huile de palme; 26% d'arachides; 14% de café; 11% d'huile d'olive.

1 *Développement économique en Afrique 1954-5. Rapport de l'ONU et de la FAO.*

CHAPITRE DIX-SEPT

Épisode 165

Des quantités considérables d'orge, de laine, de coton, de maïs, de thé, le caoutchouc, le tabac, le blé, le pyrèthre, les clous de girofle et le riz sont également

produit.

En production minérale, notre continent a fourni, selon Conclusions de l'Organisation des Nations Unies pour 19561, les suivantes

proportions de la production mondiale:

96% des diamants gemmes (hors URSS); 69% de cobalt; 63% d'or; 48% d'antimoine; 37% de manganèse; 34% de chromite;

32% de phosphate naturel; 24% de cuivre; 19% d'amiante; 15% d'étain;

4% de minerai de fer; 4% de bauxite.

Le Nigéria produit 85% de l'approvisionnement mondial en colombite. Ghana

est le deuxième producteur de manganèse au monde.

En outre, l'Afrique possède certaines des plus grandes réserves connues de minerai d'uranium, ce qui peut rendre possible la

introduction relativement précoce des centrales nucléaires et électriques. Ainsi que

comme les gisements connus de Shinkolobwe au Congo, réserves de

des matières premières fissiles ont été trouvées au Ghana, au Nigéria,

Rhodésie, Nyasaland, Mozambique, Madagascar, diverses régions

des anciens territoires tropicaux français et en Éthiopie.

Les ressources énergétiques ne sont pas moins

impressionnantes. L'Afrique a le plus grand

potentiel hydroélectrique dans le monde. La majeure partie se trouve dans le

zone tropicale, le Congo représentant 21,6% du total mondial. Réel la capacité installée, cependant, ne représente qu'environ 1% du total mondial. Le Ghana a lancé le projet de la Volta. Il y a nouveaux projets sur le Konkoure en Guinée, sur le Kouilou en ancienne Afrique équatoriale française, et un barrage est envisagé au Inga tombe dans le bas Congo. Le développement hydroélectrique a eu lieu sur la Sanaga à Edea au Cameroun, à Boali près de Nabui, et sur le Djou £ près de Brazzaville. Au Congo, il y a des aménagements hydroélectriques sur la Lufira et Rivières Lualaba et sur l'Inkisi. Il faut également mentionner les projets sur les rivières Dande, Catumbela et Cunene en L'Angola; et sur la rivière Revue au Mozambique. Dans l'Est et Afrique centrale il y a le barrage d'Owen Falls et le Kariba endiguer.

Le charbon et le minerai de fer sont nécessaires à l'industrialisation. Afrique

1 *Étude économique de l'Afrique depuis 1950*. Publié en 1959.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

1 5 1

Épisode 166

152

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

possède des réserves de charbon estimées à 4 500 millions de tonnes. Charbon de cokéfaction

la qualité est extraite à Wankie en Rhodésie du Sud et à faible teneur

le charbon est extrait au Nigeria, au Congo et au Mozambique. Dans

De plus, le charbon est connu pour exister au Tanganyika, dans le nord

Rhodésie, Madagascar et Nyasaland. Le minerai de fer est extrait en

Rhodésie du Sud, Libéria, Guinée et Sierra Leone. Lorsque une étude géologique complète est effectuée, d'autres dépôts peuvent être

a trouvé. De nouveaux gisements de pétrole sont également suspectés. Pendant ce temps, le pétrole a ont été découverts au Sahara, au Nigeria, dans le bassin gabonais et

près de Luanda en Angola. Le gouvernement français certainement

semblait impressionné par les potentialités du Sahara, à en juger

de l'importance qui leur est attachée dans la négociation de la

accord de paix. La prospection pétrolière est en cours au Ghana,

Somalie, Éthiopie, Zanzibar, Tanganyika, Mozambique et Madagascar. Ces dernières années, un gisement de méthane avec une chaleur

un potentiel de production égal à 50 millions de tonnes de charbon a été

signalé sous le lac Kivu.

Toutes ces ressources sont connues, et elles ne sont en aucun cas en

considérable. Quelles possibilités économiques seront
ouvertes
tout notre continent est étudié et son exploitation
économique
abordé sur une base totale, il n'y a pas de révélation. De
notre expérience
au Ghana, où nous avons déjà découvert de nombreux
nouveaux re
sources, nous pouvons prévoir que les potentialités
économiques
L'Afrique doit être immense.
Sur le plan agricole aussi, on estime que l'Afrique a un
vaste potentiel inutilisé. Culture, élevage et lutte
antiparasitaire
des expériences sont en cours qui résulteront sans aucun
doute
en sortie plus élevée et plus variée. Dans l'industrie du bois,
des essais
sont en cours de réalisation, ce qui devrait conduire à une
grande expansion. Afrique
contient environ 27% de la superficie forestière mondiale
totale, et pas assez
on en a jusqu'à présent fait un usage rentable. Une trentaine
d'espèces de
les arbres sont désormais régulièrement acceptés sur les
marchés mondiaux et
des tests réussis ont été réalisés dans la mise en pâte de
mélanges
bois tropicaux. Une usine pilote de pâtes et papiers a été
établie
près d'Abidjan, et l'on s'attend à une utilisation accrue des

bois tropicaux pour contreplaqué et bois de presse. Tant de choses ont été négligées sous le colonialisme ont profité aux intérêts impérialistes, si leur préoccupation n'avait pas limité à développer les meilleures terres, les plus lucratives

Épisode 167

mines, les ports et les villes liés à leur engagements. Ils voulaient des retours rapides et faciles, et le feraient ne pas s'occuper de ce qui paraissait moins prometteur zones d'exploitation. Notre point de vue africain est différent. Il n'y a pas une seule partie du Continent africain qui n'est pas précieux pour nous et notre développement. Et avec les ressources technologiques disponibles aujourd'hui, ce qui aurait été autrefois considéré comme miraculeux peut maintenant être fait à l'aide d'aides scientifiques, à condition que les moyens soient là. De nos jours, même le climat n'est pas considéré comme impossible entrave au progrès économique, et certainement pas la sécheresse. Environ les deux cinquièmes de l'Afrique tropicale sont des steppes ou des déserts; au moins un tiers est un pays de savane avec des précipitations saisonnières. D'abord

vue, cela peut sembler peu prometteur, mais les problèmes présentés

peut être surmontée dans une certaine mesure par une irrigation à grande échelle et boisement approprié.

Le sol, bien entendu, pose des problèmes particuliers. Une grande partie du sol dans

les zones de forêt tropicale et de savane sont pauvres. Mais beaucoup peut être fait pour

l'améliorer. Engrais artificiels, compostage, élevage de litière, vert

fumier, peut être employé. La croissance de l'agriculture mixte a

été retenu par la mouche tsé-tsé. Le contrôle total des glossines ne peut

être atteint, comme celui du moustique anophole (porteur de paludisme), à l'échelle continentale, car les insectes ravageurs ne sont pas

respectueux des frontières territoriales. Avec l'élimination du les glossines, l'élevage mixte pourrait se poursuivre, et les animaux pourraient alors

fournir les engrais réparateurs à notre sol.

Il y a en effet un vaste horizon d'amélioration qui attend développement en Afrique. Le schéma du delta intérieur du fleuve Niger et

le projet Gezira au Soudan, par exemple, pourrait élargi. Des travaux d'irrigation pourraient être effectués le long du

Gambie, Sénégal, Rufiji, Tana et Zambesi, et dans le Bassin du lac Tchad. D'immenses progrès pourraient être réalisés sur la voie

de contrôler le débit des petits cours d'eau, le creusement de réservoirs de surface, et le regroupement de zones plates pour réduire la course et augmenter l'imprégnation pendant la saison des pluies. Zones marécageuses comme la région de Bahr el Ghazal dans le Haut Nil, le Bang-Maraïs de Weulu en Rhodésie du Nord et marais d'Okovanggo en Bechuanaland, pourrait être explorée à fond pour voir si, avec traitement approprié, ils ne peuvent pas être transformés en

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE
I53

Épisode 168

154

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

zones. Rien qu'en Rhodésie du Nord, les six plus grands marais au total 13 754 milles carrés, soit 6% de la superficie totale. Sous la pluie régions forestières, les creuseurs de tranchées mécaniques pourraient être utilisation de, pour améliorer le drainage. Les manguiers pourraient être coupés, et champsensemencés etensemencés de riz. Les efforts dans ce sens sont étant fabriqué en Sierra Leone. L'expérience acquise là-bas pourrait être mis à la disposition des autres pays africains avec profit problèmes similaires.

Une partie essentielle de ce que l'on appelle aujourd'hui l'infrastructure de le développement est la communication. Lord Lugard, un transporteur pionnier du `` fardeau de l'homme blanc '', a déclaré que `` le développement matériel de l'Afrique peut se résumer en un mot: les transports. c'est évidemment une simplification excessive, le développement de tran le sport sur une base continentale est vital pour les relations sexuelles africaines et l'avancement économique. Ce dont l'Afrique a vraiment besoin, c'est d'une système de transport intégré pour le continent, correctement planifié par une organisation centrale, qui examinera la relative potentiels et économie des systèmes routiers, ferroviaires, fluviaux, aériens et maritimes en corrélation avec un plan global de commerce interafricain et développement économique et social progressif. À l'heure actuelle temps, commerce et échange de marchandises entre africains pays est petit. Le colonialisme a interrompu l'échange qui existait avant son incursion et par la suite toutes les formes de com les communications - routes, voies ferrées, ports - ont été signalées vers l'extérieur, les bras auxiliaires nécessaires au transport des matières premières

de leurs sources africaines à leurs convertisseurs européens à l'étranger.

Ces communications s'avèrent désormais insuffisantes pour répondre

les demandes croissantes qui leur sont faites par l'expansion trafic que l'indépendance a engendré. Partout en Afrique, les ports,

les chemins de fer, les routes et les aéroports sont devenus très surchargés

au cours des dernières années.

Lorsque nous parlons de ces communications tournées vers l'extérieur,

on veut dire plus qu'ils pointent vers les côtes et plus

les mers. Les chemins de fer ont été délibérément construits pour prendre des marchandises

aux ports prévus et équipés pour le chargement à bord des navires plutôt

que pour le chargement et le déchargement. Ainsi, la plupart de nos

les chemins de fer se composent toujours d'itinéraires à voie unique avec quelques branches et

lignes de connexion. Ils ont été conçus par les puissances coloniales pour

1 Lord Lugard: *Le double mandat en Afrique tropicale*, Blackwood 1922, p. 5.

Épisode 169

relier les zones minières ou transporter des cultures commerciales et des matières premières

points de collecte vers les ports pour l'exportation. Les agriculteurs devaient trouver leur

ses propres moyens d'acheminer les récoltes vers les centres de collecte. Ghana et

Le Nigéria est mieux desservi par les chemins de fer que la plupart des régions d'Afrique, chacun ayant des lignes principales est et ouest qui sont liées ensemble. Les chemins de fer ghanéens manipulent quelque deux millions de tonnes un année, plus que les lignes combinées de l'ancien ouest français

Afrique, mais moins de 1 pour cent du tonnage transporté dans le

Royaume-Uni. Les routes, elles aussi, sont tout à fait insuffisantes pour répondre aux besoins croissants de l'Afrique émergente. Le coût de leur fabrication est

élevé, et la construction d'un système à l'échelle du continent devrait

être planifié et financé au niveau central.

Le climat et la géographie de l'Afrique présentent des problèmes particuliers

pour la construction et l'entretien des routes et des voies ferrées.

Mais ces difficultés pourraient être surmontées dans le cadre travail d'un plan pour le développement global de l'Afrique, qui définirait

de côté des réserves de fonds et de matériel à cet effet. Un si vaste

le programme prendrait naturellement du temps à se terminer et les priorités

serait certainement nécessaire pour garantir une exécution plus rapide à

des points de développement indispensables au progrès de l'entreprise continent. Mais avec la volonté d'attaquer et de vaincre les nombreux problèmes et leurs implications, la véritable `` ouverture '' de l'Afrique va commencer. Et cette fois, ce sera par les Africains pour la Africains.

Cette affirmation est étayée par l'exemple des États-Unis États. La véritable expansion de l'Amérique a commencé avec son union, qui aidé à la construction d'un vaste réseau de voies ferrées et de routes, de sorte que DW Brogan, une autorité reconnue sur les histoire politique, après avoir remarqué qu'en Amérique, `` les régions comme contrairement à la Norvège et l'Andalousie sont unies sous un même gouvernement ment, parler une langue commune, se considérer comme faisant partie de une nation », peut affirmer:« Cette unité est renforcée par la le système de transport le plus élaboré au monde, un système qui dont l'élaboration a été rendue possible par la politique l'unité. »¹

Les ports et les voies navigables ne sont pas moins importants que de bonnes routes et les chemins de fer. L'Afrique a le littoral le plus court par rapport à sa

¹ DW Brogan: *États - Unis: un aperçu du pays , de ses habitants et de ses institutions ,*

Presse d'université d'Oxford, p. 9.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

I55

Épisode 170

156

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

taille de n'importe quel continent mais il n'est pas si chanceux avec son naturel

les ports. Nous avons quelques excellents ports artificiels, et des installations existent pour plus. Les notables parmi eux sont ceux à

Monrovia et Tema. Les ports plus anciens comprennent Dakar, Freetown,

Lagos, Dar-es-Salaam, Mombasa, Beira, Matadi, Port Har cour, et Alexandrie, pour n'en citer que quelques-uns. Parmi les ports qui

ont été récemment grandement améliorées à Conakry en Guinée.

Il est nécessaire de construire de nouveaux ports et d'améliorer des anciens.

Dans le cas des voies navigables intérieures, le problème est également important

même si les voies navigables n'ont qu'une importance limitée dans la plupart des régions. Il y a des exceptions. En Afrique de l'Ouest, le fleuve

Le Niger joue un rôle important dans l'expédition en vrac d'huile de palme,

bois, arachides et produits pétroliers importés. Sur le

Fleuve Sénégal, de petits navires opèrent toute l'année sur le
177

miles de St Louis à Podor; et pour un temps limité à Kayes.

On estime qu'il y a environ 9000 miles de navigable
fleuves du Congo, et le système est considéré comme le plus
importante voie navigable de l'Afrique tropicale. Des fleuves
comme le

Zambesi, Rufiji et Tana, qui se jettent dans l'océan Indien,
sont navigables sur de courtes périodes. Utilisation
considérable, d'autre part

main, est faite du Nil moyen au Soudan. Puis il y a
les lacs d'Afrique de l'Est. Les expéditions sur le lac Victoria
ont totalisé quelques
215000 tonnes en 1956.

Les lagunes côtières et les ruisseaux de marée doivent
également être pris en compte

Compte. Un canal en Côte d'Ivoire permet le déplacement par
lagune

sur la moitié de la côte, et permet la collecte et la dispersion
des

marchandises à Abidjan à prix réduit. Porto Novo dans le
Dahomey est

reliées par des lagunes à Lagos. Lorsque le projet de la rivière
Volta est com

un transport fluvial à faible coût sera assuré à partir du
région du lac artificiel dans la région du Nord. Voies
navigables de tous

les types peuvent être améliorés ou étendus si nous mettons
nos ressources en commun.

Le transport aérien, tant pour les passagers que pour le fret, a
probablement

le plus grand avenir. De nombreuses grandes compagnies aériennes internationales opèrent services en Afrique, mais la plupart d'entre eux ont planifié leurs itinéraires pour répondre aux besoins des passagers voyageant à destination et en provenance des pays en dehors de l'Afrique. La plupart des meilleurs itinéraires vont du nord au sud. Liaisons aériennes entre, par exemple, les pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest sont généralement pauvres et rares. Jusqu'à présent, la demande

Épisode 171

pour les services aériens intérieurs a été limitée, mais c'est quelque chose qui évolue avec le besoin croissant d'intercontinental communication et commerce.

Le capital nécessaire à tous ces développements ne peut être accumulé par l'emploi de nos ressources sur un conti extension dentaire. Cela nécessite une organisation centrale pour formu

une politique économique globale pour l'Afrique qui embrasser la planification scientifique, méthodique et économique de

notre ascension de la pauvreté actuelle à la grandeur industrielle.

Les barrières douanières internes peuvent être éliminées; différences dans structures domestiques hébergées. Les difficultés de change doivent

disparaissent avant une monnaie commune. Aucun de nos problèmes n'est insurmontable à moins que nous ne soyons opposés à leur solution. En juillet 1961 les douanes, les barrières entre le Ghana et la Haute-Volta ont été supprimé. Un Institut africain de développement doit être créé à Dakar pour former des économistes, pour fournir des experts qui peuvent être envoyés sur demande aux États africains, pour mener des recherches et pour co ordonner les politiques. Cet institut, quand il fonctionne, va, il est espéré, aller dans un sens pour contrer le dupli excessif des travaux expérimentaux qui se poursuivent actuellement en Afrique parce que nous n'avons pas d'organisme central de planification économique pour diriger recherche et mise en commun des connaissances et des expériences.

Il y en a qui réfutent l'exigence de la l'unité comme condition préalable essentielle à une industrialisation complète. Autres font référence à des confédérations économiques comme le Zollverein des neuf L'Allemagne du dix-neuvième siècle en tant que modèles probables sur lesquels nous pourrions modéliser notre coopération africaine pour l'épanouissement industriel. Ce ignore le fait historique que le Zollverein s'est avéré inégal

la tâche de créer les formations de capital dont l'Allemagne avait besoin

faire avancer son industrialisme, qui ne fait que démarrer lorsque les États ont cédé leur souveraineté aux Allemands Empire. C'est l'unification de l'Allemagne qui a fourni le un stimulant à l'expansion du capitalisme et a donné une population appropriée

base de l'absorption des produits manufacturés, en particulier

la croissance démographique en Allemagne étant élevée et rapidement atteinte

quarante et un millions. A cette époque d'invention scientifique, c'était

un groupe de consommation suffisamment important pour permettre à l'Allemagne de

d'un pays principalement agricole en 1871 à l'industrie réalisations qui l'ont conduite dans la ruée vers les colonies avant

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

I57

Épisode 172

158

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

le milieu des années quatre-vingt. Dans la première décennie du XXe siècle,

Le capitalisme allemand a atteint le stade de la monopole financier dont les besoins expansionnistes l'ont poussée à

la guerre de 1914.

L'exemple allemand illustre les avantages d'unir

parties en un tout plus efficace. Ce développement allemand a eu lieu dans le cadre de l'exclusivisme national typique des neuf

dixième siècle, qui a atteint son apothéose sous le Wil doctrine sonienne de l'autodétermination après la fin du premier

Guerre mondiale, lorsque les pays de l'Autriche-Hongrie L'Empire a assumé la souveraineté derrière des frontières dont l'inter

necines possibilités ont ensuite été exploitées par le grand pouvoirs. Motivé par les ambitions des bourgeoisies montantes pour

le contrôle politique comme moyen de développement capitaliste, le

dirigeants des mouvements nationalistes européens, une fois qu'ils

assumé le pouvoir, découvert qu'ils étaient trop faibles pour rester

eux-mêmes. Mais au lieu de se fondre dans une fraternité plus large de

nations qui auraient renforcé leurs économies et fourni une défense contre les empiétements de grandes puissances, ils

étreint leur exclusivisme et conclu des pactes avec les plus forts

États, ce qui a finalement miné leur confiance en eux et leur n'a pas réussi à les sauver de l'expansion impérialiste.

Aujourd'hui, les grandes puissances européennes, confrontées à la

approfondissement de la compétitivité de la production acquisitive, intensification

par les nouvelles inventions scientifiques, le rétrécissement des empires et la

élargissement du conclave socialiste des nations, forment leur

associations de force, à la fois économique, politique et militaire.

Il semble donc curieusement paradoxal qu'en cette période où

l'exclusivisme national en Europe fait des concessions aux super

organisations nationales, de nombreux nouveaux États africains devraient

s'accrocher à leur nouvelle souveraineté comme quelque chose de plus précieux

que le bien-être total de l'Afrique et rechercher des alliances avec les

États qui se combinent pour balkaniser notre continent en néo

intérêts colonialistes.

Certains de ces États s'alignent sur la politique européenne les associations dans la croyance erronée qu'elles en profiteront suffisamment

pour faire prospérer leurs économies. Il est vrai que les membres d'outre-mer

du marché commun européen bénéficient actuellement temps certains avantages du Fonds européen de développement.

Épisode 173

Mais face aux énormes exigences de l'industrie

développement, ceux-ci sont de taille infinitésimale et limités en
personnage. Parmi les candidatures soumises, les projets à ce
jour
approuvé ignorer les demandes de création d'industries
et se concentrer sur les projets sociaux et la construction de
routes,
chemins de fer et ports. Celles-ci, il est vrai, sont nécessaires
pour
développement et l'augmentation du bien-être, et sont sans
aucun doute
les ajouts bienvenus à la base économique et sociale. Mais il
est
un vœu pieux de ne pas les reconnaître comme les pots-de-
vin qu'ils
sont, et de supposer que le Marché commun européen, qui
est conçu pour augmenter le bien-être du membre européen
pays, devraient promouvoir consciencieusement
l'industrialisation
les pays africains producteurs de matières premières. C'est
également
romantique de penser que le Fonds de développement
pourrait jamais être grand
assez pour fournir quelque chose comme le capital
d'investissement
Les États africains ont besoin d'un développement
substantiel. Comme c'est seulement pour
être attendu, l'accent est mis sur la modernisation et im
programmes de provement qui augmenteront la croissance
économique européenne
force, 1 et élargir encore plus l'écart de productivité entre

Europe et Afrique.

L'attrait des aides que le Marché commun européen exige un examen attentif et il est particulièrement curieux que M. Leopold Senghor, président de la République de

Le Sénégal, devrait se prêter à un appel subtil aux Anglais pays parlant pour entrer. Dans une interview jointe à un article dans *les Affaires internationales* d'avril 1962, Président Senghor

exprime son plaisir à ce sujet, surtout pour l'Afrique, parce que nous-mêmes, francophones État, sont associés au marché commun, et je pense que, si la Grande-Bretagne se joint, les pays anglophones d'Afrique souhaite le faire aussi. D'un point de vue purement égoïste qui pourrait

ne pas être entièrement à notre avantage, car le plus grand nombre de par

participants, plus la part individuelle dans le fonds européen est faible.

Mais je pense qu'il y a un aspect plus important: ce que nous perdons

le niveau d'aide matérielle, on gagne au niveau de la cohésion et

la coopération. Nous pourrions alors harmoniser nos techniques

1 Stuart de la Mahoti £ re: *The Common Market* , Hodder & Stoughton 1961,

30-48. Ce livre propose un aperçu complet du sujet à partir d'un

Supporteur européen.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Épisode 174**i6o****L'AFRIQUE DOIT S'UNIR**

et la coopération économique entre les Africains, tous deux français

parlant et anglophone.¹

Cet argument, malgré la magnanimité gratuite exprimée, est un plaidoyer spécial pour le colonialisme collectif d'un nouvel ordre.

Car si la coopération technique et économique entre Africains (qu'il prend soin de diviser linguistiquement) est une faisabilité, car

L'inférence du président Senghor le permet, alors où est la nécessité de

liez-le au Marché commun européen, qui est un organisation promue au service des intérêts européens? Le des membres associés d'outre-mer sont entrés en tant que fournisseurs de matières premières matériaux, pas comme des égaux traitant d'égaux. Quelles raisons ont

ils supposent que la cohésion et la coopération seront façonnées

par ceux qui contrôlent les instruments du Marché pour la bon développement commun de l'Afrique? Toutes les preuves, les deux

passé et présent, va certainement dans l'autre sens; que le le design est de maintenir la relation historique de l'Europe transformateur industriel et fournisseur africain de produits primaires.

Nonobstant les signes extérieurs de changement qui ont place à de nombreux points du continent, la nature de l'Afrique

l'économie est restée pratiquement inchangée depuis le premier

Les aventuriers européens sont venus sur ses côtes au XVe siècle.

C'est purement et simplement une économie

commerciale. Notre métier, cependant,

n'est pas entre nous. Il est tourné vers l'Europe et em

nous renforce en tant que fournisseurs de matières

premières à bas prix en ex

changement pour les produits finis plus chers que nous

importons. Sauf

où nous avons associé et formé une politique de vente

commune,

nous entrons dans une compétition qui agit pour faire baisser

les prix

nous recevons au profit des acheteurs étrangers. C'est à

cause de

les effets de cette relation coloniale sur la limitation de leurs économies,

que certains États africains ont rejoint le

Marché commun. Ils ont l'espoir que, par ce moyen, ils

insufflera une nouvelle vie à leurs économies. Mais c'est une

illusion,

car les avantages reçus au titre de l'aide ne contribueront en

rien à

changer la nature fondamentale de ces économies, et elles

ne peut donc jamais prospérer de la manière la plus avancée

les pays le font. Ils pourraient bien régresser, car, bien qu'inter-

1 Léopold Senghor: *Quelques réflexions sur l'Afrique dans les affaires internationales*, avril 1962.

Épisode 175

le commerce national entre les pays hautement industrialisés peut être

mutuellement bénéfique, `` un résultat tout à fait normal d'un commerce sans entrave

entre deux pays, dont l'un est industrialisé et le autre moins développé, est l'initiation d'un processus cumulatif

vers l'appauvrissement et la stagnation de ces derniers. »¹

Les arrangements tarifaires du marché commun européen doit approfondir les divisions entre les membres d'outre-mer et les

non-membres sur le continent africain en raison de la compétitivité accrue qui doit résulter entre eux. Quota les restrictions et la baisse des prix peuvent être le seul résultat. Dans son

`` guide complet " *du marché commun*, Stuart de la Mahotière prévoit l'extension des monopoles industriels à faire face à la vive concurrence qui se développera entre les Membres européens du marché, et déclare que `` la clé la note de succès sera sans aucun doute en premier lieu le capacité à maintenir les coûts bas et les prix compétitifs. »²

Brut

les matériaux et les coûts de main-d'œuvre sont les deux principaux éléments de la production

coût, il est donc tout à fait évident où la `` clé du succès " doit mener. L'aide au développement que l'Africain associé que les membres peuvent recevoir du Fonds européen seront sortis

contrebalancé par une baisse progressive des recettes nationales provenant produits primaires. Même des arrangements africains unis pour la maintien d'une politique de vente commune pour certaines matières premières

comme le cacao, ne peut être maintenu si une ou plusieurs des parties à

les arrangements adhèrent à l'organisation européenne. Le les prix qui seront fixés par les membres européens s'appliqueront

à tous les membres d'outre-mer qui approvisionnent le Marché commun, et

les États du Marché commun au sein de l'alliance africaine auront

se conformer aux prix fixes s'ils doivent bénéficier de l'aide pour

auquel ils l'ont rejoint. La loyauté africaine sera partagée entre les

L'attachement européen et l'association africaine, et le l'obligation envers les premiers annulera la fidélité à l'Africain intérêt.

C'est le néocolonialisme du Marché commun européen, qui fait peser sur les États africains sous-développés la menace de

tarifs discriminatoires pour ceux qui ne viennent pas, et

promesse d'aide pour ceux qui le font. C'est une tête que je gagne, une queue vous

1 Gunnar Myrdal: *théorie économique et régions sous-développées* , p. 99.

2 Stuart de la Mahotidre: *le marché commun* , p. non.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

161

Épisode 176

162

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

perdre * politique, qui vise à créer un schisme amer parmi les États africains indépendants ou bien pour les cajoler tous dans le

pli du marché européen, dans la même vieille relation impérialiste

navire du cavalier européen sur le cheval africain. L'un des états

qui entrent se priver de la possibilité d'un indépendant action. Ils auront perdu leur liberté de commercer où que ce soit

le plus avantageux ou pour sécuriser le capital du plus commode

sources. Ils auront, en outre, renoncé à leur politique de non-alignement en s'attachant à l'éco européen

organisation nomique liée à l'Atlantique Nord

Organisation du traité (OTAN). Pire encore, ils seront com poussé à trahir la cause de la liberté africaine, par le soutien ils seront obligés de donner à la suppression impérialiste de la lutte d'émancipation en Afrique. Bref, ils auront vendu

leur droit d'aînesse africain pour un gâchis de lentilles néo-colonialistes.

Il ne pouvait pas non plus y avoir d'idée d'une solide avancée industrialisée

ment pour ces États africains dans l'intérêt de leur peuple.

Car, étant retournés dans le giron impérialiste, cette fois de leur propre `` libre arbitre5 '' et non par conquête territoriale, le même

forces qui les ont gardés derrière les pays industrialisés les efforts de l'Occident continueront d'opérer. Les pays africains

sera une fois de plus largement ouverte à l'exploitation impérialiste. Politique

l'indépendance sera une imposture et n'aura rien gagné sauf l'agrandissement de certains groupes opportunistes au sein des sociétés nationales et l'enrichissement du néo intérêt colonialiste. L'indépendance économique sera plus éloignée

que jamais et les conflits au sein de ces sociétés africaines seront

plus sévère, car les divisions de classe se cristalliseront brusquement

sous les demandes les plus impitoyables du monopole néocolonialiste

pour nourrir ses plus gourmands et plus gourmands économiques et militaires

Machines.

Un marché commun africain, dédié uniquement à l'Afrique intérêts, favoriserait plus efficacement le vrai besoin des États africains. Un tel marché africain présuppose

une politique commune pour le commerce extérieur et interafricain
commerce et doit préserver notre droit de commercer librement n'importe où. Si c'est une bonne chose pour les acheteurs européens de régler leurs affaires avec leurs fournisseurs étrangers par combinaison, alors il doit être tout aussi bon pour les Africains de faire de même en offrant leurs marchandises.

Épisode 177

En outre, un marché commun africain qui ne concorde pas la politique à l'égard de ses exportations réduit considérablement son efficacité, car la réciprocité des intérêts pourrait bien être violée par actions individuelles concernant la vente de récoltes communes à plusieurs des membres. L'un des principaux objectifs de notre Le marché commun doit être d'éliminer la concurrence qui existe actuellement entre nous, et doit continuer à le faire pendant que l'un de nous s'abrite par erreur sous l'égide de la Marché commun européen. Les cultures commerciales que nous produisons doit être mis en commun, de sorte que nos totaux combinés nous donneront un com position de mandant et, grâce à une politique de vente unifiée, permettre nous pour extraire de meilleurs prix. Par exemple, le Ghana et le Nigéria

entre eux produisent environ 50 pour cent du cacao mondial. Jusqu'à présent, nous nous sommes vendus les uns contre les autres, mais en unissant nos politiques, nous pouvons battre les tactiques de sous-cotation des acheteurs qui nous mettent les uns contre les autres. Les surplus provenant ainsi de l'augmentation des revenus résultant d'une politique de vente commune pourrait être placé dans le développement (rejeté par le Fonds européen de développement), et donner un élan à l'industrialisme fondamental. Le commerce maintenant commencer à se développer entre nous serait stimulé, tandis qu'une monnaie commune éliminerait les difficultés de l'échange ainsi que les transactions illégitimes qui à l'heure actuelle nous priver d'une partie de notre richesse. Une monnaie commune, sans liens avec des zones monétaires extérieures, nous permettrait de réserver le produit des devises provenant de notre commerce d'exportation pour des importations. De la même manière, la somme mise en commun de notre produit individuel actuel investissements dans nos projets nationaux similaires, s'ils sont utilisés dans un plan intégré, donnerait un plus grand avantage dans le développement mutuel

ment. En effet, l'intégration totale de l'économie africaine sur un

l'échelle continentale est le seul moyen par lequel les États africains peuvent atteindre quelque chose comme les niveaux des pays industrialisés.

L'idée de l'union africaine n'est pas seulement une idée sentimentale, émanant à partir d'une expérience commune du colonialisme et d'un désir de

des états jeunes et inexpérimentés à se rassembler dans l'effervescence de leur nouvelle liberté, bien que le sentiment ait sans aucun doute sa part.

L'unité des pays d'Afrique est une condition indispensable pour le développement le plus rapide et le plus complet, non seulement de

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

163

Épisode 178

164

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

la totalité du continent mais des pays individuels liés ensemble dans le syndicat.

Faire progresser la science, les nouvelles technologies, la constante im

provements dans les modes de production et les techniques de gestion

ment, les réalités économiques de cette seconde moitié du XXe

siècle exigent de grandes étendues de terres, avec leur panaché ressources naturelles, et des populations massives, pour obtenir le plus grand en profite et ainsi pérenniser leur rentabilité. À jour, ces pouvoirs englobant de grands agrégats de population et la surface de la terre sont plus aptes à une industrialisation complète.

Malheureusement, dans le conflit actuel d'idéologie politique, ce sont les pouvoirs qui revendiquent la «grandeur». Le

d'autres sont des satellites virtuels oscillant entre leurs orbites. Le

l'impact actuel de la guerre froide sur les affaires mondiales régit la

politique externe, et influence à bien des égards la politique interne

politiques de la plupart des autres pays du monde. Seule la Chine, avec son énorme

la population et l'étendue massive des terres, combinées à sa non

système de production et de dis

tribution, a un taux de productivité qui en fait un potentiel challenger des deux seules puissances dont le poids compte dans notre

monde actuel. C'est la raison principale pour laquelle les États-Unis

refuse d'admettre la Chine aux Nations Unies et pourquoi le

L'Union soviétique est respectueuse de ses attitudes. Le taux de pro de la Chine

la ductivité la place devant les puissances impériales en déclin dont l'extension industrielle, limitée par le rétrécissement de leurs empires, a conduit dans le marché commun européen, dans l'espoir que le productivité accrue et marché élargi offert par 170 millions de personnes constitueront un défi plus efficace pour La maîtrise industrielle - et donc politique - de l'Amérique monde capitaliste. La production industrielle en Chine a augmenté de 276 par cent dans les années entre 1950 et 1957, et on estime que si les taux relatifs de développement persistent, elle devancera le Japon et la Grande-Bretagne dans un avenir pas trop lointain. Seules l'Union soviétique, la Chine et peut-être l'Indonésie parmi les pays sous-développés possèdent le matériel et la population base suffisante pour des économies (socialistes) prospères. Le territoires individuels d'Afrique et d'Amérique du Sud, pour dire rien des frontières territoriales de pays comme le Sud

Épisode 179

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

165

Corée, Formose, Pakistan, Vietnam du Sud, Laos, Cambodge, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie, Grèce, Turquie et Les Antilles sont trop limitées. . . . En conséquence, il y a un mouvement implicite dans le monde d'aujourd'hui vers le régionalisme - non

le régionalisme des différents pactes inspirés par le capitaliste monde, bien que certains d'entre eux puissent involontairement encourager le mouvement. Mais un régionalisme basé sur l'économie et la culture identification et coopération.¹

La plus grande leçon que l'on puisse tirer de l'histoire du développement industriel dans le monde aujourd'hui est le nombre incalculable

avantages que la planification a en premier lieu sur le *laissez faire* comme vous s'il vous plaît les politiques des premiers pionniers de l'industrie

trialisme; et deuxièmement, à quel point une planification extrêmement supérieure sur un

l'échelle continentale, alliée à un objectif socialisé, a prouvé les géants retardataires dans le royaume de l'État moderne sur le

tentatives discordantes fragmentées d'entités désunies, comme sur le

Continent sud-américain. Les taux de croissance du Soviet L'Union et la Chine sont bien plus élevées même que celles de l'autre

géant continental, les États-Unis d'Amérique, dont l'économie l'évolution s'est étalée sur une période de temps plus longue et dont

accumulations de capital, à la suite d'une ferme de plantation à grande échelle

par le travail des esclaves, et la conversion de ses produits en les produits manufacturés, étaient déjà considérables avant son grand

l'industrialisation à grande échelle a commencé pour de bon, après la guerre pour

maintenir le syndicat. L'Amérique est le plus ardent défenseur de la gratuité entreprise, libre de toute planification centrale. Sa société montre les inégalités sociales les plus criantes, du métayer nègre vivant près ou en dessous du seuil de subsistance et des magnats de la finance amassant des fortunes astronomiques, avec toutes les gradations possibles de richesse et pauvreté entre les deux. Seize millions de personnes encore rester non intégré au corps politique. L'embarquement soviétique sur l'industrialisation planifiée s'est produit à la lisière des années trente, après une très critique une approche a été faite aux problèmes complexes liés à faire le `` décollage5 '' avec une pénurie de réserves et de ressources plutôt plus grand que le nôtre à l'heure actuelle. Il y avait le 1 Prof. Oliver C. Cox de l'Université de Lincoln, États-Unis, dans un article intitulé *Factors in Development of Under-Developed Countries* , présenté à Accra, juin 1959 -

Épisode 180

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

les conditions créées par les conséquences de la révolution et de la guerre civile, y compris la destruction des installations industrielles qui existaient

sous l'empire tsariste ou son aliénation aux États qui avaient fait sécession. Il y avait une population dispersée inégalement sur un sixième de la surface de la terre, à différents stades de développement, à partir de tribus nomades dans les steppes et les friches à une intelligentsia à Leningrad et Moscou et un relativement petit prolétariat travaillant dans les principales villes et villages. L'inter les querelles et les haines nécessaires parmi ces gens étaient proverbiales, et la multiplicité des langues et des religions pas beaucoup moins qu'en l'Afrique actuelle. Au-delà de tout cela, l'Union soviétique a dû se frayer un chemin dans un état d'isolement imposé par elle exclusion du comité mondial des nations en raison de la idéologie sociale qu'elle avait adoptée comme guide. De plus, elle était entouré d'un *cordon sanitaire* d'États satellites, qui étaient utilisé comme les avant-postes menaçants des grandes puissances. Contre tous les inconvénients, l'inimitié ouverte et la contrivance visait son succès, et l'effroyable dévastation et les pertes matérielles et humaines résultant du Second Monde La guerre, l'Union soviétique, en un peu plus de trente ans, s'est accumulée une machine industrielle si puissante et avancée qu'elle est capable de

lancez le Spoutnik et suivez-le en étant le premier à envoyer un
l'homme dans l'espace. Il doit y avoir quelque chose à dire
pour un système
de l'organisation continentale alliée à une socialisation
clairement définie
objectifs qui ont fait cette réalisation remarquable, et je pose
comme exemple de ce qu'un programme économique intégré
pourrait faire pour l'Afrique. Je suis conscient des troubles
sociaux profonds
qui ont été créés et la dureté de la machinerie répressive
utilisé contre les critiques, les dissidents et d'autres dans le
cadre de l'atteinte
ment. En reconnaissant la réalisation, je ne peux que
regretter le
excès, bien que je puisse, de notre propre expérience,
comprendre
certaines des causes qui les ont produits.
Je ne suggérerais pas non plus que nous, en Afrique, devrions
modéliser servilement
notre cours sur le modèle soviétique. Je ne le présente qu'à
titre d'exemple
de ce qui peut être fait grâce à la planification d'une
cours sur un plan continental uni. J'ai souvent dit que
il n'y a pas de modèle de développement universel applicable
à
Conditions africaines, environnement et cir économique
particulier
circonstances. Les théories économiques qui ont émané de

L'Europe a été érigée à partir de l'expérience là-bas. Ils n'ont pas évolué en tant que guides avant le développement économique, mais étaient le résultat de l'analyse de ce développement après la un événement. Même la théorie de l'impérialisme de Lénine issue de son étude de la croissance du capitalisme et de son expansion monopolistique, Et quand il est venu pour diriger l'État soviétique émergent vers la réhabilitation sur des fondations socialistes, il n'avait pas de plan qu'il pouvait utiliser comme guide.

Nous avons plus de chance et nous ne sommes pas isolés. On peut avoir ennemis, mais nous avons aussi des amis. Nous avons les exemples de États-Unis, de l'Union soviétique, de la Chine, de l'Inde. Elles sont tous opérant leurs économies à l'échelle continentale et nous offrent un choix de moyens et de méthodes que l'on peut adapter aux scène. Mais une chose est sûre, à moins que nous ne prévoyions de soulever l'Afrique hors de sa pauvreté, elle restera pauvre. Car il y a un vicieux cercle qui maintient les pauvres dans leur ornière d'appauvrissement, à moins qu'un effort énergique ne soit fait pour interrompre la circulaire

causes de la pauvreté. Une fois que cela a été fait, et l'essentiel machine industrielle a été mise en mouvement, il y a une ``neige effet balling⁵ qui augmente la dynamique du changement. Mais le machine industrielle indispensable, qui seule peut briser le vicieux cercle de la pauvreté en Afrique, ne peut être construit que sur une base pour rendre le décollage réaliste s'il est prévu sur un continent escalader.

En ce moment, nous convoquons nos conférences et réunions, qui, bien que manifestement utile, doit rester inefficace à moins soutenu par une action commune. L'économie africaine a montré peu amélioration depuis la création de la Commission pour l'Afrique (CEA) en 1958. Au printemps 1962 session de la Commission, il a été souligné que la population de l'Afrique a probablement augmenté d'environ 8% depuis 1958, avec pour résultat qu'il y avait près de 20 millions de personnes supplémentaires à alimentation. Pourtant, les progrès de l'agriculture et de l'industrie n'avaient pas suivi le rythme avec la population croissante. En fait, les chiffres montrent que le La balance commerciale africaine s'était en fait détériorée.

Il est clair que des changements radicaux dans la planification économique en Afrique sont nécessaires de toute urgence, et cela ne peut être réalisé que rapidement et efficacement si nous sommes unis politiquement. Lors de la réunion de 1962 du CEA à laquelle il vient d'être fait référence, les orateurs l'ont trouvée

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

1 67

Épisode 182

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

difficile de séparer les questions économiques et politiques. Ceci est dû au fait ils sont, pour nous, inséparables à ce moment de notre histoire. Pour le des changements radicaux nécessaires de toute urgence dans la planification économique ne peut être réalisé rapidement et efficacement que si nous sommes unis politiquement. Inversement, notre indépendance nationale peut seulement si un vaste bassin d'économie et d'indus des ressources d'essai peuvent être créées pour fournir les différents États dotés d'une base suffisamment solide pour soutenir le bien-être de leurs peuples. Dans l'isolement d'une planification purement nationale, notre taux de pro

gress ne peut qu'être stoppé, nos développements individuels condamnés à la lenteur, peu importe l'intensité de nos efforts ou la prudence nos projets. Expansion des industries extractives, extension et diversification de l'agriculture, mise en place du secondaire en industries, certaines infrastructures, la construction de quelques industries clés - c'est ce à quoi nous pouvons nous attendre dans les limites de notre planification, et même cela n'est pas assuré. Certainement pas sans la coupe et l'austérité les plus soignées, et une lutte inégale à tous les temps contre les pressions coercitives, tant externes que nationales. Chacun de nous ne peut à lui seul espérer obtenir les avantages les plus élevés de la technologie moderne, qui nécessite un investissement en capital considérable et ne peut justifier son économie en desservant une vaste population. Une fusion continentale de nos territoires, de nos populations et nos ressources, à elles seules, donneront toute leur substance à nos aspirations pour passer de notre état préindustriel à ce stade de développement qui peut fournir à tous les gens le haut niveau de équipements de vie et de bien-être de l'industrie la plus avancée

États.

On peut, bien entendu, affirmer que toute intégration économique au cette fois, ce serait comme une mise en commun de la pauvreté. Mais cela ignore le noyau essentiel de l'intégration: qu'il coordonne tous les ressources, économiques, agricoles, minérales, financières et les employer méthodiquement pour améliorer le surplus global, pour aider à un développement plus large du capital. En outre, un étude des ressources continentales, réelles et potentielles, humaines et le matériel, permettra de planifier pour éliminer le présent im équilibre dans des formes identiques d'économies commerciales primaires et prévoir l'érection d'un modèle complémentaire de développer ment qui donnera la plus grande opportunité pour le progrès progressif

Épisode 183

formations de capital. Nous aurions encore besoin d'échanger des primaires des biens d'équipement, et j'ai expliqué comment un Africain Le marché commun et la monnaie commune faciliteraient la accumulation de réserves de notre production mutualisée et politique de vente commune. De plus, dans l'unité de l'intégration

planification économique, nous devrions être mieux placés pour extraire les accords d'aide les plus avantageux sans clauses qui mettent en péril notre indépendance d'action. Les plus grands potentiels de une plus grande superficie et un plus grand nombre de terres offriraient une plus grande attraction les capitaux d'investissement extérieurs en raison de leur Ratio de rentabilité. Un autre avantage pour l'investissement extérieur le capital serait la solidité des garanties qui unifieraient le développement continental pourrait offrir. Aucun individu ne pourrait entreprendre un tel investissement, de sorte qu'il devrait être fait par investissement des entreprises ou public. En fait, la tendance actuelle est vers l'investissement public, car les garanties publiques sont demanda. Les pays étrangers ne prêtent pas à un particulier dans un autre pays mais ne prêtera qu'à une institution privée ou une institution publique avec une garantie du gouvernement. Comme une règle, elle ne viendra pas sans cette garantie, et assez souvent l'investissement ne pourra pas venir à l'emprunt pays sans l'approbation du gouvernement du prêteur. Ce type d'investissement est le type d'investissement le plus solide dont l'Afrique a besoin de l'étranger, et à la fois international et public

le capital trouverait beaucoup moins complexe à gérer et à sécuriser
garanties d'une administration panafricaine que de la plusieurs gouvernements avec lesquels ils doivent désormais traiter. Cela ferait
pour une coopération plus facile à tous les niveaux. Le séparatisme, en effet, nous coupe une multitude d'avantages
dont nous profiterions de l'union. Bien que le Ghana porte le coût de la construction du barrage de la Volta, nous serions plus que
disposé à partager ses avantages avec nos voisins immédiats dans un cadre économique commun. Le barrage d'Inga, un bleu
imprimer rêve pour le Congo, ne peut pas dépasser ce stade avec
la coopération d'autres États africains, pour aucun État pourrait se permettre de le construire. Pourtant, s'il était construit, le barrage
fournir 25 millions de kilowatts d'électricité, ce qui est estimé à
soit quatre fois et demie la production attendue du plus grand
centrale hydroélectrique en Union soviétique: le barrage de Bratsk.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

169

Épisode 184

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Le projet Inga pourrait contribuer grandement à électrifier le

tout le continent africain.

Si les États indépendants avaient une économie unie et intégrée

politique, la construction du barrage d'Inga pourrait être soigneusement planifiée

pour accompagner une croissance industrielle prolongée, au service d'une

population plus large. Son coût serait donc économiquement se propager. Ce n'est qu'une seule illustration de ce que l'Afrique inte

une planification économique râpée pourrait faire

l'affaire. Étendez-le à tous les secteurs de

nos économies, et ses possibilités sont infinies.

J'ai souvent été accusé de poursuivre `` une politique de l'impossible'. Mais je ne peux pas croire à l'impossibilité de réaliser

Union africaine, pas plus que je n'aurais jamais pu penser l'impossibilité d'atteindre la liberté africaine. Quand je suis revenu

au Ghana en 1947 pour jouer un rôle de premier plan dans la lutte anticoloniale

lutte, j'ai été surnommé un «agitateur irresponsable». Indépendance

à ce moment-là, on avait l'air très loin. Aucun de nous n'a vraiment imaginé

qu'en 1962, la plupart des pays africains auraient jeté hors de la domination politique et se sont lancés dans leur propre

l'existence en tant qu'États souverains. Mais cela ne nous a pas empêché de partir

avancer avec nos efforts, portés par la certitude de l'ultime

la victoire. Et il est venu, comme je l'ai dit, beaucoup plus tôt que prévu.

C'est ce que je ressens à propos de l'union africaine. Tout comme j'étais convaincu que la liberté politique était le précurseur essentiel de notre

la croissance économique et qu'elle doit venir, donc je suis également convaincu que l'union africaine viendra et fournira cette

union,

base intégrée sur laquelle notre développement le plus complet peut être

sécurisé. Il ne fait aucun doute que la tâche qui nous attend est un défi

une. Pas de route facile vers la réalisation de l'industrialisation moderne

a été découverte jusqu'à présent. Le mieux que nous puissions espérer est d'apprendre

des erreurs les plus flagrantes de ceux qui nous ont précédés sur la route ce que nous devons évidemment éviter, et ce qui sera le plus

nous aider à avancer vers l'objectif le plus rapidement possible

sans subir trop de chocs amers au corps politique.

Mais il ne fait aucun doute que la clé d'une

l'industrialisation de ce continent qui est le nôtre réside dans une union des

États, en planifiant son développement de manière centralisée et scientifique

à travers un modèle d'intégration économique. Un tel plan central

ning peut créer des unités d'industrialisme liées à l'unité re sources, corrélant la production d'aliments et de matières premières avec les

Épisode 185

la création de produits secondaires et la construction de ces industries de base vitales qui soutiendront le capital à grande échelle développement. Les composantes nationales exécuteront chacune leur rôle essentiel dans la mise en œuvre pratique du plan global et se sentir en sécurité dans la tâche coopérative d'éliminer l'éco inégalité nomique qui existe actuellement entre les différentes régions. Le caractère individuel des groupes de population pourrait s'exprimer dans des formes particulières de développement au sein de l'universel planifier, en particulier dans les domaines de la production spécialisée, que ce soit dans l'agriculture ou l'industrie, de l'artisanat et de la culture. Ce serait insuffler de l'énergie dans la réalisation du développement prévu, car les gens auraient toutes les chances d'élargir leur génie individuel. En raison de l'énergie énormément plus grande, à la fois humaine et matériel, qui serait libéré par le biais d'intercontinental planification râpée, l'augmentation de la productivité serait incomparablement

supérieur à la somme des croissances individuelles que nous pouvons anticiper au sein des pays individuels sous le séparatisme. Les excédents cumulés qui doivent en résulter permettraient de réaliser des con renforcer les formations de capital pour augmenter l'investissement africain dans l'expansion du développement. Il est bien évident que intégré la planification continentale ne peut pas trouver un substitut au type de des bricolages qui nous limitent aux associations inter-territoriales au sein unions douanières, accords commerciaux, ser inter-communications vices, etc. Alors que ceux-ci augmenteront naturellement notre rapports sexuels communs et prévoient certaines interactions, ils ne peuvent être que partiellement bénéfiques dans leurs effets. Pour un tel bricoleur ne crée pas les conditions décisives pour un développement résolu ment, car il ne tient pas compte de l'exigence cruciale de la l'intégration comme condition préalable essentielle pour les plus généreux le progrès économique, qui doit être basé le plus largement possible extension des terres et de la population. L'industrialisation envisagée, de plus, doit être orienté vers l'objectif social du plus haut

l'élévation des masses populaires, et présuppose la
élimination de ces tendances acquisitives qui conduisent à la
sec

conflits internationaux au sein de la société. Par ces seuls
moyens, l'Afrique peut

maintenir le support populaire sans lequel le pro prévu
gramme ne peut pas réussir et parvenir à cette liberté
économique

qui est l'objectif imbriqué de l'indépendance politique.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

17 1

Épisode 186

172

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Face aux forces qui se combinent pour renforcer le néo
colonialisme en Afrique, il est impératif que les dirigeants
commencez dès maintenant à rechercher les moyens les
meilleurs et les plus rapides par lesquels nous pouvons
collectiviser nos ressources économiques et produire une
planifier leur déploiement prudent pour notre bénéfice
mutuel. Si nous

peut faire cela, nous allons élever en Afrique une grande
et une puissance financière comparable à tout ce que le
monde a vu

de notre temps.

Cependant, de tels liens économiques efficaces sont
impossibles

à établir sans direction politique solide pour leur donner
force et but. Par conséquent, nous devons d'abord nous
attaquer à

l'enjeu majeur et fondamental de l'unité africaine, qui seul peut éclaircir la voie de l'effort uni pour ériger le puissant industriel et une structure économique qui donnera corps et réalité à notre rêve d'un continent africain fort, totalement libéré de colonialisme politique et économique.

Épisode 187

CHAPITRE DIX-HUITIÈME NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

Le plus grand danger auquel l'Afrique est actuellement confrontée est néocolonialisme et son instrument majeur, la balkanisation. Le dernier terme est particulièrement approprié pour décrire l'éclatement de l'Afrique dans de petits états faibles, car il est né de l'action du grand pouvoirs lorsqu'ils ont divisé la partie européenne de l'ancien Empire turc, et a créé un certain nombre de dépendants et com États pétitionnaires de la péninsule balkanique. L'effet était de produire une poudrière politique que toute étincelle pourrait mettre le feu. En réalité, l'explosion est survenue en 1914 lorsqu'un archiduc autrichien a été assassiné à Sarajevo. Parce que les pays des Balkans étaient si étroitement lié aux grandes puissances et à leurs rivalités, les meurtre a abouti à la Première Guerre mondiale, la plus grande guerre qui avait été combattu jusqu'à ce moment-là.

Au même titre que les alliances des États balkaniques avec des puissances extérieures aux Balkans ont entraîné la guerre mondiale, donc un monde la guerre pourrait facilement naître sur notre continent si les États africains alliances politiques, économiques et militaires avec des puissances rivales côté Afrique. Les commentateurs politiques ont déjà évoqué L'Afrique en tant que nouveau champ de bataille pour la guerre froide. Alors que la lutte nationaliste s'approfondit dans les territoires coloniaux et l'indépendance apparaît à l'horizon, l'impérialiste pouvoirs, pêche dans les eaux boueuses du communautarisme, tribalisme et les intérêts sectionnels, s'efforcer de créer des fissions dans le avant, afin de parvenir à la fragmentation. L'Irlande est le classique exemple, l'Inde un autre. Les Français ont démembré la Federa de l'Afrique de l'Ouest et celle de l'Afrique équatoriale. Le Nigéria était divisée en régions et prévoit d'autres partitions. Le Ruanda-Urundi a été fragmenté avec l'indépendance. Parce que nous, au Ghana, avons survécu aux tentatives de nous a séparés, les Britanniques nous ont imposé une constitution qui visait à

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

désintégrer notre unité nationale. Le Congo, investi à la hâte avec indépendance, avec malveillance, immédiatement devint le champ de bataille de la division impérialiste.

Tout cela fait partie de la politique de balkanisation intentionnelle des

L'Afrique à des fins de manipulation par le néocolonialisme, qui en

ness peut être plus dangereux pour nos aspirations légitimes de

liberté et indépendance économique que purement politique contrôler. Par exemple, Lénine a soutenu que:

Une forme de dépendance financière et diplomatique, accompagné par l'indépendance politique, est présenté par le Portugal.

Le Portugal est un État indépendant et souverain, mais en fait,

depuis plus de deux cents ans, depuis la guerre des Espagnols Succession (1701-14), c'était un protectorat britannique.

La Grande-Bretagne a protégé le Portugal et ses colonies afin de

fortifier ses propres positions dans la lutte contre ses rivaux, l'Espagne et

France. En retour, la Grande-Bretagne a reçu des privilèges, conditions préférentielles pour l'importation de marchandises et

en particulier la capitale vers le Portugal et les colonies portugaises,

le droit d'utiliser les ports et les îles du Portugal, son télégraphe

câbles, etc., etc. 1

La forme prise par le néocolonialisme en Afrique aujourd'hui a

de ces fonctionnalités. Il agit secrètement, manœuvre les hommes et gouverne

libres de la stigmatisation attachée au pouvoir politique. Ça crée

états clients, indépendants de nom mais en fait des pions de la puissance coloniale même qui est censée leur avoir donné indépendance. Il s'agit de l'une des `` diverses formes de dépendance

pays qui, politiquement, sont formellement indépendants, mais

fait, sont enchevêtrés dans le filet de la politique financière et diplomatique

5.2 La puissance européenne force la conclusion de pactes avec les États balkanisés qui donnent le contrôle de leur politique à la première. Souvent aussi, ils prévoient des bases militaires

et les armées permanentes de la puissance étrangère sur les territoires de la

nouveaux états. L'indépendance de ces États n'est que de nom, car

leur liberté d'action a disparu.

La France n'a jamais souscrit à la thèse de l'indépendance ultime

pour ses territoires coloniaux. Elle l'avait toujours entretenue

1 Lénine: *l'impérialisme, le stade le plus élevé du capitalisme*, pp. 137-8.

2 *ibid*, p. 136-7.

Épisode 189

NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

x75

colonies sous forme de conserves hermétiquement fermées. Quand c'est devenu évident que la souveraineté nationale ne pouvait plus être refusée, le terrain a été préparé pour maintenir l'indépendance émergente

nations sur l'orbite française. Ils devaient rester fournisseurs de

matières premières bon marché et denrées tropicales tout en continuant à

servir de marchés fermés pour les produits français.

Peu de temps après la Seconde Guerre mondiale, la France a mis en place deux

organisations dans le but de `` contribuer au développement économique ''

dans ses territoires d'outre-mer. Il s'agissait de FIDES (*Fonds d'Investissement et Développement Economique et Social*) et le

GGOM {*Caisse Centrale de la France d'Outre-mer.*}

Les subventions de la CCOM sont allées aux budgets de l'ancien

Territoires coloniaux français pour aider à faire face au coût du public

l'administration et le maintien des forces françaises dans le territoires. Investissement dans le développement social et économique

des territoires français d'outre-mer était en grande partie un euphémisme pour

siphonnage de fonds via FIDES dans ces anciens

colonies et retour en France. Il a été estimé que pas moins de 80% de ces soi-disant investissements sont retournés à

La France sous forme de paiements pour les matériaux, services, commissions, frais bancaires et salaires des agents et agents français.

Les projets entrepris relevaient principalement du domaine des services publics

et l'agriculture. Ils étaient terriblement inadéquats et inappropriés

planifiées, avec peu ou pas de considération pour les conditions ou les besoins locaux.

Aucune tentative n'a été faite pour jeter les bases d'une croissance ou une diversification de l'agriculture qui aiderait développement. La FIDES et la CCOM ont cédé la place à la FAC (*Fonds d'Aide et de Coopération*) et CCCE (*Caisse Centrale de coopération économique*). Les agences nouvellement nommées,

cependant, remplissent les mêmes fonctions que les anciennes sur exactement

les mêmes termes. L'investissement continue de soutenir la production

des cultures communautaires exportables et des entreprises commerciales de

Maisons de commerce et entreprises contractantes françaises qui sécurisent

leurs approvisionnements à partir d'usines et de centres industriels français.

Banquiers français et préoccupations financières liées à certains

les plus grands convertisseurs de matières premières sont encouragés à étendre l'exploitation des minerais dans les anciens territoires coloniaux pour exportation sous sa forme primaire. Ainsi, bien qu'indépendants de nom, ces pays

Épisode 190

176

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

poursuivre la relation classique d'une économie coloniale avec ses mécène métropolitain, c'est-à-dire fournisseurs de produits primaires et marchés exclusifs pour les produits de ces derniers. Seulement maintenant la relation le navire est couvert sous le couvert de l'aide et de la sollicitude protectrice, une des formes les plus subtiles du néocolonialisme. Depuis que la France voit sa croissance et son développement continus le maintien de la relation néo-colonialiste actuelle avec les nations les moins développées sur son orbite, cela ne peut que signifier l'élargissement de l'écart entre elle et eux. Si l'écart est toujours à rétrécir, pour ne pas dire fermé, cela ne peut être fait par une rupture totale avec la relation actuelle patron-client bateau. Quand le néo-colonialisme peut faire de telles pénétrations efficaces

par d'autres moyens, il semble une certaine illogicité, vue de leur point de vue, en s'accrochant amèrement au contrôle politique du territoire restants en Afrique. À moins, bien sûr, que ce soit pour utiliser le temps augmenter les différences et approfondir les schismes, et permettre L'Afrique du Sud pour renforcer ses forces militaires, à utiliser, en alliance avec les Rhodésies et le Portugal, contre les combattants pour liberté et la nouvelle indépendance africaine. C'est dans cette con texte que l'ancien insistance sur l'inviolabilité de la centrale La Fédération africaine aux dents de l'opposition africaine doit être compris et rencontré. Il y a une curieuse variance perceptible du but quand on compare l'accord britannique à la la demande de régionalisme au Nigéria et leur refus depuis si longtemps céder à la clameur africaine pour la dissolution de la centrale Fédération africaine. Il a été réclamé pour la continuation de Fédération centrafricaine qu'elle a fait pour la cohésion économique et le progrès. Si un agrégat plus grand est bon pour une partie de l'Afrique, la partie contrôlée par les colons, alors elle doit sûrement contenir la même semence bienfaisante pour les parties indépendantes. La conversion de l'Afrique en une série de petits États s'en va

certains d'entre eux n'ayant ni les ressources ni la main-d'oeuvre nécessaires assurer leur propre intégrité et leur viabilité. Sans les moyens pour établir leur propre croissance économique, ils sont obligés de continuer dans l'ancien cadre commercial colonial. Par conséquent, ils recherchent des alliances en Europe, ce qui les prive d'une politique étrangère indépendante et pérenniser leur développement économique pendance. Mais c'est une solution qui ne peut que conduire à reculons,

Épisode 191

NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

177

pas en avant. La solution à long terme est que les États africains se mobiliser politiquement, pour avoir une politique étrangère unie, un plan de défense commun, et un programme économique pleinement intégré pour le développement de tout le continent. Seulement à ce moment-là les dangers du néocolonialisme et de sa servante balkanisation être surmonté. Quand cela a été accompli, nos relations avec l'Europe peuvent entrer dans une nouvelle phase. Bien que la fin de la domination européenne en Afrique soit en vue,

Les intérêts économiques européens sont prépondérants et
ses intérêts politiques et
influences culturelles fortes. Dans un certain nombre de
territoires, `` mère
l'idéologie et l'identité culturelle du pays ont fortement
affecté
certains dirigeants politiques. Paul-Marc Henry, désigné
français
`` expert officiel " des affaires africaines, a fait valoir que
l'histoire de
le nationalisme en Afrique française est fondamentalement
différent de celui en
Territoires britanniques. Il dit:
Les députés et sénateurs africains ont appris leur politique
non
dans les limites étroites des problèmes territoriaux, mais dans
l'étrange
et le monde stimulant du parlement français. . . . On pourrait
soutiennent que le monde vu de Paris est plutôt déformé.
Les députés français eux-mêmes n'étaient pas toujours
conscients du réel
facteurs de la politique de pouvoir. La présence continue de
sympathiques et
des collègues africains compétents les ont amenés à croire
qu'il n'y avait pas
comme le nationalisme africain dans les régions françaises,
que l'idée
était une importation étrangère et, dans certains cas, l'un de
ces notoires
complots contre la communauté franco-africaine et sa
spiritualité

réalisations. D'un autre côté, il n'y avait pas de meilleure école pour sophistication intellectuelle et politique que celle des Français Parlement de la IVe République.¹ Les remarques de Henry servent à souligner la myopie qui semble être devenue endémique de la classe dirigeante française depuis la jours des Bourbons. La transmission de l'affliction à Africains dont les attitudes ont été conditionnées par des flatteries loin d'une orientation africaine vers une La communauté africaine 'ne peut être considérée que comme sinistre et contraire aux intérêts africains. Hypnotisé par l'étrange et monde stimulant du parlement français ', les enjeux vus à 1 Paul-Marc Henry: Article intitulé `` Pan-Africanism - A Dream Come True 'dans *Foreign Affairs*, avril 1959.

Épisode 192

178

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Abidjan peut être tout aussi déformée pour les politiciens africains qu'ils

peut pour les députés français à Paris.

Vu ainsi, il n'est pas étonnant que le général de Gaulle référendum du 28 septembre 1958, sur la constitution de la Communauté française, aurait dû triompher avec le seul dis vote sensible de la Guinée. Le poids de la promesse du général de largesses pour ceux qui se souvenaient du destin entrelacé et

patrimoine culturel commun de la Communauté et la menace de

excommunication pour ceux qui ont rejeté ce destin, et pour juré leur noble héritage, était irrésistible. Alors que le long les politiciens permanents du reste de l'Afrique française ont été consternés

à la perspective d'un avenir séparé des bras embrassants de France, Sekou Touré a rallié ses compatriotes autour de lui pour un

Vote «non» et la Guinée a été brutalement expulsée de la Communauté.

La Communauté française a été développée par le général de Gaulle

pour remplacer l'Union française, imaginée par les hommes d'État du

Quatrième République au sein de *la loi cadre* , *la loi cadre* . Le français

L'Union a été une tentative de contenir la marée montante de l'Afrique de la con

sciousness par la couverture d'une autonomie fallacieuse dans certains de

parties de l'administration. Événements au Ghana et notre la progression vers l'indépendance totale a révélé le caractère contrefait

de l'Union française, et avec la guerre civile proche précipitée par la tentative de prise de pouvoir militaire en Algérie, le général

de Gaulle, installé au pouvoir à Paris, a formulé la Communauté pour remplacer les prétentions fictives de l'Union. Lorsque

promulguée, les dispositions de la constitution de la Com

communauté en ce qui concerne les pouvoirs qu'ils ont attribués au terri africain
les conservateurs étaient considérés comme étant en deçà de ceux considérés comme trop restreints
sous l'Union. La décomposition en entités séparées avant le référendum de la Fédération de l'Afrique de l'Ouest et que
de l'Afrique équatoriale était la clé de la nouvelle politique politique de
France. C'était la balkanisation en pratique. Il a renforcé le
suis
bitions de personnalités politiques et schismes approfondis qui
étaient sur le point d'être fermés. Une nouvelle faille s'est ouverte en Afrique
politique entre républicains et fédéralistes, c'est-à-dire entre ceux qui pensaient faire progresser leur carrière dans le strict limites de l'autonomie et ceux qui, répondant aux clameur, recherche d'association avec d'autres unités. Cette populaire
la pression dans les terres africaines a apporté plusieurs modifications

Épisode 193

NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

179

dans le fonctionnement de la constitution communautaire et a même

a réussi à rendre certaines des clauses inopérantes.

Le rapprochement du Sénégal et du Soudan au Mali

Fédération leur a assuré une indépendance conjointe au sein de la Com

sous réserve de la rétention française d'une base militaire. Le Fédération du Mali, en raison de la différence d'attitudes politiques des dirigeants, M. Leopold Senghor et M. Modibo Keita, s'est depuis divisé une fois de plus en ses parties nationales,

Sénégal et Mali. Houphouët-Boigny suivi d'exigante indépendance des pays du Conseil de l'Entente, 1

Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Niger et Dahomey, sans préaccords de cession. La souveraineté a depuis été conférée à Togo, République du Congo (Brazzaville), Tchad, Gabon, Cameroun, République centrafricaine (anciennement Ubangui

Shari) et Madagascar. Et enfin, l'Algérie a arraché indépendance après sept ans de combats acharnés.

Maintenant que la liberté africaine est acceptée par tous sauf la mort

racistes durs comme un fait incontournable, il y a des efforts dans certains

quartiers pour prendre des dispositions permettant aux populations locales

ont une liberté symbolique tandis que les cordons les attachant au

«mère patrie» reste plus ferme que jamais. Cet arrangement donne

l'apparition de la nationalité sur le territoire africain mais laisse

la substance de la souveraineté avec le pouvoir métropolitain. UNE

certaines aides symboliques sont injectées par le pouvoir colonialiste afin induire les gens en erreur et donner l'impression que quelque chose étant fait pour eux. Il vise à détourner la demande naissante de un changement de gouvernement impliquant une indépendance plus positive et un programme prévoyant le bien-être populaire. L'intention est d'utiliser les nouveaux États africains, si circonscrits, comme des marionnettes par qui l'influence peut s'étendre sur les états qui maintenir une indépendance conforme à leur souveraineté. La création de plusieurs états faibles et instables de ce type dans On espère que l'Afrique assurera la dépendance continue de la anciennes puissances coloniales pour l'aide économique et empêchent l'Afrique unité. Cette politique de balkanisation est le nouvel impérialisme, le nouveau danger pour l'Afrique. Sa mécanique est simple. Dans la dynamique des révolution il y a généralement deux éléments locaux: les modérés

1 Conseil d'entente.

Épisode 194

i8o

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

de la classe professionnelle et `` aristocratique5 '' et de la soi-disant

extrémistes du mouvement de masse. Les modérés aimeraient

certaines participent à leur gouvernement mais ont peur des responsabilités parce qu'ils manquent d'expérience et de compétences. Elles sont prêtes à laisser les principaux domaines de souveraineté aux pouvoirs, en échange d'une promesse d'aide économique. La dite

les extrémistes sont des hommes qui ne croient pas nécessairement à la violence mais qui exigent une autonomie gouvernementale immédiate et une indépendance

pendence. Ce sont des hommes soucieux des intérêts de leur peuple et qui savent que ces intérêts peuvent être servis

uniquement par leurs propres dirigeants locaux et non par la puissance coloniale.

Ils savent que les tâches d'indépendance sont lourdes et que sans l'aide des colonialistes, ils peuvent commettre des erreurs. Mais ils préfèrent

faire ses propres erreurs dans la liberté plutôt que d'être nié l'opportunité de la responsabilité, dans la conviction que même une bonne

le gouvernement ne remplace pas l'autonomie gouvernementale.

Ayant appris par expérience que le plus grand et le plus amer leur résistance aux demandes d'indépendance `` extrémistes5 ''

plus ils deviennent extrêmes et puissants, certains

les puissances coloniales ont commencé à répondre plus positivement aux signes de des remous nationalistes dans certains de leurs territoires. Le comprendre naît qu'en l'absence d'une lutte acharnée, il y a un chance de traiter avec les leaders modérés, qui peuvent être tentés de montrer à leurs adeptes que les maîtres sont raisonnables⁵ et sont ouverts à la persuasion, que calme et paisible la négociation peut produire un pas vers la liberté. Le le pouvoir colonial, expérimenté dans les voies de la diplomatie, cherche à freiner les efforts des extrémistes en polissant ostensiblement le plateau d'argent sur lequel ils promettent de remettre l'indépendance. Sous la surface brillante se trouve le scories. Seulement l'extérieur la forme aura changé, la relation intrinsèque est maintenue. Les importations étrangères sont toujours protégées, le développement local est limité vers le bas, politique budgétaire contrôlée depuis la capitale métropolitaine. L'impact de ces États semi-indépendants sur la libération de l'Afrique a été malheureuse, voire dangereuse. Lié comme ces pays sont avec les politiques de leurs sponsors, ils essaient pour éviter les problèmes impliquant les colonialistes et les esclaves encore les peuples du continent africain, où ils ne s'alignent du côté colonialiste. Certains de leurs dirigeants, il

Épisode 195

doit être avoué, ne vois pas la lutte de leur frère
Africains dans le cadre de leur lutte. Même s'ils le faisaient, ils
le feraient
ne pas être libre d'exprimer leur solidarité. Les impérialistes
peuvent ainsi
asseyez-vous et considérez avec une satisfaction sournoise la
rupture entre les Africains.
Les résultats ne peuvent être que de retarder l'indépendance
des pays
pas encore libre et causer des frictions et des désunions entre
les peuples
d'Afrique. Voici un phénomène contre lequel tous les
Africains
les combattants de la liberté doivent être sur leurs gardes et
résister au maximum.
En Afrique aujourd'hui, il existe plusieurs
déclare qui, consciemment ou non, accepte ce modèle et sert
le
intérêts du nouvel impérialisme, qui cherche à sauver
certains
chose de l'épave de l'ancien impérialisme. L'Européen
Le marché commun est un exemple remarquable. La nouvelle
menace
cette organisation offre à l'unité africaine n'est pas moins
inquiétante pour
être discret.
En ce qui concerne le Ghana, nous ne nous opposons à aucun
arrangement
que les nations européennes souhaiteront peut-être faire

eux-mêmes à rechercher une plus grande liberté de commerce en Europe; mais nous sommes résolument et fermement opposés à tout arrangement qui utilise l'unification de l'Europe occidentale comme un manteau pour perpétuer les privilèges coloniaux en Afrique. Nous avons donc naturellement protester contre tout groupement économique ou politique de pouvoirs qui cherchent à exercer des pressions politiques et économiques sur les nouveaux pays émergents d'Afrique, ou qui discriminent contre le commerce des pays qui ne sont pas disposés à de participer à ces arrangements exclusifs et injustes. Le fonctionnement de la Communauté économique européenne, comme actuellement conçu, ne discriminera pas seulement le Ghana et d'autres les états indépendants d'Afrique économiquement, mais qui plus est important, il perpétuera par des moyens économiques les nombreux barrières artificielles qui ont été imposées à l'Afrique par les puissances coloniales. Toute forme d'union économique négociée séparément entre les États européens pleinement industrialisés et les pays émergents les pays africains sont voués à retarder l'industrialisation, et par conséquent, la prospérité et la situation économique et culturelle générale

développement, de ces pays. Car cela signifiera que ceux États africains susceptibles d'être incités à adhérer à cette union

continuera à servir de marchés étrangers protégés pour la fabrication

NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

181

Épisode 196

182

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

marchandises facturées de leurs partenaires industrialisés et sources de

matières premières bon marché. La subvention qu'ils recevront en

le rendement de la prise en charge de ces obligations sera faible comparé

avec les pertes qu'ils subiront en perpétuant leur statut colonial, pertes qui ne doivent pas être mesurées seulement

termes de leur propre retard économique, technique et culturel

développement, mais dans le mal qu'ils font aux peuples d'Afrique

dans son ensemble. La question doit être posée de savoir où cette subvention

vient de. Il est difficile de croire qu'il s'agit d'un purement altruiste

contribution des membres européens du marché

à la cause du bien-être africain. Une telle subvention doit, en fait,

sortir des bénéfices commerciaux réalisés en forçant le prix des produits primaires achetés dans les pays africains et en augmentant le coût des produits finis qu'ils sont obligés de prendre en échange. Il est également inclus dans le coût des projets qui constituent la subvention, dont une bonne partie revient aux contributeurs européens sous forme de paiements pour les matériaux, services, salaires, commissions bancaires et intérêts. Il est vrai qu'en adhérant, ils obtiennent un marché préférentiel pour leurs cultures de rente et leurs minéraux sur les territoires européens de l'union économique. Mais les avantages de ceci sont en grande partie illusoires puisque la plupart des marchandises qu'ils exportent sont des marchandises que les partenaires européens devraient de toute façon acheter chez eux. En revanche, ils se privent des avantages de répondre à leurs propres exigences sur le marché mondial et être obligés de payer beaucoup plus pour tout ce qu'ils achètent, indépendamment des obstacles que le commun Le marché est tenu d'imposer à leur propre industrie interne développement. Certes, le Traité de Rome introduit des garanties concernant la protection tarifaire par le territoire d'outre-mer des territoires de l'Union économique européenne. Mais dans le circum

positions, je ne suis en aucun cas convaincu que ces garanties s'avérer efficace. Les anciennes colonies françaises d'Afrique ont beaucoup de l'expérience directe des difficultés qu'ils ont rencontrées la création d'industries manufacturières dans les cas où les garde-fous opèrent au détriment des industries en France. Il est vrai, bien entendu, que les producteurs de matières premières sont toujours désavantagés dans les négociations avec des manu puissants les facturiers des pays industrialisés. Cela découle naturellement de leur

Épisode 197

NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

faiblesse économique, faiblesse qui peut être corrigée par unité d'action entre les différentes matières premières produisant pays, et non par des accords commerciaux exclusifs entre le fort et le faible. Le cas de Daniel et du les lions peuvent parfois sortir correctement, mais ce n'est pas une base sûre pour la planification économique. Le modèle de l'aide impérialiste à l'Afrique ne vise pas seulement à dessiner les imprudents retournent dans la relation néocolonialiste mais pour lier dans la politique de la guerre froide. Cela a été amplement expliqué par M. Walt Whitman Rostow, conseiller et président du

Conseil de planification politique du département d'État des États-Unis, dans un interview accordée à l'hebdomadaire, *US News and World Rapport*.¹ Interrogé sur ce que fait l'Amérique face aux pays sous-développés zones, M. Rostow évoque la `` création progressive d'un modèle pour succéder à la période coloniale. Nous avons aidé à créer ce modèle en notre relation avec les Philippines ». Après avoir commenté les nouvelles relations établies avec leurs anciennes colonies par La Grande-Bretagne, la France et la Belgique, qui `` fait un important contribution au Congo », déclare-t-il:« Comme le résidu les problèmes sont résolus nous nous tournons, comme je l'ai dit, vers un nouveau partenariat basé sur les intérêts communs du nord et du sud parties du monde libre ». Ce M. Rostow admet que c'est un long terme traiter. `` En jouant au jeu dans les zones sous-développées, vous doit être prêt à jouer pendant une longue période ", et par conséquent, dans certains des les pays sous-développés, `` comme dans la plupart des pays africains, nous devons commencer à un niveau très bas - *avec des projets spécifiques , pas des plans nationaux* d'un k sophistiqué en d '2 Pour, dit M r Rostow, en utilisant les exemples

d'Italie et de Grèce pendant la période du plan Marshall, `` nous achetons le temps de protéger les biens immobiliers cruciaux - et la possibilité de la liberté humaine pour ceux qui y vivaient. Et à la fin nous transpiré et gagné. . . . L'achat de temps est l'un des plus des choses chères et ingrates que nous faisons avec notre argent - comme dans Corée du Sud.'

C'est peut-être l'un des sommations les plus cyniques mais les plus claires vers le haut qui n'a jamais paru dans l'impression de l'approche d'un riche puissance aux besoins et aux espérances des nouvelles nations du monde.

1 Daté du 7 mai 1962. Ce journal est publié à Washington par les États-Unis.

Société d'édition de nouvelles des États.

2 Italiques ajoutés.

Épisode 198

184

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Il n'est pas nécessaire de souligner l'intention si ouvertement expose en «jouant le jeu⁵ du» temps d'achat⁵. Cela devrait être un leçon de choses pour tous ces hommes d'État africains qui pensent que les associations avec des puissances non africaines favoriseront leur véritable

intérêts et leur donner la possibilité de faire prospérer leurs nations

dans le cadre d'une indépendance d'action continue. Cet objectif peut

ne peut être atteint que par une étroite association économique entre les

Les États africains eux-mêmes, ce qui suppose à son tour une coopération politique entre eux. C'est en raison de son conséquences rétrogrades pour la cause de l'unité africaine et

l'indépendance économique que le gouvernement du Ghana est si

totalement opposée à la Communauté européenne dans sa forme.

Que de nombreux dirigeants des nouveaux États africains les trouvent

se trouve dans une position perplexe, il n'y a aucun doute. Elles sont

fortement dépendant des contributions étrangères simplement pour maintenir

l'appareil de leurs gouvernements. Beaucoup d'entre eux ont délibérément été rendu si faible économiquement, en étant sculpté

dans de nombreux pays séparés, qu'ils ne sont pas en mesure de soutenir

à partir de leurs propres ressources, le mécanisme du gouvernement indépendant

dont le coût ne peut être réduit au-delà d'un certain

le minimum. Je reconnais la position impossible dans laquelle ils

ont été placés au moment du transfert de pouvoir. Leur

les frontières n'étaient pas de leur propre choix, et ils ont été laissés

avec un système économique, administratif et éducatif qui, chacun à sa manière, a été conçu pour perpétuer le colonialisme relation.

Le cas du Ghana n'était pas différent, mais nous prenons des décisions

efforts pour changer le modèle et sont déterminés à conserver notre

indépendance de la politique et de l'action. Je considère comme coupable le

réticence insidieuse de ces États à formuler une politique même si elle peut entraîner la perte des cotisations qui ont été offerts en échange de la conformité continue à la politiques des puissances coloniales. Tout aussi répréhensible est le

refus de reconnaître la nature du nouvel impérialisme qui les utilise comme des pions pour maintenir l'Afrique divisée, comme un moyen

d'abandonner l'indépendance totale et de maintenir le néo-colonialisme

hégémonie. Pire encore sont les tromperies dans le prétendu vouloir

la coopération de certains dirigeants à certains niveaux de la

Épisode 199

NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

affaires, tout en étant de connivence avec les puissances coloniales pour

induire en erreur les efforts d'assistance mutuelle et d'unité africaine. Le la perfidie de ces artifices ne saurait être trop fortement dénoncée pour leurs conséquences fatales dans la trahison de la liberté africaine. Ils remettre en question le patriotisme des dirigeants qui les emploient et suscitent des soupçons sur leur sincérité et leur honnêteté. Si ils avaient dû mener une bataille acharnée pour leur indépendance, ils aurait pu l'apprécier davantage.

Un moment de notre histoire a été atteint où les intérêts de l'Afrique doit être la principale préoccupation des dirigeants africains. La sécurité et le progrès de chacun de nos États ne peut être sauvegardé que par l'acceptation de ce précepte, qui peut être favorisé au mieux par notre unité sans mélange. Cela signifie que là où les associations Les pays africains dotés de puissances européennes traversent l'Afrique de base intérêts à tous les niveaux et constituent des obstacles à l'objectif de l'union, ils doivent être écartés et rejetés là où ils sont proposés. Dans toutes les relations avec le monde à l'étranger, la considération clé doit

ne pas être simplement l'avantage superficiel ou même intrinsèque de de telles relations pour le pays africain donné mais l'obligation l'ensemble du continent africain. Aussi loin que nous puissions protester contre notre loyauté envers la cause de la liberté africaine et notre destin uni, nos affirmations seront sans valeur à moins que nous accepter cette approche comme le guide cardinal de nos actions.

États sortant de la tutelle d'autres puissances coloniales n'ont pas toujours compris l'attachement du Ghana à la Commonwealth et la zone sterling. C'est parce que le lâche, *ad la nature ponctuelle* de la structure n'est pas correctement comprise par ceux qui ont été ou sont membres d'une association plus formelle tion. C'est difficile pour ceux qui ne sont pas habitués à une connexion *gratuite* avec l'Europe pour apprécier que le Commonwealth est un associé ation d'États souverains, dont chacun est libre de toute ingérence des autres, y compris le Royaume-Uni. Chacun décide pour lui-même ses propres politiques étrangères et nationales et le modèle de son gouvernement, conformément au Statut de Westminster de 1931,

qui stipulait que: `` Les dominions sont des communautés autonomes
au sein de l'Empire britannique, de statut égal, nullement subordonné
les uns aux autres dans leurs affaires intérieures ou extérieures
unis par une allégeance commune à la Couronne, et asso librement
comme membres du Commonwealth britannique des Nations.

Épisode 200

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Une partie de la nomenclature est dépassée mais le principe de
l'identité souveraine des membres du Commonwealth est plus
significatif que jamais. Les membres, cependant, ont le droit de
critiquez-vous et faites-le. Par exemple, des événements dans
l'Union des
L'Afrique du Sud et tout le sujet de
l' *apartheid* sont *tombés* sous
feu nourri à la Conférence du Commonwealth Prime
Ministres en mai 1960, et en 1961, l'Afrique du Sud a quitté la
Commonwealth.
Il n'y a aucune obligation de rester au sein du
Commonwealth,
ou même devenir membre. La Birmanie a exercé le droit de
rompre

ses relations avec le Commonwealth lors de sa libération en 1947.

D'autres États, comme le Canada et l'Australie, reconnaissent le

Couronne britannique en tant que chef d'État. Inde, Pakistan, Ceylan et

maintenant le Ghana, choisissent de maintenir les républiques.

Il y a des allégations erronées selon lesquelles la

Communauté française, par

vertu des changements qui ont été opérés dans son original intentions à travers la plus grande panoplie de pouvoirs investis dans le

les nouveaux états africains (qui sont le résultat des pressions populaires),

prend le caractère du Commonwealth. La résolution

de la récente réunion du Groupe de Brazzaville à Bangui,

appelant à la transformation de la Communauté en un français

une association parlant le modèle du Commonwealth, ne comprendre le caractère unique essentiel du Commonwealth.

Le fait est que, dans les circonstances où il faut dissoudre un association existante pour la remplacer par une nouvelle, constitution-

faire devra être invoqué. Cela inculquera aussitôt un

principe qui ne correspond pas du tout à l'idée générale

du Commonwealth, qui n'est régi par aucun constituant

tion. Il est né de l'association des dominions blancs au sein

l'Empire britannique et s'est adapté, avec la coutume

La flexibilité britannique, à l'évolution continue de la politique dépendance parmi les membres non européens.

Néanmoins, si le Royaume-Uni opte pour une clôture

Fédération européenne en se rattachant à la Communauté européenne
Market, la position du Ghana, en tant que membre de la zone sterling,
aurait des préjugés, et nous pourrions être forcés de nous retirer de
le Commonwealth pour protéger notre position commerciale. Il semble
anormal, par conséquent, que les nouveaux États africains en ce moment,
lorsque la Communauté française est en déclin et que l'unité du

Épisode 201

Commonwealth en question, devrait chercher à se lier une fois
plus en une association politique européenne qui ne peut que
intensifier leur dépendance économique vis-à-vis de la France.
Il est significatif que le mot `` Eurafrica " soit entré en usage dans
en lien avec les négociations du marché commun européen.
Il résume la conception dangereuse d'un lien étroit et continu entre l'Europe et l'Afrique en termes néocolonialistes, qui
doivent
être cimenté dans toute formation politique telle que celle envisagée
dans la résolution de Bangui.¹ Les nouveaux États émergents ne font pas
c'est un principe de rompre toutes relations avec leurs anciens

maîtrise. Dans le contexte d'une Afrique unie, ces relations prennent des formes nouvelles et plus dignes. Même en ce moment, là peut être certains avantages à maintenir un lien dont l'histoire a forgé. Aucune question de dictée ne doit cependant se poser. Le les nouveaux États doivent veiller à ce que ces relations soient le résultat d'un libre choix librement négocié, dans lequel ils peuvent traiter avec le Puissance européenne comme avec n'importe quel autre État dans le monde avec à qui ils souhaiteront peut-être promouvoir l'amitié. Néanmoins, comment jamais lâche une telle relation peut être, si elle devait au moindre degré d'empiéter sur les relations de l'État africain avec d'autres États africains, son maintien devient indéfendable. Pan-Afrique et non Eurafrica devrait être notre mot d'ordre, et le guide de nos politiques. L'enjeu n'est pas le destin d'un seul pays mais la liberté et destin du continent africain, l'inaltérable prélude à l'Union africaine et au développement le plus complet de la de nombreux pays constituant le continent. Tout comme nous sommes vivants pour les dangers d'un monde à moitié esclave, à moitié libre, nous sommes donc

alerte aux périls d'un continent africain divisé entre des États qui

sont entièrement souverains et des États qui ne sont qu'à moitié indépendants.

Un tel schéma ne peut qu'entraver la véritable indépendance de l'Afrique

et sa transformation en un continent industrialisé exerce son influence légitime sur les affaires du monde.

Aucun de nous ne devrait se faire d'illusion sur la difficultés qui nous attendent dans la formation du gouvernement continental.

Les ennemis de l'unité africaine multiplieront leurs efforts pour

nous détourner de notre cours. Leur appareil est la création de la discorde

1 Résolution à la Conférence des États de Brazzaville tenue à Bangui du

25-26 mars 1962.

NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

187

Épisode 202

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

et la méfiance pour garder un fossé entre nous. Outre les méthodes ouvertes de division, l'impact de la montée du nationalisme

et l'indépendance a encouragé le gant de velours plus subtil arme de flatterie de notre ego national. Le jeu se fait sur notre

vanités, l'importance de chacun de nous est magnifiée aux dépens

d'autres. Nous sommes soumis à la suggestion insidieuse qu'un certain État africain tient à s'exalter à la place du pouvoir colonial à la retraite; que certains États africains ont une grande bouche, ouverte et prête à avaler leurs voisins. L'appel est dirigé vers nos ambitions personnelles et il nous est rappelé qu'en une union d'États africains il n'y aura de place que pour un seul Premier Ministre, un seul cabinet et une seule représentation aux Nations. Des indices sont répandus dans certains États, à cause de leur taille et de l'ampleur de leur population, sont plus qualifiés que d'autres pour jouer le rôle de leadership en Afrique et en être embouchure. Il y a une tendance à diviser l'Afrique en fictifs les zones au nord et au sud du Sahara qui mettent l'accent sur la race, différences religieuses et culturelles. L'erreur fondamentale de ces persuasions, dangereuse pour l'indépendance de l'Afrique dans leur exploitation astucieuse de notre fierté et vanités, est la distorsion délibérée de notre vision de l'Afrique Syndicat. Nous ne souhaitons pas une relation de partenaires inégaux. Nous

envisager l'Union africaine comme une fusion libre des peuples avec une histoire commune et un destin commun. Comme avec les autres syndicats existants, la taille et les ressources des pays adhérant au L'Union africaine ne sera pas pertinente pour le choix du dirigeant syndical bateau. En Amérique, le président n'est pas choisi parmi les plus grands des états. Le président Eisenhower et le président Truman provenait des plus petits États. Au début du XIXe siècle, Simon Bolivar, le grand libérateur des colonies sud-américaines d'Espagne, avait une vision d'une Union des États d'Amérique du Sud, précurseur de le développement économique du continent sud-américain. Malheureusement pour l'histoire ultérieure de ces terres, il était incapable de faire triompher son idée clairvoyante sur le personnel ambitions et jalousies d'individus et de forces opposées. Nous avons vu les malheureux résultats de cet échec dans la dissidence et la paresse dans laquelle les pays d'Amérique du Sud ont été coulés pour tant de décennies. Ce n'est qu'aujourd'hui, contre les pressions des

Épisode 203

mécontentement et aspirations de bien-être, qu'ils font

progrès sur la voie du développement. À moins, cependant, qu'ils ne puissent se réunissent dans une union telle que Bolivar envisagée, leur taux du développement ne peut jamais atteindre n'importe où près de ceux de la économies planifiées et intégrées de l'URSS et de la Chine. Les États-Unis d'Amérique, mais pour la ferme résolution de Abraham Lincoln pour maintenir l'union des États, pourrait bien sont tombés dans une désintégration qui aurait empêché le chemin vers la formidable accélération du développement qu'un énorme agglomération de terres, de ressources et de personnes possible. Lincoln a plongé dans une guerre civile pour maintenir l'union comme seule base logique de viabilité. L'esclavage et son abolition une considération secondaire, subalterne, bien que l'avantage de travail gratuit dans une économie industrielle en croissance, ce qui réduit les coûts de travail et une plus grande productivité ont impressionné leur raisonnement sur les entrepreneurs du Nord. Voici donc la leçon pour l'Afrique et notre choix. Sommes nous prendre la route de l'exclusivisme national ou la route de syndicat?

Dans les Antilles britanniques en ce moment, nous assistons à une triste spectacle de jonglerie politique qui refuse de subordonner intérêts égoïstes des `` grandes îles " pour le bien-être total des Antilles au sein fédération. Rivalités et jalousies inter-îles, habilement agitées en concevant des politiciens, des dissensions raciales locales qui ont été délibérément encouragé à briser une fois au moins super cosmopolitisme officiel dans des îles multiraciales telles que Trinidad et la Jamaïque, les peurs habilement exploitées de la Population des Indes orientales du continent sud-américain terri que la Guyane britannique a été submergée au sein de la fédération par la population totale d'ascendance africaine, la complaisance de dirigeants insulaires, ont tous joué leur rôle dans l'intervention du fédération mort-née.

Fédération des territoires des Antilles britanniques, leader éventuellement à une unité plus large avec ceux qui sont sous d'autres suzerains, est la seule réponse à la pauvreté actuelle et à la stagnation de l'agriculture sociétés culturelles du monde caribéen. Les îles sont moins nombreux et dispersés que ceux de l'Indonésie, où les le gouvernement central s'efforce de les ramener tous dans un

état centralisé. A moins qu'ils ne réussissent à se rassembler

NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

189

Épisode 204

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

au sein d'une fédération plus solidement tissée sous une centrale plus ferme autorité que la première tentative, les îles des Antilles peut avoir un avenir pas différent de celui des `` républiques bananières⁵ d'Amérique centrale, nonobstant le pétrole et l'asphalte de Trinidad industries et l'extraction de bauxite de la Jamaïque et secondaire fabrique. Car ceux-ci sont, de toute façon, tous appartenant à des étrangers et contrôlées, et l'illusion qu'elles donnent d'une `` industrialisation " doit se désintégrer devant les éternels problèmes de surpopulation dans des îles comme la Jamaïque et la Barbade, le chômage dans tous eux, et l'inflation en hausse constante qui est devenue un caractéristique notable des économies antillaises. En attendant, séparé et divisé intérieurement en minutie par frictions politiques et animosités de groupe, ils sont incapables de donner soutien à la lutte africaine pour la liberté et l'unité, malgré des liens de race et de sympathie qui existent.

La vanité et l'étroitesse des perspectives étaient ce qui maintenait les dirigeants des États originels d'Amérique du Nord de s'unir pour longtemps. Ils ont finalement été submergés par les efforts de la personnes et l'émergence de leaders de stature, de maturité et presbytie. Personne ne doute aujourd'hui que le bien-être et les avantages la périté des États-Unis n'aurait jamais été atteinte si chaque État chérissait encore sa petite souveraineté dans une splendide isolation. Pourtant, à cette époque, il y avait peut-être une raison moins évidente pour La Caroline du Sud pour rejoindre le New Hampshire en tant que membres d'un continent union mentale qu'aujourd'hui pour le Ghana et le Nigéria, la Guinée et Dahomey, Togo et Côte d'Ivoire, Cameroun et Mali, et d'autres, pour se constituer en Union comme première étape vers la création d'une union de tous les états du continent africain. C'est pourquoi tout effort d'association entre les états de L'Afrique, même si ses horizons immédiats sont limités, doit être bien fait comme un pas dans la bonne direction: l'éventuelle l'unification de l'Afrique. La Fédération centrafricaine ne doit jamais être confondue avec ces associations libres d'Africains exprimant leur propre désir pour se rassembler. La Fédération du Nord et du Sud

La Rhodésie et le Nyassaland ont été imposés aux Africains de ces territoires par les minorités de colons blancs, avec le consentement de la Gouvernement du Royaume-Uni, dans l'espoir qu'ils seraient capables d'étendre leur hégémonie combinée sur un dominion libéré

Épisode 205

NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

de la supervision de Whitehall, et de diffuser l'intensif pratiques raciales de la Rhodésie du Sud aux autres parties. Il existe un lien financier et idéologique fort entre L'Afrique du Sud et la Rhodésie qui traverse Portuguese l'Angola et le Mozambique. On parle d'une armée secrète pacte entre le Portugal et l'Union sud-africaine. Le la machine militaire en cours de construction par l'Afrique du Sud présente un danger des plus menaçants, non seulement pour la lutte pour l'indépendance en Afrique centrale, orientale et du Sud, mais à la sécurité de la États africains déjà indépendants. Il est malheureux que le Royaume-Uni, même si l'Afrique du Sud s'est retirée du Commonwealth suite à la lourde censure de son politique d' *apartheid* de la majorité des membres, continue de soutenir la politique de préparation militaire de l'Union. Nous ne pouvons pas non plus nous permettre d'ignorer la sinistre chaîne d'intérêts

qui unit les événements du Congo et de l'Angola à l'Est et au Sud
Afrique. Ces intérêts sont également liés à l'Est-Ouest
bataille pour la suprématie mondiale et les efforts effrénés en
cours
d'entraîner les nouveaux pays émergents d'Afrique dans
l'orbite de
la guerre froide. Le concours d'influence idéologique sur la
nouvelle
les états africains sèment la confusion et compliquent même
plus ce qui est déjà une lutte assez complexe pour la liberté
de la domination politique et économique impérialiste et de
la
unification du continent. Toute différence, tout type de
fissure
parmi les Africains est saisi et tourné vers l'impérialiste et le
froid
intérêts de guerre. Le Congo offre peut-être le plus frappant
exemple de la façon dont les dissensions tribales et le
carriérisme politique sont
exploités pour fragmenter les territoires unis et exacerber
divisions. Le but du contrôle des marionnettes des carriéristes
locaux
comme Moïse Tshombe, outre le maintien de l'économie
pouvoir, est de couper à travers la détermination africaine à
assurer
l'unité continentale en pleine indépendance. C'était
dommage que
l'Organisation des Nations Unies a été amenée à une position
où à un
moment où il a semblé peser son influence contre la

gouvernement congolais légitime aux côtés de ceux qui responsable du bouleversement du pays et de la assassinat de Patrice Lumumba.
Nous devons être pardonnés, je pense, si nous voyons aussi un lien entre les événements au Congo et en Angola et l'OTAN

Épisode 206

192

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

puissances dominantes se sont jointes à cette organisation - Grande-Bretagne, France, États-Unis - sont tous influencés par les considérations militaires dans le maintien en Afrique de régimes qui soutiendra leurs intérêts. Les moyens utilisés pour ce faire sont, si le les preuves sont à croire, douteuses à l'extrême. Ce serait difficile de convaincre la plupart des gens de ce qui ne peut être décrit que comme l'intention criminelle derrière certaines actions utilisées pour bouleversé la stabilité des États qui tentent de maintenir leur unité nationale et l'intégrité contre les forces subversives. Il a été laissé, cependant, à une publication liée à l'OTAN pour révéler la stratégie de la *coup d'État*, qui est recommandé pour une utilisation en dehors de la recherche de méthodes alternatives de violence ». Cette publication, le *général*

Military Review , publié dans son numéro d'octobre 1957, un article de

un capitaine Goodspeed, à ce sujet, dans lequel il a indiqué que:

En cas de surgent, les adeptes doivent s'efforcer

L'opinion est enflammée également le gouvernement avant tout *coup*.

C sont entièrement sélectionnés les faits qui doivent être exécutés

réaction officielle, et cette réaction doit être sévère de

public in the worst possible light. There is probably no

façon de réussir cette habile et judicieuse assassinat ou

Le grand public, de toutes les

coup , devrait

être gardé informé, noté de ce qui est actuellement en

mais au moins de ce qu'il y a de mieux pour eux.

L'objet de cet objet dans le cadre de l'cour public

action désirée par les urgences, et n'est pas nécessaire

que les émissions correspondent à une autre situation.

Cette exposition doit sûrement donner du crédit à la

publication de

complots que les gouvernements africains ont découverts de

temps en temps

temps, visant à assassiner les dirigeants et à renverser la

Etat.

Alors que nous examinons les multiples dangers auxquels le nouveau

les états et les combattants de la liberté de l'Afrique sont

exposés, plus il

devient certain que notre meilleure protection, en fait la

nôtre, est en

unité. Car c'est cette unité même que tous les projets impérialistes et les actions visent à prévenir. Il devrait donc être manifestement évident que ces conceptions ne peuvent être contournées que par atteindre la fin qu'ils sont censés frustrer. À l'heure actuelle, un

une apparente diversité de points de vue parmi les dirigeants de certains des

Épisode 207

NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE

193

Les territoires africains dessinent une façade de disharmonie à travers le

volonté fervente d'unité qui imprègne la base de la grande mouvements nationalistes à travers le continent. C'est l'idée de

l'universalité de la liberté qui a poussé la lutte pour dépendance. Et tout comme les vastes masses des peuples d'Afrique

absorbé instinctivement la notion d'indivisibilité de la liberté, donc, en

par opposition à ces dirigeants antipatriotiques qui les allient avec des intérêts étrangers plutôt que de soutenir la con de l'Afrique

cohésion mentale, ils comprennent et soutiennent spontanément

la nécessité d'une union africaine. Leur africanisme est un plus solide

réalité, car ils n'ont pas été séduits par les sophismes de

assimilation à une culture étrangère et à une idéologie étrangère

identité. Il y a un lien d'unité ici qui ne peut pas être considéré. Il doit être utilisé pour modeler la cause de l'Union africaine

et nous emmener vers son accomplissement et l'exorcisme de tout

vestige de l'impérialisme de notre continent. Notre cap est clair.

Il faut se méfier du don de l'indépendance fictive et refuser les faussetés d'alliances étrangères encombrées. Il faut examiner

faire l'éloge de sources douteuses et donner au peuple garanties de notre sincérité à tous égards. Nous devons rester fermement

ensemble contre les forces impérialistes qui façonnent notre division et cherchant à faire de l'Afrique un terrain de guerre pour

intérêts. Car ce n'est que dans l'association africaine de l'unité et non

dans une relation cavalier-cheval avec les pouvoirs mêmes qui sont

planifier notre balkanisation que nous pouvons contrer et surmonter ce danger machiavélique.

Une Union des États africains doit renforcer notre influence sur la

scène internationale, car toute l'Afrique parlera avec un concerté

voix. Avec l'union, notre exemple d'un multiple de peuples vivant

et œuvrer pour un développement mutuel dans l'amitié et la paix
ouvrir la voie à la suppression des barrières inter-territoriales existant ailleurs, et donner un nouveau sens au concept de fraternité humaine. Une Union des États africains soulèvera la dignité de l'Afrique et renforcer son impact sur les affaires mondiales. Il rendra possible la pleine expression de la personnalité africaine.

Épisode 208

CHAPITRE DIX-NEUF

L'AFRIQUE DANS LES AFFAIRES MONDIALES

Je t'est impossible de séparer les affaires de l'Afrique des affaires du monde dans son ensemble. Non seulement l'histoire de l'Afrique a été trop étroitement lié à l'Europe et à l'hémisphère occidental, mais cette implication même a été la force motrice pour amener sur les grandes guerres et les conflits internationaux pour lesquels les Africains n'ont pas été responsables. L'Afrique a trop longtemps été victime agression perturbatrice, qui tente toujours de faire une chasse terre de notre continent. Notre intérêt, par conséquent, dans le maintien de la paix et la l'élimination des forces qui la menacent quotidiennement, est bien réelle

En effet. Par conséquent, notre coopération dans tout organisme vivant qui peut compter efficacement pour promouvoir la paix internationale, à condition qu'il n'empiète pas sur notre indépendance d'action, est assuré. Pour le moment, il n'existe que les Nations Unies Organisation qui offre, avec tous ses défauts, la possibilité de œuvrer pour un monde pacifique.

Lorsque l'Organisation des Nations Unies a été fondée en 1945, Le nationalisme asiatique et africain n'avait que peu de conséquences. Puisque alors, cependant, tant d'anciennes colonies ont atteint dépendance que les pays afro-asiatiques forment désormais le plus groupe unique influent au sein des Nations Unies.

À la fin de 1961, les États africains occupaient plus d'un quart des sièges. La proportion pourrait atteindre près d'un tiers alors que tout le continent africain devient libre. Cette possibilité était certainement dans l'esprit de ceux à la conférence de Lagos quand ils adopté une résolution appelant à un groupe spécifiquement africain à la Les Nations Unies.

Mais l'augmentation spectaculaire de l'importance internationale de l'Afrique indépendante, même si elle peut à première vue sembler

Épisode 209

L'AFRIQUE DANS LES AFFAIRES MONDIALES

* 95

faire preuve de force, en fait reflète la faiblesse, car il est basé sur

la fragmentation du continent en de nombreux États, dont peu

qui sont vraiment viables.

Les deux pays les plus puissants du monde sont les URSS et États-Unis, avec 215 millions d'habitants et 185 millions respectivement. Les deux ont un représentant chacun à

les Nations Unies, en tant qu'entités; si le socialiste soviétique de Byelo

République et République socialiste soviétique d'Ukraine, unités de

l'URSS, sont chacun représentés depuis le Laos et le Cambodge

ont été admis. L'Inde, avec sa population de 460 millions d'habitants,

n'a qu'un seul représentant. Quand la République populaire de

La Chine est admise, sa puissante population de plus de 640 millions

les gens auront sans doute un seul représentant. Il n'y a pas raison, donc, pourquoi l'Afrique, avec ses quelque 300 millions

les gens, une fois unis, ne devraient pas envoyer un seul représentant

les Nations Unies. Une représentation unique, reposant sur le

la force de tout un continent, serait plus positive dans sa influence que toutes les représentations distinctes de la États réunis.

Bien que la confiance à l'Organisation des Nations Unies ait souffert

plusieurs chocs depuis sa fondation, et particulièrement ces derniers temps

connexion avec la crise congolaise, il reste le seul monde organisation dans laquelle les nombreux problèmes du monde ont une

chance de trouver une solution raisonnable. Il doit donc être soutenu par tous ceux qui s'intéressent à la préservation de la paix et à la

progrès de la civilisation humaine.

Au Ghana, nous avons montré notre foi en l'organisation lorsque nous

a répondu à la fois avec des troupes pour soutenir les Nations Unies inter

vention au Congo en 1960. La raison pour laquelle nous n'avons pas

attirer nos troupes alors que plusieurs autres pays l'ont fait, parce que

nous avons senti qu'en agissant ainsi, nous affaiblirions l'autorité

des Nations Unies et laisser la voie ouverte à l'intensification de l'intervention de ces seules forces que nous tenons à

évincer.

Récemment, en janvier 1962, le Ghana a été élu pour deux ans en tant que membre non permanent de la sécurité des onze nations

Conseil. Nous nous sommes félicités de l'occasion de prendre notre part de responsabilité au sein des Nations Unies, même si cela ne dissuade pas nous de faire pression pour certains changements dans le

Épisode 210

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

structure que nous jugeons nécessaire pour fonctionner comme un

organe objectivement utile de la paix mondiale.

L'Organisation des Nations Unies, dans sa forme actuelle, ne reflète pas

conditions dans le monde en ce moment. Aujourd'hui, de plus en plus

les pays assument la dignité d'États souverains à partir d'un statut colonial qui ne les faisait autrefois que

appendices ou vassaux de l'impérialisme. Il n'a cependant pas éliminé l'idée que les nations puissantes (et certaines se considèrent comme toujours puissants même si les événements ont

prouvé leur vulnérabilité fragile) ont le droit de définir le modèle

pour les nations naissantes et même pour s'immiscer nudement dans le

affaires internes de ces États en difficulté.

Dans le passé, cela pouvait signifier juste. L'idée que le droit préside

pourrait persister. En effet, il a atteint son apogée fatidique dans le

concours entre les deux colosses, qui cherchent à attirer le reste de la monde dans leurs camps opposés. Cependant, le fait même d'un monde qui s'élargit progressivement, ce qui ne change pas seulement nombre de nations indépendantes mais en nature, a son impact en créant un bloc marginal d'États qui, bien qu'individuellement sans importance, sont collectivement capables d'exercer une influence sur le scène internationale sans précédent.

Leur préoccupation commune avec la lutte anticoloniale et la libération continue des territoires soumis oblige le L'ONU abandonne ses méthodes de temporisation pour plus mesures positives en rapport avec l'arbitraire en Afrique, comme ainsi que l'extension de l'aide aux parties les moins développées du monde. Le taillage constant de la résistance sud-africaine a abouti à la visite en mai 1962 d'un comité spécial des Nations Unies mission sur le territoire sous tutelle du Sud-Ouest africain pour enquêter allégations d'esclavage et de mauvais traitements. Une autre délégation du comité spécial des Nations Unies sur la colonisation s'est rendu en Afrique de l'Est pour enquêter sur les conditions au Mozambique

des combattants de la liberté qui avaient été contraints à l'exil en Tanganyika et ailleurs. Un sous-comité de dix-sept nations qui a envoyé une mission en Afrique centrale pour examiner la tenabilité de la Fédération centrafricaine, a recommandé sa dissolution, il a imposé des mesures «de non-liberté» à la population majoritaire. Il a constaté que la nouvelle constitution proposée pour la Rhodésie du Nord était «fondamentalement antidémocratique et discriminatoire». Le principe

Épisode 211

L'AFRIQUE DANS LES AFFAIRES MONDIALES

197

de la ``parité '' a fait un simulacre de démocratie en fournissant 70 000 non-Africains avec quinze sièges au parlement et donnant le même nombre à 3 000 000 d'Africains. Rien de tel que cette préoccupation occupée avec la poussée africaine pour la liberté n'aurait jamais pu arriver sans le concerté pression des États nouvellement indépendants dans le monde organisation des nations. Et ils sont capables d'exercer leur influence décisive parce que beaucoup d'entre eux adhèrent à une politique de non-engagement envers l'un ou l'autre

les blocs Est-Ouest, une politique de non-alignement neutre, mais pas de passivité. Ils exercent leur droit de libre choix en soutenant ces actes qui, selon eux, aideront à maintenir la paix sur laquelle repose leur maintien en tant que nations indépendantes.

Lorsque les Nations Unies ont vu le jour, l'ancien ordre existait et ses règles faisaient des concessions aux prises en charge de la priorité des grandes puissances. Il est maintenant nécessaire qu'une reconnaissance soit accordée et qu'une concession soit faite au facteur nouveau d'un nombre croissant de nouveaux États qui ne veulent pas être engloutis par les plus anciens et puissants. Ainsi, à la Conférence des Non

Pays alignés, tenue à Belgrade en septembre 1961, je a suggéré que trois secrétaires généraux adjoints soient nommé, un de l'Est, un de l'Ouest et le troisième parmi les nations non engagées. Cela refléterait le courants principaux de la pensée politique actuelle, restaurer la confiance dans secrétaire général, et élargir l'objectivité de la secrétariat.

J'ai également proposé la création d'un organe exécutif, élu par

l'Assemblée générale, dont le devoir serait de veiller à ce que décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ont été fidèlement et promptement mis en œuvre. Car cela ne peut pas être

nie que les décisions ne soient pas toujours exécutées facilement. Une un secrétariat efficace est essentiel au bon fonctionnement les Nations Unies et la mise en œuvre énergique de les décisions.

Nuages sans cesse assombrissants sur l'Angola, le sud-ouest de l'Afrique, le

Rhodésie, Congo, Laos, Corée et plus de Berlin, gravement jette le ciel international. Il est significatif que tant de mal à l'aise

les centres se trouvent en Afrique et en Asie. Car là où ils ne sont pas les directs

résultat des manœuvres impérialistes occidentales, ils sont engagés

Épisode 212

198

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

avec un problème découlant du conflit entre les deux grands blocs de puissance de l'Est et de l'Ouest, avec lesquels la paix du monde

est dangereusement ligoté. Ces deux blocs sont chacun attachés à sa

propre idéologie politique et économique. Les deux sont le pouvoir militaire

et chacun se méfie des pensées et des actions du autre. L'incapacité de parvenir à un accord sur des problèmes comme le désarmement et les essais d'armes nucléaires semblent

pour garder peu d'espoir pour l'avenir.

Une approche nouvelle et vigoureuse du problème de la paix et de la guerre

est nécessaire. Le temps est venu où le destin de l'humanité devrait cesser de s'accrocher si dangereusement aux buts et aux ambitions

des grandes puissances. Ces dernières années, j'ai beaucoup voyagé

en Amérique, en Union soviétique, en Europe, en Inde et en Chine,

où j'ai parlé à des hommes et des femmes de tous les horizons.

Partout, j'ai remarqué un profond désir de paix. Ce le désir universel, mais souvent inarticulé, de paix doit trouver

expression et exercer sa propre influence sur la conduite de affaires internationales. Car la paix est indivisible. Désaccord entre

L'Est et l'Ouest, par exemple sur le Laos ou Berlin, peuvent menacer la

sécurité de l'ensemble du reste du monde.

C'était le genre de considérations derrière le Belgrade Conférence des pays non alignés, tenue en septembre 1961, à laquelle 25 pays¹ ont participé. A Belgrade, nous n'avons pas

l'intention de former un troisième bloc de puissance, mais nous avons espéré par notre

solidarité pour nous constituer en une force morale distincte qui pourrait maintenir l'équilibre des pouvoirs entre l'Est et l'Ouest

dans la cause de la paix.

À cette époque, les États-Unis dépensaient environ

47966 millions de dollars par an uniquement pour la défense et les armements, plus plus de la moitié du budget national. En 1960, l'Union soviétique dépensé quelque 96,1 milliards de roubles pour la défense, sur un budget de 745 800 millions de roubles. Dans une déclaration émise au à la fin de la Conférence de Belgrade, les Nations Unies ont été invitées à de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale 1 Afghanistan, Algérie, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Congo, Cuba, Chypre, Éthiopie, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Irak, Liban, Mali, Maroc, Népal, Arabie saoudite, Somalie, Soudan, Tunisie, République arabe unie, Yémen et Yougoslavie. Il y avait des observateurs du Brésil, de la Bolivie et Equateur.

Épisode 213

L'AFRIQUE DANS LES AFFAIRES MONDIALES

* 99

pour discuter du désarmement, ou pour appeler un désarmement mondial conférence.

Quand les nations non alignées parlent de désarmement, elles sont pas seulement préoccupé par la destructivité et la folie de

la course aux armements. Ils pensent aux vastes possibilités maintenant refusé aux habitants des régions les moins développées
le niveau de vie, le développement de l'agriculture et de l'industrie,
la planification des villes, l'abolition de l'analphabétisme et du besoin, et la
guérison de la maladie. On a estimé qu'un dixième des les dépenses liées à l'armement suffiraient à augmenter la l'ensemble du monde moins développé au niveau d'un autosuffisant
économie. L'influence des nations non engagées doit être exercé au maximum pour redonner un sens des valeurs à la monde.
Pour contribuer à cette fin, le gouvernement ghanéen a mis de côté
50000 £ pour une Assemblée tenue à Accra en juin 1962, et en présence de représentants de toutes les organisations à travers le
monde dont le but est de mettre fin à la menace de guerre nucléaire
et l'instauration d'une paix universelle. Lors de la réunion du Comité préparatoire de cette `` Assemblée d'Accra '', tenue à Zagreb, Yougoslavie, en mars 1962, il a été convenu que le les sujets suivants doivent être discutés: la réduction des inter
tensions nationales; méthodes d'inspection et de contrôle efficaces
désarmement; la transformation du nucléaire militaire existant

matériaux à des fins pacifiques, et la prévention de la propagation des armes nucléaires; problèmes économiques liés ou survenus du désarmement; et l'examen de ces fondamentaux des problèmes comme la faim, la maladie, l'ignorance, la pauvreté et la servitude, en vue d'utiliser à des fins sociales des ressources désormais mal utilisées à la suite de la course aux armements. Les trois objectifs fondamentaux de la politique étrangère du Ghana sont africains en dépendance, unité africaine et maintien de la paix mondiale à travers une politique de neutralité positive et de non-alignement. Le les deux premiers objectifs sont inextricablement liés, car jusqu'à ce que nous soyons libres de toute domination étrangère, nous ne pouvons pas être complètement unis. Pourtant, une action unie est essentielle si nous voulons parvenir à une indépendance totale rence. Le troisième objectif est étroitement associé aux deux autres. Vivre comme nous le faisons sous la menace constante de l'universel destruction, plus il y a de nations non alignées, plus

Épisode 214

200

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

zone non engagée du monde, meilleures sont les chances de

survie humaine. Par force morale, sinon par force matérielle, le

les nations non alignées doivent exercer leur influence pour sauver le monde

du désastre ultime. L'unité de l'Afrique et sa force

tirerait parti de l'intégration continentale de ses

développement industriel, soutenu par une politique unie de non

l'alignement, pourrait avoir un effet très puissant pour la paix mondiale.

Je ne crois pas qu'il soit possible pour un État, dans le monde d'aujourd'hui, de

assurer sa sécurité en se retirant des affaires internationales et

refusant de prendre position sur des questions qui affectent la paix et la guerre. Ce

serait de suivre une politique de neutralisme négatif qui est équivalent à une croyance fatale que la guerre entre les grandes puissances

apporterait misère et destruction uniquement à ceux qui participent

pated dedans. Puisque la guerre, si elle survient, détruira probablement la plupart d'entre nous,

que nous soyons participants ou non, que nous soyons ou non le

cause de cela, le neutralisme négatif n'est pas du tout un bouclier. C'est complètement

impuissant et même dangereux.

Les participants à la Conférence de Belgrade ont partagé ce point de vue.

Ils ont convenu qu'il était `` essentiel que les pays non alignés

devrait participer à la résolution des problèmes internationaux en suspens concernant la paix et la sécurité dans le monde car aucun d'eux ne peut ne sont pas affectés par ces problèmes ou sont indifférents à ces problèmes¹.

a estimé que la poursuite de l'extension de la zone non engagée

du monde constituait la seule alternative possible au politique de la division totale du monde en blocs, et la l'intensification des politiques de la guerre froide.

Une Afrique libre et unie contribuerait grandement à la force de la zone non engagée. Alors que l'énorme obstacles qui font encore obstacle à la liberté et à l'unité africaines

ne doit pas être sous-estimé, il faut tenir compte de l'évolution

force croissante de notre cause. Pour l'opposition au colonialisme,

à la fois moral et matériel, est plus grand dans le monde aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été, et il devient de plus en plus puissant.

Il est significatif qu'à la quinzième session de l'Assemblée générale

Assemblée des Nations Unies, une `` Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux était adopté. Non seulement le colonialisme a été condamné, mais le colonialisme

les pouvoirs ont été invités à commencer les préparatifs à la fois pour la libération

1 Déclaration publiée à la fin de la conférence, en octobre 1966

Épisode 215

L'AFRIQUE DANS LES AFFAIRES MONDIALES

201

de tous les territoires encore sous leur domination. Cette déclaration était

fortement soutenu à la Conférence de Belgrade, bien qu'il n'ait pas encore

à mettre en œuvre.

Les porte-parole des États-Unis ont souvent déclaré leur condamnation du colonialisme et ont affirmé dernièrement leur soutien

de l'indépendance africaine. Nous devons espérer que cela signifie que dissuader

des efforts minés seront faits pour mettre un terme aux interventions impérialistes de

le bloc occidental en Afrique. L'Union soviétique, de par sa nature même

de son état et de sa constitution, est un partisan de l'indépendance. Nous

peut également compter sur un grand nombre de sympathisants en Grande-Bretagne et

dans d'autres pays coloniaux. Les jours du colonialisme en Afrique sont

numérotés, malgré les renforts militaires que le Portugal a emballés à la hâte en Angola, et dans la guerre impérialiste et froide

machinations au Congo; malgré les dernières suppressions du

mouvements nationalistes de la Rhodésie, la force
exténuante
ment de l' *apartheid* en Afrique du Sud, et les manœuvres
effrénées
du néocolonialisme en Afrique. Tôt ou tard, et je le pense
sera beaucoup plus tôt que le monde ne le pense, tous ces
frénétiques
les efforts pour sauver l'impérialisme en Afrique seront
balayés dans les décombres
de l'histoire.

Avec eux iront les dictatures fascistes en Europe
qui sont si finement équilibrés sur la prolongation du
colonialisme,
qui, dans le cas de l'Espagne, a fourni les moyens militaires
pour la
prise de pouvoir; avec le concours d'un monde démocratique
plus préoccupé à l'époque par le soutien à la décision
réactionnaire
cliques comme un bastion contre le communisme qu'avec la
question de
liberté populaire. Dans le présent, il y a un révolutionnaire
positif
lien entre l'exposition du capitaine Galvao au portugais
atrocités en Angola après sa rupture courageuse pour la
liberté et la
intensification des activités nationalistes dans les colonies
portugaises.

Ceux-ci, à leur tour, ont sans aucun doute leur réaction sur le
révolte intellectuelle et ouvrière en cours contre la
dictature au Portugal. L'affaiblissement du fascisme portugais
simultanément au centre métropolitain et dans le colonial

la périphérie peut démarrer une chaîne d'événements qui pourraient réussir engager les forces portugaises partagées entre la métropole et la colonies, à condition qu'il n'y ait pas d'interférence de la neo éléments colonialistes et de la guerre froide. Il y a le danger que Les forces militaires sud-africaines pourraient être mises en

Épisode 216

202

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

empêcher l'extension de la révolte coloniale à sa propre les frontières des voisins.

Les combattants de la liberté africains doivent se préparer à ce danger, qui menace également les États indépendants, qui peuvent

le rencontrer efficacement en unifiant leur commandement militaire et

politique étrangère et s'unir aux mouvements de libération à travers une stratégie concertée. Les potentiels dangereux ici envisagé sont une illustration graphique de la portée directe de im

le pèrialisme sur les affaires internationales à travers ses instruments,

colonialisme et néocolonialisme. On peut facilement voir que l'impérialisme est une cause fondamentale de la guerre. Un système inique

qui a généré d'intenses rivalités et conflits entre nations qui ont éclaté dans une guerre ouverte à grande échelle

bousculer pour obtenir une place au soleil de la suprématie coloniale, il a engendré aujourd'hui le néo-colonialisme qui est plus occupé que jamais en créant des affrontements entre les nations. Dans leur empressement à exploiter les ressources des territoires d'outre-mer, ils s'engagent dans des politiques qui menacent gravement la paix dans le monde. Leur agrippement les implique dans une course constante, comme des crabes dans un pot, grimpant sur le dos pour obtenir la plus grande aide. Le plus souvent, cette ruée se termine par combats physiques, avec la perte d'innombrables vies innocentes.

Quand nous en Afrique dénonçons l'impérialisme et la récente offshoot, néo-colonialisme, nous le faisons non seulement parce que nous croyons que L'Afrique appartient aux Africains et devrait être gouvernée par eux, mais aussi dans l'intérêt de la paix mondiale si essentielle à notre développement et liberté. En abolissant l'impérialisme dans toutes ses formes, le monde sera débarrassé de plusieurs des zones actuelles de conflit.

C'est dans le même intérêt de la paix mondiale que nous prônons également

unité. Une Afrique unie serait en mesure de faire une plus grande contribution à la paix et au progrès de l'humanité. Pour une chose, cela résoudrait les problèmes de ces frontières arbitraires érigées par les puissances coloniales, et ainsi éliminer les dissensions. Il n'y aurait pas de bases militaires étrangères sur les sols. Avec une politique étrangère unie et un plan de défense commun, il n'y en aurait pas besoin. Dans l'Union africaine, aucun pays africain ne serait laissé dans une position de solitaire faiblesse dans laquelle il pourrait être incité à se laisser autoriser. Tout

Épisode 217

L'AFRIQUE DANS LES AFFAIRES MONDIALES

203

genre de pactes militaires ou d'alliances avec des puissances extérieures serait inutile. Notre force unie suffirait à dissuader n'importe quel agresseur potentiel, car une attaque contre n'importe quel pays africain serait considérée comme une attaque contre l'Union. Le maintien des forces militaires impose une lourde charge financière fardeau, même les États africains les plus riches. Nous avons tous besoin

chaque centime que nous pouvons obtenir pour le développement, et c'est suicidaire pour chacun de nous, individuellement, à assumer un si lourd fardeau lorsque le poids pourrait être allégé en le partageant entre nous. je fais pas imaginer que la France aurait osé attaquer Bizerte si nous avions été unis. Elle ne ferait pas non plus exploser des bombes atomiques dans le Sahara malgré les objections africaines urgentes et répétées. La paix mondiale aujourd'hui a besoin de l'indépendance totale de l'Afrique, de ses besoins L'unité de l'Afrique, en tant que contribution positive à l'élimination de la éléments engagés dans la création des conditions de la guerre. Une partie de ces éléments sont liés à la fourniture de matériaux pour et promotion de la fabrication des armes les plus meurtrières de destruction encore conçue. Pour assurer la continuité de cet approvisionnement, L'Afrique est entraînée dans la zone de danger de la guerre. En Angola, le Rhodésie, en Afrique du Sud, une machine militaire menaçante est en cours de construction, visant à détruire l'indépendance africaine et maintenir la servitude de millions d'Africains au blanc suprématie, dans des conditions d'esclavage. La paix mondiale n'est pas possible sans la liquidation complète du colonialisme et de la libération totale des peuples partout.

L'indivisibilité de la paix repose sur l'indivisibilité de liberté. Et cette indivisibilité s'étend aux minorités au sein États indépendants séparés du corps politique. Partout où il y a la possibilité d'un conflit découlant de dis les criminations et le refus des droits de l'homme, la paix des le monde est menacé. D'où il s'ensuit que, si le véritable intérêt de tous les peuples est poursuivie, il faut mettre un terme à toutes les formes d'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, de nation par nation; il doit venir la fin de la guerre. Il doit en résulter une coexistence pacifique et la prospérité et bonheur de toute l'humanité. L'équilibre des forces dans le monde d'aujourd'hui a atteint un tel étape que la seule avenue ouverte à l'humanité est la coopération pacifique existence. L'alternative à cela est le chaos, la destruction et

Épisode 218

204

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

annihilation. Cependant, en ce qui concerne la révolution africaine, nous ne peut pas parler d'équilibre des forces ni même de coexistence tant que car le problème du colonialisme reste non résolu. Jusqu'à colonialisme et impérialisme sous toutes leurs formes et

les manifestations ont été complètement éradiquées d'Afrique,
il serait incohérent que la révolution africaine coexiste avec l'impérialisme.

Épisode 219

EXEMPLES DE GRANDES UNIONS DES ÉTATS

T ici sont dans le monde plusieurs syndicats des Etats qui peuvent offrir

exemples ou études de cas pour l'unification politique de l'Afrique:

les États-Unis d'Amérique, l'Union des socialistes soviétiques Républiques, Australie, Canada, Suisse et Venezuela.

Chacun d'eux a vu le jour à des périodes historiques différentes, mais

tous visant à donner une plus grande protection aux États qui s'unissent

contre les pressions de désintégration internes et externes; et à

fournir au sein du syndicat les conditions de viabilité et sécurité qui conduirait à une évolution économique plus rapide.

Le premier d'entre eux était les États-Unis d'Amérique, dont la constitution a, avec modifications et adaptations, à condition

un modèle pour la plupart de ceux qui ont suivi. James Bryce, un

célèbre juriste anglais décédé en 1922, dans ses *études d'histoire*

et Jurisprudence , définit la forme la plus parfaite d'une fédération des États comme celui qui délègue à un gouvernement fédéral suprême certains pouvoirs ou fonctions inhérents à eux-mêmes ou à leur capacité souveraine ou distincte. À son tour, le gouvernement fédéral ou le gouvernement d'union, dans l'exercice de ces pouvoirs spécifiques, agit directement sur le citoyen individuel, pas moins que sur le com
munes constituant la fédération. Les États séparés conservent intacte leur souveraineté individuelle en ce qui concerne le résidu
pouvoirs non attribués à l'autorité centrale ou fédérale. Le les citoyens des États fédérés doivent une double allégeance, une à l'État individuel, l'autre au gouvernement fédéral.
Par la constitution adoptée en 1787 et mise en vigueur en 1789, les treize membres originaux des États-Unis de L'Amérique, toutes indépendantes les unes des autres, forma un
république fédérale par une combinaison volontaire. Cette formation renforcé et centralisé la confédération et perpétuelle

CHAPITRE VINGT

Épisode 220

206

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

union établie en vertu des articles de la confédération acceptée en 1777 et exploitée entre 1781 et 1789. Le la constitution a reconnu une citoyenneté commune pour l'ensemble

syndicat, et a donné au gouvernement fédéral le pouvoir d'exercer

l'autorité qui lui a été expressément déléguée. Ces pouvoirs qui sont extrêmement larges, sont énoncées dans la section de l'article premier

8 de la constitution comme suit:

La C ongresse doit avoir le pouvoir de payer et de percevoir les taxes,

importationsetexcise, topaythedbttsandprovi defortheco

la défense et le bien-être général des États-Unis; mais tout

les importations et les exportations sont uniformes tout au long de

États;

T oborrowmoneyonthecred itdles États-Unis; t

commerce tardif avec les gnnations antérieures, et parmi les

états, et avec les I ndiantribes; toestablishauniform

naturalisation et lois uniformesonthesu bjectofbankr

dans les États-Unis;

Pour l'argent, réglez la valeur là-bas et

etfixerles normesdew huitmesures;

T oprovidepunishm entde la contrefaçon de l'ESEC

etcourant des États-Unis;

Pour établir des postes - bureaux et postes - routes;

T opromotetheprogressof science andusefularts, byse

pour des heures illimitées d'authentification ou d'inventeur

leursdécouvertes et leurs écrits respectifs;

T oconstitutetribunalsi nferiortthe S upreme C ourt

T odefine punish piracy and felonies committed
on the high seas and offenses against the laws of the
United States, Grant letters of marque and reprisal
making rules concerning commerce on land and water;
To raise and support the armies, but not appropriation
at this time, it must be made for two years;
To provide and maintain an army;
To make rules for the evolution and the regulation of the
navy and the coast guard;
To provide an appeal of force so that the military execute
the
Union, suppress the insurrections and the repelling
invasions;
To provide for the organization, the armament and the discipline
of the militia, and for the governments such as
the states and the District of Columbia
in the service of the United States, reserving the
privileges, the rights of the citizens, and the

Épisode 221

the formation of the militia by ordering the discipline
prescribed by
Congress;
To exercise in all cases, once only
in each district (not to exceed the number of resources) as
may be, the
of the states, and the acceptance of Congress, to be
the seat of the government of the United States, and to the
authority in its entirety inculcated by the conscience of the
people
of the United States in which the same shall be, for the

forts, magazines, arsenaux, chantiers navals et autres
bâtiments nécessaires

ings; et

Toutes les lois qui sont nécessaires et appropriées
transportant les pouvoirs précédents

stitution dans le gouvernement des États-Unis, orinan
département ou officier le reof.

Outre l'attribution de certains pouvoirs spéciaux au fédéral
gouvernement, la constitution des États-Unis établit certains
les spécificités concernant la migration des personnes,
l'inviolabilité des

habeas corpus sauf `` lorsque, en cas de rébellion ou
d'invasion, le

la sécurité publique peut l'exiger⁵, les taxes et droits à
l'exportation, interétatique

droits, l'évitement de la préférence dans la réglementation
des

merce ou revenu entre les ports des différents états,

l'appropriation des fonds du Trésor fédéral, ainsi que
comme un certain nombre d'autres questions.

La constitution peut être amendée par l'approbation des
deux tiers

des deux chambres du Congrès, ou `` sur l'application de la
légis

latures des deux tiers des différents États, appelle une
convention

pour proposer des modifications qui, dans les deux cas, sont
valables

à toutes fins utiles, dans le cadre de la présente Constitution,
lorsque

ratifiée par les législatures des trois quarts des différents États,

ou par des conventions dans les trois quarts de celui-ci, comme l'un ou le

un autre mode de ratification peut être proposé par le Congrès⁵. Non

l'amendement, cependant, peut, sans son consentement, priver

les états de son suffrage égal au Sénat.

Trois autorités distinctes se sont vu confier les pouvoirs du gouvernement central: exécutif, législatif et judiciaire.

Le chef de l'exécutif est le président, élu pour un mandat de quatre ans par les électeurs choisis à cet effet parmi chacun des

1 C'est-à-dire le district de Columbia, dans lequel Washington, la capitale, est situé.

EXEMPLES DE GRANDES UNIONS D'ÉTATS

207

Épisode 222

208

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

États. Il choisit et révoque son propre cabinet, membres de qui sont responsables devant le président et non devant la législature.

En cas de démission ou de décès, le vice-président, *d'office* Président du Sénat, assume la présidence. La présidentielle la succession est réglée par une loi de 1887. A partir de la Secrétaire d'État, la succession se déroule selon l'ancienneté des départements.

Le pouvoir législatif est dévolu à un Congrès composé de deux maisons: une Chambre des représentants, composée de représentants en nombre proportionnel à la population de chaque État. Ils tiennent leurs sièges pendant deux ans. La maison principale est le Sénat, ayant deux membres de chacun des États, élus pour six ans, mais par tiers rotatifs. L'autorité judiciaire suprême est investie dans une cour suprême, qui se compose d'un juge en chef et de huit juges associés, tous nommés à vie par le président, sous réserve à confirmation par le Sénat. La tâche de la Cour suprême est équilibrer les droits des citoyens avec l'interprétation des Constitution.

Définissant brièvement la nature de l'Union soviétique, le constituant énonce son rôle de déterminant et de directeur du syndicat économie, dans laquelle il protège `` la petite économie privée de paysans et artisans individuels basés sur leurs propres travail et interdisant l'exploitation du travail d'autrui ».

Il protège également le droit de propriété personnelle des citoyens dans leur les revenus, les économies qui en découlent et leurs effets personnels, y compris les maisons et le droit d'hériter de ces biens.

L'Union soviétique se compose de seize républiques souveraines et

une centaine de républiques autonomes, de régions autonomes et zones. La première constitution soviétique, adoptée en 1924, révisée en 1936 et modifiée ultérieurement à certains égards, garantit l'égalité des droits pour tous les citoyens sans distinction de race ou de nationalité.

Tout citoyen d'une république de l'Union est également citoyen de l'URSS, donner la double nationalité.

Le Soviet suprême est l'organe le plus élevé du pouvoir. Il est élu

tous les quatre ans et se compose de deux chambres: le Conseil de

l'Union et le Conseil des nationalités, qui ont tous deux l'égalité des droits et doit approuver la législation avant qu'elle ne devienne

efficace. L'élection au Conseil de l'Union se fait par vote direct sur la base d'un député pour 300 000 habitants.

Épisode 223

Le Conseil des nationalités est élu sur une base égalitaire de vingt-cinq députés pour chaque république de l'Union, onze de

chaque république autonome, cinq de chacune des régions et une de chaque zone autonome. Le suprême Soviétique se réunit au moins deux fois par an pendant environ dix jours, mais un petit

nombre de membres est élu pour poursuivre ses travaux entre

sessions. C'est ce qu'on appelle le Praesidium. Il fait la majeure partie de l'œuvre de l'autorité suprême, mais ses actions doivent être ratifié par le Soviet suprême. Le Soviet suprême, à un joint séance des deux chambres, nomme le Conseil des ministres de l'URSS, qui comprend les chefs des différents États comités et aussi les présidents des conseils des ministres des républiques de l'Union, en vertu de leur fonction. La division entre les ministres de toute l'Union et les ministres républicains est défini par la constitution. Les pouvoirs du gouvernement de toute l'Union sont spécifiquement définir et inclure les affaires étrangères; défense et sécurité; finances, argent et crédit; l'utilisation de la terre et de ses ressources, qui sont nationalisées; la planification, l'administration et la supervision de l'économie de l'Union; éducation et santé; le judiciaire système et procédure; poids et mesures; mariage et famille; les droits des citoyens et des étrangers; et bien d'autres questions. En dehors des sphères de l'autorité centrale énoncées dans la constitution, les républiques de l'Union exercent une autorité indépendante et sont en grande partie responsables de l'exécution de leurs pièces du programme d'État unifié. Plus précisément, l'URSS

protège les droits souverains des républiques de l'Union, dont le territoire ne peut être modifié sans le consentement de la république

concerné. Depuis février 1944, chaque république a le droit:

(1) avoir ses propres informations nationales;

(2) pour entrer dans des négociations directes avec des langues étrangères,

pour conclure des accords à la demande de la diplomatie andcon su la r re p re se n ta tio nab ro ad; et

(3) à plusieurs relations avec les États-Unis. (Ce

à droite était un cardinal à droite accordé à la première constitution,

mais il est désormais défini de manière ré c le un rly.)

Chaque république de l'Union a sa propre constitution, qui prend

compte des spécificités de la république et est rédigé

EXEMPLES DE GRANDES UNIONS D'ÉTATS

209

Épisode 224

210

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

en pleine conformité avec la constitution de l'URSS dans le événement de divergence entre une loi de la république de l'Union et une

droit de l'Union, le droit de l'Union prévaut. Les lois de l'Union sont

publié dans les langues de toutes les républiques de l'Union.

Le droit de proposer des candidats aux élections appartient à la

diverses organisations et sociétés sociales: le Parti communiste, syndicats, coopératives, organisations de jeunesse et sociétés. Cependant, seul le Parti communiste est toléré, tous d'autres organisations étant classées comme non parties. L'URSS, à partir de quatre républiques, comprend maintenant seize. Rares sont ceux qui auraient pensé que tant de peuples différents à différents niveaux de développement social, politique et économique, aurait pu être soudé à la puissante puissance que le L'Union est devenue en un laps de temps relativement court. De même, dans le cas de l'Amérique du Nord, les treize originaux États sont passés à cinquante et constitution de 1787, avec divers amendements, fonctionne toujours aux États-Unis. Il existe cependant une différence significative entre le syndicat des États américains et celui des Républiques socialistes soviétiques, dans les circonstances historiques qui ont assuré leur combinaison. Bien que conçu à l'origine comme une union libre d'États souverains, les États-Unis d'Amérique, dans leur forme actuelle, n'étaient pas réalisé comme une union libre et volontaire, mais a été imposé comme le résultat de la victoire du Nord sur le Sud dans la guerre civile. Le

le droit de faire sécession a été dévoilé lorsque certains États ont rompu

loin en 1861, et le président Lincoln, afin de maintenir l'unité de la nation, a commencé la guerre civile contre les sécessionnistes.

Bien que les États sécessionnistes voulaient briser l'Union à cause de l'opposition croissante du Nord à l'esclavage, Lincoln,

écrivant à Horace Greeley, rédacteur en chef du *New York Herald Tribune* ,

en 1862, a déclaré que `` mon objectif primordial est de sauver l'Union,

et non pour sauver ou détruire l'esclavage. Si je pouvais sauver le

Union sans libérer aucun esclave, je le ferais; si je pouvais sauver

en libérant tous les esclaves, je le ferais; et si je pouvais le faire en

libérer certains et laisser les autres seuls, je le ferais aussi " 1.

La guerre a été gagnée et Lincoln a pu affirmer le plus solennellement

'que j'ai fait tout ce qui, à mon avis, pouvait être fait pour restaurer le

1 Abraham Lincoln: *Life, Public Service and State Papers*.

Épisode 225

Union sans interférer avec l'institution de l'esclavage. Nous échoué, et le coup porté à l'esclavage a été porté.

Cependant, la survie de l'Union exigeait l'abolition des esclavage. L'un était incompatible avec l'autre, soutenant notre

La position panafricaine selon laquelle une liberté totale est impérative pour

Unité africaine. Aux États-Unis, la poursuite de la L'Union a ouvert la voie à l'avancée industrielle vitale de l'Amérique:

Cette section, qui avait été conservée dans les développement par une seule institution, et avait été connecté à la

avance de tout, avait été ralenti jusqu'au niveau de rest de l'ecoun try. F re e la bourwas ainsi de suite pour montrer lf f

superiortoslavelabour dans le S outh. . . . L hepoweroft nation, jamais avant affirmée en un seul lieu, avait un lieu pour lui-même f;

et pourtantla continuationpourl'étatessavedth énationa powerfromadevelopment intocentralizedtyrann y. Un ndth nouvellepuissance de la thénation, en garantissant une autre riction

gouvernementtoasinglena tionincentral N orth A merica, gav sécurité contre toute question dans la production de relations internatio nales

les guerres internationales et ont continué à contrecarrer l'imposition dans le territoire occupée par les États-Unis. 1

Ainsi, la nation américaine est sortie plus forte de la société civile

guerre pour continuer sa route vers son éminence actuelle en tant que

État de libre entreprise dans le monde.

En Union soviétique, l'histoire était différente. Là le droit de sécession était le point de test crucial du traité d'Union.

Lénine l'a précisé en affirmant que:

Just as mankind can achieve the abolition of class only by passage à travers la période de transition
classe opprimée, so mankind can only achieve the inevitable
fusion of nations by passing through the period of transfer
complete liberation of oppressed nations, c'est-à-
dire

la liberté décide. 2

À ce sujet, le troisième Congrès panrusse des soviets a
amplifié

Le point de vue de Lénine dans sa déclaration du 24 janvier
1918 selon lequel:

1 *Encyclopaedia Britannica*, 1947. Article sur l'histoire des
États-Unis

États d'Amérique, Vol. 22, p. 810.

2 Lénine: *Œuvres sélectionnées* Vol. V, pp. 270-1.

H *

EXEMPLES DE GRANDES UNIONS D'ÉTATS

211

Épisode 226

212

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

le Soviet Republic est établi en dehors de la
composition des nations. Je n'ai pu éviter de
surthéquer, théoriquement, les droits des
les paysans de toute la nation, le droit de faire
cisions dans le système propre au Sovietisme
faites le

et sur quels terrains, pour participer à la fusion
éthérée de la Sovietisation.

La force de l'Union soviétique a été prouvée dans le fournaise de guerre. Même sous l'impact de la sauvagerie fasciste, il est resté ininterrompu.

L'Union du Canada a vu le jour dans le but de résoudre les différences raciales anglo-françaises entre les provinces de Haut et Bas-Canada, qui étaient attisés par le rivalités entre l'Angleterre et la France. Bien que unis en un législature après l'octroi de l'autonomie gouvernementale en vertu d'un

gouverneur, une impasse a été atteinte au sein du gouvernement et un syndicat

a été évoquée. Le 1er juillet 1867, quatre provinces se sont unies. Ils étaient

Haut-Canada (maintenant Ontario), Bas-Canada (maintenant Québec),

Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick. Avec la nouvelle ère qui était

ouvrant en Amérique, à la suite de la guerre civile, l'union des Les provinces canadiennes ont offert le seul espoir d'une croissance réussie⁵.

La Terre de Rupert a été ajoutée en 1869 par achat de l'Hudson

Bay Company et la Colombie-Britannique se sont jointes en 1871. La

Le gouvernement britannique a transféré au Canada en 1878 tous les Britanniques

Amérique du Nord sauf Terre-Neuve.

Théoriquement, l'exécutif se compose d'un gouverneur général

et le conseil privé, mais dans la pratique, c'est un cabinet sous une ministre. Le gouverneur général est nommé pour cinq ans pour représenter le souverain dans toutes les affaires du gouvernement fédéral. Il y a une Chambre des communes élue par les différentes provinces selon la population. Lieutenants-gouverneurs des provinces sont nommés par le gouverneur général. Toute la législation locale est exercé par les parlements provinciaux des maisons individuelles, sauf dans le cas du Québec, qui en compte deux. Le parlement fédéral a compétence sur toutes les questions qui ne sont pas spécifiquement attribuées aux législatures locales. Dans le Commonwealth d'Australie, le parlement fédéral exerce sa compétence sur les matières qui lui sont expressément attribuées par la constitution. Les États gardent le contrôle, en conséquence, sur

Épisode 227

les sujets qui ne sont pas retirés par définition constitutionnelle. Néanmoins, l'autorité centrale est assez étendue, allant du commerce, de l'industrie, du droit pénal, de la fiscalité, de la quarantaine, mariage et divorce, poids et mesures, cours légal, copie

droits et brevets, naturalisation et étrangers. Le fédéral le principe de la représentation égale des États est pratiqué par le

élection de six membres de chacun des six États au Sénat, pour une période de six ans, la moitié partant à la retraite tous les trois ans. Élection

à la Chambre des représentants est basée sur la population, avec

pas moins de cinq membres de chacun des États.

Si l'union n'a pas apporté au Canada et en Australie, par exemple,

la formidable impulsion qu'elle a donnée aux États-Unis et l'Union soviétique, c'est parce que les autres facteurs n'étaient pas égaux.

Bien que le Canada soit considérablement plus grand que les États-Unis,

son territoire comprend de vastes étendues de terrain vague où civilisé

l'habitation s'est jusqu'à présent avérée

impossible. L'Australie, de son côté,

a une grande ceinture de pays aride à l'intérieur, et la population

est plus ou moins confiné aux zones côtières. Le Canada et L'Australie est peu peuplée et encourage une politique de l'immigration de Grande-Bretagne et d'Europe.

Bien que les deux dominions restent liés au British Common richesse, la contiguïté du Canada avec les États-Unis a dans l'orbite du capitalisme monopoliste américain, qui a aujourd'hui des investissements majeurs dans la croissance de l'économie canadienne,

au grand dam de certains critiques. La laine et l'or ont contribué à accumuler les premiers capitaux en Australie; mais l'industrialisation a fait n'a vraiment démarré à grande échelle que récemment. Là encore, le monopole américain s'enfonce entre ses dents. Dans Canada, il y a encore un certain degré de friction raciale entre les communautés française et anglaise et cela est aggravé par l'ingérence de l'Église catholique romaine. Une forme de gouvernement fédéral opère au Venezuela, et le disposition de la constitution adoptée en 1936 gilets législatifs pouvoir dans un congrès national de deux chambres: le Sénat et Chambre des députés. Il se réunit chaque année à Caracas. Le Le Sénat se compose de deux membres de chacun des États indépendants et autonomes. Cela donne quarante membres, élus par les législatures des États pour une période de quatre ans. L'élection à la Chambre se fait par vote direct au suffrage limité à

EXEMPLES DE GRANDES UNIONS D'ÉTATS

213

Épisode 228

214

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Hommes vénézuéliens, alphabétisés et âgés de plus de 21 ans, dans le proportion d'un député pour 35 000 habitants. Chaque l'État a le droit d'envoyer au moins un député. La présidentielle son mandat est de cinq ans et, constitutionnellement, le président ne peut se succéder immédiatement. Le président est assisté d'un cabinet des ministres et le gouverneur du district fédéral. Le les gouvernements des États nominalement autonomes se composent de législateurs assemblées composées de députés élus au scrutin pour une période de trois ans, et pour chacun un président et deux vice-présidents choisi par l'assemblée législative pour une période de trois ans.

On a dit que la Suisse est un modèle de gouvernement fédéral

ment. Il se compose de vingt-deux États souverains ou cantons. Deux les chambres législatives constituent l'appareil gouvernemental.

Ce sont le Sénat ou le Conseil des États, dans lequel chaque canton

a une représentation égale; et le Conseil national, choisi le la base d'un membre pour 20 000 habitants. Le

deux organes forment l'Assemblée fédérale. Un conseil exécutif de

sept membres sont élus par l'Assemblée fédérale pour une période

de trois ans, et l'un de ses membres est choisi annuellement, également par l'Assemblée fédérale, pour présider le Conseil. Ses pouvoirs ne sont pas plus grands que ceux de ses collègues, bien qu'il soit Président de l'État et représente la nation lors de toutes les cérémonies occasions. La constitution prévoit que pas plus d'un conseiller peut provenir de n'importe quel canton, qui porte le principe fédéral dans la structure de l'exécutif. Le fédéral Le Conseil est responsable devant l'Assemblée fédérale, mais il ne démissionner si sa politique est rejetée par le législateur. D'une coalition caractère, il représente plus presque un conseil de permanent chefs de département que le cabinet d'un système parlementaire. Afin d'améliorer efficacement et rapidement les graves dommages fait à l'Afrique du fait de l'impérialisme et du colonialisme, le les États africains émergents ont besoin d'États solides et unitaires capables de exerçant une autorité centrale pour la mobilisation des l'effort et la coordination de la reconstruction et du progrès. Pour pour cette raison, je considère que même l'idée de fédérations régionales en Afrique comporte de nombreux dangers. Il y a le danger de

le développement des loyautés régionales, en luttant contre chacun
autre. En effet, les fédérations régionales sont une forme de balkanisation
à grande échelle. Ceux-ci peuvent donner lieu à l'interaction dangereuse

Épisode 229

non seulement de la politique de puissance entre les États africains et les régions,
mais peut aussi créer les conditions qui permettront aux impérialistes
et les néocolonialistes de pêcher dans ces eaux troubles. En effet, une telle
les fédérations peuvent même s'opposer à la notion de unité. Il faut regarder le problème du point de vue de sa
objectifs pratiques et immédiats. Par exemple, alors qu'il peut être inopportun géographiquement et autrement pour le Ghana
rejoindre une fédération de l'Afrique de l'Est, il n'y aurait aucune difficulté
pour le Tanganyika, disons, rejoindre une union politique de l'Afrique.
Nous devons nous efforcer d'éradiquer rapidement les forces qui
nous a séparés. Le meilleur moyen de le faire est de commencer à créer un
une loyauté plus large et globale qui maintiendra la cohésion de l'Afrique
en tant que peuple uni avec un gouvernement et une destinée.

EXEMPLES DE GRANDES UNIONS D'ÉTATS

215

Épisode 230

GOUVERNEMENT CONTINENTAL POUR L'AFRIQUE

CHAPITRE VINGT ET UN

We ont vu, dans l'exemple des États-Unis, comment la les éléments dynamiques au sein de la société ont compris le besoin d'unité et ont combattu leur guerre civile acharnée pour maintenir l'union politique qui était menacé par les forces réactionnaires. Nous avons aussi vu, dans l'exemple de l'Union soviétique, comment la forge l'unité continentale et le maintien de la souveraineté nationale par les états fédéraux, a atteint un dynamisme qui a soulevé une la société la plus arriérée en une unité la plus puissante au sein d'un espace de temps remarquablement court. D'après les exemples devant nous, dans L'Europe et les Etats-Unis d'Amérique, c'est donc un brevet que nous en Afrique avons les ressources, présentes et potentielles, pour créer le genre de société que nous avons hâte de construire. Il est calculé qu'à la fin de ce siècle, la population de l'Afrique dépassera probablement cinq cents millions.

Notre continent nous offre la deuxième plus grande étendue de terre du monde. On estime que la richesse naturelle de l'Afrique est plus grande que celle de presque tous les autres continents du monde. Dessiner tirer le meilleur parti de nos moyens existants et potentiels pour atteindre d'abondance et d'un bel ordre social, nous devons unifier nos efforts, nos ressources, nos compétences et nos intentions. L'Europe, en revanche, doit être une leçon pour nous tous. Trop occupé à éteindre ses nationalismes exclusifs, il est descendu, après des siècles de guerres entrecoupés d'intervalles de paix inquiète, dans un état de confusion, simplement parce qu'il n'a pas réussi à créer un son base de l'association et de la compréhension politiques. Seulement maintenant, sous les nécessités de la rigueur économique et la menace de la nouvelle Réhabilitation industrielle et militaire allemande, l'Europe tente-t-elle - sans succès - pour trouver un *modus operandi* pour contenir le menace. On espère faussement que la Communauté européenne

Épisode 231

accomplira ce miracle. Il a fallu deux guerres mondiales et le

éclatement des empires pour faire retomber la leçon, encore partiellement

digérée, cette force réside dans l'unité.

Alors que nous, en Afrique, pour qui l'objectif de l'unité est primordial,

s'efforcent de conjuguer nos efforts dans ce sens, le néo

les colonialistes mettent tout en œuvre pour les déranger en les encourageant

la formation de communautés basées sur les langues de leurs anciens colonisateurs. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être si dés

organisé et divisé. Le fait que je parle anglais ne

fais de moi un Anglais. De même, le fait que certains d'entre nous

parler français ou portugais ne fait pas de nous des Français ou

Portugais. Nous sommes Africains avant tout et en tant qu'Africains, notre

l'intérêt supérieur ne peut être servi qu'en s'unissant au sein d'une

Communauté. Ni le Commonwealth ni un Franco-Africain

La communauté peut être un substitut.

Pour nous, l'Afrique avec ses îles n'est qu'une Afrique. Nous rejetons le

idée de tout type de partition. De Tanger ou du Caire dans le Du nord au Cap au sud, du cap Guardafui au

À l'est des îles du Cap-Vert à l'ouest, l'Afrique est une indivisible.

Je sais que lorsque nous parlons d'union politique, nos critiques sont

rapide à observer une tentative d'imposer le leadership et d'abro
porte la souveraineté. Mais nous avons vu à partir des nombreux exemples de l'union mise en avant, que l'égalité des États est jalousement gardée dans chaque constitution et cette souveraineté est maintenue.

Il y a des différences dans les pouvoirs attribués au central gouvernement et ceux retenus par les États, ainsi que dans le fonctions du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Tous avoir une politique commerciale et économique commune. Ils sont tous laïque, afin que la religion ne puisse pas être traînée à travers le de nombreux problèmes liés au maintien de l'unité et à la sécurisation du le plus grand développement possible.

Nous en Afrique qui pressons maintenant pour l'unité sommes profondément conscients de la validité de notre objectif. Nous avons besoin de la force de notre des nombres et des ressources combinés pour nous protéger de la dangers très positifs du retour du colonialisme déguisé formes. Nous en avons besoin pour combattre les forces enracinées qui divisent notre continent et retiennent toujours des millions de nos frères. Nous en ont besoin pour assurer la libération totale de l'Afrique. Nous en avons besoin pour porter

Épisode 232

2 | 8

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

faire avancer notre construction d'un système socio-économique qui

soutenir la grande masse de notre population en constante augmentation à des niveaux

de la vie qui se comparera à ceux des plus avancés des pays.

Mais nous ne pouvons pas mobiliser nos ressources présentes et potentielles

sans effort concerté. Si nous développons nos potentialités en

les hommes et les ressources naturelles dans des groupes isolés séparés, nos

les énergies seraient bientôt dissipées dans la lutte pour surenchérir

un autre. Les frictions économiques entre nous conduiraient certainement à

une rivalité politique amère, qui a entravé pendant de nombreuses années la

rythme de croissance et de développement en Europe.

À l'heure actuelle, la plupart des États africains indépendants se déplacent

dans des directions qui nous exposent aux dangers de l'impérialisme et

néocolonialisme. Nous avons donc besoin d'une base politique commune

pour l'intégration de nos politiques dans la planification économique, la défense, relations étrangères et diplomatiques. Cette base d'action politique ne doit pas porter atteinte à la souveraineté essentielle de la États africains. Ces États continueraient d'exercer autorité dépendante, sauf dans les domaines définis et réservés pour une action commune dans l'intérêt de la sécurité et du bon ordre développement de tout le continent.

À mon avis, par conséquent, une Afrique unie - c'est-à-dire la politique et l'unification économique du continent africain - devrait chercher

trois objectifs:

Premièrement, nous devrions avoir une planification économique globale sur un base continentale. Cela augmenterait le niveau industriel et puissance économique de l'Afrique. Tant que nous restons balkanisés, régionalement ou territorialement, nous serons à la merci du colonialisme et l'impérialisme. La leçon des républiques sud-américaines *face* à la force et à la solidarité des États-Unis de L'Amérique est là pour tout voir.

Les ressources de l'Afrique peuvent être utilisées au mieux et le bénéfice maximal pour tous uniquement s'ils sont définis dans un délai tout le cadre d'un développement planifié à l'échelle continentale. Un sur

tout plan économique, couvrant une Afrique unie sur un continent base, augmenterait notre puissance industrielle et économique totale. Nous devrions donc réfléchir sérieusement maintenant aux moyens et moyens de construire un marché commun d'une Afrique unie et ne pas nous laisser attirer par les avantages douteux de

Épisode 233

association avec le soi-disant Marché commun européen. Nous en Afrique ont trop longtemps regardé vers l'extérieur le développement de notre économie et nos transports. Commençons à regarder vers l'intérieur sur le continent africain pour tous les aspects de son développement. Notre les communications ont été conçues sous la domination coloniale pour s'étendre vers l'Europe et ailleurs, au lieu de développer en interne entre nos villes et nos états. L'unité politique doit donnez-nous le pouvoir et la volonté de changer tout cela. Nous en Afrique avons des ressources agricoles, minérales et hydrauliques incalculables. Ces des ressources presque fabuleuses peuvent être pleinement exploitées et utilisées l'intérêt de l'Afrique et des peuples africains, seulement si nous développons

au sein d'un gouvernement de l'Union des États africains. Tel que

Le gouvernement devra maintenir une monnaie commune, un

zone monétaire et une banque centrale d'émission. Les avantages de

ces arrangements financiers et monétaires seraient en estimable, puisque les transactions monétaires entre nos Les États seraient facilités et le rythme de l'activité financière généralement accéléré. Une banque centrale d'émission est un incontournable

nécessité, compte tenu de la nécessité de réorienter l'économie des

L'Afrique et la placer hors de portée du contrôle étranger.

Deuxièmement, nous devons viser la mise en place d'un stratégie militaire et de défense. Je ne vois pas beaucoup de vertu ou

la sagesse dans nos efforts séparés pour construire ou maintenir de vastes

des forces militaires d'autodéfense qui, de toute façon, seraient

efficace dans toute attaque majeure contre nos États séparés. Si nous

examiner ce problème de manière réaliste, nous devrions être en mesure de demander à notre

se pose cette question pertinente: quel Etat unique en Afrique aujourd'hui

peut protéger sa souveraineté contre un agresseur impérialiste? Dans

cette connexion, il convient de mentionner que les anti- *apartheid*

les dirigeants ont affirmé que l'Afrique du Sud est en train de construire un grand force militaire avec toutes les dernières armes de destruction, dans l'ordre pour écraser le nationalisme en Afrique. Ce n'est pas tout non plus. Il y a des graves indications que certains gouvernements de colons en Afrique ont déjà été pris dans la dangereuse course aux armements et sont maintenant s'armant jusqu'aux dents. Leurs activités militaires constituent une menace sérieuse non seulement pour la sécurité de l'Afrique, mais aussi à la paix du monde. Si ces rapports sont vrais, seule l'unité de l'Afrique peut empêcher l'Afrique du Sud et ces autres gouvernements d'atteindre leurs objectifs diaboliques.

GOUVERNEMENT CONTINENTAL POUR L'AFRIQUE

2 ig

Épisode 234

220

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

Si nous ne nous unissons pas et ne combinons pas nos ressources militaires pour défense commune, les États individuels, dans un sens de sécurité, peut être amené à conclure des pactes de défense avec des des pouvoirs qui peuvent mettre en danger notre sécurité à tous.

Il y a aussi l'aspect des dépenses de ce problème. Le

le maintien d'importantes forces militaires impose une lourde charge financière

fardeau, même les États les plus riches. Pour les jeunes africains

Les États, qui ont grand besoin de capitaux pour leur développement interne,

il est ridicule - voire suicidaire - pour chaque État séparément et

individuellement pour assumer un si lourd fardeau de légitime défense,

lorsque le poids de ce fardeau pourrait être facilement allégé par

le partager entre eux. Une tentative a déjà été

réalisée par les puissances de Casablanca et l'Union afro-malgache

en matière de défense commune, mais combien mieux et

il serait plus fort si, au lieu de deux entreprises de ce genre, il y avait

un commandement de défense global (terrestre, maritime et aérien) pour l'Afrique.

Le troisième objectif que nous devrions avoir en Afrique découle

des deux premiers que je viens de décrire. Si nous en Afrique mettre en place une organisation de planification

économique unifiée et un

stratégie militaire et de défense, il nous faudra adopter

une politique étrangère et une diplomatie unifiées pour

donner une direction politique

à nos efforts conjoints pour la protection et le

développement économique

de notre continent. De plus, il y a une soixantaine d'États dans

Afrique, dont environ trente-deux sont actuellement indépendantes.

Le fardeau d'une représentation diplomatique distincte par chaque État

sur le seul continent africain serait écrasant, de ne pas mentionner la représentation en dehors de

l'Afrique. L'opportunité d'un

politique étrangère commune qui nous permettra de parler avec un

voix dans les conseils du monde, est si évidente, vitale et im ce commentaire n'est guère nécessaire.

Je suis convaincu qu'il devrait être possible de concevoir une circonscription

structure nationale applicable à nos conditions particulières en Afrique et

pas nécessairement encadrée par les constitutions existantes de

Europe, Amérique ou ailleurs, ce qui nous permettra de sécuriser

les objectifs que j'ai définis et pourtant préservés dans une certaine mesure

la souveraineté de chaque État au sein d'une Union des États africains.

Nous pourrions ériger pour le moment une forme constitutionnelle qui

pourrait commencer avec les États désireux de créer un noyau et quitter

la porte ouverte à l'attachement des autres qui désirent rejoindre ou

Épisode 235

GOUVERNEMENT CONTINENTAL POUR L'AFRIQUE

221

atteindre la liberté qui leur permettrait de le faire. Le le formulaire pourrait être rendu susceptible d'ajustement et de modification

à tout moment le consensus d'opinion est pour cela. Il se peut que

une expression concrète peut être donnée à nos idées présentes dans un

parlement continental qui fournirait un inférieur et un supérieur

maison, celle qui permet de discuter des nombreux problèmes

face à l'Afrique par une représentation basée sur la population; L'autre,

assurer l'égalité des États associés, quelle que soit leur taille et la population, par une représentation similaire et limitée de chacun des

eux, pour formuler une politique commune sur toutes les questions touchant les

sécurité, défense et développement de l'Afrique. Cela pourrait, à travers

un comité choisi à cet effet, examine les solutions probables aux problèmes de l'union et rédiger une forme plus concluante de

constitution qui sera acceptable pour tous les indépendants États.

La survie de l'Afrique libre, l'extension de l'indépendance de ce continent, et le développement vers cet avenir radieux

sur lesquels reposent nos espoirs et nos efforts, dépendent l'unité politique.

Dans le cadre d'une union politique majeure de l'Afrique, il pourrait émerger un

Afrique unie, grande et puissante, dans laquelle le territoire les frontières qui sont les reliques du colonialisme deviendront

obsolète et superflue, travaillant pour le complet et total mobilisation de l'organisation de planification économique dans le cadre d'un

direction politique unifiée. Les forces qui nous unissent sont bien plus grandes

que les difficultés qui nous divisent actuellement, et notre objectif doit

être l'établissement de la dignité, du progrès et de la prospérité de l'Afrique.

La preuve est donc positive que l'union continentale de l'Afrique

est un desideratum incontournable si nous sommes déterminés à bouger

avec impatience la réalisation de nos espoirs et de nos plans pour créer un

société moderne qui donnera à nos peuples la possibilité de profiter d'une vie pleine et satisfaisante. Les forces qui nous unissent sont

intrinsèques et supérieurs aux influences superposées qui nous séparer. Ce sont les forces que nous devons enrôler et ciment pour le bien des millions de confiance qui se tournent vers nous, leur

dirigeants, pour les sortir de la pauvreté, de l'ignorance et du désordre

laissé par le colonialisme dans une unité ordonnée dans laquelle la liberté et l'amitié peut s'épanouir dans l'abondance. Voici un défi que le destin a lancé au

Épisode 236

222

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR

dirigeants africains. C'est à nous de saisir ce qu'est une opportunité en or
tunité pour prouver que le génie du peuple africain peut surmonter les tendances séparatistes dans la nation souveraine en
se rassembler rapidement, pour la plus grande gloire de l'Afrique
et le bien-être infini, dans une Union des États africains.

Épisode 237

INDICE

Abbas, Ferhat, 143

Abdulla Osman, président de la Somalie, 147

Abubakar Tafawa Balewa, Alhaji Sir, Premier ministre du Nigéria, 147

`` Assemblée d'Accra '' (1962), 199

Nouvelles du soir d'Accra , 55

Achimota College, Ghana, 44, 46 ans; et voir Legon University

Afrique,

.

îles de, xin

brouiller pour, xii-xiii, 6-7
l'aube de la civilisation en, 2
premiers contacts chinois avec, 3
exploration de, 3-4
Exploitation européenne de, 4-6, 23,
29> 3i
ressources minérales, 23-4, 25, 150-1,
! 52.
.
liste des pays indépendants, 52
dangers de désunion, 75-6
ressources agricoles et forestières,
150-1, 152
fournisseur de produits primaires à bas prix
matériaux, 160-1
et voir États-Unis d'Afrique
Institut africain de développement, Dakar,
157
Africains, statut de, 1-2
Coutumes traditionnelles africaines,
obligations familiales, 100
polygamie, 104
dépenses en festivals, 104-5
Union afro-malgache, 148, 220
Les ressources agricoles,
du Ghana, 25-6, 29-30
économies mono-culture, 25-6, 108-9
recherche sur, 29-30, 125
d'Afrique, 150-1, 152
Conférence d'Algésiras (1906), 6
Algérie,

Politique française en, 10
Le Ghana soutient la libération de, 10
et Conférence d'Accra de 1960, 138
FLN à la conférence de Casablanca,
143 .
non invité à la conférence de Lagos, 148
Conférence panafricaine des peuples,
(Accra, 1958), 137
(Le Caire, 1961), 139
Fédération syndicale panafricaine,
128, 137
Angola, 11-12
Révolte de 1961, 12
travail forcé en, 38-40
Angola Diamond Co., 42 ans
Résolution des Nations Unies sur, 42
partis politiques en, 52
et voir les colonies portugaises
Apartheid , 13-15 ans
Ashanti et l'Asantehene, 62-5, 71,
84
Ashanti Goldfields Ltd, 25 ans
Politiques d'assimilation,
Français, 9-10
Portugais, 11-12
Atta, Nana Sir Ofori, 25 ans
Australie, union de, 212-13
Azikiwe, Dr Nnamdi, Gouverneur général
du Nigéria, 55-6
Politiques de balkanisation, 157-8, 173-4,
179-50

Conférence de Bandung, 144-5
Barnes, Leonard, 45 ans
Mission de Bâle, 45
Basutoland, 36 ans
Conférence de Belgrade (1961), 197, 198
201
Conférence de Berlin (1884-5), 7
Bevin, Ernest, 16 ans
Ligne d'expédition Black Star, 113-14
Boigny, Houphouët, 179
Bolivar, Simon, 188-9
Bourguiba, Habib, président de la Tunisie,
55
.
Bourne, sir Frederick, 58 ans
États de Brazzaville, Conférence des
(Bangui, 1962), 186-7
Politique coloniale britannique, 15-19
règle indirecte, 18, 62
Développement colonial et bien-être
Société, 24

Épisode 238

224

INDICE

(Politique coloniale britannique, suite)

au Ghana, 58-63

néocolonialisme, 176

Commonwealth britannique des nations,
185-6

Brogan, DW 155

Bryce, James, 205 ans

Caisse centrale de coopération économique (CCGE), 175

Caisse Centrale de la France d'Outremer (CCOM), 175

Cameron, James, 70 ans

Cameroun, 145

Canada, union des, 212, 213

Conférence de Casablanca (1961), 143-4, 146-7

Charte africaine de Casablanca, 144-5

politique de défense commune, 220

Fédération centrafricaine, 75, 176, 190-1; *et voir* Nyasaland;

Rhodésie

Ceylan, 143

Chefs,

sous règle indirecte, 18

en vertu de la Constitution ghanéenne, 83-4

***et voir* Ashanti et l'Asantehene**

Chine,

industrialisation de, 37

conseils sur la révolution, 55-6

potentialités de, 164-5

Service civil,

après l'indépendance, 84-5

réétention des fonctionnaires britanniques, 87-92, 94, 9? .

Africanisation de, 90-1, 94-5

dynamisme requis, 92-4

sélection et formation, 94-5

Institut d'administration publique, 95
Le Ghana prêt à aider à la formation, 96
Clemenceau, Georges, 133
Guerre froide, voir Pays non alignés
Développement colonial et bien-être
Société, 24
Gouvernement colonial,
formes de, 8
Britannique, 15-19 ans
et voir les politiques d'assimilation; euro
pean colons
Colonialisme, conditions sous,
formes de règle, 15-19
investissement à l'étranger, 22
approvisionnement en matières premières, 22-3, 112
bénéfices pris hors du pays, 23, 29, 31
l'industrialisation découragée, 23-4,
26-8
concessions aux entreprises étrangères,
24-5
(Colonialisme, suite)
agriculture monoculture, 25-6
fluctuation des prix à l'exportation, 25-6
communications, 28
impôt sur le revenu maintenu bas, 28-9
recherche agricole et vétérinaire,
29-30
développement du bien-être, 31
logement, 33-4
sociétés de construction, 33
approvisionnement en eau en milieu rural, 34-5

services de santé, 35-6
malnutrition, 36-7
manque d'incitation à travailler, 37
syndicats, 37
travail forcé, 37-41
colons, 40
investi dans des finances internationales
intérêts, 41-2
éducation, 43-9
réticence à accorder l'indépendance,
57-8
et voir le néo-colonialisme
Pouvoirs colonialistes, motifs de, xii-xiii,
7-8, 20-1
Barre de couleur, *voir* Racialisme
Marché commun, Africain, 143, 162-4,
218-19
monnaie commune, 163
politique de vente commune, 163
Marché commun, européen,
et Afrique, 143, 158, 163
hostile à l'industrialisation africaine,
159-60, 181-2
néocolonialisme de, 161, 181-2
lié à l'OTAN, 162
raison d'être de, 164
«Eurafrica», 187
Les communications,
chemins de fer et routes, 28, 154-5
transport aérien, 112-13, 156-7
expédition, 113-14

ports et voies navigables, 114, 117,
155-6
Conférence de Conakry (i960), 141-2
Congo, belge,
création de, 12-13
Union Minière, 42
Congo, République du,
demande l'aide de l'ONU, 138, 191-2
conférence à Léopoldville (i960),
139
Conférence de Casablanca et, 144
à Lagos Conference, 148
Barrage d'Inga, 169-70
'État indépendant du Congo', 6-7, 12-13
Conseil de l'Entente, 179
Parti populaire de la Convention (Ghana),
i7> 5 °> 5i

Épisode 239

INDICE

225

(Parti populaire de la Convention, suite)
les relations avec les autres parties africaines,
53
contraste avec UGCC, 54-5
lutte avec NLM, 57-8
force électorale à Ashanti et le
Nord, 71
et les syndicats, 127-8
rôle de, 128-9
Conseil de l'unité économique africaine

(CUEA), 146
Cox, le professeur Oliver C., 165 *n*
Davidson, Basilic, 4-5
De la Mahotièrre, Stuart, 15971, 161
Démocratie, *voir* la démo parlementaire
la cratie; presse
Désarmement, 198-9
DuBois, WEB, 132, 133, 135
Commission économique pour l'Afrique
(ECA), 167-8
Éducation,
à Rhodésie du Nord, 43
au Kenya, 43-4
universités et collèges universitaires,
44 j 46
technique, 46-7, 124-5
subventions aux écoles missionnaires, 47, 48
formation des enseignants, 48
manuels, 49
Égypte, *voir* République arabe unie
Eisenhower, président DW, 115
Éthiopie, 136, 147
Conférence i960 à Addis-Abeba, 138
pas à la conférence de Casablanca, 145
«Eurafrica», 187
Communauté européenne, 216-17
Fonds européen de développement, 158-9,
161, 163
Colons européens, 10-11, 40
Conseils exécutifs, 16
Crise de Fashoda (1898), 6

Fédération,
ne convient pas au Ghana, 57-8, 62-5
formes de, 205-14
fédérations régionales dangereuses, 214
15
Ferry, Jules, 20-1
Finance, international,
motifs pour, 20-1
rentabilité de, 22
intérêts acquis de, 41-2
difficulté à trouver, 97, 98
prêts avec politique et économique
cordes, 101-2
et voir le Fonds européen de développement
Matières premières fissiles, 151
Marchés fluctuants, voir Marché mondial
fluctuation des prix
Fonds d'Aide et de Coopération (FAC),
*** 75**
.
Fonds d'Investissement et de Développement Econo -
mique et social (FIDES), 175
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
(FAO), 98
Travail forcé dans les colonies portugaises,
12, 37-41
Ressources forestières,
au Ghana, 111
recherche sur, 125-6
en Afrique, 152
Fourah Bay College, Sierra Leone, 44 ans

Colonies françaises,
Rassemblement Démocratique Afri-
caïn, 51 ans
politique d'assimilation, 9-10
essais nucléaires au Sahara, 144
néocolonialisme en, 174-6, 177-9, * 82
Communauté française, 178-9, 186
Galvao, capitaine Henrique, 39-40, 201
Garvey, Marcus, 133
Ga Shifimo Kpee, tribal du Ghana
organisation, 72
Gaulle, général de, 178
Ghana, ancien état de, 2
Ghana, République du,
cacao, 25-6
femmes commerçantes, 26
agriculture, 29-30
industrie de la pêche, 30-1, 110
Mouvement de libération nationale
(NLM), 57-8, 63, 75
Assemblée constituante, 58
indépendance gagnée, 59
droits des minorités, 59-60
Ghana (Constitution) Order-in
Conseil (1957), 60-1
Assemblées régionales, 62-5
Position d'Asantehene, 63-4
Tactiques d'opposition après l'indépendance
72-5
Projet de loi sur la prévention de la discrimination, 74
Parti uni, 74

devient une république, 80-1
la présidence, 81-3
et l'unité africaine, 85-6
Conseil uni des agriculteurs du Ghana, 100
commerce extérieur, 108
diversification des cultures, 108-9
l'industrialisation, 111-12
développement forestier, 111
Plans de développement, 111
Projet de la rivière Volta, en, 114-16
Port de Tema, en, 116-17
Ghana Airways, 112-14

Épisode 240

226

INDICE

(Ghana, suite)

Ligne Black Star, 113-14

Valeo, 116

adoption du socialisme, 119-21

plans de reconstruction économique, 121-4

enseignement technique, 124-5

Académie des sciences, 125

Unité de recherche sur le cacao, 125

**Unité de recherche sur l'utilisation du bois,
125-6**

chômage, 126

Brigade ouvrière, 126

syndicats, 126-7

contrôle socialiste démocratique, 129-30

Mouvement des jeunes pionniers, 130

Institut Kwame Nkrumah, 130-1
union avec la République de Guinée, 141
et l'Union des États africains,
Mi-3
et la Conférence de Casablanca, 143
abandon de souveraineté, 149
attachement au Commonwealth,
i85-6 .
.
.
composition du Conseil de sécurité, 195
et crise du Congo, 195
et voir **Fonction publique; Convention**
Parti populaire; Colonie de la Gold Coast
Collège Githunguri, Kenya, 44
Colonie de la Gold Coast,
fondation de, 6
motion d'indépendance (1953),
17-18
éducation en, 45-9
Convention de la Gold Coast unie, * 1,
54-5, 135
Goodspeed, capitaine, 192
Collège Gordon, Khartoum, 44
Greeley, Horace, 210
Guinée, République de,
abandon de souveraineté, 86, 149
union avec le Ghana, 140
et Union des États africains, 141-2
à la conférence de Casablanca, 143
a voté contre la Communauté française,

178

Gunther, John, 42 ans

**Haile Selassie 1, empereur d'Ethiopie,
147**

Hailey, Seigneur, 25 ans

Hanna, AJ, 20 ans

Services de santé, 35-7

Henry, Paul-Marc, 177

Hodson, Sir Arnold, 25 ans

Logement, 33-4

Potentiel hydroélectrique, 151

Barrage d'Inga, 169-70

et voir **Volta River Project**

Université d'Ibadan, Nigéria, 44

Ibn Battuta, 3 ans

Impérialisme,

Vues marxistes-léninistes sur, 22

se nourrit de la désunion, 75-6

et la guerre, 202-4

Indépendance, problèmes de,

trouver du capital d'investissement, 97, 98,

101-2 et techniciens, 97-8

réforme foncière, 98-9, 104-5

économies, 99-100, 104-5

néocolonialisme, 102

l'inflation, 103

État providence, 105-6

maintenir l'enthousiasme, 107

fluctuations des prix mondiaux, 109-10

États africains indépendants,

Conférence d'Accra (1958), 136-7

Conférence d'Addis-Abeba (1960), 138
Communauté de 141
Inde, 145
Règle indirecte, 18, 62
Indonésie, 145
potentialités de, 164
Industrialisation,
sous la domination coloniale, 23-4, 26-8
en URSS, 37, 165-7
au Ghana, n 1-12
Marché commun européen peu probable
promouvoir, 159
dans une Afrique unie, 163-4, 167-72
Barrage d'Inga (Congo), 169-70
Bureau international des services africains,
! 34
.
.
Investissement, capital étranger, *voir* Finance
Irrigation, 153
Japon, cellule familiale définie par la loi, 105
Kaiser (Henry J.) Company, 115
Kanem, ancien état de, 3
Kaunda, Kenneth, 5 m
Keita, Modibo, président du Mali, 141 ans,
179
Kenya,
conseils locaux, 19
éducation en, 43-4
Kenya Union africaine, 51 ans
Kenyatta, Jomo, 44 ans

**Association des écoles indépendantes de Kikuyu
tion, 43-4**
Koinange, Peter, 43-4
Institut Kwame Nkrumah, 130-1
Université Kwame Nkrumah, 48
**Conférence des indépendants de Lagos
États (1962), 148**
**Régime foncier,
et crédit, 98-9**

Épisode 241

INDICE

227

(Régime foncier, suite)

Des selles débarquent au Ghana, 99

Loi anglaise de primogéniture, 104-5

Leakey, LSB, 2

Conseils législatifs, 16-17

Université Legon, Ghana, 46

Lénine,

sur l'impérialisme, 22

sur la position britannique au Portugal, 174

sur la liberté de faire sécession, 211

Léopold 11, roi des Belges, 7, 12

Libéria, 135-6

et Communauté d'indépendants

États africains, 141

**parraine la conférence de Monrovia, 145,
147**

Libye, 136, 143

Lincoln, Abraham, 189, 210-n

Université Lovanium, Congo, 44
Lugard, Seigneur, 154
Lumumba, Patrice, 138,139,147-8,191
Makerere College, Ouganda, 44
République malgache, 148, 220
Mali, ancien état de, 2-3
Fédération du Mali, 179
République du Mali, 86
et Union des États africains, 141-2
à la conférence de Casablanca, 143
abandon de souveraineté, 149
Territoires mandatés, 7
Conseils de commercialisation, 26
Théorie marxiste-léniniste, *voir* Lénine
Mauritanie, 147
Moulin, JS, 91
Ressources minérales, 23-4, 25, 150-1, 152
Missions,
librairies, 45-6
écoles subventionnées, 45, 47, 48
Mobutu, Col., 144
Conférence de Monrovia (1961), 143,
145-7
Maroc,
Gouvernement français en, 10
Mouvement Istiqlal, 10
à Accra Conference, 136
à la conférence de Casablanca, 143
Le roi Mohammed V et la couronne
Prince, 144
Mozambique, n - 12

offre de main-d'œuvre pour l'Afrique du Sud, 40-1
éducation en, 42

Muhammed Hasan el-Ouezzani, 55 ans

Munoz, Dr JA, 36 ans

Myrdal, Gunnar, 109-10, 161

Mouvement de libération nationale

(Ghana), 57-8, 63, 75

Néo-colonialisme, 102

Conférence panafricaine des peuples sur,
139

balkanisation l'arme principale,

173 - 4 , i 79 - 8 o

Français, 174-6, 177-9, * 82

Britannique, 176

.

idéologie de la `` mère patrie ", 177, 179

soutien des modérés contre 'ex

trémistes ', 180-1

Marché commun européen et,

161, 181-2

l'aide étrangère et, 183-4

Dirigeants africains qui se conforment à, 184-5

campagne secrète contre Pan-Afri

canisme, 187-8

États de l'OTAN et, 191-2

besoin d'éliminer, 202-4

Népotisme 104

Neutralisme, négatif, 200

et voir Pays non alignés

Nigeria,

Conseil national du Nigéria et le

Cameroun, 51
parraine la conférence de Monrovia, 145,
147
Conférence de Lagos, 148
régionalisme en, 5, 173, 176
Nkrumah, Kwame,
visite Eisenhower, 115
travail pour les congrès panafricains, 134,
! 35
.
secrétaire du National Afrique de l'Ouest
Secrétariat, 135
secrétaire général de l'U .G .C .C., 135
à Sanniquellie Conference, 141
à Conakry Conference, 141-2
discours à Casablanca, 145
à la Conférence de Belgrade, 197
Pays non alignés, Conférence des
(Belgrade, 1961), 197, 198-201
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
(OTAN), 42, 162
Congo, Angola et, 191-2
Revue militaire générale , 192
Essais nucléaires, 144, 203
Nyasaland, partis politiques en, 51
et voir Fédération centrafricaine
Nyerere, Julius, 69-70
Padmore, George, 134 ans
Panafricanisme, 132-3
Congrès panafricains, 133-5
Fédération panafricaine, 134

**Déclaration aux peuples coloniaux
du monde, 134**

**Action positive et sécurité en Afrique,
Conférence le (i960), 137-8
opposition à, 187-8**

1

Épisode 242

228

INDICE

(Panafricanisme, suite)

***et voir* la conférence de tous les peuples africains
rence; États-Unis d'Afrique**

**Démocratie parlementaire, adaptation
aux conditions locales, 66-8, 76-8**

rôle de l'opposition, 68-9

et partis nationalistes, 69-71

Pedler, FJ, 27-8

Planification et *laissez-faire* , 165

Partis politiques, 50-5

Partis populaires, 52-5

besoin de coopérer, 52-3

***et voir* la démocratie parlementaire**

Portugal, 174

dictature en, 201-2

**Colonies portugaises,
politique d'assimilation, n-12**

travail forcé, 12, 37-41

***et voir l'* Angola; Galvao; Mozambique**

Presse,

rôle de, 55-6

liberté de, 76-7

Produits primaires, voir Matières premières

Racisme,

né de l'esclavage, 1

Les gouvernements africains évitent, 32-3

dans l'industrie, 36-7

Matières premières,

colonialisme et, 22-3, 112

fissile, 151

L'Afrique en tant que fournisseur de

160-1

et voir

Les ressources agricoles;

Ressources minérales; Marché mondial

fluctuation des prix

Régionalisme, voir Fédération; Nigeria

Rhodésie, la, 138

éducation en, 43

parties dans, 51

et voir **Fédération centrafricaine**

Rostow WW, 183

Conférence de Sanniquellie (1959), 141

Sarraut, Albert, 21 ans

Segal, Ronald, 63 ans

L'autonomie avant l'économie via

bilité, 50-1

Fédération du Sénégal et du Mali, 179

Senghor, Léopold, président du Sénégal,

159-60, 179

Sierra Leone, 135-6

Esclavage,

traite des esclaves, 5-6
aux États-Unis, 211
Économies socialistes,
Le Ghana adopte, n 9-21, 129-30
et régionalisme, 164-5
Somalie, 145.147
Empire Songhaï, 3
Afrique du Sud, République de,
menace de, xvii, 191
apartheid , 13-15
Parti progressiste, 14
mûr pour la révolte, 15
boycott de, 15, 144
dépendance vis-à-vis de l'Afrique portugaise
travail, 40-1
et Conférence d'Accra (i960), 138
États d'Amérique du Sud, Union des, 188-9
Afrique du Sud-Ouest, 15
Espagne, 201
Soudan, République du, 136
pas à Casablanca, 145 ou Lagos
Conférences, 148
et voir Mali, République du
Suffrage, universel,
comme critère du droit de statuer, 11
refus d'accorder, 17
Suisse, gouvernement fédéral en, 214
Sylvester-Williams, Henry, 132 ans
Tanganyika,
TANU, 18 ans, 51 ans
Tanganyika Concessions Ltd., 41-2

à Lagos Conference, 148
Techniciens,
pénurie de, 97-8
enseignement technique, 46-7, 124-5
Port de Tema, en, 116-17
Togo, République du, 145
Togoland, 71 ans
Tour £, S £ kou, président de la Guinée,
141, 178
Syndicats, 37
au Ghana, 126-8
Fédération panafricaine, 128137
Transport, *voir* Communications
Trevelyan, directeur général, 104
Mouche tsé-tsé, 153
Tshombe, Moïse, 191
Tunisie, 86n, 136
pas à Casablanca, 145
et abandon de souveraineté, 149
Congrès national de l'Ouganda, 51
Union des États africains (UAS), 141-3
Union des Républiques socialistes soviétiques
(URSS),
industrialisation de, 37, 165-7
constitution de, 208-12
République arabe unie, 86n, 136
à Casablanca, 143
abandon de souveraineté, 149
Convention United Gold Coast (UG
CC), 51, 54-5, 135

Épisode 243

INDICE

229

**Organisation des Nations Unies,
résolutions sur l'Angola, 42 ans, et le Congo,
138, 191-2**

**Bureau de l'assistance technique (UN
TAB), 98**

Représentation africaine en, 194-5

**Le Ghana en tant que membre de la sécurité
Conseil, 195**

influence des petits États sur, 196

besoin de se réorganiser, 197

**`` Déclaration sur l'octroi de
Indépendance vis-à-vis du comté colonial
essaie ', 200-1**

États-Unis d'Afrique, 85-6, 142

**Le point de vue des dirigeants africains sur, 147-8
abandon de souveraineté, 149, 220**

capital d'investissement mis en commun, 163

**meilleure base pour une industrialisation rapide,
163-4, 167-72**

force politique de, 193

**fédérations régionales dangereuses,
214-15**

.

.

problèmes d'unité politique, 217-18

planification économique unifiée, 218-19

stratégie de défense unifiée, 219-20

politique étrangère unifiée, 220

programme de formation de, 220-1
et voir **Marché commun, africain;**
panafricanisme
Les États-Unis d'Amérique,
évolution économique de, 165
unification de, 189, 190
Constitution de, 205-8
Haute-Volta, accord douanier avec
Ghana, 157
Gisements d'uranium, 151
Constitution vénézuélienne, 213-14
Recherche vétérinaire, 29-30
Projet de la rivière Volta, 111, 114-16, 169
Approvisionnement en eau, rural, 34-5
Développement du bien-être, 31
Conférence nationale ouest-africaine,
135-6
Secrétariat national ouest-africain, 135
Le nouvel africain, 135
'Le Cercle', 135
Antilles, britanniques, 189-90
Williams, Dr Eric, 1
Woddis, Jack, 36-7 ans
Femmes, Conférence des Africains (Accra,
1960), 138
Brigade ouvrière, 126
Organisation mondiale de la santé (OMS),
98
Fluctuation des prix du marché mondial, 25-6,
109-10, 160, 161, 163

\

Épisode 244

Le premier livre de KWAME NKRUMAH était son autobiographie, *Ghana*, publiée le Independence Day, 1957. En 1960, son les discours ont été recueillis, édités et publiés comme un livre de ses convictions politiques et sociales, *Je parle de liberté. L'Afrique doit s'unir* est un suite naturelle de l'histoire de son combat pour L'indépendance du Ghana.

FREDERICK A. PRAEGER, éditeur

New York • Londres

,